Philippe Chesnay

Pinochet

l'autre vérité



JEAN PICOLLEC

PINOCHET, L'AUTRE VÉRITÉ

Quelques titres récents du même éditeur

Mehdi Abrichamtchi
Iran. Moudjahidines du peuple : la résistance aux ayatollahs.

Jean Paul Angelelli
Une guerre au couteau. Algérie 1960-1962, un appelé pied-noir témoigne.

Mohamed Benchicou
Bouteflika, une imposture algérienne.

Maurice Chauvet
It's a long way to Normandy – 6 juin 1944.

Freddy Eytan
La France, Israël et les arabes : le double jeu ?
Sharon, le bras de fer.

Robert Hatem
Dans l'ombre d'Hobeika … en passant par Sabra et Chatila.

Hengameh Haj Hassan
Face à la bête, des Iraniennes dans les prisons des mollahs.

Roland Jacquard et Atmane Tazaghart
Ben Laden, la destruction programmée de l'Occident - Révélations sur le nouvel arsenal d'al-Qaïda.

Marcel Lanoiselée
Ohrdruf, le camp oublié de Buchenwald. Un survivant témoigne.

Mohamed Mzali
Un Premier ministre de Bourguiba témoigne.

Somanos Sar
Apocalypse khmère

ISBN 2-86477-217-5

Philippe CHESNAY

PINOCHET,
L'AUTRE VÉRITÉ

JEAN PICOLLEC

47, rue Auguste Lançon - 75013 Paris
Tél. : 01 45 89 73 04 - Fax : 01 45 89 40 72
Courriel : jean.picollec@noos.fr

Du même auteur

Chili 1970-1990. Histoire d'une désinformation.
Godefroy de Bouillon-1997

PRÉFACE

Ce livre se veut un témoignage. Il ne prétend pas refaire l'histoire ni s'inscrire en faux contre ce qui fut écrit par la presse ou montré par les télévisions à propos du Chili, mais mettre des faits déjà anciens en perspective, seule façon d'en distinguer les reliefs et d'en faire apparaître des vérités parfois laissées dans l'ombre.

J'ai vécu cinq ans au Chili, de 1981 à 1986, pendant la dictature militaire, parcourant le pays du nord au sud, rencontrant des gens de toutes conditions, pour la plupart étonnés de l'image qu'on donnait alors de leur pays, de l'autre côté de l'Atlantique. Très tôt après mon arrivée à Santiago, j'avais été frappé par la distorsion qui se manifestait entre ce qu'on me racontait et ce qu'avant mon départ j'avais appris à la lecture de la petite douzaine d'ouvrages parus en France à propos du Chili. Par la suite, tout au long des semaines et des mois de mon séjour, les premières impressions que j'avais ressenties n'avaient fait que se renforcer à écouter ce qu'unanimement on me disait :

« Non ! Le coup d'État du 11 septembre 1973 n'avait nullement embrasé le pays ni soulevé la vague d'indignation et de terreur dont, de bonne foi, je faisais état ; les administrations civiles n'avaient pas dû être arrachées des mains des hommes de l'Unité populaire mais avaient été remises aux militaires de façon plutôt formelle. Il n'y avait pas eu ces milliers de victimes, comme on le disait en Europe. Certes,

par la suite, il y eut la répression, la chasse aux hommes du MIR[1]*, la recherche de caches d'armes dans les* poblaciones[2] *et dans les usines; des gens exécutés dans des casernes ou torturés dans des commissariats, des disparus aussi...*

En fait les gens ne voulaient plus du chaos, ils voulaient la paix, pas la révolution et le désordre comme du temps d'Allende, lorsque les bandes marxistes faisaient la loi dans les rues. Assez de pénurie, des casseroles vides et des queues à la porte des magasins.

Aujourd'hui, c'est la dictature, c'est vrai, le marxisme est proscrit au Chili mais rien d'autre n'est interdit. Une fois le pays remis en état, l'opinion table que les militaires s'en iront. »

Il y avait aussi ces deux jeunes filles de milieu modeste, de celles dont les familles avaient cédé aux rêves de l'Unité populaire. Je les avais prises en stop, un dimanche soir, au retour de Valparaiso, au terme d'une journée qu'elles avaient passée sur une plage du Pacifique. J'avais voulu connaître leur opinion sur ce qui était arrivé à leur pays, mais aussi savoir ce qu'était leur vie quotidienne... Je n'y étais pas parvenu. Je les avais senties tendues, presque terrorisées de se trouver auprès d'un inconnu qui, bien que manifestement étranger, pouvait être un indicateur, de ceux qui persécutaient leur famille et leur entourage. J'avais respecté un silence qui paraissait si éloquent.

Et puis, je rencontrais aussi ceux que les *compañeros* de la gauche révolutionnaire appelaient avec mépris les *momies,* des bourgeois paisibles qui se disaient, qu'après tout, ces émules de Guevara, qu'on pourchassait avec tant de rigueur, avaient bien mérité ce qui leur arrivait. « *N'oubliez pas, Monsieur, que ces gens-là voulaient faire du Chili un nouveau Cuba.* » D'ailleurs, Fidel Castro, en visite officielle pour quelques jours, était resté un mois

1 Movimiento de la izquierda revolucionaria: mouvement de la gauche révolutionnaire (marxiste).

2 Bidonvilles de la périphérie des villes, aussi appelés *campamentos.*

à endoctriner les *rotos*[3] ! Même ce pauvre Allende en avait été excédé !

Partout, c'était le même refrain. *El odio* ! La haine. Celle qui, depuis le ralliement de la gauche chilienne aux doctrines révolutionnaires, dressait l'une contre l'autre les composantes de la société : celle qui, dans l'unanimité des congrès de parti, prônait la création d'un État révolutionnaire au Chili et celle d'individus, effarés, qui s'accrochaient désespérément aux institutions d'une des plus vieilles démocraties du continent. La haine qui avait fini par déchirer le tissu social et - pire avatar qui put advenir à une communauté de citoyens - détruire la cohésion nationale.

Il y avait aussi les pauvres, un bon tiers de la population, masses exclues de la société et qui, sans en revendiquer le rôle éminent, étaient, selon l'angle sous lequel on les considérait, la cause légitime, la raison, l'alibi ou le prétexte du mouvement révolutionnaire. Plus tard, en 1989, après le renversement de Pinochet, je m'étonnerai que cette pauvreté, qu'on avait tant portée en bannière pour légitimer les excès de la révolution, ait subitement disparu du discours des intellectuels et des médias. Comme si, soudain, elle n'avait plus eu de raison d'être.

Surpris de n'avoir pas trouvé une capitale en état de siège, un peuple sous le joug, un pays cadenassé, interdit à toute introspection de la presse étrangère, mais, au contraire, des rues animées, des commerces approvisionnés, des immeubles partout en construction, un aéroport sur les pistes duquel se posaient quotidiennement la plupart des lignes internationales et les journaux de la gauche française dans les kiosques du centre-ville, j'avais décidé de chercher à en savoir un peu plus. Pour témoigner, peut-être, un jour.

Dans les mois qui suivirent mon installation, lors des retours périodiques qui me ramenaient en France, jugeant probablement suspecte l'information que leur dispensaient les médias, des gens m'in-

---

3 Gens de modeste condition.

terrogeaient : «*Est-ce bien vrai ce qu'on nous raconte, ici, du Chili?*» Circonspects à l'égard d'une information dont l'omniprésence et les outrances leur paraissaient disproportionnées avec l'importance que pouvait avoir le Chili dans les affaires du monde, je les sentais sceptiques, attentifs à ne pas abandonner tout esprit critique et à ne pas céder à ce qui leur paraissait une sorte de bourrage de crâne.

À la moindre tension qui agitait le Chili, des journalistes du monde entier débarquaient - librement - à Santiago, chargés de caméras et de magnétophones. Il leur suffisait d'être au bon moment, au bon endroit, là où un accrochage avait lieu entre manifestants et forces de l'ordre - bien souvent de s'y faire conduire par des guides zélés -, de recueillir, ici ou là, le témoignage de quelque pauvre femme dont le mari avait été interpellé, de filmer une barricade de pneus enflammés ou l'intervention des *guanacos* [canons à eau anti-émeutes], pour que quelques jours plus tard, le téléspectateur français pût témoigner qu'en effet le Chili était à feu et à sang, dressé unanimement contre les militaires.

Il arrivait, aussi, qu'on voie à la télévision des images des banlieues de Santiago - immense bidonville né de l'exode rural - avec des commentaires laissant entendre qu'il s'agissait du centre-ville, montré en plein hiver austral, avec des carabiniers chargeant des manifestants... vêtus de tenues estivales... en oubliant de préciser qu'on passait là des images d'archives.

C'est après avoir connu le propre médecin d'Allende, le docteur Guijon-Klein, qui fut témoin d'un suicide que, pour des raisons idéologiques, l'on s'acharnait, en France, à ne point reconnaître, que je décidai d'aller plus loin : de ne pas me limiter à entendre, partout, les mêmes témoignages d'allégeance à une dictature subie, certes, mais qui remettait le pays sur les rails, et de rechercher les causes d'un acharnement aussi implacable contre un régime qui, dans le monde, était loin de tenir les premiers rôles de l'intolérance et de la tyrannie.

J'ai ainsi fait des recherches, consulté des documents d'archives, rencontré certains acteurs des premiers événements, je me

suis rendu dans les quartiers populaires, là où, pour se donner un avenir, le régime militaire devait, après l'impitoyable nettoyage des premiers mois, rétablir la confiance en améliorant le sort des plus pauvres, car il savait que c'était dans l'intégration de ces masses à la société que résidaient les conditions du développement du pays et, ce qui valait bien plus, sa propre légitimité.

Comme toutes les dictatures, *« républiques démocratiques »*, *« démocraties populaires »*, quel que soit le nom qu'elles se donnent, la dictature chilienne aurait gagné à ne jamais voir le jour. Et elle n'aurait jamais existé si le mouvement révolutionnaire latino-américain, né de la guerre froide et fruit de l'expansionnisme soviétique, n'avait essaimé partout sur le continent. De ces groupes révolutionnaires marxistes le bilan n'est pas positif, et leur contribution bénéfique à l'amélioration de la condition des peuples relève de la propagande.

Au Chili, le temps des *pronunciamientos* était révolu. Le pays, peu à peu, émergeait de la masse de ceux qui sont en voie de développement. Considéré comme moyennement riche, il était dans le peloton de tête des nations les plus prospères d'Amérique du Sud. Mieux, en matière d'éducation nationale, de santé, de protection sociale - avec des textes qui, pour certains, remontaient au début du siècle - le pays était classé parmi les tout premiers. Et même si, en terme d'égalité sociale, des progrès restaient à accomplir, rien ne justifiait le recours à la violence.

Il fallut que, dans les années 1960, alors que rien ne l'imposait, la principale composante politique du pays, le Parti socialiste de Salvador Allende, se déclarât marxiste-léniniste-révolutionnaire et adhérât à un projet d'établissement d'un pouvoir populaire au Chili pour que le pays entame le processus qui le conduirait, en 1973, au bord de l'abîme et lui imposerait une dictature de dix-sept années.

C'est ce processus dont il sera question dans la première partie de cet ouvrage. Il fut à l'origine du drame que connut le Chili entre 1970 et 1990. De ces racines si profondément enfouies qu'on s'affranchit volontiers de la peine de les exhumer, surgirent

les fleurs maudites d'une révolution populaire vouée à l'échec dès sa naissance, d'un coup d'État hors d'époque, d'une répression sanglante, et pour une large part inutile, et du bannissement de tout un pays au seul nom d'un homme : Pinochet.

Ce sont ces aspects de l'histoire contemporaine du Chili qui constitueront la deuxième partie de ce livre. Avec, notamment, les circonstances exactes de la mort d'Allende telles qu'elles ont été finalement reconnues. Il s'agit de poser et de répondre à des questions simples auxquelles, étrangement, les réponses furent toujours évasives : comment, après dix-sept années de dictature, Pinochet recueillit-il encore quelque 45 % de suffrages populaires favorables à son maintien à la tête de l'État ? Pourquoi la sacro-sainte « usure du pouvoir » l'épargna-t-elle ? Comment, près de vingt ans après la restauration de la démocratie, la Constitution du pays, quoiqu'amendée, reste celle que les militaires firent adopter par le peuple en 1980 ? Pourquoi les partis politiques de gauche, revenus au pouvoir dix ans plus tard, abandonnant toute référence à un projet révolutionnaire qu'ils avaient destiné à la pérennité, allèrent-ils jusqu'à reprendre, telles quelles, les principales réformes sociales de la dictature ?

On le verra à la lecture de ces pages, il ne s'agit pas de montrer de la complaisance pour ce qui fut légitimement dénoncé, mais d'apporter une contribution supplémentaire à la vérité.

Chapitre 1
LE CHILI ET LES MÉDIAS

À l'heure, le 10 décembre 2006 où disparaît Pinochet, le Chili achève un cycle de quelque quatre décennies de son histoire.

Douloureuse transition entre l'arriération d'une terre encore marquée par l'empreinte de la Conquête et l'éveil au monde moderne, ces quarante années auront été traversées par les traits de feu d'une tentative révolutionnaire avortée, d'un coup d'État asséné comme une gifle à la face d'un Occident où l'on rêve, ici et là, de pouvoir populaire.

Aujourd'hui que le cycle s'achève par la mort du vieux dictateur. Le Chili va redevenir fréquentable. L'ostracisme qui le frappe depuis le coup d'État de septembre 1973 va rapidement s'effacer. Tant que le nom de Pinochet et celui de son pays étaient intimement liés, l'opprobre qui couvrait l'un enveloppait l'autre. C'était ainsi qu'il fallait que ce soit, même si l'un n'était plus qu'un vieil homme âgé de 91 ans et l'autre un jeune État en voie de modernité.

L'entreprise sera longue, une génération, deux peut-être, pour que s'érode au fil du temps l'immense édifice de l'imprécation. Car, sous nos latitudes, quel pays, autre que le Chili, aura été aussi implacablement désigné à la vindicte populaire? Lequel aura, durant deux décennies, mobilisé tant de haine, fait battre

tant de pavés, nourri tant de débats et alimenté de tels réquisitoires ? Le Cambodge de Pol Pot ? L'Irak de Saddam Hussein ? La Corée du Nord de Kim Il Sung... Tous ceux dont les bilans humains ont dépassé le million de victimes ? Ou alors, peut-être, d'autres tyrannies, celles d'Europe de l'Est par exemple, celles de la barbarie communiste, dont armée et police politique, dans les mêmes temps, commettaient leurs sinistres besognes à l'ombre de frontières cadenassées ?

Mais, dira-t-on, pourquoi le Chili ? Oui, pourquoi ? Par quelle déraison se serait-on acharné sur ce modeste pays d'Amérique du Sud qui, dans les années 1960, intéressait bien peu de monde alors que tant de causes, ailleurs, appelaient l'attention, la sollicitude ou la révolte ? Allende, certes ! Allende, le républicain, le démocrate de toujours, si souvent battu aux marches du pouvoir et qui, cette fois, ô miracle ! y accède.

1970. Allende. Stupeur ! Pour la première fois, le marxisme est porté démocratiquement aux commandes d'un État. Alors, oui, Allende. Le mythe renversé, assassiné plus tard, de la pire des façons, par une armée prussienne, fasciste, de ces armées d'opérette d'Amérique latine, armées de coups d'État... Le schéma est providentiel. De plus, le combat est légitime. Qui le nierait ? Un pouvoir légal abattu par la force des armes.

La suite, l'épuration avec son lot d'exécutions sommaires, de tortures, de disparitions... sur fond de pauvreté et de misère, offrira la trame inespérée d'un combat idéologique de dix ou quinze ans. Mieux - ou pire si l'on veut - au lieu de faire disparaître ses opposants comme le fit l'Argentine, Pinochet les chasse vers des pays d'accueil qui les acceptent ou les réclament. La diaspora chilienne sera nombreuse à s'installer, non à Cuba ou en Union Soviétique, mais dans de moins inconfortables démocraties : Italie, Espagne, France, Suède... Réservoir inépuisable de témoignages écrits, parlés et télévisés ; d'horreurs subies parfois, d'une dictature jamais vécue le plus souvent.

En outre, le Chili est loin, à perte de vue des rivages européens. Le flux de visiteurs, d'un côté comme de l'autre, est négligeable.

Insuffisant en tout cas pour démentir ou discréditer ce qu'on pourra dire, écrire ou montrer sur les écrans de télévision.

Rarement, combat idéologique n'aura puisé en ses sources autant de raisons de haïr. Inhabituel, un régime marxiste est renversé par des militaires. Le crime est inexpiable.

En Europe latine, d'essence plus révolutionnaire, la dénonciation fut exorbitante.

En France, entre 1975 et 1990, près de neuf cents émissions sur le Chili ont été diffusées sur les écrans des trois principales chaînes de télévision. Sept cents d'entre elles l'ont été à propos de sujets politiques et cinq cent soixante-dix étaient fondées sur la dénonciation des violations des droits de l'homme.

Étrangement, alors qu'à partir de 1980, la dictature chilienne avait considérablement tempéré ses ardeurs, la dénonciation du régime militaire - dans une surprenante illustration de l'indépendance des médias - va connaître, à la venue de l'Union de la gauche française aux affaires, une inflation exceptionnelle : d'une moyenne annuelle de treize émissions entre 1975 et 1981, l'information télévisée passera à soixante-dix-huit entre 1982 et 1990, atteignant un sommet de cent quarante-deux en 1983, soit plus d'une tous les trois jours.

Serait-ce que les dictatures « de droite » ont de meilleures aptitudes que les autres à susciter l'indignation ? Sans doute. Mais la raison est aussi ailleurs.

En fait, le Chili de la dictature fut largement ouvert à la presse étrangère ce qui, par essence, n'est pas le cas des dictatures communistes. Des commissions internationales purent se rendre au Chili, y enquêter, trouver sur place des organismes, notamment religieux, qui se tenaient régulièrement informés des exactions commises, recueillir le témoignage de familles touchées par la mort ou la disparition d'un des leurs... Les violations des droits de l'homme purent, ainsi, être régulièrement évaluées et dénoncées.

Les journalistes français, accueillis sans visa, étaient accrédités, interviewaient, filmaient sans interdit - sinon sans excessive complaisance - les forces de l'ordre et repartaient sans avoir à

rendre compte de l'usage qui serait fait ultérieurement de ce qu'ils avaient vu.

Cette libre ouverture à l'observation étrangère, qui facilita tant de reportages et de témoignages saisis sur place, fut vraisemblablement plus la résultante de traditions démocratiques enracinées dans la nation chilienne que le souci qu'auraient eu les militaires d'exposer complaisamment leurs aptitudes à faire régner l'ordre. Enfermé, prisonnier de ses propres frontières, maté comme dans un goulag, le peuple se fût vraisemblablement rebellé contre une armée et des forces de l'ordre auxquelles il avait implicitement donné mandat de mettre un terme à l'expérience révolutionnaire.

Exorbitante, la couverture médiatique de la dictature chilienne fut, aussi, tendancieuse.

Certes, face à des réalités indiscutablement odieuses, qui, à une certaine époque, aurait osé affronter la tempête d'imprécations ?

L'image qu'il convenait de donner du Chili à un public dont la masse ignorait l'essentiel, pour être durablement mémorisée, se devait de ne véhiculer que quelques stéréotypes simples et fortement antagonistes : pauvreté de la population et privilèges de l'oligarchie, humanisme du socialisme et férocité du régime militaire... L'identité du pays serait dessinée à partir d'un vocabulaire simple et aisément mémorisable : pauvreté, dictature, armée, disparitions, tortures... Trente-cinq ans plus tard, alors que le Chili a retrouvé un régime de démocratie parlementaire depuis près d'une vingtaine d'années, l'image demeure, indissolublement imprimée dans les mémoires.

L'entreprise, que l'on a quelque peine à ne pas taxer de mystification, ressortit à un procédé bien connu des publicitaires : celui de la redondance. Pour s'imprimer dans les esprits, le message doit être répété sous une forme identique, ou très proche, le plus souvent possible. Ainsi, par le jeu de documents d'archives, diffusés puis rediffusés aux anniversaires ou lors d'émissions historiques, le coup d'État de septembre 1973 et l'assaut du palais présidentiel de La Moneda deviendront-ils des images familières. Ainsi, le soin apporté à circonscrire les témoignages saisis sur place à la commu-

nauté misérable des bidonvilles accréditera-t-il l'image d'un pays d'immense pauvreté.

Mais d'autres manœuvres sont également en jeu. Appelé à entrer dans l'histoire, un événement est d'abord traité, à chaud, en direct, par des télévisions qui en donneront des images immédiates assorties de commentaires composés dans la fièvre de rédactions soumises à la présentation de l'actualité en temps réel. Dans un deuxième temps, prenant le relais, la presse quotidienne apportera une couverture plus réfléchie mais, elle aussi, tributaire de délais de parution impérieux. Les hebdomadaires, moins pressés, offriront quelques jours plus tard une analyse plus complète de l'événement, avant que, dans le temps le plus court pour que leur succès commercial bénéficie des braises de l'actualité, quelques ouvrages ne viennent cimenter les convictions que se sera forgé le public à travers les médias.

Or, il est clair qu'un fait d'importance ne prend ses dimensions et sa valeur qu'avec le temps. Seul le temps qui, antérieurement, l'a rendu possible et, postérieurement, va le situer en perspective, en fera apparaître vérité et authenticité.

Dans le cas du Chili, la redondance fut exceptionnelle. Le phénomène d'image acquise, qui instille dans l'opinion des convictions inébranlables, s'accompagna de méthodes éloignées de toute probité intellectuelle. La dénonciation du régime militaire se fondit, en effet, sur le parti-pris d'exclure toute contradiction.

Pourtant, il eut été facile, comme on le fait ordinairement, d'inviter au cours de débats télévisés, de tables rondes, d'interviews... d'autres Chiliens que les exilés en France qui, par la force des choses, ne pouvaient qu'imparfaitement témoigner d'une situation dont ils étaient éloignés parfois depuis plusieurs années. Facile de recueillir les témoignages, forcément divers et contradictoires, d'étudiants, de cadres d'entreprise, d'ouvriers, de fonctionnaires, de membres de professions libérales... de Santiago et de province, ulcérés, pour la plupart, de l'image, qu'à l'étranger, on donnait de leur pays.

Ainsi, l'information fut-elle, seize années durant, unidirectionnelle et, donc, inévitablement falsifiée. Elle prit souvent le

ton d'une passion haineuse difficilement contenue, s'alimentant, délibérément, de faits extravagants n'ayant aucun rapport avec la réalité et ne pouvant qu'abuser un public privé de tout moyen de les contester. On écrivit, sans le moindre scrupule que « *La population chilienne est au bord de la famine,* [victime] *d'un génocide social planifié* [...] *plusieurs millions de Chiliens sont privés de tout revenu* [...] *les enfants tombent d'inanition dans les écoles* [...] *le pays bat tous les records d'accroissement de la mortalité infantile* ».[4]

En outre, conformément à des méthodes longuement éprouvées, les témoignages qui pouvaient, sinon contredire, du moins édulcorer le message qu'on voulait passer - manifestations de soutien au gouvernement militaire, élections favorables au régime, réalisations de caractère social... - étaient, soit traités par la dérision, soit sous-évalués, soit, le plus souvent, accompagnés d'images d'archives rétablissant aussitôt la seule vérité acceptable.

De temps en temps, quelques personnalités politiques d'horizon divers, ou quelques représentants de l'intelligentsia paraissaient sur les écrans, racontant le court séjour qu'ils venaient - librement - de faire à Santiago. Témoignages peu différents les uns des autres, la plupart accablants, essentiellement nourris des propos de dirigeants de l'opposition, invités pour l'occasion aux dîners de l'ambassade de France.

La plupart de ces visiteurs, intimement décontenancés de ne pas trouver le pays en état de siège comme on le leur décrivait inlassablement en France, ni une population clairement accablée de misère et de terreur ; embarrassés de ne pouvoir faire coïncider l'image qu'ils s'étaient forgée du Chili de la dictature et celle que le spectacle de la rue leur offrait, s'efforçaient de composer avec leur conscience - non sans quelque intellectuelle complaisance - en faisant cohabiter constats et spéculations.

« *Peu de policiers en uniforme. Ils sont plus efficaces en civil. Des journaux dans les kiosques. Mais les journalistes sont perpétuellement menacés d'emprisonnement. Plusieurs chaînes de télévision. Mais*

4 *Le Nouvel Observateur*, n° 634, 3 janvier 1977.

un contrôle strict de leurs informations. De bons résultats économiques. Mais une répartition sociale plus inégale que jamais. Une foule animée dans les centres commerciaux. Mais des disparus au petit matin. Des librairies bien approvisionnées. Mais une lente déculturation du pays. »[5]

Il serait inexact de prétendre que l'information fut, *stricto sensu*, mensongère. La plupart des faits qui furent relatés correspondaient à une réalité, comme le seraient aujourd'hui ceux qui ne montreraient de la France que les problèmes des banlieues, les ravages de la drogue, les services d'urgence des hôpitaux, les SDF, les clandestins et les soupes populaires de l'hiver ou encore les taux de chômage, de l'illettrisme et de la pauvreté. De toute évidence, une présentation limitée à ces seuls aspects s'apparenterait à un mensonge par omission et, par conséquent, à faux témoignage. Or, c'est ce procédé qui servit à présenter au public la réalité du Chili. En dénonçant inlassablement ce qui rendait odieuse la dictature, mais en taisant soigneusement ce qui, peu à peu, allait faire émerger le pays vers une nation moderne, l'information, indiscutablement influencée par le pouvoir politique et l'intelligentsia, se livra à une intoxication systématique de l'opinion.

On verra que la désinformation fut particulièrement patente s'agissant de la mort d'Allende et de la réalité de l'épuration politique.

5 Laurent Fabius, *Le Nouvel Observateur*, n° 1210, 15 janvier 1988.

Chapitre 2
LA GENÈSE DE LA RÉVOLUTION

Aujourd'hui Pinochet disparu, les historiens vont pouvoir commencer à chercher des réponses à quelques questions simples : comment un pays de traditions démocratiques aussi anciennes et possédant des institutions républicaines aussi solides a-t-il pu porter au pouvoir un régime marxiste dont le projet était l'instauration d'un État révolutionnaire au Chili ?

Plus encore : comment un tel pays, victime plus tard d'un coup d'État brutal, violent, suivi d'une répression impitoyable, puis gouverné sans partage par un tyran imposant sa loi sous la botte de ses militaires et dans les cachots de ses commissariats, coupable, selon des sources publiées alors, de l'assassinat de 20 000[6] à 30 000[7] Chiliens, sans parler des sévices, de la délation et de la torture... Oui, comment un tel pays a-t-il pu sortir d'une telle suite d'épreuves autrement que détruit et ruiné ? Car, enfin, quelle dictature a jamais laissé son peuple autrement qu'épuisé, arriéré de la somme des progrès acquis ailleurs, pendant sa forfaiture ?

Et puis aussi, pourquoi tant d'acharnement à mettre le Chili au ban des nations, ne pas s'arrêter, jamais, de le clouer au pilori

---

6 *Le Nouvel Observateur*, n° 486, 4 mars 1974.

7 Olivier Duhamel, *Chili ou la tentative*, Gallimard, collection L'air du temps, 1974.

de l'Histoire, en dénoncer sans cesse les tares, la pauvreté et l'indigence et puis, d'un coup, à l'heure même du retour à la démocratie, ne plus rien en dire ?

Fallait-il croire, alors, que l'ostracisme qui frappait le pays n'était que celui qui frappait le dictateur et que celui-ci, mis en minorité et reconnaissant sa défaite, les malheurs du pays s'achevaient ? De cinquante en 1989 et trente et une l'année suivante, les émissions politiques télévisées qui avaient culminé à plus de cent quarante en 1983, tombèrent à trois en 1991, deux en 1992, huit en 1993, année de l'élection d'un nouveau président, et à zéro chacune des deux années suivantes[8].

Comme si la pauvreté, si inlassablement dénoncée, avait subitement disparu, comme si la misère du peuple n'avait plus de raison d'être.

Autres questions, enfin. Les seules qui vaillent, en fait, pour servir de leçon et éviter que l'Histoire, pour une fois, ne se répète : comment cette dictature a-t-elle été possible ? Quel sein monstrueux l'a nourrie ? Aurait-elle pu ne jamais voir le jour ?

En 1959, à l'heure où la révolution cubaine porte Fidel Castro au pouvoir, le Chili est une démocratie parlementaire. Sa Constitution date de 1925 et son échiquier politique est peu différent de celui que nous connaissons sous nos latitudes. Ses élections périodiques - présidentielles, législatives... - ont toujours eu lieu aux dates fixées et leurs résultats publiés sans retard et respectés. Pour un territoire plus grand que n'importe quel État européen à l'exception de l'Union Soviétique, le pays compte un peu moins de dix millions d'habitants et compose une société principalement née de l'immigration espagnole et, plus largement, européenne.

La communauté nationale, hispanophone, est peu différente de celle des pays de l'Ouest européen de l'entre-deux-guerres. Une classe moyenne s'y développe lentement, coiffée d'une frange de grandes familles bourgeoises possédantes se préoccupant peu, à

8 Sources de l'*INA*. Institut National Audiovisuel.

l'instar de toutes les nations du continent, de la pauvreté endémique qui représente plus ou moins le tiers de la population.

Au classement des États, le Chili est alors considéré comme un pays en voie de développement, moyennement pauvre mais, comme plusieurs de ses voisins, potentiellement riche, chargé de promesses de prospérité continuellement déçues. Il a connu son temps de gloire avec le salpêtre du Nord qui a alimenté les champs de bataille de la Première Guerre mondiale en poudres et explosifs jusqu'à l'apparition de substituts synthétiques qui ont fait subitement disparaître son intérêt et donc sa valeur. Les capitaux privés nord-américains ont alors entrepris l'exploitation du cuivre, faisant rapidement du pays le second producteur mondial de ce minerai.

Des pays du continent, il est, en fait, l'un de ceux qui tirent le mieux son épingle du jeu. Ses premières lois de protection sanitaire et sociale datent de 1920, ses taux de scolarisation sont parmi les deux ou trois meilleurs et, ce qui, dans le contexte de l'époque, est le plus important, il arrive en deuxième position après l'Argentine pour la faiblesse de ses taux de pauvreté et d'indigence.

Certes, comme partout ailleurs en Amérique latine, y règne l'inégalité sociale qui sera, dans les années à venir, le ferment des luttes révolutionnaires. Les terres fertiles du Sud constituent de gigantesques exploitations aux mains de quelques gros propriétaires. Le cuivre est la propriété de compagnies privées nord-américaines et les principales ressources de l'économie appartiennent à un nombre limité de grandes familles de la bourgeoisie.

La France, enfin, jouit dans le pays d'une aura qui, curieusement, dépasse celle de l'Espagne : les cap-horniers bretons du siècle passé, les héros de l'*Aéropostale* y ont laissé des sillons qui, à travers écoles, lycées et alliances françaises, ont consacré une présence culturelle exceptionnelle.

Dès le début des années 1960, la plupart des pays latino-américains sont agités par des mouvements révolutionnaires dont l'action clandestine est largement inspirée par la révolution castriste. Déjà se propagent, surtout chez les jeunes, influencés par l'image

de Che Guevara, des doctrines léninistes propres à les lever contre ce qu'ils nomment *« les démocraties bourgeoises »* qui ne pensent qu'à servir les intérêts de *« l'impérialisme capitaliste »*[9]. Nul n'ignore alors que, derrière ces mouvements révolutionnaires, se profile l'immense silhouette de l'Union Soviétique qui, par l'entremise de son satellite d'Amérique centrale, arme et finance de multiples groupes activistes. S'inspirant d'idéaux de démocratie et de liberté, animant des « mouvements de libération », il n'est pas surprenant qu'une partie de l'Église, à travers des théologies nouvelles, leur apporte un appui d'autant plus important que sa pastorale dans les milieux d'Amérique latine est puissante.

À cette époque, à Santiago du Chili, seul le Parti communiste s'est déclaré marxiste-léniniste. Peu introduit dans la population et peu important, il suit sans enthousiasme les proclamations révolutionnaires qui déferlent ici et là et répugne à s'engager dans des luttes armées.

Dans les universités, au contraire, notamment à Concepción, à cinq cents kilomètres au sud de la capitale, les débats s'amplifient et l'on assiste à des mouvements qui trouvent des échos dans la jeunesse universitaire européenne et qui déboucheront, en France, sur les événements de mai 68.

Le coup de tonnerre se produit à Santiago lorsque le Parti socialiste chilien se déclare officiellement *« prolétarien marxiste léniniste révolutionnaire »*. À cette époque, c'est, avec la Démocratie chrétienne, le parti politique le plus important du pays. Il n'a rien en commun avec ce que fut, par exemple, la SFIO[10] ou ce qu'est alors son homologue français. Il n'a jamais fait partie de la IIe Internationale et va s'inscrire dans un projet de luttes à l'échelle du continent.

Après avoir été l'un de ses fondateurs, Salvador Allende en est un leader particulièrement actif. À cette date, il a cinquante-

9 Terminologie très en vogue et notamment utilisée par Olivier Duhamel, *op. cit.*

10 Section française de l'Internationale ouvrière, remplacée par le PS au début des années 1970.

neuf ans. Sa carrière politique a débuté vingt-sept ans plus tôt. Il a participé aux luttes prolétariennes de 1932 et a été incarcéré après jugement de la cour martiale. En 1939, il devient ministre de la Santé dans le gouvernement de Front populaire. Sénateur socialiste depuis la fin de la guerre, il est sur le point d'être nommé président du sénat.

La déclaration du premier parti politique de la gauche chilienne, au moment où s'allument sur le continent les premiers feux de la révolution, va provoquer un véritable séisme dans la population et, on le verra, donner le coup d'envoi de la douloureuse aventure que vivra le pays jusqu'à la fin du siècle.

En 1967, lors du XXIIe congrès de son parti, à Chillan, le sénateur socialiste Carlos Altamirano, qui deviendra secrétaire général du mouvement, propose un texte dans lequel on peut lire: «*La politique des partis révolutionnaires ne saurait être déterminée par de mesquines considérations électorales. La question essentielle du pouvoir ne se résoudra jamais dans les tribunes parlementaires. Elle a toujours été et restera le fruit de la lutte insurrectionnelle.*»

Le ton est donné. Le langage est sans ambiguïté. Les références aux principes mêmes de la démocratie parlementaire jetées aux orties.

Certes, pour la gauche chilienne, le recours aux urnes devient exaspérant: trois ans plus tôt, Allende a essuyé sa troisième défaite - et de 17 points (56 % contre 39 %) - à une élection présidentielle. Pour une grande partie de la gauche, la voie électorale n'offre plus qu'un recours illusoire.

En 1965 déjà, les revendications révolutionnaires, que l'expérience cubaine avait mis au goût du jour, avaient conduit un autre sénateur socialiste, Adonis Sepulveda, à déclarer au congrès de son parti: «*Notre stratégie écarte de fait la voie électorale comme moyen d'atteindre notre objectif de prise de pouvoir.*»[11]

Mais, à la différence de la déclaration précédente, cette profession de foi avait donné lieu à débat contradictoire. En 1967, et

---

11 Voir XXIe congrès du Parti socialiste tenu à Linares.

l'on mesure le chemin parcouru en deux ans, le texte, qui fut approuvé à l'unanimité des congressistes, comportait les résolutions suivantes : « *1- Le Parti socialiste, en tant qu'organisation marxiste-léniniste, décide que la prise de pouvoir constitue l'objectif stratégique à réaliser dans la génération, en vue d'instaurer au Chili un État révolutionnaire* [...] *2 - La violence révolutionnaire est inévitable et légitime.* [...] *Seule, la destruction de l'appareil bureaucratique et militaire de l'État bourgeois peut consolider la révolution socialiste.* »

Certes, la mobilisation n'est pas la guerre. Et combien de résolutions péremptoires forgées dans l'euphorie des congrès de partis ont pu, ici et là, se limiter à réveiller des militantismes défaillants. Nul, cependant, dans l'opinion n'a le goût de prendre ces proclamations, souscrites unanimement par les congressistes de la plus importante composante de la gauche chilienne, pour des rodomontades. On sait déjà que c'est sur ce socle que s'édifie et se consolide l'Unité populaire.

On mesure l'émotion que ces professions de foi peuvent susciter dans un pays attaché à ses valeurs démocratiques et les bouleversements qu'elles sont de nature à provoquer dans le tissu social. L'objectif d'instaurer un État révolutionnaire au Chili est clairement affiché. Comme l'est le recours à « *la voie armée.* [...] *la violence révolutionnaire* [...] *pour la défense et le renforcement du pouvoir.* »[12]

Enfin, six ans avant le coup d'État de 1973, on peut imaginer avec quels états d'âme sont accueillies dans les garnisons les promesses de « *destruction de l'appareil militaire de l'État.* »

En août 1967, s'était tenu à La Havane, le premier congrès de l'Organisation latino-américaine de solidarité. À l'origine de la OLAS dominait le principe selon lequel « *la révolution n'admet aucune frontière.* » Le PS chilien, à son propre congrès de Chillan, avait fort bien admis cette thèse en reconnaissant que : « *La révolution chilienne était indissolublement liée à la révolution latino-*

12 Voir XXIIe congrès du Parti socialiste.

américaine et celle-ci à la révolution mondiale.» Ce concept coïncidait point par point avec le fameux message de Che Guevara à la Tricontinentale[13], plus d'un an plus tôt: *«Il s'agit de prendre conscience que l'impérialisme, ultime étape du capitalisme, est un système mondial qu'il convient de détruire dans une confrontation mondiale.»*

Alors que les Partis communistes brésilien, argentin et vénézuélien, jugeant trop extrémistes les thèmes qui seraient développés au congrès de La Havane, avaient décidé de ne pas y participer, les PC et PS chiliens s'y présentèrent et accueillirent sans difficulté cette déclaration initiale: *«Le triomphe de la révolution cubaine rend évident que l'insurrection armée est le seul moyen pour la prise de pouvoir par les travailleurs* [...] *que les armées peuvent être détruites, les oligarchies vaincues et l'impérialisme américain mis en déroute.»*

Et la OLAS de proclamer à l'issue de ses travaux: *«4 - Que les principes du marxisme-léninisme orientent les mouvements révolutionnaires en Amérique latine.* [...] *5 - Que la lutte révolutionnaire armée constitue la ligne fondamentale de la révolution.* [...] *7 - Que, pour la majeure partie des pays du continent, le problème d'organiser, entamer, développer et favoriser la lutte armée constitue aujourd'hui la tâche immédiate et fondamentale du mouvement révolutionnaire.»*

Est-il possible de douter de l'adhésion du Parti socialiste chilien à ces thèses? De toute évidence, non! Au congrès de Chillan déjà cité, une commission avait élaboré un texte relatif à la position du parti qui disait ceci: *«Le Parti socialiste chilien se solidarise avec tous les processus de construction du socialisme initiés en URSS, en Europe de l'Est, en Asie et à Cuba dont la révolution a donné une nouvelle dimension à la lutte des classes sur notre continent et démontré la viabilité de la violence révolutionnaire pour accéder au pouvoir en lui apportant une tactique spécifique: la guérilla.»*

---

13 Conférence internationale réunissant des pays d'Asie, d'Afrique et d' Amérique latine tenue à La Havane en 1967.

De telles proclamations ne sont pas sans importance. Elles sont de celles qui firent que nombre de Chiliens, exposés plus tard au régime autocratique de Pinochet, se crurent légitimés à professer que le projet socialiste de l'Unité populaire ne reposait sur aucune base démocratique.

Elles furent surtout l'alibi des militaires, qui, restés l'arme aux pieds trois ans durant et ayant assisté à la ruine économique du pays et à la faillite institutionnelle de l'État, s'estimèrent fondés, en 1973, à intervenir pour mettre fin au processus révolutionnaire.

On verra par la suite qu'elles expliquent la création, pendant le mandat de Salvador Allende, *« au vu et au su du gouvernement »*, de groupes armés constitués pour *« défendre et renforcer le pouvoir populaire »*[14] ; le parti s'y était d'ailleurs engagé en 1967 lors de son XXII[e] congrès.

La ligne politique du PS est donc bien claire : l'accession au pouvoir par la voie électorale est jugée sans issue. Non seulement parce qu'elle échoue depuis des lustres mais encore parce que l'option révolutionnaire sait qu'elle ne peut guère rassembler plus du tiers de l'électorat. Seule, dans une élection qui ne prévoit qu'un tour de scrutin, la dispersion des candidatures de l'opposition peut lui permettre d'arriver en tête de la consultation et de se présenter en force devant le Congrès pour espérer voir son candidat élu. Encore conviendrait-il que le Parlement, qui lui est majoritairement hostile, dégage une majorité de circonstance pour assurer à ce dernier la victoire. Les chances sont jugées illusoires.

Allende n'avait pas assisté à la réunion de la OLAS d'août 1967. Son parti était représenté par deux de ses principaux dirigeants : Clodomiro Almeyda, qui deviendra plus tard ministre de l'Unité populaire, et Carlos Altamirano. Est-ce à dire qu'il se désolidarisait des positions bellicistes dont il savait qu'il serait question ? L'année

---

14 Extrait d'une déclaration faite en novembre 1972 par l'ex-président Eduardo Frei à la télévision *Canal 7*.

précédente, souvenons-nous, s'était aussi tenue à La Havane la conférence dite de La Tricontinentale qui se proposait de renforcer la coordination des mouvements révolutionnaires. À la question de Régis Debray de savoir s'il avait personnellement participé à la Tricontinentale, Allende avait répondu : *« J'étais le président de la délégation chilienne et c'est moi qui ai proposé la OLAS. »* Il avait même précisé : *« Socialistes et communistes, nous avons participé à la Tricontinentale et j'ai proposé la OLAS parce qu'existait déjà une organisation afro-asiatique et j'estimais qu'il manquait l'équivalent en Amérique latine. »*[15]

En fait, rien dans les prises de position, entretiens, discours de Salvador Allende n'indique qu'il ait pu, à un moment ou à un autre, se tenir à l'écart de la ligne politique de son parti. Au contraire, tout montre qu'il a pensé et agi en pleine osmose avec ses compagnons de route. Et d'ailleurs, qui songerait à le lui reprocher ? Il s'agissait pour lui de choix politiques clairs et forts, en vogue dans la plupart des pays du continent, ce qui leur donnait un poids et une dimension assez marqués pour que certains puissent, sans états d'âme, parler de *« légalité révolutionnaire »*.

Or c'est ici que se situe l'ambiguïté de l'engagement politique de Salvador Allende et de l'Unité populaire. Que l'usage de la violence, voire du terrorisme, puisse se prévaloir d'une certaine légitimité face à des pouvoirs tyranniques exercés sur des peuples opprimés privés d'identité ou de tout moyen d'expression est une chose que l'Histoire rend parfois honorable. Que cette même violence révolutionnaire prétende s'exercer, en se parant d'oripeaux de légalité, dans un pays fortement attaché à ses traditions démocratiques et à sa Constitution est bien différent. Si le peuple chilien unanime ou, au moins, majoritaire au terme d'une consultation électorale incontestable s'était levé pour suivre les tenants de la voie révolutionnaire, nul n'aurait pu raisonnablement en contester la légitimité. Mais, l'électorat populaire se prononcera aux deux tiers contre l'aventure qu'on lui proposait.

---

15 Régis Debray, *The chilean revolution : conversation with Allende*, janvier 1972, Pantheon Book, New York, 1972.

Tandis qu'on vaticine dans les antichambres des partis de gauche, les universités se mobilisent. En 1965, un jeune homme de vingt et un ans, issu de la grande bourgeoisie, élève des Pères français puis étudiant en médecine à l'université de Concepción, est le premier à chercher à réunir ceux qui, au sein du Parti socialiste populaire, de l'Avant-garde révolutionnaire marxiste et du Parti ouvrier révolutionnaire, toutes, formations d'extrême gauche, considèrent que la révolution passera par la voie armée. Il s'appelle Luciano Cruz Aguayo. Bientôt le rejoignent au sein du *Movimiento de la Izquierda Revolucionaria* (MIR) dont ils sont les fondateurs, d'autres étudiants de l'université précitée, notamment Miguel Enriquez Espinoza et son frère Edgardo, fils du recteur; Andres Pascal Allende, neveu du futur président, et un certain Victor Hugo Toro Ramirez qui devint, quelques années plus tard, le principal dirigeant du mouvement des *Pobladores* révolutionnaires: il prit en main, en 1970, un bidonville de plus de trois mille jeunes, pour la plupart mineurs, à qui il inculqua des professions de foi peu ambiguës: « *Nous ne croyons pas aux élections. Nous prendrons le pouvoir par les armes et avancerons jusqu'à la destruction totale de la bourgeoisie et du système actuel.* »[16]

Entre 1965 et 1970, date de l'arrivée d'Allende au pouvoir, le MIR s'étendit largement, grossissant ses rangs d'étudiants de l'université du Chili, de l'université catholique et d'autres facultés moins importantes. Le 18 octobre 1967, une demi-douzaine de drapeaux chiliens flottant sur les facultés de Santiago furent temporairement remplacés par le drapeau cubain. C'est aussi à cette époque que commencèrent à se développer les affrontements avec les forces de l'ordre, les hold-up bancaires et les attentats politiques. La politique du MIR était en effet des plus claires: « *Le MIR refuse la voie pacifique car elle désarme politiquement le prolétariat.* [...] *Nous réaffirmons le principe selon lequel la seule voie pour détruire le capitalisme est l'insurrection populaire armée.* »[17]

16 Cité par Lautaro Silva, *Allende. El fin de una aventura*, Éditions Patria nueva, Santiago, 1974. Victor Hugo Toro Ramirez, considéré comme disparu, est réapparu en 2002. Il était en fait en exil à New York.

17 Texte fondateur du MIR, 15 août 1965.

Luciano Cruz ne se cantonnait pas à ces proclamations étudiantes. Début juin 1968, il participe à l'enlèvement du directeur d'un quotidien du soir, Hernan Osses, peu complaisant avec les thèses d'extrême gauche. Osses sera sérieusement molesté avant d'être relâché en ville, tondu et complètement nu. Les poursuites judiciaires engagées conduiront Cruz à entrer dans la clandestinité dont il ne sortira que fin 1970 lorsqu'Allende, tout juste arrivé au pouvoir, signa les décrets d'amnistie couvrant les extrémistes poursuivis ou condamnés par les tribunaux.

Le MIR, principale formation d'extrême gauche, n'appartiendra jamais à l'Unité populaire. Cinq ans avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, il constitue le noyau dur de la révolution telle que la préconise Cuba pour le Chili. Tandis qu'Allende tempère ce que le projet socialiste peut avoir d'alarmant pour l'opinion et d'inquiétant pour les intérêts étrangers menacés de spoliation, le MIR et d'autres formations d'ultra-gauche ne cachent pas leurs intentions de procéder au renversement de l'ordre bourgeois par la voie armée qui a si bien réussi à La Havane. Dans sa déclaration de principe, le MIR proclame que sa *« finalité est le renversement du système capitaliste et son remplacement par un mouvement d'ouvriers et de paysans dirigé par des organes de pouvoir prolétarien et dont la tâche sera de construire le socialisme et d'éliminer progressivement l'État pour aboutir à une société sans classes. »*[18]

La naissance du MIR et l'importance particulière qu'aura son action politique durant le temps de l'Unité populaire sont capitales. Elles vont entériner une sorte de légitimation de la violence populaire contre le pouvoir, quel qu'il soit, au point de discréditer l'Unité populaire et, dans une certaine mesure, contribuer à son échec en provoquant un phénomène de rejet dans une vaste partie de l'opinion.

18 *Ibid.*

Chapitre 3
LA « RÉVOLUTION EN LIBERTÉ » D'EDUARDO FREI

À cette époque, les revendications pour plus de justice sociale sont présentes dans tous les pays du continent. Le Chili, bien que l'un des moins en retard dans ce domaine, n'échappe pas à la règle. En 1964, en présentant un programme intitulé « Révolution en liberté », le démocrate-chrétien Eduardo Frei est élu président de la République avec 56 % des voix, devançant Allende, déjà candidat malheureux en 1952 et 1958, mais qui, avec 38,9 % des suffrages populaires, obtient un score supérieur à celui qui lui sera suffisant, six ans plus tard, pour accéder au pouvoir.

Frei, dont le père fut un modeste émigrant suisse et dont le fils deviendra lui-même président dans les années 1990, a déjà une longue carrière derrière lui. Celui en qui De Gaulle allait voir *« l'un des plus grands hommes d'État de notre temps »*[19] avait été ministre à 34 ans puis, cinq ans plus tard, le plus jeune sénateur qu'ait connu le pays. Lorsqu'en 1964 il accède à la magistrature suprême, il rassemble sous son nom le soutien le plus massif qu'ait jamais obtenu au Chili un président de la République.

---

19 Propos tenus lors de la visite d'État de Frei en France, en 1964. Le président chilien avait été fait à cette occasion Grand Croix de la Légion d'honneur par De Gaulle.

À cette époque, la pauvreté est un fléau dont la persistance décourage toute autre thérapie qu'une action politique de combat. Frei en est conscient; le 3 novembre 1964, il déclare: *« L'important est la volonté de servir la justice et d'améliorer la condition de vie des pauvres »*. Son triomphe électoral est autant celui de la prise en compte de ces aspirations que celui du rejet de l'aventure révolutionnaire qui se dessine et qui, immanquablement, jetterait l'une contre l'autre, des classes sociales devenant bientôt irréconciliables.

Rapidement, les réformes qu'il avait voulues prendront corps, tant au plan de l'éducation, de la santé publique ou de l'habitat populaire, que de la création d'organismes à vocation sociale. Parallèlement, et le fait est peut-être moins connu, il entreprend de rendre au pays des richesses nationales qui se trouvent aux mains de l'étranger. C'est, en effet sous son mandat, que va se développer un programme dit de « chilénisation » du cuivre qui se traduira par le rachat de 25 % de la compagnie minière *Exotica*, de 30 % de l'*Andina*; par la prise par l'État chilien de 51 % de la mine El Teniente, la plus importante exploitation souterraine du pays et, enfin, par la signature d'un contrat d'achat au groupe américain *Anaconda* de 51 % de ses parts assorti d'une option d'acquisition ultérieure des 49 % subsistants.

Conformément aux usages, les biens nationalisés seront indemnisés et l'essentiel de la principale richesse du pays passera partiellement sous contrôle national. En 1968, deux ans avant l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende, la présence des capitaux étrangers dans l'industrie chilienne, en incluant les mines, était devenue inférieure à 17 % de la totalité de l'investissement industriel. Difficile, dans ces conditions, de prendre prétexte de l'impérialisme qu'était censée constituer la mainmise de l'étranger sur les productions du pays pour légitimer une révolution.

Cependant, les choses ne vont pas sans mal. Pris en tenaille entre l'immobilisme des partis les plus conservateurs et les tenants d'une révolution plus agressive, Eduardo Frei va voir se liguer contre lui, dans des alliances politiciennes contre nature, des formations de gauche et d'extrême droite écartées du pouvoir.

Ainsi, cet homme qui, à peine un an après son investiture, s'exclamait : « *Le pays voit avec colère comment s'allie l'extrême droite avec les communistes pour faire échouer notre mission* » ou, avec une ardeur prophétique : « *Demain, vous vous repentirez de ne pas avoir écouté un gouvernement qui garantit la liberté et la démocratie* »[20], va-t-il choisir de radicaliser son action en lançant une réforme agraire qui préfigurera, avec quelques années d'avance, les excès de l'Unité populaire. Car, si cette réforme, très contestée, a le mérite d'instaurer un syndicalisme paysan qui améliore sensiblement les conditions de vie de l'homme de la terre - une loi va notamment obliger à payer un salaire à tous paysans et ouvriers agricoles non propriétaires - elle entame un processus qui s'affranchit dangereusement des dispositions constitutionnelles en terme de droit de propriété. 1 200 domaines agricoles, représentant quelque trois millions d'hectares de terres cultivables, sont ainsi expropriés pour être redistribués à 150 000 paysans sans réelles compétences pour les gérer. Souvent privés des moyens nécessaires à leur exploitation, ils sont parfois même démunis de leur titre de propriété.

Dans le message qu'il avait présenté au Parlement vers la fin de son mandat, en mai 1970, pressentant les dérives auxquelles risquait d'être soumis l'état de droit si l'Unité populaire accédait au pouvoir, Frei avait tenu à souligner qu'il avait agi dans le strict respect des institutions et qu'il avait préservé l'ordre public et maintenu les traditions démocratiques du pays. Il savait que ce qui pouvait être ressenti comme une provocation blessante pour l'Unité populaire était le bilan de l'action sociale à laquelle lui, Frei, s'était engagé et que son gouvernement avait, pour la plus grande part, accompli. 260 000 logements d'habitat social avaient en effet été construits et 210 000 autres avaient été rénovés. Ainsi, 470 000 familles nécessiteuses et vivant alors dans des bidonvilles avaient pu bénéficier de mesures de relogement dans des locaux pourvus d'un minimum de commodité.

---

20 Cité par Cristian Jara Taito, *El marxismo y la crisis de la democracia in Chile*, Instituto de sciencia politica de la universidad de Chile, novembre 1991.

Plus de cinquante nouveaux établissements hospitaliers avaient vu le jour en zone urbaine et deux cents dispensaires en zone rurale. En deux ans, 1,9 million de travailleurs, qui en étaient antérieurement privés, avaient accédé aux dispositions d'une loi de médecine curative. Les taux de mortalité infantile avaient chuté de moitié. 450 000 emplois avaient été créés ramenant le taux de chômage de 6,5 à 4,4 % de la population active.

Mais, ce qui braquait encore plus les organisations de gauche et d'extrême gauche, c'était le développement du mouvement syndical balbutiant jusqu'alors. De même pour la création de groupements et d'associations populaires, une nouveauté qui se développa rapidement. En cinq ans, le nombre d'adhérents à un syndicat professionnel décupla. Dans le secteur agricole, le nombre de paysans syndiqués passa de 1 658 à plus de 100 000[21].

En faisant promulguer la loi 16 880, Eduardo Frei déclarait rechercher « *l'organisation des besoins populaires à tous niveaux; la création et la formation de milliers d'animateurs pour que la dignité et la conscience d'un peuple donnent de nouvelles formes de vie ainsi que l'espoir à des centaines de milliers de personnes qui, jusqu'à présent, n'avaient ni visage, ni place dans la vie du pays.* »

Ainsi fut créé un nombre important d'associations de jeunes, de femmes au foyer, de personnes vivant dans un même quartier appelés des *juntas de vecinos* [juntes de voisins]. La plus connue fut sans doute la CEMA, groupement de mères au foyer qui, dans neuf mille centres de rencontre, regroupait 450 000 femmes venant des milieux les plus modestes. Nanties de 70 000 machines à coudre financées par la Banque du Chili, ces femmes purent progressivement parvenir à une situation de qualification professionnelle et, ce qui valait bien plus, entreprendre un processus d'intégration à la société d'où elles étaient jusqu'alors exclues.

De telles mesures traduisirent un progrès, nouveau et original, dans la façon de saisir le problème de la pauvreté à bras-le-corps

---

21 Ces chiffres sont issus de *Geografica económica de Chile*, Éditions Andrès Bello, Santiago, décembre 1982.

et de le traiter autrement que par des comportements d'assistance souvent ressentis comme humiliants. Elles ne manquèrent pas de prêter le flanc aux accusations de démagogie et de récupération politique de la part des partis d'opposition dont la pastorale révolutionnaire se nourrissait de dénonciations d'inégalités et de carence de politique sociale.

Ce rapide aperçu de ce que fut le mandat présidentiel précédant l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire de Salvador Allende montre que le sort des classes populaires demeurait l'enjeu prédominant du combat politique; qu'il soulevait les passions au point de provoquer dans la population des tensions et des violences disproportionnées avec la sérénité qui aurait dû habiter les acteurs appelés à le prendre en charge. À l'observation, combien pouvait paraître suspect l'acharnement à vouloir imposer au Chili des méthodes qui, à Cuba, n'avaient pas tardé à montrer leurs limites en terme de respect des libertés individuelles.

Si le bilan des réformes d'Eduardo Frei put traduire ce que ses défenseurs appelèrent une *« révolution équilibrée »*, le septennat laissait, toutefois, un pays partagé entre trois fronts antagonistes: une gauche marxiste-léniniste révolutionnaire rassemblée sous la bannière de l'Unité populaire, une gauche modérée et réformatrice, respectueuse des institutions démocratiques qui, conduite à l'élection présidentielle de 1970 par le démocrate-chrétien Rodomiro Tomic, se proposa d'approfondir les réformes de la « Révolution en liberté » d'Eduardo Frei, et une droite disparate emmenée par Jorge Allessandri.

Chapitre 4
L'INTERVENTION ÉTRANGÈRE

Lorsque, le 4 septembre 1970, Salvador Allende arrive en tête de l'unique tour de scrutin de l'élection présidentielle, commence un processus de cinquante jours au terme duquel les deux Chambres réunies en Congrès auront à désigner celui qui deviendra président de la République pour une durée de six ans. Avec un peu plus de 36 % des suffrages, il devance de quelque 39 000 voix Alessandri qui en recueille 35 %. Tomic, héritier politique de Frei que la Constitution empêche de briguer un second mandat, arrive en troisième position avec moins de 28 % des bulletins de vote.

Au Chili, le coup est d'autant plus vivement ressenti qu'on n'ignore pas que, conformément aux dispositions de la Constitution de 1925, le Congrès choisira vraisemblablement pour président le candidat arrivé en tête de la consultation. C'est de tradition : le cas s'est déjà présenté en 1946, 1952 et 1958. Ainsi, tout laisse supposer que, quelques semaines plus tard, malgré le vœu exprimé par deux électeurs sur trois, le Chili se donnera pour président un homme se réclamant de l'idéologie marxiste. Deux jours après l'élection, Allende s'écriait déjà : « *Le peuple entier vient de prendre en main son destin.* »

En rien, il ne s'agit d'un coup de force. Allende sera élu, constitutionnellement, de façon légale et, pour la première fois dans le monde, un candidat marxiste parviendra au pouvoir dans le respect d'institutions démocratiques.

Avec le recul, on peut toutefois se demander comment l'expérience politique qui allait naître pouvait laisser le moindre espoir d'aller à son terme. Avec une simple majorité relative dans l'électorat, une opposition parlementaire majoritaire à l'assemblée comme au sénat, le fait qu'inévitablement les États-Unis verraient d'un mauvais œil, après Cuba, un autre pays de l'hémisphère basculer dans le camp de Moscou, le manque d'enthousiasme vraisemblable des milieux d'affaires et des institutions financières à cautionner une expérience aventureuse fondée sur des choix politiques qui, partout ailleurs, échouaient... les obstacles qui, dès le départ, se dressaient devant Allende semblaient insurmontables.

Début septembre, l'élection du leader socialiste est, cependant, loin d'être acquise : d'une part, le Congrès, qui aura à se prononcer cinquante jours plus tard sur l'opportunité d'envoyer au pouvoir un candidat engagé sur un programme de rupture avec un régime de démocratie parlementaire, est majoritairement opposé à l'aventure révolutionnaire qu'on propose au pays ; d'autre part, les États-Unis dont les intérêts au Chili sont menacés de nationalisation ne resteront probablement pas indifférents à la menace d'instauration d'un État marxiste.

Enfin, malgré les engagements de son commandant en chef de se conformer aux résultats des urnes, quels qu'ils soient, il n'est pas sûr que l'armée restera l'arme au pied à attendre des jours meilleurs.

Un an avant l'élection présidentielle, la mission diplomatique américaine à Santiago avait commencé à sensibiliser Washington sur le risque de voir le candidat de l'Unité populaire gagner l'élection. Les rapports soulignaient la menace que ferait peser l'avènement d'un régime marxiste sur l'équilibre des pays du continent et sur les intérêts privés américains évalués, alors, à un milliard de dollars. Le risque restant hypothétique et le Chili ne constituant pas une zone d'intérêt privilégiée pour Washington, les rapports restèrent quasiment lettre morte. Ce ne fut donc qu'après la consultation du 4 septembre que débuta une série d'actions clandestines visant à empêcher la nomination d'Allende par le Congrès, sept semaines plus tard.

La première intervention fut connue sous le nom « d'affaire ITT-CIA ». Elle fut divulguée par la publication de documents confidentiels de la multinationale compromettant l'administration américaine. Les conclusions du rapport de la sous-commission des Affaires étrangères du sénat américain relatives à cette question parurent au printemps 1973 sans grande publicité[22].

Le dossier concernant cette affaire est constitué de rapports adressés par les observateurs d'ITT en poste à Santiago et Buenos Aires sur l'évolution de la politique au Chili. Certains font état de contacts pris par le groupe avec la Maison-Blanche. D'autres dénoncent des intentions précises d'ingérence dans les affaires chiliennes. Cependant aucun texte n'indique d'intervention de l'administration américaine. La position de celle-ci est de conserver vis-à-vis de la situation chilienne une neutralité à l'égard de laquelle ITT se montrera amère.

Un des documents, apparemment le plus accablant, avait aussitôt emporté la conviction que le gouvernement américain avait été directement impliqué dans une tentative visant à empêcher l'élection d'Allende. Il s'agissait d'un rapport personnel et confidentiel, daté du 17 septembre et adressé au vice-président d'ITT par deux de ses collaborateurs, Hendrix et Berrelez, le premier en poste à Santiago, le second observateur à Buenos Aires. Ce compte-rendu relate, de façon globalement correcte, les événements en cours au Chili et les projette dans un proche avenir. Le paragraphe le plus significatif dit ceci :

« *Mardi soir dernier* [le 15 septembre] *Edward Korry* [ambassadeur américain au Chili] *a finalement reçu un message du*

---

22 L'affaire dite ITT-CIA fit, lors de l'instruction de la commission d'enquête conduite par le sénateur Frank Church, l'objet d'une compilation d'une centaine de documents (lettres, notes, memorandums) intitulée : *A staff report of the senate select committee to study governmental operations with respect of intelligence activities.* J'ai consulté cet ouvrage à la bibliothèque du Congrès chilien en 1982 ; il est également disponible dans les centres de documentation des ambassades américaines. Toutes les références suivantes en sont extraites.

Département d'État lui donnant le feu vert pour agir au nom du président Nixon. Ce message lui donnait toute autorité pour prendre toute mesure qu'il jugerait nécessaire en vue d'empêcher Allende d'accéder au pouvoir, hormis une action de type Saint-Domingue [débarquement de marines en 1965].»

Ce qui fut moins porté à la connaissance du public fut que, l'année suivante, lors de l'instruction sénatoriale de l'affaire, l'auteur du rapport dut convenir que son interlocuteur «*un citoyen chilien non identifié, mais qui n'appartenait ni au personnel de l'ambassade ni aux services de renseignements américains, n'avait cité ni le nom de Nixon ni fait mention d'une opération de type Saint-Domingue*» et que ces deux éléments n'avaient été ajoutés de son propre chef que «*pour embellir ce qu'on lui avait transmis.*»[23]

A peu près à la même date, Jack Neal, directeur des relations internationales d'ITT, avait adressé au directeur de la firme, à Washington, W. R. Merriam, une note dans laquelle il informait ce dernier qu'il avait pris contact par téléphone avec la Maison-Blanche et obtenu, au bureau de Kissinger – le secrétaire d'État -, l'un de ses collaborateurs, Peter Vaky, en charge des problèmes latino-américains et membre du Conseil national de sécurité.

Ce document fut, avec le précédent, celui qui fut jugé le plus accablant dans l'implication présumée de l'administration américaine.

«*Je lui ai fait part des graves préoccupations de Geneen* [président mondial d'ITT] *au sujet de la situation au Chili.* [...] *J'ai expliqué que, certes, les deux tiers de nos avoirs étaient couverts par l'assurance mais que nous répugnions à voir couvrir le reste par le contribuable américain. Monsieur Vaky me dit qu'ils étaient eux-mêmes très préoccupés par la situation au Chili et que c'était vraiment difficile pour les États-Unis. Je lui dis que je comprenais que la position des*

---

23 Cette citation figurant au rapport Frank Church, intervenant plus d'un an après la dénonciation du complot par le journaliste Anderson du *Washington Post*, ne fut pas reprise par le presse car elle affaiblissait la thèse de l'implication des services secrets américains.

États-Unis était difficile mais que nous espérions que la Maison-Blanche, le Département d'État ne feraient rien pour décourager une opération éventuelle du Chili lui-même pour sauver la situation. Je priai Monsieur Vaky de faire savoir au docteur Kissinger [...] *que nous étions prêts à apporter une assistance financière d'un montant au moins égal à sept chiffres.* »[24]

Le lendemain, Jack Neal revenait à la charge, cette fois auprès de Charles A. Meyer, secrétaire d'État adjoint du gouvernement américain pour les affaires d'Amérique latine.

« *Tôt samedi matin, je lui ai dit par téléphone ce que j'avais dit la veille à Peter Vaky. Chuck Meyer me dit qu'il comprenait les préoccupations de Monsieur Geneen et qu'il appréciait son offre d'assistance. Il me dit qu'ils observaient la situation d'aussi près que possible et qu'ils attendaient le 24 octobre, date à laquelle le Congrès chilien désignerait le président. Il me dit que les Chiliens commençaient à se sentir concernés et que même les syndicats ne voyaient pas d'un bon œil l'arrivée d'Allende. Il me dit que c'était un problème chilien et qu'ils avaient vraiment tout fait pour se mettre dans le pétrin. Il ajouta que la direction de* la Kennecot *l'avait informé qu'ils allaient perdre la mine de* El Teniente. »

Dans ses mémoires, Kissinger reconnaît que Peter Vaky lui a fait part des propositions de Jack Neal. Il ajoute : « *J'avais rencontré deux représentants d'ITT en septembre 1970 à la demande de Peter Flanigan, alors collaborateur du président. Ils avaient proposé d'aider financièrement celui ou ceux qui empêcheraient Allende d'accéder au pouvoir. Je les éconduisis poliment. Je considérais que ce genre d'activité ne relevait pas de l'entreprise privée.* »[25]

À la lumière de ces documents, on peut aisément considérer que, si ITT s'efforça de faire intervenir l'administration américaine pour empêcher l'accession d'Allende au pouvoir, elle n'y

---

24 Soit, au minimum, un million de dollars.

25 Henry Kissinger, *A la Maison-Blanche, 1968-1973*, Fayard, 1979.

parvint pas malgré des offres de subsides considérables. On comprend alors l'amertume de Merriam lorsque, s'adressant à Gerrity, vice-président de l'entreprise chargé des relations extérieures, il écrit, le 30 septembre :

« *Pourquoi les États-Unis qui ont distribué au Chili l'argent des contribuables en avouant que cette aide servait un pays qui luttait contre le marxisme disent-ils aujourd'hui, alors qu'Allende s'apprête à prendre le pouvoir, que ce fut à fonds perdus et que ce qui se passe actuellement dans ce pays est une affaire qui ne regarde que les Chiliens et qu'ils ne peuvent intervenir ?* »

Ainsi, à défaut d'obtenir le concours de la CIA et de l'administration de Washington, ITT prit-elle, de sa propre autorité, diverses initiatives qui furent mises en lumière par l'enquête sénatoriale.

Elle créa, en Argentine, des centres d'accueil ou de regroupement pour les familles des principaux opposants à l'Unité populaire avec prise en charge de tous leurs frais pendant un ou plusieurs mois ; elle apporta un soutien financier au principal quotidien d'opposition, *El Mercurio,* en faisant augmenter par d'autres sociétés occidentales installées au Chili des budgets d'annonces publicitaires qui étaient tombées à 15 % de la normale ; elle chercha à obtenir du président Frei, encore en exercice, une dénonciation publique de l'incertitude que ferait courir l'avènement d'un régime marxiste dans le pays ; elle aida financièrement des groupes chiliens d'opposition dans leurs tentatives de créer des conditions propices à une intervention de l'armée. Enfin, elle apporta son appui à des incitations extérieures en vue de provoquer la faillite d'entreprises avec, pour conséquence, d'accroître un chômage déjà massif et d'entraîner des manifestations populaires.

À l'issue de ses travaux, la sous-commission des Affaires étrangères du sénat américain, animée de ce manque de complaisance que connaît ce genre d'organisme quand il s'agit d'affaires pouvant impliquer les institutions nationales, conclut ainsi son rapport : « *Bien qu'ITT n'ait apparemment rien fait d'illégal, de hauts cadres de cette multinationale ont outrepassé les limites d'un comportement acceptable.* »

La divulgation de l'affaire par un journaliste américain trouva aussitôt des échos complaisants dans la presse occidentale et alimenta, des semaines durant, le réquisitoire contre une administration américaine déjà très affaiblie dans l'opinion par son engagement au Vietnam. Plus discrète fut, un an plus tard, la diffusion publique des conclusions de la commission sénatoriale. La thèse d'un complot d'ITT avait été suffisamment imprimée dans la mémoire collective pour servir l'historiquement correct, si bien que, le 13 septembre 1973, François Mitterrand put déclarer : « *Le gouvernement des États-Unis, par le biais de grandes sociétés comme ITT, a même organisé au Chili un premier coup d'État.* »[26]

Ainsi, si ITT fut poliment éconduite par Washington, ce fut principalement parce que le problème que constituait l'arrivée au pouvoir dans un pays de l'importance du Chili d'un régime marxiste était avant tout une affaire d'État. En 1965, lors d'un séjour à Santiago, Robert Kennedy déclarait devant un groupe d'intellectuels que « *c'était une grave erreur de considérer que le gouvernement de son pays s'identifiait aux intérêts privés de firmes américaines installées dans les pays sud-américains et, qu'en vérité, ces sociétés n'étaient pas de poids à dicter leurs volontés au pouvoir politique ou d'influer sur ses décisions.* »

Si l'intérêt privé ne fut donc pas en mesure d'intervenir de façon significative dans le processus en cours à Santiago, il n'en fut pas de même pour le pouvoir politique. Durant les cinquante jours qui séparèrent l'élection populaire du 4 septembre de la nomination d'Allende par le Congrès chilien, l'action secrète de l'administration américaine fut intense. Elle eut aussi ses limites. Enfin, en dépit des moyens qu'on lui prêtait, elle ne put parvenir à empêcher l'arrivée au pouvoir d'Allende.

L'élection du 4 septembre eut, à Washington, les effets d'un coup de pied dans une termitière. Entre le 4 et le 15, le Comité 40, assemblée d'experts appartenant à la haute administration

---

26 *Le Monde*, n° 8 916, 13 septembre 1973.

américaine et chargée à la fois d'apprécier le bien-fondé et d'évaluer les moyens de l'action secrète du gouvernement pour les actions extérieures, se réunit deux fois pour examiner la situation créée par l'élection présidentielle chilienne. Une «évaluation de sang-froid» fut commandée à diverses personnalités ainsi qu'à l'ambassadeur américain au Chili. Il convenait de prendre position entre deux options envisagées par le comité: coup d'État de l'armée chilienne assisté par les États-Unis ou organisation d'une opposition ultérieure à Allende.

Le 12, l'ambassadeur fait connaître sa réponse: «*Nous croyons qu'il est aujourd'hui clair que les militaires chiliens ne bougeront pas pour empêcher Allende d'accéder au pouvoir.* [...] *Les conditions pour une action à venir des États-Unis avec les militaires chiliens sont inexistantes.* »[27]

La réponse de la CIA fut de la même veine: « *Une action militaire est impossible. Les militaires chiliens sont incapables et ne veulent pas prendre le pouvoir. Nous n'avons de possibilité, ni de motiver, ni de susciter un coup d'État.* »[28]

Le 14 septembre, en possession de ces avis, le Comité 40 examine un rapport de la CIA sur les conséquences estimées d'une élection de Salvador Allende à la tête du Chili: «*Les États-Unis n'ont pas d'intérêts vitaux au Chili* [...] *L'équilibre militaire mondial ne serait pas significativement affecté par cette élection.* [...] *La cohésion dans l'hémisphère Sud serait menacée par le défi que poserait un gouvernement marxiste dans l'Organisation des États Américains. Toutefois, nous ne voyons pas de menaces pour la paix dans la région.* »[29]

---

27 F. Schneider, *Complots présumés visant à l'assassinat de dirigeants politiques étrangers,* Washington, 8 janvier 1975 (Rapport de la commission F. Church).

28 *Ibid, Memorandum pour Henry Kissinger, Chili: Comité 40,* 13 septembre 1970.

29 *Ibid, Rapport du Comité 40,* 14 septembre 1970.

Le Comité 40 décide alors de débloquer un fonds de 250 000 dollars destiné à financer tous moyens, «*politiques ou militaires*», visant à empêcher Allende d'être nommé par le Congrès chilien. Dans le rapport d'enquête, l'opération apparaîtra sous le nom de *Track one* [Voie une].

Le lendemain, le président Nixon réunit dans le bureau ovale de la Maison-Blanche Kissinger, Richard Helms, directeur de la CIA, et l'Attorney général [ministre de la Justice] John Mitchell. Les directives sont claires. Un régime marxiste au Chili est inacceptable pour les États-Unis. La CIA reçoit pour instruction de jouer un rôle direct pour empêcher l'accession d'Allende à la présidence. Ce service secret devra agir sans que soient informés les Départements d'État et de la Défense ni l'ambassadeur à Santiago. Elle rendra compte au seul assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, Henry Kissinger, ou à son adjoint, le général Haig.

Les notes manuscrites prises par Richard Helms au cours de la réunion indiquent:

« - *Une chance sur dix, peut-être, mais sauver le Chili.*

- *Ambassade tenue à l'écart.*

- *Dix millions de dollars disponibles. Plus si nécessaire.*

- *Travailler à temps plein. Les hommes, les meilleurs.*

- *Plan d'actions sous 48 heures.*

- *Faire hurler l'économie.* »[30]

À aucun moment, le Comité 40 ne sera tenu au courant de ces dispositions. L'opération prendra le nom de *Track two* [Voie deux].

Les deux opérations, nées à peu près au même moment, et qui allaient s'ignorer pendant plus d'un mois, avaient un point commun: apporter une aide au déclenchement d'une intervention de l'armée chilienne. Toutefois, si pour *Track two*, celle-ci

30 *Ibid, 94e congrès, 2e session* (*US government printing office*, 20 novembre 1975, p. 227).

était l'unique objectif à atteindre, quels qu'en fussent les moyens et les conséquences, pour *Track one*, l'instigation d'un coup d'État était strictement subordonnée à l'implication d'Eduardo Frei, président en exercice jusqu'au 24 octobre, et n'excluait pas d'autres moyens - propagande, corruption de membres du Congrès... - pour parvenir à ses fins.

Le 21 septembre, le quartier général de la CIA, à Langley, fait parvenir à son bureau de Santiago le message de lancement de *Track two*:

« *Objet de l'exercice: empêcher l'accession d'Allende au pouvoir. Option parlementaire écartée. Solution militaire retenue.* »[31]

Devant la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les complots ourdis par l'administration américaine et concernant les affaires étrangères, tous les officiels de la CIA impliqués dans *Track two* furent unanimes à déclarer qu'il était invraisemblable que l'opération réussisse. Des plus bas niveaux de la hiérarchie jusqu'au sommet, tous, témoignant sous serment, affirmèrent qu'ils avaient bien senti qu'on leur demandait l'impossible, que les risques et le coût potentiel du projet étaient trop élevés. Par la suite, ils déclarèrent qu'ils pensaient que leur estimation était connue de la Maison-Blanche.

À Santiago, dès le résultat de l'élection qui annonce l'avènement probable d'un régime inféodé à Moscou, le commandant en chef de l'armée, le général Schneider donne le ton: « *L'armée est légaliste et respecte la Constitution quel que soit le régime.* »[32] En un mot: silence dans les rangs! En fait, sans avoir à être rappelée à cet ordre, l'armée ne bronche pas vraiment. Les discussions, peut-être, se font plus vives dans les mess; certains officiers, sûrement, se découvrent une âme de putschiste mais, dans le fond, rien ne bouge. D'abord, face à l'intransigeance absolue de Schneider, aucun leader ne se lève. Ensuite, la patrie n'est pas vraiment en

31 *Ibid*, F. Schneider, *op. cit*, p. 227.

32 Proclamation faite lors d'une réunion à l'Ecole de guerre, 10 septembre 1970.

danger. Enfin, qui dit que le nouveau régime ne se ménagera pas les faveurs de l'armée en améliorant la condition de ses serviteurs ? Donc, calme plat. L'antenne de la CIA, tout autant que l'ambassadeur, le savent : l'inertie est trop forte pour donner quelque espoir de fomenter un coup d'État.

Toutefois, certains pensent que l'obstacle, c'est Schneider. Schneider neutralisé, l'armée retrouvera son libre arbitre et, face à la menace alors plus imminente de l'accession du marxisme au Chili, se rebellera. C'est sur cette base stratégique que *Track one* et *Track two* vont se rejoindre.

Pour l'ambassadeur nord-américain, l'objectif est de convaincre l'entourage du président Frei que la neutralisation du commandant en chef entraînerait un coup d'État qui placerait temporairement l'armée au pouvoir. Celle-ci se retirerait à l'issue d'une crise inévitable et de nouvelles élections seraient organisées auxquelles Frei pourrait constitutionnellement se présenter et être élu.

Pour la CIA, l'objectif se limite à placer les militaires en situation de déclencher un coup d'État. Le reste ne la regarde pas. Or, la moindre chance de voir l'armée bouger passe par la mise sur la touche du général Schneider.

Les premiers contacts de la CIA avec la hiérarchie militaire sont décevants. Les premières impressions se confirment : l'armée n'a nullement l'intention de faire barrage au processus constitutionnel. Deux généraux, toutefois, paraissent offrir quelques promesses : Viaux, ancien camarade de Pinochet à l'Académie militaire, et Valenzuela qui commande la garnison de Santiago.

Ce sont ces deux hommes - et eux seuls - sur qui les Américains pourront s'appuyer. Les deux options, *Track one* et *Track two,* empruntant chacune des cheminements différents, aboutissent toutes deux à ces seules pistes. Et puisqu'au mépris de toute vraisemblance, on persiste à penser que la neutralisation du général Schneider suffira à provoquer des troubles de nature à entraîner l'intervention de l'armée, on se contentera de ces deux factieux pour exécuter la mission commandée par le plus haut niveau et à laquelle, fondamentalement, on ne croit pas.

Le chef de l'antenne de la CIA à Santiago le dira au cours de l'enquête : « *Je n'avais laissé aucun doute dans l'esprit de mes collègues et supérieurs sur le fait que je ne trouvais pas souhaitable une intervention, quelle qu'elle fût, dans le processus constitutionnel.* »[33], au point que ses réticences n'avaient pas manqué d'être remarquées par sa hiérarchie qui, le 7 octobre, lui adressait de Washington le câble suivant : « *Vos rapports n'ont pas à comporter vos analyses et commentaires personnels mais le seul compte-rendu des actions que vous avez menées.* »[34]

Quelque peu désabusée mais fermement invitée à s'en tenir aux ordres, la CIA-Santiago câble le 9 octobre à son quartier général : « *Bien que Viaux soit considéré par ses collègues - et même par Valenzuela - comme un général sans armée, il apparaît aujourd'hui comme le seul leader militaire à vouloir bloquer Allende. Nous continuons à fixer notre attention sur lui.* »[35]

À ce moment, il reste deux semaines avant la réunion du Congrès. Les choses vont alors s'accélérer. Viaux demande aux Américains « *plusieurs centaines de grenades à gaz paralysant* [pour] *lancer un coup.* » La demande est refusée par Washington qui considère qu'un « *mini coup serait contre-productif.* » Il reviendra rapidement à la charge en demandant « *un parachutage d'armement.* »[36]

À cette demande, la CIA à Langley oppose un refus assorti d'une dotation de vingt mille dollars et d'une promesse d'octroi ultérieur de deux cent cinquante mille dollars en assurance-vie pour Viaux et ses complices... en signe d'encouragement à améliorer leur plan.

Cependant, le lendemain 14 octobre, un autre câble de la DIA [Defense Intelligence Agency], adressé à son attaché à l'ambas-

---

33 *Ibid*, F. Schneider, *op. cit.*

34 *Ibid*, Cable 612, *Headquarters to station* [Télégramme envoyé du QG de la CIA à Langley à son antenne de Santiago], 7 octobre 1970, p. 239.

35 *Ibid*, *Station to Headquarters*, 9 octobre 1970, p. 241.

36 *Ibid.*

sade de Santiago et signé de sa propre hiérarchie, précise : « *Haute autorité à Washington vous autorise à proposer un support matériel en vue de toute intervention armée des forces militaires chiliennes destinée à toute tentative visant à empêcher l'élection d'Allende le 24 octobre.* »[37]

Interrogé par la commission d'enquête, Karamessines, sous-directeur de la CIA, révéla que l'expression « *haute autorité* » ne pouvait désigner que Kissinger ou le président, personne d'autre n'ayant qualité pour donner de telles instructions. Lors de l'enquête, Henry Kissinger indiquera sous serment n'avoir pas autorisé l'envoi de telles instructions et que, dans le cas où elles auraient été données, « *il se serait attendu à ce qu'il en soit fait mention, le lendemain 15 octobre, lors de la réunion qui avait eu lieu à la Maison-Blanche et au cours de laquelle, lui-même, Haig et Karamessines avaient estimé que Viaux n'avait pas plus d'une chance sur vingt - peut-être moins - de réussir son coup.* »

À l'issue de la réunion, les participants avaient décidé de faire parvenir au général Viaux le message suivant : «*Ayant reçu vos plans et compte tenu des informations que vous nous avez envoyées ainsi que celles dont nous disposons en propre, nous parvenons à la conclusion que votre projet ne peut aboutir. Échouant, il pourrait compromettre vos possibilités à l'avenir. Conservez vos acquis. Nous resterons en contact avec vous.* »

Dans son témoignage, Kissinger indiquera que dans son esprit la synthèse de son instruction à la CIA était : « *Stoppez tout et gardez les acquis.* »

Transmis à Viaux le 17, le message fait l'objet d'une fin de non-recevoir. Viaux précise qu'il a décidé de procéder au coup de force et que celui-ci aura lieu le 22 «*par l'enlèvement de Schneider qui sera le premier maillon d'une chaîne à venir.* »

Parallèlement, des contacts se poursuivent avec Valenzuela et un amiral. Les officiers réclament des armes qui seront acheminées le 19 octobre par la valise diplomatique. L'opération qui,

---

37 *Ibid*, Cable 762, *Headquarters to station*, 14 octobre 1970.

selon Valenzuela, rassemble trois autres officiers, prévoit l'enlèvement de Schneider le soir même.

Le kidnapping va échouer car Schneider, pour se rendre au dîner où il est convié, emprunte sa voiture personnelle et non son véhicule de service.

L'attaché de la DIA reçoit de son côté autorisation de payer cinquante mille dollars à Valenzuela, «*prix convenu entre les officiers comploteurs et l'équipe d'intervention*», somme que l'officier refusera de payer tant que le coup ne sera pas exécuté.

Le 20 octobre, l'opération de nouveau échoue. Le rapport de la CIA conclut: «*Le groupe de Valenzuela ayant déjà, apparemment, les plus grandes difficultés à exécuter la première partie de son plan, les chances de succès d'une opération qui doit tout régler avant le 24 octobre semblent, aujourd'hui, réduites.* »[38]

Et pourtant!

Le 22, peu avant huit heures, en l'emmenant à son bureau, la voiture de Schneider est interceptée par deux véhicules qui la bloquent par l'avant et une jeep qui l'emboutit par l'arrière. Six hommes brisent les vitres du véhicule immobilisé. Il semble que, se voyant menacé, le général ait tenté de faire usage de son arme de service. L'un des assaillants fait alors feu. Le général est blessé au poignet droit. Puis deux autres individus tirent à plusieurs reprises par la lunette arrière, atteignant l'officier à l'épaule. Aussitôt, comme prise de panique, toute l'équipe s'enfuit. Le général mourra quelques jours plus tard.

Plus de trente comploteurs, auteurs et complices de l'attentat, hommes et femmes, seront traduits devant les tribunaux militaires. En juin 1972, Viaux, convaincu de complicité, sera condamné à vingt ans de prison et cinq ans de relégation. Valenzuela, accusé de «*conspiration en vue de provoquer un coup d'État militaire*», sera condamné à trois années de relégation.

À ce stade, la CIA ignore s'il s'agit d'une tentative d'enlèvement qui a mal tourné ou d'un assassinat. Elle fait savoir à Washington qu'un «*effort maximum a été accompli*» et que c'est aux Chiliens, eux-

38 *Ibid*, *Task force log* [directive pour la force spéciale], 22 octobre 1970, p. 345.

mêmes, de « *monter, s'ils le veulent, un coup* [...] *Nous les avons conduits à un point où, pour le moins, une solution militaire est possible.* »

L'attentat contre Schneider provoqua une émotion considérable dans le pays et, s'agissant de la plus haute autorité de l'armée, un sentiment de réprobation qui ne fit que renforcer le processus constitutionnel. Bien que le diagnostic fait le 9 octobre par le bureau de la CIA à Santiago, indiquant que « *l'assassinat de Schneider rassemblerait l'armée derrière le drapeau du constitutionnalisme* », ait soulevé le plus grand scepticisme à Washington, c'est lui qui était juste : le surlendemain de l'embuscade, Allende était nommé président par le Congrès.

Le plus surprenant reste, toutefois, le crédit accordé à un projet - certes le seul imaginable - fondé sur l'hypothèse que la neutralisation du général Schneider serait de nature à déclencher une opération militaire qui invaliderait l'unique tour de l'élection présidentielle.

Enfin, le fait que seuls deux généraux - dont un du cadre de réserve - se soient mobilisés sur le choix d'une action ponctuelle et violente montre assez clairement que l'armée allait rester légaliste. Ainsi, ce qu'on eut quelque complaisance à considérer comme l'organisation d'un coup d'État, fomenté et financé par les Américains, fut en définitive ce qu'on serait tenté d'appeler sous nos latitudes, un « coup tordu », dramatique et inutile, inspiré par deux officiers factieux, soutenu par les services secrets américains et exécuté par un groupe terroriste chilien inexpérimenté.

Pour la commission d'enquête américaine qui eut ultérieurement à mettre en lumière le niveau d'implication de Washington dans le processus électoral chilien, la question capitale revint à savoir si, « *en terme de sécurité nationale, la menace que faisait, a priori, peser sur les intérêts vitaux des États-Unis l'accession au pouvoir d'un régime marxiste au Chili, justifiait les diverses tentatives clandestines menées pour empêcher Allende d'être élu.* »[39]

39 *Ibid, Action clandestine au Chili.*

À cette question, trois ex-présidents et leurs principaux conseillers répondirent par l'affirmative.

La sous-commission des Affaires étrangères du sénat fut, quant à elle, plus mesurée. Elle estima - mais les avis ne furent pas unanimes - que, « *dans la mesure où l'on admettait que la sécurité nationale des États-Unis pouvait être menacée par l'existence d'un régime marxiste dans un des pays de l'hémisphère Sud, l'action menée par la CIA sur instruction de l'exécutif avait constitué un moyen terme entre l'activité ordinaire, quoique hostile, d'une mission diplomatique et une intervention de caractère militaire. Mais que ce moyen terme était allé trop loin.* »[40]

Quant à la question de savoir si la sécurité nationale était menacée par un gouvernement marxiste au Chili, rien ne le prouvait.

L'enquête, enfin, ne put mettre en évidence un point important: forte du blanc-seing donné le 15 septembre par Nixon, la CIA déborda-t-elle les instructions de l'exécutif? En d'autres termes, la Maison-Blanche fut-elle informée régulièrement des initiatives prises par son service de renseignements?

De longues années plus tard, interrogé par la presse à propos de l'affaire du *Rainbow-Warrior*[41], François Mitterrand déclarait: « *Un État a besoin de services secrets. Les dits services secrets ont besoin d'un service action. Ces fameux services action interprètent et débordent les ordres par activisme. Ce n'est pas la première fois que ça arrive en France.* »[42]

Il n'est pas invraisemblable que ce fut aussi le cas dans cette affaire.

---

40 *Ibid.*

41 Opération clandestine des services secrets français menée, avec le feu vert de François Mitterrand, en juillet 1985 en baie d'Auckland (Nouvelle-Zélande) contre l'organisation *Greenpeace*, qui tentait de s'opposer aux essais nucléaires français dans le Pacifique, et ayant abouti à un fiasco qui entraîna la démission du ministre socialiste de la Défense, Charles Hernu.

42 *Le Nouvel Observateur*, n° 1628, 14 janvier 1996.

Si l'intérêt privé américain, pas plus que l'administration publique de Washington ne parvinrent à infléchir le cours des événements, les États-Unis n'allaient pas pour autant être quitte de l'accusation d'ingérence dans les affaires du Chili et de leur responsabilité dans l'échec de l'expérience.

Le 13 novembre 2000, le président Clinton donnait le feu vert pour qu'une quatrième et dernière tranche de documents secrets relatifs aux relations américano-chiliennes de l'époque soit rendue publique. Seize mille pièces des archives de la CIA, du Conseil national de sécurité, de la Maison-Blanche et du Département d'État, représentant quelque cinquante mille pages, furent ainsi déclassifiées.

L'un de ces documents, particulièrement éloquent, car il met en évidence la position de Nixon à propos des liens que les États-Unis devront avoir avec le Chili marxiste, est un procès-verbal de la réunion tenue à la Maison-Blanche douze jours après l'élection d'Allende.[43] Y étaient présents, outre Nixon et le vice-président, les principaux responsables du Conseil national de sécurité, de la CIA, le général Haig, le secrétaire d'État William Rogers et Kissinger, alors conseiller de Nixon pour la sécurité nationale. L'objet de la réunion était d'examiner les recours offerts contre l'établissement, dans un pays de l'hémisphère, d'un second régime marxiste.

Certes, à trois reprises, l'hypothèse d'un renversement d'Allende est évoquée dans ce rapport où il est stipulé : « Downfall. Bring him down [Renversez-le] », comme option, si... Le conditionnel marquait essentiellement la situation embarrassante que ferait peser pour les États-Unis un succès de l'expérience communiste chilienne et l'incitation évidente à emprunter la même voie qu'une telle réussite pourrait avoir auprès d'autres pays du continent.

Parmi d'autres suggestions faites au cours de la réunion, fut envisagée la possibilité de jouer sur les cours du cuivre en ven-

---

43 *Memorandum des minutes du conseil national de sécurité*, réunion du 6 novembre 1970, consulté à la bibliothèque de l'UNESCO.

dant une partie du stock américain, afin d'affaiblir une économie chilienne qui en était dépendante à 80 %.

Après avoir entendu divers avis, Nixon prit la parole : « *Allende ne doit pas se faire d'illusions sur le fait que nous lui sommes hostiles.* » En d'autres termes, en ces temps de guerre froide, ce n'est pas notre rôle de concourir au succès d'un nouveau régime marxiste soutenu pas l'URSS et qui a fait de la lutte contre « l'impérialisme américain » la base de son action.

« *Cuba coûte déjà une fortune aux Russes. Les choses ne vont pas s'améliorer pour eux avec le Chili sur les bras* [...] *Il s'agit que les autres pays d'Amérique latine ne croient pas pouvoir suivre impunément la même voie. Partout dans le monde, c'est la mode, pour se donner de l'importance, de nous vouer aux gémonies. Plus question de supporter le "Envoyez les Américains en enfer, mais priez qu'ils ne s'éloignent pas trop car on peut avoir besoin d'eux !"* [...] *Nous devons en surface être corrects avec Allende, mais, en réalité, être durs avec lui. Il ne va pas changer. Seul compte pour lui son intérêt personnel.* »[44]

L'ingérence soviétique dans les affaires du Chili fut, elle, longtemps circonscrite à celle de son satellite Cuba, tant en dotation de moyens, notamment d'armement, que d'éléments civils ou paramilitaires, ceux-ci dévolus à la garde rapprochée d'Allende, ceux-là à aider le mouvement révolutionnaire agissant dans le cadre de la réforme agraire, dans le sud chilien.

L'ouverture aux historiens des archives soviétiques et la publication des documents livrés par le plus important transfuge russe, Mitrokhin, permettent, aujourd'hui, d'en savoir plus long sur le rôle joué par Moscou dans les affaires du Chili.[45]

Dès les années 50, lorsque s'établit à Santiago une mission commerciale soviétique qui va permettre une couverture clandes-

---

44 *Ibid.*

45 *The World was going our way. The KGB and the Battle for the third War. The Mitrokhin Archive*, Christopher Andrew et Vasili Mitrokhin, Éditions Perseus Books Group, New York, 2005.

tine à une antenne du KGB, Allende, qui ne cache pas ses sympathies pour l'Union Soviétique, devient ce que les services secrets de Moscou appellent un « contact confidentiel systématique ».

En 1964, l'ouverture de relations diplomatiques avec le Chili permet une résidence légale du KGB, à l'ambassade soviétique de Santiago. Andropov, qui deviendra trois ans plus tard chef du KGB puis secrétaire général du parti avant de devenir président du Présidium du Soviet suprême, voit dans l'Amérique latine « *un nouveau champ d'activité pour la politique étrangère soviétique* » dont il juge préférable de confier les missions au KGB plutôt qu'à la diplomatie officielle.

Le responsable pour l'Amérique du sud est Nicolaï Lenov. Son rôle consiste à obtenir des leaders politiques des pays du continent toute collaboration en vue de renforcer l'activisme anti-américain et de le développer dans leur projet politique.

Allende accepte de coopérer sur des bases confidentielles. Son nom de code est Leader. Son correspondant se nomme Svatoslav Kuznetsov, nom de code : Léonid. Les contacts sont pris par Miria Contreras, dite La Payita, secrétaire et maîtresse d'Allende, nom de code : Marta.

En février 1973, faisant allusion aux relations entre Allende et Kuznetsov, un rapport d'Andropov au Politburo indiquait : « [...] *Les rencontres de notre agent avec Allende étaient conduites en privé. Le président Allende l'invitait à lui rendre visite à n'importe quel moment, à son bureau du Palais de la Moneda ou à son domicile, sans préavis et quelle qu'en soit l'urgence. Le renforcement des relations de notre agent avec Allende était facilité par l'aide que nous lui apportions et par la satisfaction des besoins personnels dont il nous faisait part.* »[46]

Les archives Mitrokhin font aussi état d'un rapport du KGB de Santiago à Moscou donnant un éclairage inattendu sur la façon dont le président de l'Unité populaire était considéré par le Parti communiste chilien : « *Quoique reconnaissant les avantages d'une alliance électorale* (constituant l'Unité populaire – N.d.a), *le PC*

46 *Ibid*, page 87.

chilien affirme clairement au KGB qu'il voit en Allende à la fois un démagogue, un homme politique faible et inconsistant ayant des sympathies maoïstes. Ses traits caractéristiques sont l'arrogance, la vanité, le désir de glorification et un besoin d'être sous le feu des projecteurs à n'importe quel prix. Il est facilement influencé par des personnalités plus fortes et plus déterminées. »[47]

Si l'intervention américaine destinée à empêcher l'élection d'Allende fut importante, l'aide soviétique pour faciliter cette élection ne le fut pas moins et se révéla finalement beaucoup plus productive.

Kuznetsov qui était au moment de l'élection en poste au Mexique fut envoyé à Santiago pour maintenir les contacts avec Allende et coordonner les actions clandestines choisies pour assurer l'élection.

Le 27 juillet 1970, un mois et demi avant la consultation électorale, un soutien équivalent à 400 000 dollars américains fut approuvé par le Politburo ainsi qu'une rallonge de 50 000 dollars directement versée à Allende. Le Parti communiste chilien tirera lui-même de ses fonds propres octroyés par Moscou 100 000 dollars pour aider au succès électoral de l'Unité populaire.

En octobre, sur instruction du Politburo, Allende recevra de nouveau 30 000 dollars dans le but de renforcer les relations de confiance instaurées entre l'URSS et lui.

Le 7 décembre, dans un memorandum au Politburo, signé par Andropov, le KGB propose une nouvelle dotation de l'équivalent de 60 000 dollars pour «*ses interventions* [d'Allende] *auprès des leaders des partis politiques, des hauts cadres de l'armée et des parlementaires*».

Le 25 décembre 1972, Andropov adresse un nouveau memorandum au Politburo : «*Le KGB maintient ses relations confidentielles avec LEADER en vue de renforcer ses liens avec les partis politiques, les cercles de parlementaires et certains représentants du MIR.* [...] *Dans le but de financer* [les actions envisagées – N.D.a] *une*

47 *Ibid*, page 71.

somme de 100 000 dollars est demandée dont une partie est destinée à Allende pour ses propres contacts dans les milieux politiques et militaires. »[48]

Ces dispositions seront approuvées le 7 février 1973 et financées par le Fonds de réserve pour les opérations spéciales du KGB.

---

48 *Ibid*, page 80.

Chapitre 5

LES FERMENTS DE L'ÉCHEC

Durant les cinquante jours qui séparèrent le seul et unique tour de l'élection présidentielle - le 4 septembre 1970 - de la réunion du Congrès, l'activité politique fut intense.

Ce n'est pas tant la personnalité d'Allende qui est en cause, ni même le programme de l'Unité populaire. Celui-ci n'est-il pas, plus ou moins, la continuation puis l'achèvement du catalogue des réformes conduites, depuis six ans, par Eduardo Frei ? Certes, les moyens choisis pour le mettre en œuvre peuvent parfois rappeler que le dessein politique s'inscrit dans un cadre de transformation radicale de la société et, à cet égard, inquiéter. Ainsi, la création d'un secteur de propriété sociale [*Aera de Propriedad Social*, APS], aux contours mal définis mais qui, à partir de la nationalisation des principaux monopoles et surtout du système bancaire, doit donner à l'État le contrôle total de l'économie ; ou l'éviction programmée des représentants des propriétaires des grandes exploitations agricoles des organismes d'État au profit d'organisations syndicales et de coopératives paysannes... Dans l'ensemble, toutefois, rien ne permet de différencier ces projets d'un programme populiste de redistribution aux classes défavorisées de richesses détenues par la grande bourgeoisie. Et qui, finalement, en conscience, ne souscrirait à la générosité, sinon à l'angélisme, des quarante mesures immédiates du programme d'Allende ?

« - Suppression des traitements fabuleux.
- Une maison, l'électricité, l'eau potable pour tous.
- Loyers limités à 10 % des revenus.
- Suppression de la TVA.
- Fin du chômage. »

Mais aussi :

« - Sécurité sociale pour tous.
- Création d'un ministère de la Famille.
- Enseignement primaire gratuit.
- Un demi-litre de lait gratuit, quotidiennement, pour tous les enfants.
- Fin de la justice de classe... »[49]

Tout cela correspond à des aspirations populaires fortes et qui sont indiscutablement légitimes.

Pour espérer être élu par les deux Chambres réunies en Congrès, Allende doit impérativement bénéficier de la majorité des votes de la Démocratie chrétienne. Après des jours et des semaines de marchandage, celle-ci va finir par accepter d'unir ses voix à celles de la gauche parlementaire et, ainsi, assurer l'élection d'Allende. Mais, elle ne le fait pas sans condition. Le leader de l'Unité populaire devra prendre, solennellement, certains engagements relatifs au respect des institutions et dont le catalogue, intitulé *« Statut des garanties constitutionnelles »*, fera l'objet d'une modification de la Constitution.

C'est une sorte de charte de bonne conduite à l'égard des règles démocratiques. Celle-ci comprend plusieurs articles qui font référence à des points estimés litigieux pour l'Unité populaire suspectée d'être tentée de s'en affranchir. Il s'agit de la liberté d'expression pour toute personne physique et morale, de l'autonomie

---

49 Alain Joxe, *Le Chili sous Allende*, Gallimard, collection Archives, 1974.

des universités; de la liberté de pluralisme des partis politiques, du libre accès de tous les citoyens à l'exercice de droits politiques dans le cadre d'un système démocratique et républicain... enfin, du respect des règles selon lesquelles la responsabilité de l'ordre public appartient aux seuls corps de la police nationale, des carabiniers et, en dernier ressort, à l'armée.

Il était clair que ce dernier article visait à décourager toute tentative de dérive que pouvaient suggérer les appels à la lutte armée et à la violence révolutionnaire lancés principalement par le MIR et le PS.

Le 24 octobre, devant le sénat, Allende approuvera solennellement le texte et prononcera un discours rappelant son légalisme de toujours et engageant sa personne à changer profondément le pays dans le respect des lois républicaines.

Est-il sincère ?

Interrogé quelques semaines plus tard par Régis Debray alors que le Congrès vient de le porter à la magistrature suprême, il déclare : « *Reporte-toi au moment où l'on a traité de ce statut et tu comprendras qu'il s'agissait d'une nécessité tactique.* »[50] On ne peut pas, alors, ne pas se remémorer les déclarations de Carlos Altamirano au congrès de Chillan : « *La politique des partis révolutionnaires ne saurait être déterminée par de mesquines considérations électorales* [...] *L'action parlementaire et l'action électorale ne peuvent servir que dans la mesure où elles s'inscrivent dans une stratégie générale révolutionnaire de prise de pouvoir.* »[51]

En d'autres termes, nécessité fait loi !

En fait, rien ne permet de douter de l'adhésion d'Allende à la ligne politique de son parti et à la *légalité révolutionnaire* qu'il laisse complaisamment proclamer. Le projet de transformation de la société chilienne sur le modèle cubain, mais en tenant compte des spécificités nationales, est bien le but à atteindre. L'allégeance aux exigences de la Démocratie chrétienne, *parti bourgeois piètre-*

50 Régis Debray, *op. cit.*

51 XXIIe congrès du PS, Chillan, 1967.

ment réformiste, n'est qu'une nécessité tactique dans le processus d'accession au pouvoir.

Il n'est pas douteux, enfin, qu'au moment où le Congrès le porte à la tête du pays, Allende gage qu'il pourra asseoir le socialisme à la chilienne en s'accommodant, tant bien que mal, d'un arsenal législatif extrêmement dense sans recourir à la voie insurrectionnelle prônée par l'ultra-gauche et tenue en réserve par les siens. En somme, il espère que la révolution n'aura pas à passer en force et qu'elle pourra passer par les textes.

Trois ans après l'accession d'Allende au pouvoir, l'histoire montrera cruellement l'incapacité du socialisme le plus radical à imposer ses dogmes dans un pays pourtant, plus que beaucoup d'autres, prêt à en reconnaître les bienfaits. L'inégalité sociale, comme partout sur le continent, est forte, mais les réformes conduites depuis six ans l'ont prouvé pas inaccessible à des traitements courageux; la pauvreté et l'indigence résistent depuis toujours à des comportements sociologiques qui les regardent avec fatalisme; la bourgeoisie est accrochée à ses privilèges, mais le pays en se modernisant - l'avenir montrera qu'il en a les moyens - ne pourra éternellement échapper au grand mouvement mondial de nivellement des classes... Et pourtant, l'expérience non seulement échouera, mais ne parviendra pas, même à donner à ceux qui l'ont portée au pouvoir, de vrais signes d'espérance.

Dès le début, pris en tenaille entre des forces de gauche d'autant plus exigeantes qu'elles peuvent se prévaloir d'un accès au pouvoir par la volonté du peuple et d'une Démocratie chrétienne qui l'a fait roi et qui entend le contrôler, il n'est pas possible qu'Allende n'ait pas perçu que la voie serait trop étroite pour qu'il puisse s'y glisser.

En février 1971, au cinquième mois de son mandat de six ans, il cherche déjà à s'affranchir d'une tutelle partisane dont le poids se fait de plus en plus sentir: « *Je ne suis pas le président du Parti socialiste. Je suis le président de l'Unité populaire. Je ne suis pas non plus le président de tous les Chiliens. Je ne suis pas l'hypocrite qui dira cela.* »[52]

---

52 Interview à la revue *Ercilla*, 10 février 1971.

Le drame de l'homme qui, vaincu, se donnera la mort trois ans plus tard, tint à ce que l'instauration au Chili d'un régime marxiste ne pouvait aboutir qu'au terme d'un processus révolutionnaire intégrant la voie insurrectionnelle. D'après Raymond Cartier, dans l'entretien que Régis Debray avait eu avec le président chilien et au cours duquel ce dernier avait déclaré vouloir mettre en place au Chili le vrai marxisme, le philosophe aurait répondu: « *Vous n'y parviendrez pas avant d'avoir mis à mort deux cent mille de vos compatriotes.* »[53] Vraie ou fausse, cette appréciation était un reflet cruel de la réalité et rejoignait les choix fondamentaux des tenants d'une révolution pure et dure. Allende, quant à lui, compta sur le ralliement des classes moyennes à sa stratégie de transition pacifique au socialisme. Ce fut sa perte.

Passée l'euphorie de l'élection, mais soucieuse de maintenir la mobilisation des masses, l'Unité populaire va rapidement mettre en œuvre deux des chantiers qui constituent les fondations de sa politique: les nationalisations et la réforme agraire. Dans les deux cas, il s'agit pour l'État centralisateur de récupérer des biens qu'il juge abusivement détenus soit par l'étranger, soit par de gros propriétaires chiliens.

Dès le début de l'année 1971, Allende obtient d'un Congrès unanime le feu vert pour achever la nationalisation des grandes mines de cuivre entamée par son prédécesseur.

C'est vers 1910 que l'Américain Braden s'intéresse au cuivre dont le Chili est une des terres les plus riches, sinon la plus riche, du monde. Plusieurs compagnies s'installent dans le pays dont deux sont particulièrement puissantes. Il s'agit de la *Kennecot* et de l'*Anaconda* qui vont entreprendre industriellement l'extraction du minerai. Deux des plus grosses exploitations, Chuquicamata (*Anaconda*), la plus grande mine de cuivre du monde à ciel ouvert et El Teniente (*Kennecot*) sont celles dont il sera le plus question lors du processus de nationalisation.

En 1970, le cuivre représente à peu près 75 % des exportations chiliennes et les mines sous exploitation américaine produisent

---

53 *Le Nouvel Observateur,* n° 463, 24 septembre 1973.

80 % de la production nationale. La valeur totale des intérêts américains est de l'ordre de huit cents millions à un milliard de dollars appartenant aux actionnaires - généralement petits porteurs – de ces deux compagnies. Enfin, deux tiers de ces capitaux sont garantis par l'OPIC [*Overseas Private Investment Corporation*], établissement couvrant les risques d'expropriation de l'investissement à l'étranger; la part résiduelle étant supposée garantie par l'indemnisation, généralement sous-estimée, consécutive à toute nationalisation, conformément aux règles du droit international ou au simple droit coutumier.

L'autre volet des intérêts privés américains concerne ITT, compagnie qui fut achetée aux Anglais en 1930 et qui, à l'époque qui nous intéresse, est propriétaire de la Compagnie chilienne de téléphone *Chitelco*. La valeur des biens d'ITT, qui emploie localement six mille personnes, est estimée à cent cinquante millions de dollars.

On mesure les appréhensions qu'avaient pu faire peser sur les compagnies américaines les promesses électorales d'un candidat dont les premières mesures annoncées concernaient l'expropriation de leurs biens et les risques de non-indemnisation que soustendaient une situation économique peu florissante et un endettement de près de quatre milliards de dollars, la moitié déjà due aux États-Unis.

Nationalisés par une loi qui avait recueilli l'unanimité des suffrages au Congrès, les avoirs américains firent rapidement l'objet d'une évaluation de la *Contraloria de la Republica*, sorte de Cour des comptes visant à établir le montant de l'indemnisation due à leurs propriétaires. Bientôt, l'établissement fit savoir qu'il était parvenu à une estimation de sept cents millions de dollars pour les seuls intérêts américains dans le cuivre.

Il est vraisemblable que, si tout ou partie de cette somme avait été validée par le gouvernement pour indemniser les intérêts américains affectés par la nationalisation, les relations américano-chiliennes auraient connu des jours incomparablement meilleurs que ceux qu'ils furent par la suite. Mais, maladroitement, au prix de satisfactions d'amour-propre que nourrissaient des doctrines

anti-impérialistes qui enflammaient le peuple et le flattaient, l'Unité populaire choisit une autre voie. Le 28 septembre 1971, donnant naissance à ce qui prit le nom de doctrine Allende, le chef de l'État signait un décret enjoignant l'établissement public « *de déduire des sommes qu'il convenait de payer* [...] *sur la base d'un concept de bénéfices excessifs réalisés entre mai 1955 et fin 1970:*

- pour la grande mine de Chuquicamata: 300 millions de dollars

- pour la mine de El Salvador: 64 millions de dollars

- pour la mine de El Teniente: 410 millions de dollars. »[54]

Ce montant de 774 millions de dollars étant supérieur à l'évaluation des biens expropriés, les compagnies américaines, après expropriation de leurs biens, restaient redevables à l'État chilien de 74 millions de dollars!

Certes, dans la réforme constitutionnelle votée par le Congrès pour rendre possible la nationalisation totale du cuivre, figurait un article transitoire autorisant l'exécutif à faire jouer une clause d'évaluation de bénéfices excessifs réalisés par les intérêts américains, mais il est douteux que, dans l'esprit du législateur, cet instrument ait dû avoir pour effet d'aboutir non seulement à une spoliation totale de ces intérêts mais encore à l'exigence d'une rétro indemnisation au bénéfice de l'État chilien.

En fait, lors du vote du 11 juillet 1971 par lequel le Parlement avait approuvé une révision de l'article 10 de la Constitution permettant d'achever la nationalisation du cuivre, avait été prévu un processus d'indemnisation portant 3 % d'intérêts annuels sur trente ans qui donnait au Chili la possibilité de s'acquitter de ses obligations sans compromettre significativement sa situation financière.

Ressentie comme une provocation, alors même que quelques semaines plus tôt, Nixon déclarait dans son message sur l'état du monde: « *Nous sommes prêts à avoir avec le gouvernement chilien la même sorte de relations que celui-ci est prêt à avoir avec nous* »[55], la

---

54 Alain Joxe, *op. cit.* p. 15.

55 *Ibid.*

décision prise par Allende de spolier les avoirs américains dans le cuivre allait constituer une erreur politique majeure qui, au prix exorbitant d'une satisfaction idéologique éphémère, ne pouvait que priver le Chili du minimum de neutralité dont il avait le plus impérieux besoin de la part de celui qui était son partenaire traditionnel en matière de commerce extérieur.

L'aide américaine à Santiago va, alors, considérablement chuter. D'une moyenne annuelle de 116 millions de dollars les cinq années précédentes, elle n'atteindra que 8,6 millions en 1971, 7,4 en 1972 et 3,8 en 1973. Parallèlement, l'aide des organismes financiers internationaux, auxquels participent largement les États-Unis, va passer de quelque 50 millions annuels, à 11[56].

C'est, toutefois, en raison de sa dépendance vis-à-vis des États-Unis pour ce qui concerne l'approvisionnement en pièces de rechange industrielles que le Chili va connaître les plus sérieuses difficultés. Ses possibilités d'obtenir des crédits commerciaux vont s'effondrer : cuivre, acier, électricité, transport... Tous les secteurs seront touchés. Fin 1972, le ministre chilien de l'Économie estimait que près d'un tiers des gros engins de la grande mine de Chuquicamata, 30 % des bus urbains, 21 % des taxis étaient immobilisés par manque de pièces de rechange et de pneus. Revenait alors en mémoire ce que, fin 1970, l'ambassadeur américain au Chili déclarait au président Frei : *« Allende élu, pas la moindre vis ni le moindre écrou américains ne seront autorisés à être exportés au Chili. »*[57]

L'industrie privée, échaudée, cessa quant à elle, pratiquement, tous ses investissements. Et comment en aurait-il été autrement ? Pour ne prendre qu'un exemple, en cinquante-cinq ans d'exploitation, la mine de cuivre El Teniente, la plus grande exploitation souterraine du monde, avait extrait et vendu pour trois milliards et demi de dollars dont deux milliards et demi étaient revenus au Chili. Compte tenu de la non-indemnisation de 410 millions

---

56 Voir *US overseas loans and grants, obligations and loan autorizations, july 1 - 1945 to june 30 - 1974, Statistics and Report*, p. 39 à 175, cité dans le rapport de la commission Church.

57 Olivier Duhamel, *op. cit.*

consécutive à la nationalisation, l'intérêt du capital investi devenait inférieur à 2 %.

L'interéchange était négligeable pour l'économie américaine. Il était essentiel pour le Chili. Les crédits d'aide et de coopération, pour impérialistes qu'ils pouvaient paraître à certains, n'avaient pas pour vocation de placer le Chili dans la situation humiliante d'un pays assisté et participaient à son développement. Il fallut, paradoxalement, que ces crédits fussent réduits à la portion congrue pour qu'on s'en rendît compte.

Ainsi, l'anti-impérialisme américain, si souvent clamé dans les meetings de l'Unité populaire, devenait-il l'un des moteurs de l'échec de l'expérience chilienne. Mais qui pouvait raisonnablement penser que les États-Unis contribueraient à la réussite d'un régime qui venait d'accéder au pouvoir sur un programme clairement hostile à leurs intérêts ?

Certes, le fait que l'économie ait été si majoritairement dépendante des États-Unis constituait une situation dont Allende n'était nullement responsable, mais alors, fallait-il désigner le grand satan à la vindicte populaire ? En faire le bouc émissaire de tous maux ? Le spolier de ses biens ? Pour, ensuite, déplorer de ne plus recevoir ses subsides, avant de le blâmer de vous avoir conduit à la ruine ?

Si la nationalisation du cuivre, à laquelle le nom d'Allende restera durablement attaché, s'est accomplie dans un climat d'adhésion populaire, il n'en est pas de même pour d'autres réalisations qui, principalement en raison des excès qu'elles ont entraînés, se révélèrent hautement préjudiciables au pouvoir en place et constituèrent à la longue l'un des autres moteurs de l'échec de l'expérience socialiste.

Durant l'année 1971, conformément aux engagements pris pendant la campagne électorale, le gouvernement mit en application son plan de contrôle par l'État des principaux agents de l'économie nationale : les minerais - fer et acier... -, mais aussi les nitrates et le charbon... le système bancaire privé, chilien et étranger qui, en fin d'année, sera à peu près complètement placé sous

le contrôle de l'État... l'industrie, les grandes exploitations agricoles... En fait, tout ce que le pouvoir socialiste considère comme illégitimement acquis par la bourgeoisie.

La difficulté de l'exercice consistait, cependant, à exproprier des biens a priori inaliénables sans entorses trop évidentes aux lois existantes. L'objectif déclaré était bien de rassembler au sein d'un secteur de propriété sociale (APS) des biens privés - propriétés rurales, firmes, industries - sans contrevenir aux dispositions constitutionnelles qui, en démocratie, reconnaissent et protègent le droit de propriété.

Providentiellement, dans un arsenal de quelque dix-sept mille textes de loi, en existait un qui donnait à l'État le droit d'intervenir, c'est-à-dire de se substituer à la direction d'une entreprise. La procédure légale, qui consistait à nommer une sorte d'administrateur public chargé de prendre en main le contrôle de l'entreprise, ne pouvait être activée que dans des cas bien précis et, notamment, lorsque celle-ci se trouvait empêchée de fonctionner, paralysée, par exemple, par un conflit social.

Un autre texte permettait de réquisitionner un commerce qui, pour une raison ou pour une autre, se trouvait empêché d'approvisionner le marché, singulièrement en produits de première nécessité. Toutefois, ces dispositions de la loi n'étaient, dans l'esprit, applicables qu'à titre exceptionnel, pour apporter aux entreprises en difficulté une aide passagère et pour un temps le plus court possible. Ce qui était évident n'était toutefois pas écrit dans les textes, de telle sorte qu'interprétés abusivement, ceux-ci pouvaient donner une apparence de légalité à des opérations qui en étaient fondamentalement dépourvues. Il suffisait de provoquer artificiellement un conflit social ou d'empêcher l'approvisionnement d'une chaîne de distribution pour que soit nommé un *interventor* à la tête d'une société qui serait ultérieurement intégrée au secteur de propriété sociale.

Un organisme, créé trente-cinq ans plus tôt par le Front populaire, la CORFO, fut chargé de centraliser l'action de l'APS et donc d'accueillir ces entreprises nouvellement placées sous contrôle de l'État. Plus de cinq mille d'entre elles furent ainsi soustraites à leurs

légitimes propriétaires. Il suffisait qu'un conflit social, habilement provoqué par les militants de l'Unité populaire ou du MIR, freine ou arrête la production pendant un certain temps pour que la société soit jugée en difficulté et que l'État intervienne.

Un avocat de trente-huit ans, ex-président du Conseil national de défense de l'État, Eduardo Novoa Monreal, allait se rendre célèbre grâce aux ressources de son discernement. Cet homme se fit, en effet, une spécialité de dénicher, parmi les milliers de textes législatifs, ceux qui, restés en vigueur quoique jamais utilisés, permettaient à l'Unité populaire de saisir des entreprises sans que leurs propriétaires, victimes d'interminables conflits sociaux, ne puissent s'y opposer. Ainsi, toute l'industrie textile fut-elle nationalisée.

Début avril 1971, avait débuté une campagne de presse contre le fleuron de cette filière, l'entreprise *Yarur*. Le 25 du même mois, celle-ci était occupée par une partie de son personnel. Le 29, elle était réquisitionnée.

Un mois plus tard, le ministre de l'Économie, Pedro Vukovic, déclarait qu'il s'efforçait d'incorporer rapidement à l'APS les monopoles privés du secteur textile. Le 25 mai, toutes les firmes citées par le ministre, *Tejidos Caupolican*, le groupe *Sumar* et toutes ses succursales, la fabrique de laine *Austral*, le groupe *Rayon Saïd*, le groupe *Hirmas*, les entreprises *Rayonhil*, *Textil progresio* et *Ojeta Tomé* étaient occupées. Le 27, réquisitionnées et, en fin de mois, intégrées à l'APS.

Ces confiscations ne manquèrent évidemment pas d'alerter tant le législatif que le judiciaire saisi de plaintes pour infraction au Code civil, voire pénal. Interpellé, le Conseil constitutionnel n'avait d'autre ressource que de faire objection légale chaque fois que le gouvernement procédait à une *intervención* ou à une réquisition suspecte d'abus de pouvoir. Cette procédure revenait à frapper de nullité l'opération qui avait été menée et visait à apporter au propriétaire spolié la base légale nécessaire pour entreprendre une action en justice en vue de récupérer son bien. Mais, là encore, le gouvernement savait montrer sa capacité à prendre les textes légaux aux limites de leur acception pour les utiliser comme de simples instruments au service de sa stratégie révolutionnai-

re, ainsi que le voulait la rhétorique des congrès du parti. La Constitution permettait, en effet, à l'exécutif, «*dans les cas graves ou d'urgence*», de ne pas tenir compte des avis du Conseil constitutionnel. Il suffisait qu'à l'objection légale, le gouvernement opposât un *décret d'insistance* qui, pour avoir force de loi, devait être signé par le président de la République, le chef du gouvernement et les ministres d'État.

Les saisies, acquisitions forcées, réquisitions... qu'on allait, en France, considérer comme «*prises en charge par l'État*»[58], s'étendirent aussi aux habitations en construction ou construites et inoccupées. Selon un rapport de la Chambre syndicale de la construction rendu public le 18 janvier 1972, près de cinq mille biens d'habitation avaient été abusivement saisis par les pouvoirs publics depuis 1970.

C'est, toutefois, dans le cadre de la réforme agraire que le mouvement révolutionnaire va trouver à s'exprimer le plus librement. Contrairement aux expropriations urbaines que l'opinion ne peut longtemps ignorer, les excès de cette réforme qui se développe dans les campagnes du grand Sud à plus de mille kilomètres de la capitale vont, eux, demeurer durablement méconnus du public.

La réforme agraire a été entreprise en 1967 sous le mandat d'Eduardo Frei. L'esprit de la loi visait à constituer, en lieu et place d'immenses *fundos* de plusieurs centaines, voire milliers d'hectares, des propriétés agricoles plus petites, plus facilement irrigables, donc mieux exploitables et, par conséquent, plus rentables. Les terres, au-delà d'une superficie de 80 hectares inaliénables seront redistribuées à des paysans qu'il conviendra d'aider à les exploiter pour leur compte. Lorsqu'Allende parvient au pouvoir, 1 412 domaines agricoles représentant 4 millions d'hectares, soit quelque 18 % des superficies arables, ont déjà été expropriés et redistribués à 28 000 familles[59].

Fondamentalement révolutionnaire ou jugée comme telle, mais objectivement salutaire, eu égard aux situations d'inégalité

58 *Le Monde*, n° 8 917, 14 septembre 1973.

59 *Instituto nacional de estatisticas*, Santiago, 1982.

sociale excessives qu'avait jusqu'alors créé la coexistence de propriétaires terriens extrêmement riches et d'une paysannerie vivant parfois en état de servitude, la loi Frei s'était heurtée, dès sa mise en application, à l'hostilité de propriétaires peu enclins à céder à leur personnel des biens qui leur appartenaient. Si certains d'entre eux avaient accepté, bon gré mal gré, de se conformer aux dispositions de la loi, beaucoup s'étaient ingéniés à en aménager les rigueurs en se réservant autour de la maison domaniale les terres les plus riches, en conservant leurs outils et leurs bêtes et en ne cédant que des étendues en friche, privées de bâtiments, mal irriguées et dépourvues de tout moyen d'exploitation. D'autres, enfin, s'étaient opposés à toute expropriation, avaient engagé des procédures judiciaires ou préféré un conflit à une abdication. À l'heure où Allende accède au pouvoir, si 1 400 expropriations ont déjà été réalisées, 500 propriétés restent occupées par des paysans en grève.

Tous les ingrédients sont réunis pour créer une situation explosive : une communauté paysanne syndicalisée de fraîche date, stimulée par les perspectives d'une réforme apte à améliorer son sort mais dont les effets tardent à se faire sentir ; une minorité de propriétaires terriens, accrochée à ses privilèges et, pour beaucoup d'entre eux, terrorisés par l'arrivée au pouvoir d'un régime dont ils sentent qu'ils seront les premières victimes.

La réforme agraire de Frei, en légalisant déjà les saisies [*tomas*] de propriétés agricoles mais dans un cadre contraignant qui ne laissait guère les gros exploitants démunis, allait, ici encore, offrir à l'Unité populaire un passage institutionnel acceptable par lequel pourraient se légitimer les excès révolutionnaires. Il conviendrait tout au plus de radicaliser les premières intentions et d'aller, sans états d'âme et rapidement, au bout d'un processus qui, sous prétexte d'exproprier pour redistribuer, visait, en fait, à affaiblir une oligarchie de possédants.

Le projet aurait pu aboutir avec le temps et sans dommages irréparables si avaient été réunies plusieurs conditions : que le gouvernement obtienne, sinon l'adhésion, du moins l'acceptation au prix de quelques compromis, des gros propriétaires ; qu'il ap-

porte aux paysans devenus exploitants pour leur propre compte une formation minimum et les moyens propres à leur permettre de réussir ; et surtout qu'il garde le contrôle absolu de la réforme. Or, il s'en vit, dès les premières semaines, dépossédé par l'ultra-gauche du MIR qui allait rencontrer, dans ces lointaines provinces du Sud où les inégalités sociales étaient les plus fortes, le terreau le plus fertile à la réalisation de ses objectifs révolutionnaires.

À peine plus de deux mois après l'élection d'Allende, un décret suprême fixe les conditions d'organisation du Conseil national paysan. Cette institution se donne un mois pour fonctionner sur le terrain. Son rôle consiste à organiser la réforme agraire conformément aux termes du programme électoral d'Allende. Lorsque, trois semaines plus tard, le ministre de l'Agriculture, accompagné des membres de son administration, s'installe à Temuco, capitale des provinces du Sud et cœur stratégique de la réforme, le terrain est déjà occupé. Le MIR y a créé un Front paysan qui, avec deux autres organisations très politisées, le Mouvement des paysans révolutionnaires et l'Union paysanne révolutionnaire, cherche à créer un pouvoir populaire de paysans. Si les *missi dominici* venus de Santiago armés du décret suprême entendent donner à la réforme et au partage des terres des formes légales, les mouvements d'ultra-gauche ne pensent qu'en termes de « *saisies, d'occupations et de restitution au peuple de biens abusivement acquis par la bourgeoisie réactionnaire.* »

Le mouvement révolutionnaire, cependant, ne tiendra pas longtemps dans le cadre rigide de règlements, de consultations, d'arbitrages et d'expertises menés au sein d'assemblées disparates, éperdues de discours, de slogans, de professions de foi qui n'en finissent pas de faire la révolution sur les estrades. Les occupations sauvages de propriétés se multiplient, les grèves, les saisies illégales se succèdent. Les premiers « conseillers » cubains viennent prêter main-forte. Le mouvement paysan, stimulé par la logorrhée révolutionnaire va rapidement déborder les institutions. Les 80 hectares inaliénables vont devenir 40 puis plus rien. Les propriétaires s'organisent en comité de défense, s'apprêtent à résister, s'arment... ou abandonnent, fuient et parfois s'expatrient. Dans un

pays coutumier d'humour décapant, une plaisanterie fait florès : on y dit que le Chili, désormais, est divisé en deux, les anti-patriotes qui s'expatrient et les imbéciles qui restent. Mais, au-delà de l'amertume, on assiste à des affrontements armés, heureusement peu nombreux, mais qui feront une centaine de victimes.

Le pouvoir central, largement débordé sur sa gauche, s'émeut. Dès janvier 1971, à Cautin, l'une des provinces qui connaît le plus d'effervescence, Allende demandera que cessent les expropriations sauvages, mais avertira : « *Que les propriétaires sachent qu'il ne sera pas accepté qu'ils s'y opposent ou prétendent se faire justice les armes à la main* [...] *Ceux qui prennent les terres feront l'objet d'une peine légère, ceux qui prétendent les récupérer, de lourdes sanctions.* »

Dans un rapport de la Direction générale des carabiniers, annexé au *Journal des sessions du sénat* paru le 31 mai 1972, figure le bilan des saisies : entre le 1er novembre 1970 et le 5 avril 1972, 1 767 propriétés agricoles représentant plus de deux millions et demi d'hectares ont été expropriées.

À la fin de l'hiver austral de la même année, 4 700 exploitations d'un total de 9 millions d'hectares, dont la moitié cultivables, auront été aliénées. Le climat d'affrontements haineux qui s'installe dans le sillage de ces expropriations fait rapidement apparaître ses premiers effets. Souvent incapables de gérer des domaines qui sont tombés entre leurs mains ou parfois démunis des moyens nécessaires à leur exploitation, les nouveaux propriétaires vont vendre leurs bêtes en boucherie pour des profits immédiats et fragiles, amenuisant les cheptels ou laissant en friche des terres antérieurement cultivées.

Au-delà cependant de la sévérité des bilans ou des premières pénuries qui se manifestent dans la capitale, ce qui frappe l'opinion est bien plus la lente dérive vers un État outrepassant ses droits constitutionnels. Si la spoliation des intérêts américains dans le cuivre n'a guère bouleversé l'opinion, elle a quand même été jugée comme la préfiguration d'autres abus. Lorsqu'ensuite, seront saisis, réquisitionnés ou expropriés des biens privés sans recours judiciaires pour leurs propriétaires de les récupérer, la po-

pulation comprendra que, loin d'infléchir sa voie, le pays s'engage dans une aventure authentiquement totalitaire.

Dès le début du processus, le Parlement va chercher à s'opposer à toute mesure qui ne respecte pas rigoureusement les règles institutionnelles. De son côté, Allende s'efforce désespérément de maintenir son action dans un cadre légal sans renoncer à ses engagements politiques. Cet exercice funambulesque n'est pas sans risque : qu'il penche d'un côté ou de l'autre, le président sait qu'il est attendu avec autant d'intransigeance par les censeurs de la loi que d'intolérance par les tenants de la révolution.

Plusieurs autres faits vont mettre en évidence non seulement l'antagonisme permanent qui s'est créé entre le président et le Parlement, mais aussi le choix d'Allende de privilégier ses engagements au détriment du respect des textes constitutionnels.

En février 1972, devant les excès commis en matière de saisies illégales, le Parlement vote un texte réformant l'organisation des secteurs de l'économie. Le jugeant contraire aux intérêts défendus par le programme de l'Unité populaire, Allende y oppose son veto comme lui en donne le droit la Constitution. Conformément aux dispositions légales, le texte est alors soumis au Conseil constitutionnel qui, le jugeant respectueux des termes de la Loi fondamentale, en informe le président qui dispose alors d'un délai impérieux pour le promulguer. Cependant, malgré les obligations de sa charge, Allende va refuser de le signer ou, plus exactement, va le signer amputé de la partie qui avait motivé son veto devant les deux Chambres. Par jugement du 2 juillet, le Conseil constitutionnel refuse naturellement l'homologation de ce qui prend alors le nom de *decreto parcial* [décret partiel].

Ce qu'en février 1972, le Congrès avait qualifié de « *rébellion ouverte à la Constitution* » fut souligné par la Chambre des députés, quelques mois plus tard : « *Ce qui est de la plus extraordinaire gravité : en refusant de promulguer la réforme constitutionnelle sur les trois secteurs de l'économie,* [...] *le président fait table rase*

de la haute fonction que le Congrès possède en matière de pouvoir constitutionnel. »[60]

Cette sorte de jeu du chat et de la souris entre l'exécutif et le législatif qui consistait pour celui-là à exploiter les moindres ressources que pouvait offrir un arsenal de textes de loi très dense et, pour celui-ci, à se figer dans un rôle de gardien de la loi républicaine, chaque jour plus sensible aux violations dont celle-ci était victime, s'illustra d'autres exemples. Ainsi, à plusieurs reprises, le Congrès national se trouva-t-il en situation de destituer de leurs fonctions certains ministres. Une telle mesure, évidemment exceptionnelle et à laquelle aucun gouvernement n'aime à s'exposer, impliquait naturellement la disparition de la scène politique de celui qui en était frappé, au moins pour un temps. Or, dans un souci de ce qu'on a quelque peine à ne pas taxer de provocation, le gouvernement prit l'habitude, sinon de récuser - il n'en avait pas le droit - du moins de tourner à son avantage les sentences du Congrès. Ainsi, en janvier 1972, José Toha, ministre de l'Intérieur, destitué, entre autres motifs pour sa tolérance à l'égard de la constitution de groupes armés, fut-il, aussitôt nommé ministre de la Défense. En juillet de la même année, le nouveau ministre de l'Intérieur passa au Secrétariat général du gouvernement. Orlando Millas, destitué, devint aussitôt ministre de l'Économie...

Si le pouvoir législatif allait, en permanence, trouver à ferrailler avec l'exécutif, le judiciaire allait, lui, vite rencontrer les limites de son propre pouvoir. Dénoncées comme illégales et contraires au droit constitutionnel de propriété, les saisies, réquisitions, expropriations de biens privés... entraînaient régulièrement des recours en justice de la part de leurs propriétaires. S'ensuivaient des décisions judiciaires visant à la restitution pure et simple du bien saisi et commandement fait à l'autorité administrative ou à la police

---

60 *Acuerdo de la Camara de Diputados sobre el grave Quebrantamiento del orden constitucional y legal de la Republica, Oficio de 23 de agosto 1973* [Motion de la Chambre des députés à propos de l'état de faillite dans le cadre constitutionnel et légal de la République, séance du 23 août 1973].

d'exécuter le jugement. Or, il ne pouvait être question qu'une institution bourgeoise, de quelque légalité qu'elle put se prévaloir, mit en échec ce qui constituait le cœur même de la révolution.

Aussi, disposant du contrôle de l'autorité administrative, les pouvoirs publics parvenaient-ils sans peine à rendre inopérantes les décisions judiciaires en enrayant, notamment dans les cas d'occupations illégales d'entreprises, l'intervention de la force publique.

Dans une communication du 26 mai 1973, la Cour suprême dénonçant « *le non-respect répété et délibéré des décisions judiciaire* [rappelait] *pour la N ième fois* [au président que son] *ingérence dans les affaires de justice était de nature à entraîner la faillite de l'institution judiciaire.* »

Trois mois plus tard, l'Assemblée nationale dénonçait le mépris affiché par le pouvoir face aux arrêts de justice : « *Violant les lois et faisant table rase du principe de séparation des pouvoirs, le gouvernement rend inopérantes les décisions de justice. De surcroît, face aux arrêts de la Cour suprême, le président de la République s'arroge le pouvoir inouï de choisir quelle décision de justice doit être exécutée ou pas.* »[61]

Quelques semaines plus tôt, Allende avait anticipé ces attaques en se reconnaissant le droit de faire acte de discrimination dans les décisions judiciaires : « *C'est le devoir de l'autorité administrative et politique de s'entourer de toutes les garanties en termes de forme, de temps, d'opportunité, de moyens et de procédures pour s'assurer que la tutelle que constitue une décision imposée par un juge n'entraîne pas d'atteinte à l'ordre public.* »[62]

Constatant la création historiquement nouvelle d'une instance constituée par la plus haute autorité de l'État entre une décision judiciaire et son exécution, la Cour suprême allait répondre notamment : « *Nous prenons acte de ce que Votre Excellence entende soumettre le libre critère du pouvoir judiciaire aux nécessités politiques du gouver-*

---

61 *Ibid.*

62 Cité par Cristian Jara Taito, *op. cit.*

nement. Sachez que ce pouvoir ne sera pas rayé de la carte politique du pays et que jamais ne sera abrogée son indépendance. »[63]

On mesure, à travers la violence des termes à quelles extrémités étaient parvenus les rapports entre l'Unité populaire, son leader et des institutions dont le président de la République était, constitutionnellement, le garant. On imagine le désarroi d'une large majorité de l'opinion face au mépris affiché au sommet de l'État pour des règles constitutionnelles qui fondaient le pacte républicain du Chili depuis un demi-siècle.

Depuis un an déjà, malgré des efforts éperdus pour rester fidèle à son légalisme de toujours, Allende n'a d'autre alternative qu'accompagner les colonnes révolutionnaires ou rester en bordure du chemin. Et si la bourgeoisie, sa représentation parlementaire sortie des urnes, ses cours et ses conseils s'opposent à ce que la révolution passe en souplesse, eh bien! elle passera en force!

Le grand et noble dessein d'instauration d'un socialisme à la chilienne par la voie légale, contesté par son propre parti qui s'était rallié, en 1967, à la doctrine castriste de révolution populaire par la voie armée, allait progressivement dériver vers un pouvoir s'affranchissant, en tant que de besoin, des normes démocratiques.

Pour la première fois dans le pays, la presse fit l'objet de contraintes. En décembre 1971, les stations de radio FM, *Balmaceda* et *Agricultura* sont fermées. La chaîne *Radio Mineria*, de Vina del Mar, acquise un an plus tôt par la Démocratie chrétienne, est frappée elle aussi d'une interdiction d'émettre. Le 13 avril 1972, *Radio Nuevo Mundo* et ses 140 émetteurs font l'objet d'une mesure identique. Le 29 juin 1973, sept stations d'opposition se voient interdites d'antenne pour n'avoir pas retransmis le discours de la Centrale unifiée des travailleurs (CUT) appelant à une manifestation de soutien au gouvernement.

La presse écrite ne reste pas à l'écart de ces distances prises avec la liberté d'expression. *El Mercurio*, organe de centre droit, l'un

---

63 *Ibid.*

des plus anciens quotidiens du continent, est interdit six jours pour avoir publié une déclaration du Parti national jugée séditieuse. Le journal de ce dernier parti, *Tribuna,* ainsi que *La Tercera de la hora* voient eux-mêmes leur parution suspendue.

Les grèves d'octobre 1972 montrèrent à quel point l'exaspération d'un pouvoir aux prises avec des difficultés inextricables pouvait nourrir l'intolérance. Un mois plus tôt, Rolando Calderon, vice-président du Parti socialiste, demandait déjà aux militants de l'Unité populaire de créer dans chaque quartier des comités de vigilance destinés à empêcher les manifestations de mécontentement.

Les défilés de ménagères tapant dans des casseroles vides pour montrer qu'elles n'ont rien à y faire cuire butent contre les files d'attente de plus en plus longues à la porte des commerces d'alimentation. Encore quelques jours et les camionneurs, pour la première fois, entameront une grève à laquelle se joindront d'autres corporations. Le 3 octobre, *sur Canal 7,* la chaîne de télévision nationale, Allende tempête: «*Nous réquisitionnerons les camions. Le camion réquisitionné ne sera pas rendu à son propriétaire. Ce n'est pas une menace, c'est une décision. Si demain, le commerce n'ouvre pas ses portes, le commerçant étranger défaillant sera reconduit à la frontière et les nationaux traduits en justice.*»

Que des mesures de réquisition de biens privés, d'expulsion d'étrangers ou de traduction de grévistes devant les tribunaux soient peu compatibles avec l'idée qu'on se fait, de ce côté-ci de l'Atlantique, d'un gouvernement socialiste est une évidence à laquelle n'avaient sûrement pas songé beaucoup de ces hommes et de ces femmes de milieux populaires. De même pour ces petits propriétaires de camions ou ces modestes commerçants aujourd'hui en grève, mais dont la majorité s'était abandonnée deux ans plus tôt aux rêves de l'Unité populaire. Car, si la condition des plus pauvres s'est sans doute améliorée, si, généralement, les objectifs sociaux en matière de santé, d'éducation et d'habitat social ont été privilégiés et ont pu marquer des progrès, la situation générale s'est fortement délitée. Les augmentations de salaires - parfois très

importantes - ont été systématiquement neutralisées par l'inflation, la monnaie s'est fortement dépréciée et, ce qui est plus grave, la cohésion sociale s'est déjà gravement détériorée.

Fin 1972, deux ans après l'accession d'Allende au pouvoir, l'échec de l'expérience est déjà clairement apparent. Comment avait-on pu se convaincre que, dans un pays aux racines démocratiques aussi anciennes, un peuple tout entier se tiendrait derrière le flambeau révolutionnaire ? Comment avait-on pu croire que la petite bourgeoisie, installée dans son modeste mais rassurant confort, rejoindrait la révolution ? Comment avait-on pu penser que Washington maintiendrait à niveau les crédits d'aide et les échanges commerciaux, comme si, en pleine guerre froide et sachant le soutien que l'URSS - et plus généralement l'Internationale socialiste - apportait à l'expérience chilienne, le passage dans l'autre camp du Chili pouvait ne lui apparaître que comme une simple péripétie ?

Si des erreurs stratégiques furent commises au nom de l'idéologie et de l'éthique, l'Unité populaire eut, à la croisée des chemins, le choix de son avenir : radicaliser l'expérience ou, pour tenir compte des réalités qui se dressaient devant elle, composer. Elle choisit la première voie et, en cela, commit probablement sa dernière et plus funeste erreur.

Chapitre 6

LA RADICALISATION

C'est au milieu du gué, à l'automne austral de 1972 (le printemps sous nos latitudes européennes), que le processus va atteindre son point de non-retour. Devant l'incapacité du gouvernement à la juguler, la gauche la plus radicale veut en finir avec l'opposition réactionnaire. Pour elle, il est clair que l'instauration d'un pouvoir populaire, finalité du processus entamé en 1964, passe par la destruction de l'appareil bourgeois et donc, inévitablement, par un affrontement armé.

Dans l'immédiat, le pouvoir populaire est constitué de noyaux appelés commandos communaux, sorte de soviets qui sont le centre vers lequel converge un certain nombre d'organismes qui, dans la totalité des cas, se substituent à des structures déjà existantes. Ainsi en était-il des JAP – *juntas de abastecimiento y de precios* [juntes de ravitaillement et des prix] - destinées à contrôler, dans un secteur géographique limité, la distribution d'articles de première nécessité et, plus particulièrement, d'alimentation ; des conseils de santé ; des conseils miniers ; des comités de direction du secteur social ; des conseils de paysans communaux... mais, surtout, des cordons industriels qui, eux, n'ont aucune doublure légale et qui, composés de militants de l'Unité populaire, seront progressivement armés.

Observons ces cordons industriels dont il sera question par ailleurs et qui, inconnus jusqu'alors dans l'histoire du Chili, reste-

ront l'une des images fortes du temps de l'Unité populaire.

Dans la doctrine castriste, le Front des travailleurs révolutionnaires (FTR) renforce l'assise du pouvoir populaire. C'est la force qui, occupant et paralysant l'activité des industries, oblige le gouvernement à intervenir et provoque le passage au secteur nationalisé.

Au Chili, le MIR anime, parmi une multitude d'autres factions - étudiantes, paysannes, ouvrières - le FTR dont procèdent les cordons industriels. La vocation de ces organisations est d'établir au sein des complexes industriels de Santiago et de province des groupes formés et entraînés, capables d'intervenir, s'il le faut, de façon violente, pour désorganiser les structures bourgeoises. Ils ont été formés pour contrecarrer la toute puissance du plus important syndicat ouvrier chilien, la *Central Unica de Trabajadores*, CUT, elle-même créée en 1953 par le Parti communiste. Malgré les efforts d'Allende, impressionné par leur force de frappe, pour les faire passer sous le contrôle de la CUT, ces forces de choc du mouvement révolutionnaire échapperont rapidement au gouvernement et ne recevront leurs ordres que du FTR, c'est-à-dire du MIR.

Début 1973, à Santiago, les cordons industriels provenaient de 350 entreprises représentant 80% de l'industrie. Le nombre d'ouvriers militants qui les composait était un secret stratégique, mais le Parti communiste considérait qu'il était suffisant pour paralyser la capitale.

Les commandos communaux, eux, furent créés avec le souci de faire progressivement disparaître les structures bourgeoises pour servir l'idéal révolutionnaire et imposer un pouvoir populaire au Chili. À aucun moment, ils ne firent l'objet d'une proposition de loi soumise à l'examen du Parlement, discutée, puis ultérieurement ratifiée, conformément aux usages démocratiques. Le 21 mai 1973, Allende exprimait le vœu que le pouvoir populaire fût intégré à la Constitution du pays.

Cependant, en constatant que les pouvoirs publics fonctionnaient tant bien que mal, que les assemblées légiféraient comme elles pouvaient, que, bien que sans illusion sur leur exécution, la

justice rendait sentences et arrêts, on pouvait prétendre que la République, quoique malmenée, continuerait d'exister, maintenue vivante par ceux qui, des deux bords, s'attachaient à garder leur valeur aux institutions. Mais, ce qui allait progressivement faire dériver le pays vers une situation d'affrontements achevant la déchirure du tissu social et créant un climat de pré-guerre civile fut l'émergence de groupes armés au service de la cause révolutionnaire.

Moins d'un an après l'investiture d'Allende à la tête de l'État, il y avait dans le pays une douzaine de groupes paramilitaires organisés. Les plus connus provenaient de structures extérieures aux partis traditionnels et possédaient une existence antérieure à l'avènement au pouvoir de l'Unité populaire. Certains dirigeants du MIR, notamment Miguel Enriquez Espinoza, Joel Marambio et Andres Pascal Allende, alors poursuivis en justice pour des actes de violence politique ou de simple droit commun, avaient été amnistiés par le président nouvellement élu[64] et avaient aussitôt donné un nouvel élan à leur action militante. Leur champ d'activité allait, dans un premier temps, se développer dans le cadre de la réforme agraire par l'aide, souvent violente, à l'expropriation des domaines agricoles du Sud, avant de déborder sur de l'entrisme au sein des commandos communaux, des cordons industriels et des GAP (*Grupo de amigos personales*), sorte de garde prétorienne armée dont Allende s'était entouré.

En marge des partis politiques, le groupe armé le plus important était l'Armée de libération nationale (ELN) dont les membres, *Elenos*, avaient combattu aux côtés de Guevara en Bolivie. D'autres groupes de militants composaient le bras armé de l'expérience marxiste sans que, ni le président, ni son gouvernement n'y trouvent à redire. Citons : le Front des travailleurs révolutionnaires (FTR), le Mouvement des paysans révolutionnaires (MCR), le Front d'étudiants révolutionnaires (FER), la Jeunesse radicale révolutionnaire

64 Décrets d'amnistie n° 2 071 et 2 092 du 2 décembre 1970.

(JRR), *Espartaco*, groupe d'extrême gauche se revendiquant de Spartacus, de Rosa Luxembourg[65] et provenant du Parti communiste révolutionnaire, électron libre sans lien direct avec le PC, militant dans les lycées et universités. Enfin, l'Avant-garde armée du peuple (VOP) animée par les frères Calderon et constituée d'ouvriers des bidonvilles de la périphérie de Santiago et d'étudiants appartenant à des milieux modestes. Ce dernier groupe, de loin le plus violent, appelait dès 1968 à la guérilla immédiate. Sa philosophie, empruntée aux thèses guévaristes, se résumait en une formule lapidaire: « *Nous volons pour rendre l'argent au peuple.* » Et son programme politique, en peu de mots: « *Voler la bourgeoisie, armer le peuple, déclencher la révolution.* » Cette idéologie aux accents généreux de redistribution de l'argent exproprié, c'est-à-dire procédant de hold-up bancaires, servait avant tout à financer la presse révolutionnaire, les programmes d'endoctrinement populaire et les achats d'armes.

Tous ces groupes étaient composés de militants chiliens et souvent étrangers. Il n'existe pas de statistiques précises sur le nombre d'étrangers qui rejoignirent les rangs de la gauche chilienne dès le commencement de l'expérience. Entre les demandeurs d'asile politique, les réfugiés, principalement du Brésil, d'Argentine, d'Uruguay, du Pérou, du Nicaragua, du Honduras et de Saint-Domingue... les étudiants, techniciens, conseillers... venus d'URSS, de Tchécoslovaquie, d'Allemagne orientale... les « diplomates » nord-coréens et surtout les « touristes » cubains, on a pu estimer que huit à dix mille étrangers avaient choisi le Chili comme lieu de résidence et, pour beaucoup, apporté un concours militant à la réussite du processus révolutionnaire.

Parmi ceux-ci, un grand nombre venait des pays du continent où leurs activités au sein de « mouvements de libération » leur valaient d'être recherchés par les autorités de leur pays: *Tupamaros*[66] uru-

65 Alain Guillerm, *Rosa Luxembourg, la Rose rouge*, Jean Picollec, 2002.

66 Organisation révolutionnaire uruguayenne fondée en 1962 et démantelée après le coup d'État de 1976, qui emprunte son nom au chef indien rebelle Tupa Humac.

guayens, *Monteneros* argentins, mais surtout Brésiliens qui, hormis les Cubains, constituèrent le contingent le plus important de ceux qui vinrent grossir les rangs des groupes activistes du pouvoir en place.

Durant les trois années de l'Unité populaire, les affrontements provoquèrent une centaine de morts, victimes de la violence politique ou de violations des droits de l'homme : hommes et femmes engagés dans d'obscurs combats, auteurs ou victimes de crimes de sang ou simples témoins accidentels d'attentats qui ne les concernaient pas. Ils créèrent, dans un pays qui plaçait la convivialité au premier rang de ses vertus, un climat de passions haineuses qui s'éteindra à peine vingt ans plus tard.

Dix mois après l'arrivée de Salvador Allende au pouvoir, l'assassinat de l'ancien vice-président de la République, le démocrate-chrétien, Edmundo Perez Zujovic, provoqua une véritable commotion dans le pays. Cet attentat fut considéré comme exemplaire du climat de haine et de terreur qui avait pris corps au Chili et qui allait se développer sans discontinuer les mois suivants. Le soir de l'assassinat, le 8 juin 1971, Allende, conscient de l'indignation de l'opinion publique et sachant combien la presse de gauche avait inlassablement désigné Zujovic à la vindicte populaire, déclarait : *« J'affirme de la façon la plus catégorique que nous n'avons jamais hésité à adopter toutes les mesures pour que les éléments séditieux ne puissent continuer à exercer leur œuvre déstabilisatrice. »*

Pourtant, quelques jours plus tard, le chef des services de renseignements, Eduardo Paredes, convoquait une conférence de presse au cours de laquelle il indiquait que les auteurs de l'assassinat avaient été identifiés. Il s'agissait notamment d'un des frères Calderon, fondateur de l'Avant-garde armée du peuple (VOP). Le lendemain, la presse d'opposition se faisait fort de rappeler que celui-ci avait été l'un des sept militants d'extrême gauche qui, condamnés par décision de justice en 1969, avait été gracié par le président dès sa prise de fonction.[67]

---

67 Dix ans plus tard, les socialistes français firent de même avec les membres d'Action directe. Résultat : ceux-ci tuèrent Georges Besse, le PDG de Renault en novembre 1986 et le général Audran en janvier 1985 !

Fin 1972, dénonçant le climat de violence qui, depuis des mois, s'était abattu sur le pays, l'ancien président Eduardo Frei affirmait publiquement: « *Nous sommes en présence de faits d'une extrême gravité. Au vu et au su du gouvernement, on a toléré que se constituent et s'organisent des groupes armés.* [...] *Mais ce qui est plus grave et qui nous préoccupe le plus, c'est que l'on a semé la haine au Chili. Cela n'existait pas dans notre pays auparavant. L'exercice de la démocratie implique parfois des divergences profondes mais il n'y avait pas de place pour la haine au Chili.* »[68]

L'accumulation de l'armement destiné aux mouvements séditieux de la gauche révolutionnaire fut considérable, quoique moins important que l'armée ne l'avait estimée. Après le coup d'État de septembre 1973, les militaires saisirent une quantité importante d'armes dont les catalogues et nomenclatures furent soigneusement consignés par les principaux cabinets notariaux de la capitale. Le véritable arsenal saisi dans les sous-sols du palais de La Moneda et dans les deux résidences du président Allende provenait, selon toute vraisemblance, de Cuba. En mars 1972, plusieurs caisses étaient parvenues à l'aéroport de Santiago à bord d'un avion de la compagnie *Cubana de Aviación*, nanties d'une lettre de transport aérien qui les destinait au directeur des services de renseignements, Eduardo Paredes, lui-même présent à bord de l'avion. Malgré l'insistance des douanes, cette expédition échappa à tout contrôle et les caisses furent transportées, à la demande de Paredes, à la résidence du président, rue Tomas Moro, sur les hauteurs de Santiago.

Etonné que l'expédition ait pu si librement échapper aux contrôles douaniers, la presse d'opposition avait suspecté la cargaison de constituer un envoi d'armement et réclamé un contrôle d'inventaire. Harcelées, les autorités de l'Unité populaire avaient alors déclaré qu'il s'agissait de cadeaux de Fidel Castro au chef de l'État. Face au scepticisme général - Pourquoi alors refuser les contrôles en douane? - le journal *La Nación*, proche du pouvoir, avait tout

68 Déclaration à *Canal 7*, novembre 1972.

d'abord indiqué que les caisses ne renfermaient que des effets personnels, des livres et des objets d'artisanat avant de déclarer, dans une livraison ultérieure, qu'il s'agissait en fait de tableaux destinés à une exposition de peinture qui serait prochainement inaugurée.

Dans sa parution du 15 mars, le journal communiste *Puro Chile* démentait ces informations en dévoilant que ces fameuses caisses abritaient en réalité des chemisettes et des cigares. Enfin, le 9 juin, interrogé au cours d'une conférence de presse, Allende allait définitivement lever le voile sur ce que renfermait la cargaison : « *Des corps humains en plastique, montables et démontables, destinés à être utilisés par les étudiants en médecine.* » L'affaire fut alors classée.

Il fallut attendre le lendemain du coup d'État pour qu'à la suite de perquisitions, notamment au domicile de Paredes, fussent découverts les bordereaux d'inventaire d'une expédition de 13 caisses d'un poids total d'une tonne quinze d'armement léger et de munitions.

La présence d'armement clandestin aux mains de groupes politiques mal contrôlés et, surtout, l'affaire des *bultos cubanos* [colis cubains] vont conduire le Parlement à légiférer. Le 21 octobre 1972, paraissait au *Journal officiel*, la loi 17 798 relative au contrôle d'armes. Ce texte qui, dans son article 4, interdisait « *d'importer, transporter ou introduire des armes dans le pays* » visait principalement, selon l'article 8 : « *ceux qui organisent, financent, instruisent ou incitent à la création et au fonctionnement de milices privées, groupes de combat ou partis politiques organisés militairement* ».

Cette loi va être très mal perçue par l'Unité populaire. D'abord parce qu'elle donne un caractère officiel à l'existence de forces armées clandestines que l'opinion suspecte depuis plusieurs mois et dont elle s'inquiète chaque jour davantage ; ensuite parce qu'elle place en porte-à-faux un président qui a dû la signer la veille de sa promulgation et qui laisse agir, autour de sa personne, une garde armée devenue *ipso facto* illégale.

L'existence de groupes armés au sein de la société civile, « *au vu et au su du gouvernement* », si elle mettait à mal le concept d'État

de droit inhérent à toute démocratie, n'était cependant guère surprenante. Il y avait six ans déjà que, rejoignant la ligne politique de l'extrême gauche, le Parti socialiste considérait que la pérennité du pouvoir populaire ne pouvait s'établir qu'à l'issue d'une confrontation armée qui abolirait, une bonne fois pour toutes, les structures légalistes de l'État bourgeois. À maintes reprises, le sénateur Carlos Altamirano, secrétaire général du PS, avait évoqué comme inévitable l'affrontement entre les classes populaires et la bourgeoisie chilienne : « *Il ne fait pas de doute qu'à mesure que se radicalise le processus de construction d'une nouvelle société dans notre pays, se prépare un sérieux affrontement entre les forces conservatrices et celles qui luttent pour créer cette nouvelle société.* »[69]

Quelques mois plus tard, lors d'une conférence de presse au sénat, Altamirano déclarait qu'il était hors de question que les entreprises réquisitionnées soient restituées à leurs propriétaires et menaçait : « *Qu'on sache bien que les travailleurs, sans préjudice de légalité constitutionnelle dont dispose le gouvernement, sauront utiliser leurs propres armes et méthodes de combat.* »[70]

En novembre 1972, évoquant la grande grève du mois précédent au cours de laquelle les cordons industriels s'étaient vigoureusement manifestés, le secrétaire général du PS déclarait : « *Il s'agit du prélude à une série d'affrontements de classe, chacun plus fort que le précédent et qui culmineront dans la bataille finale pour le pouvoir total.* »[71]

On mesure, ici encore, qu'il ne s'agit pas d'établir au Chili une sorte de « socialisme à visage humain », soucieux de légalité républicaine et tel que le conçoivent les sociétés occidentales, à savoir respectueux des usages démocratiques et d'une volonté populaire majoritaire, mais d'imposer, au besoin par la force, un pouvoir totalitaire.

---

69 Interview à l'agence de presse cubaine *Prensa latina* publiée par la revue *Punto final* du PC chilien, le 22 décembre 1970.

70 Joan Garcés, *Allende et l'expérience chilienne*, Presse de la Fondation nationale de Sciences politiques, 1976.

71 *Ibid.*

Deux mois à peine après l'accession d'Allende à La Moneda et alors que, durant les deux années et demi qui allaient suivre, la situation se radicaliserait de façon dramatique, les socialistes, dans une des résolutions politiques adoptées au terme de leur XXIIIe congrès, déclaraient: «*Accomplies les premières dispositions, le PS pourra alors lui-même se préparer et préparer les masses populaires à l'affrontement décisif contre la bourgeoisie et l'impérialisme.* »

On comprend peut-être alors que la population, qui entend sans cesse ces proclamations d'affrontement inévitable, qui voit se constituer et parfois parader en pleine ville des groupes armés, éprouve, majoritairement, un sentiment de rejet contre un processus qui vise à dresser les classes sociales les unes contre les autres.

On comprend aussi que la divulgation après le coup d'État d'un plan, dit Plan Z,[72] de prise du pouvoir par la force du mouvement révolutionnaire fût, au regard de ces déclarations, jugée crédible et vraisemblable, lors de sa publication. Ce plan[73], délibérément ignoré par les médias français, se donnait pour objectif de décapiter les commandements supérieurs et les commandements d'unités des forces armées lors de leur concentration sur une même tribune le jour de la Fête nationale, le 19 septembre 1973. Les unités militaires privées de commandement seraient alors retenues dans leurs quartiers, à Santiago et en province.

Plusieurs autres documents relatifs à une confrontation armée méritent d'être cités. Le premier, un document de six pages, provient de la « *Commission militaire du Parti socialiste* » (sic). Il est destiné au Comité central et analyse les « *tâches militaires de l'orga-*

72 Face à la réprobation générale qu'avait provoqué le coup d'État chilien, les Américains conseillèrent, via leur ambassade à Santiago, aux militaires de rassembler dans un *Livre blanc*, destiné au public et aux ambassades étrangères, les documents les plus compromettants pour le régime abattu. Ils étaient légion au siège des partis politiques et dans les résidences du président Allende.

73 Reproduit en annexe 1.

nisation [en vue] *d'un affrontement armé entre les classes, qui devra se produire et aura une grande ampleur.* »[74]

Son analyse met en évidence « *la fracture probable qui se créera entre une majorité de l'armée qui s'alliera aux forces réactionnaires et une minorité qui rejoindra le peuple combattant.* [...] *La première tâche consistera à ficher la totalité des officiers et sous-officiers* [...] *constituer des cellules au sein des unités militaires à travers lesquelles il sera possible de mener une éducation politique intensive* [...] *et se procurer du matériel de guerre.* »

Plus complet et plus riche apparaît le « *Plan opérationnel de combat* » annexé au document de base et qui décrit trois phases : des actions de sabotage, de commando et de guérilla. « *Dans la ville de Santiago, fonctionneront cinq cellules de sabotage constituées par un minimum de trois camarades et un maximum de cinq. L'instruction* [des cellules] *comprendra l'usage de grenades à main et d'armes légères. Les cellules de commando, six dans la capitale, auront à réaliser des coups de main ; expropriations, arrestations et détentions, interrogatoires, attaques de patrouilles* [...] *toutes actions d'affrontement avec les forces ennemies* [sic]. *La mission des actions de guérilla urbaine dépendra du Comité central. L'armement sera constitué de deux armes légères, trois grenades personnelles, une mine de type vietnamien, dix cocktails molotov* [.,.] *L'instruction commencera à Valparaiso dans les dix jours. Les manuels de sabotage, d'actes de commando et de guérilla urbaine seront remis au Comité central à la prochaine réunion.* »

Si le Parti socialiste, principale composante de l'Unité populaire, avait dès 1967 - et même, dans l'intention, en 1964 - adopté une ligne politique inspirée de celle du mouvement révolutionnaire cubain, il n'en fut pas de même du Parti communiste. Moins exalté, le PC avait longtemps privilégié la voie pacifique puis non-violente et non-armée avant de commencer à durcir ses positions l'année suivant l'élection d'Allende.

---

74 *Libro Blanco del Cambio de Gobierno en Chile,* Éditions Lord Cochrane, Santiago, septembre 1973.

Si l'image d'un Parti communiste moins va-t-en-guerre que son homologue socialiste peut surprendre, elle correspond pourtant, au Chili, à la réalité d'alors. Et il n'est nullement attentatoire de prétendre qu'Allende, pour qui voie pacifique ou voie armée est affaire de circonstance, est fondamentalement plus proche de la doctrine communiste d'accession et de consolidation du pouvoir par la voie non-violente que celle de ses amis socialistes. Plus proche de Luis Corvallan, secrétaire général du PC, lorsque celui-ci proclame : « *Il est clair qu'au cours du processus révolutionnaire, il peut se révéler impérieux de passer de la voie pacifique à la voie armée.* »[75] Ou encore : « *La voie pacifique n'exclut pas la lutte des classes et ne signifie pas de renoncer à prendre les armes si cette option se révèle nécessaire.* »[76]

À l'époque, le Parti communiste entretient au moins deux groupes militants. Les Brigades Ramona Parra, du nom d'une jeune fille tuée lors d'un affrontement avec la police en 1946 et les Brigades Elmo Catalan, en souvenir d'un journaliste d'extrême gauche abattu au cours d'une opération de guérilla en Bolivie.

Fidèles, dans un premier temps, à la doctrine du parti qui prône un « *profond changement social sans insurrection ni guerre civile* », ces brigades se consacraient principalement à des opérations de propagande ayant souvent pour supports des peintures murales qui, durant un temps, constituèrent une sorte de mode artistique.

Par la suite, le parti durcira ses positions mais, à la différence de son turbulent partenaire socialiste, sans jamais envisager la voie armée autrement qu'en dernier recours. Il croit à l'affrontement inévitable, le redoute, mais ne prendra pas l'initiative de le déclencher.

Au-delà de ces proclamations bellicistes et de ces promesses d'affrontement, c'est toutefois la promulgation de la loi sur

75 Cité par Cristian Jara Taito, *op. cit.*

76 Voir annexe 2 : information Omerta impliquant le Parti communiste chilien.

le contrôle de l'armement qui va entamer le processus à l'issue duquel l'armée interviendra pour mettre un terme à l'expérience marxiste. Pour la première fois, en effet, un texte officiel donnait aux militaires et aux carabiniers latitude, non seulement d'intervenir dans la constitution – *« au vu et au su du gouvernement »* - de groupes paramilitaires clandestins, mais aussi de perquisitionner dans des lieux susceptibles d'abriter des caches d'armes - notamment les sièges de cordons industriels - au risque de mettre en contact direct des forces de l'ordre et les éléments les plus actifs de la gauche révolutionnaire.

Pour le public, le plus surprenant fut, toutefois, d'apprendre par la suite, qu'échappant aux risques de perquisition, le palais de La Moneda et les deux résidences de Salvador Allende avaient abrité des réserves d'armement et pour ces deux dernières, l'une un centre d'instruction militaire, l'autre un camp d'entraînement à la guérilla.

Parvenu à la tête de l'État, Allende quitta l'appartement qu'il habitait dans l'une des rues de Providencia, le quartier chic de Santiago. Le palais présidentiel de La Moneda, au centre historique de la capitale, étant peu prédisposé à servir de résidence au chef de l'État, le pouvoir choisit de faire l'acquisition d'une vaste demeure construite dans un domaine appartenant à l'un des riches entrepreneurs immobiliers chiliens, Dante Yaconi, et situé dans le *Barrio alto*, le quartier résidentiel de Santiago.

Nul ne trouva à redire que de hauts murs d'enceinte fussent édifiés autour de la propriété ni que la demeure fût sévèrement protégée. Les rencontres protocolaires avaient lieu à La Moneda et le 200 Tomas Moro, résidence personnelle du président, ne reçut jamais que les intimes du chef de l'État. Ainsi ne fut-elle découverte par la presse et par le public qu'en septembre 1973, au lendemain du coup d'État et de la mort du président.

Plusieurs dépendances avaient été ajoutées au bâtiment principal : une vingtaine de chambres d'hôte, des cuisines permettant de servir une centaine de couverts et, en sous-sol, plusieurs caves renfermant réserves de nourriture et d'armement. À l'extrémité avait été construite, sur l'emplacement d'anciens terrains de tennis, une

sorte de motel pour le personnel de service et la garde privée du président.

L'inventaire, établi par l'un des plus importants cabinets notariaux de la capitale, fait état d'un mobilier cossu, de vaisselle et de cristallerie de provenance orientale et européenne, comme il est fréquent d'en rencontrer dans la bourgeoisie locale. Mais le plus étonnant reste la présence d'un armement considérable, fusils, fusils-mitrailleurs, pistolets-mitrailleurs, mitrailleuse de 50, lance-roquettes antichar et munitions... capables d'équiper un groupe armé de plus de cent hommes.

Depuis l'affaire des *bultos cubanos*, le public pressentait que serait découverte, notamment à la résidence de Tomas Moro, une certaine quantité d'armes. Le spectacle de groupes de civils armés quittant la résidence pour accompagner Allende en témoignait quotidiennement. Ainsi, l'opinion fut-elle peu surprise, à la lecture de l'inventaire dressé par les notaires, d'apprendre ce qui constituait le stock d'armement saisi dans les seuls palais de La Moneda et résidences d'Allende[77].

Parmi le matériel trouvé sur place figuraient deux documents qui permirent de confirmer l'existence, à l'abri des hauts murs de la résidence, d'un centre de formation paramilitaire. Le premier, un «*programme de préparation tactique de la garnison Tomas Moro*»; le second, un rapport, daté du 10 avril 1973, d'une commission d'enquête appelée à entendre deux sergents détachés à la résidence en qualité de cuisiniers et qui avaient sollicité leur mutation en raison du comportement inadéquat de jeunes civils appelés à suivre, au sein de la résidence, une formation paramilitaire[78].

Le président Allende disposait d'une autre demeure qu'il utilisait les fins de semaine. Beaucoup plus vaste que le 200 Tomas Moro, c'était un domaine situé à une vingtaine de kilomètres de la capitale, dans la cordillère des Andes, sur la route menant aux pistes de ski de Farillones.

---

77 Voir annexe 3: inventaire notarié de l'armement saisi dans les résidences de Salvador Allende.

78 Voir annexe 4: rapport d'une commission d'enquête militaire sur l'activité de la résidence Tomas Moro de Salvador Allende.

Il s'agissait d'une propriété ayant appartenu au président de la compagnie des aciers du Pacifique, Favian Levine, homme fortuné et marié à la sœur de celle qui deviendrait la secrétaire et l'intime d'Allende après son accession au pouvoir, Miria Contreras Bell de Ropert, plus connue du public chilien sous le diminutif intraduisible de *la Payita.*

Le domaine, luxueux au point d'avoir fait l'objet de reportages dans des magazines de décoration et d'architecture, prit le nom de *El Canaveral* et fut considéré comme résidence de repos du président sans pour autant être propriété, ni de l'État, ni de son illustre occupant.

Si le 200 Tomas Moro était légitimement protégé de toute indiscrétion extérieure, *El Canaveral* était, lui, hermétiquement inaccessible, notamment aux journalistes. Aussi, ne fut-il découvert que le jour du coup d'État, en milieu de journée, après que les élèves de l'École militaire l'eurent investi, pratiquement sans coup férir.

Construit au bord du fleuve Mapocho qui, nourri des neiges de la cordillère, traverse Santiago, c'était un ensemble de trois corps de bâtiment de deux étages, élevés d'un rez-de-chaussée donnant sur le parc. Quatre autres dépendances plus modestes, une cinquième, sorte de chalet, se répartissaient entre une petite salle de cinéma, quatre piscines et, comme dans l'autre résidence, une sorte de motel comprenant une salle de réunion pouvant accueillir quatre-vingts personnes.

Les journalistes, qui furent invités à découvrir les lieux au lendemain du coup d'État, le trouvèrent en parfait état contrairement à la résidence de Tomas Moro qui, défendue militairement par la garde personnelle d'Allende, avait dû être réduite. La surprise du coup d'État avait été totale pour les quelques gardes armés qui se trouvaient là un jour de semaine et qui avaient aussitôt fui pour ne pas être arrêtés. Ainsi, tout était resté en l'état sans qu'ait pu être effacé le moindre signe de ce qui constituait la vie de *El Canaveral.*

Citons le témoignage de trois journalistes sud-américains invités, parmi un groupe de leurs confrères, à visiter le domaine:

« La résidence était parfaitement en ordre. Seule, une vitre brisée par balle, témoignait de la courte intervention militaire pour s'assurer du contrôle de la propriété. [...] Par rapport à Tomas Moro, El Canaveral *était beaucoup plus luxueuse. [...] Cristal, bois précieux, tissus d'ameublement, pierre... tout est d'un goût raffiné. Chambres pour une vingtaine d'invités, nombreux équipements stéréo, téléviseurs de marque introuvables dans le commerce... Six salons au rez-de-chaussée, trois salles à manger. Des réfrigérateurs pleins de nourriture, des caves remplies de bouteilles de vin et de liqueur de provenance étrangère. »*

On mesure ce que peuvent ressentir à la divulgation de ces réalités certaines couches populaires qui ont encore dans les oreilles les propos de leur leader : *« La violence, c'est vivre dans l'opulence quand des milliers de Chiliens habitent dans des cabanes et n'ont même pas un siège. La violence, c'est jeter la nourriture tandis que d'autres n'ont pas le moindre quignon de pain. »*

« Il y avait là, une immense table de billard près d'une superbe cheminée de pierre puis une galerie garnie de sièges de cuir aboutissant à un très grand mur blanc qui servait d'écran de cinéma. Sur le côté, la cabine de projection et, parmi les films, la plus extraordinaire collection d'enregistrements relatifs à la guérilla : cubains, vietnamiens, tchèques, soviétiques... Tous sous-titrés en espagnol. En sortant du bâtiment principal, il y avait un bois d'eucalyptus au milieu duquel se dissimulait un camp d'entraînement de commandos : parapets, cordes, échelles, barbelés, tunnels... Son entrée était protégée côté est par une tranchée garnie de mitrailleuses. De l'autre côté, un panneau "champ de mines". Au fond, les habitations du GAP et leur "salle de classe". Ici se donnait l'instruction théorique : comment monter et démonter un colt 45, fonction d'un bazooka, théorie et pratique de la guerre de guérilla... »[79]

Ces reportages de presse, tous concordants, furent largement publiés au Chili et dans les pays d'Amérique du Sud sans être mis

---

79 L. Alvarez, F. Castillo, A. Santibanez, revue *Ercilla*, septembre 1973, et *Martes 11*, Éditions Triunfo, Santiago-Barcelone-Buenos-Aires.

en cause. Témoin pendant des mois de la présence de brigades armées illustrant les thèmes de violence du mouvement révolutionnaire, voyant s'instaurer en marge de la loi un véritable pouvoir populaire, le public ne fut guère étonné par ces révélations.

Selon l'ambassadeur des États-Unis en poste au Chili à cette époque, « *c'est, apparemment, pour* La Payita *et en son nom que Salvador Allende acheta* El Canaveral [...] *qui servit de camp d'entraînement pour les gardes du corps, de lieu de rencontre politique et, semble-t-il, d'endroit confidentiel où, entre dirigeants de l'Unité populaire et leurs petites amies, on se réunissait pour des projections de films X.* »[80]

Par souci, probablement, de ne rien dire ou écrire qui put affaiblir la condamnation sans appel de l'intervention militaire, ces révélations furent, en France, quasiment passées sous silence. D'ailleurs, si, parmi les hiérarques de l'Unité populaire d'abord envoyés en exil dans le Sud du pays puis expulsés, certaines voix s'élevèrent pour dénoncer des machinations destinées à compromettre la réputation de Salvador Allende, pratiquement aucune ne prit prétexte de ces révélations pour nourrir de telles accusations.

Parmi les documents trouvés dans la propriété d'*El Canaveral*, certains, telles les photos de sites d'entraînement à la guérilla ou celles montrant le président, sa fille, Beatriz, ou le directeur des renseignements, Paredes, s'entraînant à la pratique d'armes de guerre sous la conduite d'instructeurs cubains, sont irrécusables.

Le 8 juillet 1973, le président de l'Assemblée nationale et celui du sénat publiaient une déclaration conjointe : « *Aucun Chilien, à travers le territoire de la République, n'ignore que le pays se trouve dans un état d'extrême gravité* [...] *Il est certain que se distribuent des armes* [...] *Il est indispensable que soit mis fin aux groupes armés. Le gouvernement de l'Unité populaire possède suffisamment d'informations pour savoir où se trouvent les armes et à qui elles sont distribuées.* »

---

80 *The Last Two Years of Salvador Allende*, Nathaniel Davis, p. 50.

Quelques semaines plus tard, dans une motion solennelle adressée au président de la République et aux ministres concernés, l'Assemblée nationale signalait, dans le paragraphe 12 de sa déclaration que : « *Dans la faillite actuelle de l'état de droit, prennent une importance toute particulière la formation et le développement, avec le soutien du gouvernement, de groupes armés qui, non contents d'attenter à la sécurité des personnes et des biens, se destinent à affronter les forces de l'ordre.* »[81]

Il est clair qu'à la mi-73, nul n'ignore dans le pays que les forces de gauche se préparent à un affrontement global au terme duquel la révolution parviendra - ou pas - à instaurer au Chili un État révolutionnaire. À ce stade du processus entamé par l'élection d'Allende deux ans plus tôt il n'y a plus d'alternative. La petite bourgeoisie n'a pas rejoint les rangs de l'Unité populaire comme l'avait espéré Allende. Les partis d'opposition sont restés inébranlablement attachés aux institutions de la République et le Parlement a joué son rôle sans complaisance. Les espoirs qu'avaient fait naître de bons scores aux élections municipales de 1971 et, surtout, aux législatives de 1973 n'avaient, toutefois, pas permis à la gauche de se prévaloir, enfin, d'une majorité populaire.

Ceux qui, depuis 1967, ne voyaient d'instauration du socialisme au Chili qu'à l'issue d'une confrontation de classes ne peuvent, six ans plus tard, que triompher, rejoignant en cela Fidel Castro qui n'a jamais cru à une voie originale et pacifique pour asseoir durablement un pouvoir populaire dans ce pays.

Allende n'ignore pas que se prépare l'affrontement, que s'arment des groupes de militants, que se dessinent des stratégies de guérilla dans les commissions militaires de son parti, que l'on infiltre les états-majors de l'armée, que l'on appelle à l'insubordination de ses cadres, que l'on fabrique des armes dans certaines entreprises passées au secteur public, que l'on détourne, ici et là, du matériel médical et des produits pharmaceutiques pour ali-

---

81 Cité par Cristian Jara Taito, *op. cit.* Archives du Congrès du Chili.

menter des hôpitaux de campagne, que s'établissent des plans de mobilisation populaire... Tout cela, il ne peut l'ignorer. Mais, si son ardeur révolutionnaire n'a jamais vacillé, si son engagement au service des victimes de l'injustice sociale reste sans faille, il est plus que douteux que cet homme déjà âgé, démocrate dans l'âme, fondateur du Parti socialiste, ancien ministre et ancien président du sénat, parvenu à l'automne de sa vie, ait pu accepter d'entraîner son pays dans une guerre civile dont le sénateur communiste Volodia Teitelboim estimait qu'elle ferait entre cinq cent mille et un million de victimes et durerait de six à huit mois.

Certes, on lui envoie, à lui, de l'armement qu'on stocke dans les caves de ses résidences et du palais de La Moneda, à l'abri des perquisitions de l'armée. On lui dépêche des instructeurs - Cubains pour certains - qui s'installent chez lui comme en pays conquis, y rassemblent des jeunes des banlieues à qui l'on apprend à manier des armes et, à l'occasion, à jouer les terreurs dans des rodéos en ville. On l'implique, on le force, l'entraîne dans ce tourbillon révolutionnaire qui doit déboucher sur l'explosion qu'on provoquera peut-être si «les fascistes» ne le font pas eux-mêmes. On le compromet sans doute: ces photos d'entraînement à l'arme de guerre, ces cassettes d'instruction à la guérilla, tout ce matériel est à cent lieues de ses préoccupations, mais apparemment pas de celle de son entourage qui à son insu se prépare militairement.

Depuis deux ans, il est l'image vivante de l'impuissance à faire passer la révolution en souplesse. Il se bat, tempête - remarquable tribun - mais, pour ces jeunes émules de Guevara, soixante-deux ans ne sont plus l'âge de la révolution ni, une interminable carrière politique bourgeoise, le flambeau de la flamme combattante. Petit à petit, son autorité s'effrite, ses décisions sont discutées, ses ordres, mal ou pas exécutés. Il ne peut être inconscient de la décomposition de l'État ni insensible à la désintégration de la société civile. L'ombre déjà immense de la faillite s'étend. Aigri, amer, intempérant, il se réfugie dans l'immobilisme. L'appareil, l'énorme masse de l'appareil politique des régimes marxistes, s'est mis en place. Comme elle est éloquente cette note de juin 1973 par laquelle le Comité central du parti fait part au président de sa

décision de rendre, lui-même, effective la démission du ministre de l'Intérieur et de l'Intendant de Santiago[82] !

La fin de l'automne austral puis l'hiver - mai/août - 1973 sont chargés de poudre. Le processus qui doit aboutir à l'intervention de l'armée est depuis longtemps engagé. En fait, depuis qu'il apparaît clairement que la réalisation du projet politique de l'Unité populaire est incompatible avec l'existence d'institutions démocratiques. Les six derniers mois de la tentative chilienne font montre d'un incroyable immobilisme d'un exécutif paralysé par l'impuissance.

Dans son immense majorité, l'opinion se rend compte qu'à moins d'un improbable renoncement d'Allende, auquel ses partisans refuseront sûrement qu'il se soumette, seule une intervention de l'armée permettra de sortir de la crise.

Dès lors, les événements vont s'accélérer de façon dramatique. Tandis que les indicateurs économiques s'affolent, que l'approvisionnement de cette énorme agglomération qu'est Santiago devient chaque jour plus problématique, les tensions sociales exacerbées se traduisent par des incidents quotidiens et, comme cela se passe toujours en de pareilles circonstances, l'effervescence dans les milieux étudiants le dispute à l'occupation du pavé.

Entre le 27 mars et le coup d'État, à peine cinq mois plus tard, le gouvernement sera remanié plusieurs fois. Le mois de juin sera particulièrement agité. Le 5, la Cour suprême ordonne l'inculpation du Secrétaire général du gouvernement pour refus de faire exécuter une décision judiciaire. Le 6, l'Assemblée nationale suspend deux ministres. Le 7, le Parti démocrate-chrétien lance une accusation constitutionnelle contre le ministre Orlando Millas, visant à le faire destituer. Le 29, un régiment de chars de la capitale tente un coup de force contre le pouvoir. L'armée y met aussitôt fin se conformant ainsi, sans états d'âme, à son rôle constitutionnel. Cet épisode va conforter Allende dans l'idée que, le moment venu, l'armée restera légaliste.

82 Voir annexe 5 : lettre du secrétaire général du Parti socialiste au « camarade président de la République ».

A contrario, quelques semaines plus tard, un groupe de sous-officiers et de marins va chercher à se rendre maître de deux unités navales. Le projet vise à éliminer de hauts gradés de la marine et à enclencher un mouvement séditieux qui pourrait ultérieurement s'étendre à d'autres armes. L'affaire capote. Les mutins sont arrêtés et les trois leaders de la gauche impliqués dans la tentative sont traduits en justice.

Entre-temps, le gouvernement a demandé en vain au Parlement de décréter l'état de siège. Mi-juillet, à l'initiative de l'Église catholique, Allende et la Démocratie chrétienne vont accepter une dernière tentative de conciliation qui se traduit par deux rencontres au palais de La Moneda. Patricio Aylwin, alors sénateur, montre au président que l'échec de cette concertation ne laisserait plus de place qu'à une intervention militaire, mais Allende n'y croit pas : « *Les militaires, je les ai dans le creux de la main* », aurait-il ainsi affirmé.

Le 26 juillet, l'aide de camp naval du président, le capitaine Arturo Arraya Peters, est assassiné. Le 27, débute la seconde grève des camionneurs qui prend prétexte de la non-application des accords salariaux passés en 1972. Ce mouvement revendicatif, qui va durer quarante jours et auquel vont rapidement s'associer artisans, commerçants et les membres de professions libérales, fut à l'étranger considéré comme une manœuvre organisée par les services spéciaux américains pour étrangler le pays et précipiter un coup d'État militaire.

Arrêtons-nous un instant sur cet aspect particulier des événements.

Les «*grèves séditieuses de la bourgeoisie*» ou «*grèves patronales*», comme on disait alors volontiers à gauche, furent celles d'un nombre considérable de professions indépendantes, petits propriétaires de camions - le plus souvent d'un unique véhicule - gérants de petits commerces, PME de quelques employés ou ouvriers... progressivement empêchés de travailler ou de dégager le minimum de financement pour survivre. Privés d'approvisionnements, désemparés par les effets catastrophiques de politiques

économiques et financières génératrices d'hyper-inflation, premières victimes de la décomposition de l'État et de la vie sociale, enfin peu fédérés à des organisations professionnelles - au demeurant incapables de coordonner des mouvements de protestation d'importance - ils furent ainsi plusieurs dizaines de milliers de travailleurs du secteur privé qu'il eut été à peu près impossible d'aider financièrement par un système d'assistance clandestine provenant de l'étranger qui, en tout état de cause, aurait nécessité des budgets considérables.

S'agissant des camionneurs, deux faits, apparemment contradictoires, sont incontestables : le premier, que le Comité 40 ne donna jamais son accord à la dotation de fonds aux grévistes. Le second, que les deux grèves interminables qui affectèrent le secteur routier n'auraient jamais pu tenir sur les seules réserves dont disposaient les syndicats. En fait, la CIA ne pouvait pas ne pas savoir qu'il existait des passerelles entre certains partis politiques, des syndicats professionnels et même des groupes privés qui, eux, recevaient des subsides. Il est donc acceptable de penser qu'une partie des fonds distribués aux partis politiques d'opposition ait pu être siphonnée par les syndicats pour soutenir les grèves.

Conformément à sa vocation, le rôle de la CIA consistait principalement à recueillir des informations sur la situation du Chili et à les transmettre à Washington. La source principale de cette collecte était l'armée dont les états-majors constituaient une mine inépuisable de renseignements recueillis aux portes mêmes des cabinets ministériels ou dans les antichambres du palais présidentiel. La présence remarquée d'attachés militaires de l'ambassade nord-américaine auprès des hauts gradés de l'armée chilienne fut abusivement interprétée plus tard comme un des signes les plus clairs de la collusion américaine dans le coup d'État de septembre 1973.

Dans l'intention d'impliquer les États-Unis et d'accréditer leur intervention, le propre conseiller d'Allende, Joan Garcés, prétendit qu'en novembre 1971, le bureau de la CIA de Santiago avait

reçu des instructions pour « *mettre le gouvernement des États-Unis dans la possibilité d'intervenir ultérieurement dans la situation politique ou militaire du Chili.* »[83] En fait, la traduction exacte de l'instruction était : « *pour placer, le moment venu, le gouvernement américain en situation de tirer avantage d'un règlement politique ou militaire* [to put the US government in a position to take future advantage of either a political or military solution] »[84], ce qui, convenons-en, n'est pas tout à fait la même chose.

Dans un pays déjà en proie aux pires difficultés économiques, la grève des camionneurs va plonger le ravitaillement de la capitale dans le marasme et créer un véritable climat d'insurrection. Un quotidien écrit : « *Les rues de Santiago sont le théâtre du passage de brigades marxistes. Casques jaunes, rouges ou bleus,* coligües *et* linchakos[85], *puis finalement armes à feu... la présence du pouvoir populaire est évidente.* »[86] On estime alors que l'Unité populaire dispose dans le pays d'une cinquantaine de camps d'entraînement à la guérilla urbaine.

Dans les fabriques saisies ou occupées, sièges des principaux cordons industriels, *FENSA*, *MADECO*, *MADEMSA* ou les *Carrosseries Franklin*, la production de matériel militaire s'est substituée à la production habituelle. À *MADECO*, les véhicules de levage *Towmotor* et *Yale* sont ingénieusement transformés en « tanks du peuple ». Le directeur du Service national de santé organise « l'expropriation » de médicaments, de sang et de matériel médical pour approvisionner des « unités de campagne ».

Alors qu'en France, on estime que « *malgré les Cassandre, malgré les difficultés économiques, la situation générale n'est pas mauvaise*

---

83 Joan Garcés, *op. cit.*

84 Rapport Frank Church, *op. cit.*

85 Intraduisible. Armes de fortune utilisées dans certains arts martiaux.

86 L. Alvarez, F. Castillo, A. Santibanez, *op. cit.*

pour la gauche »[87], à Santiago, l'indice des prix de gros auquel se réfère l'inflation atteindra, en 1973, 1 100 % par rapport à l'année précédente et l'indice des prix de détail, 690 %. La monnaie n'est plus que du papier. La dévalorisation de l'argent atteint des sommets historiques : tandis que le dollar officiel vaut 43 escudos, il s'échange au marché parallèle à 2 050. L'ajustement des salaires de la fonction publique à l'indice des prix à la consommation est devenu illusoire. En trois ans, la masse fiduciaire circulant dans le pays a été multipliée par 23. Le billet le plus gros à la fin du mandat précédent était de cent escudos. Il va progressivement passer à cinq cents, puis à mille tandis que la Banque du Chili s'apprête à imprimer des billets de cinq mille escudos. À l'heure du bilan, le nouveau ministre des Finances, Lorenzo Cotuzzo, estimera que l'expérience aura coûté au pays un million de dollars par jour.[88]

Avec août s'achève à la fois le mois le plus noir de « la voie chilienne vers le socialisme » et de l'hiver austral. Les choses vont alors aller très vite. Le 4 septembre, anniversaire de l'élection d'Allende, l'Unité populaire organise une manifestation exceptionnelle de soutien au président. Une foule considérable de manifestants occupe le centre de la capitale s'accrochant aux délires d'un régime que la plupart de ceux-ci savent condamné. Le lendemain, une contre-manifestation de moindre importance appelle Allende à se retirer ou à se suicider, comme le fit un autre président chilien, Balmaceda.[89] Le 6, un affrontement violent oppose des troupes de l'armée de l'air à cinq cents civils en tenue de combat, au cordon industriel de l'avenue Vicuna Mackena, lors d'une opération de recherche d'armement clandestin.

---

87 *Le Nouvel Observateur*, n° 459, 27 août 1973.

88 Chiffres provenant de l'*Instituto national de estatisticas*, Santiago.

89 José Manuel Balmaceda, élu président de la République en 1886, se suicida le 19 septembre 1891, dernier jour de son mandat, au terme d'un conflit né de l'opposition radicale entre sa conception intransigeante du pouvoir présidentiel et celle des deux Chambres parlementaires.

La première semaine de septembre s'achève sans qu'apparaisse la moindre lueur d'espoir de sortir d'une situation totalement bloquée. Dans une adresse radiodiffusée, Allende annonce au peuple qu'il ne reste plus de farine que pour trois jours. La menace d'un coup d'État se précise dangereusement. Depuis un moment déjà, on jette du grain sous les bottes des militaires paradant ou montant des gardes pour stigmatiser leur pleutrerie. Le dimanche 9, les trois armes reçoivent l'ordre de se mobiliser en vue de la préparation au défilé militaire de la Fête nationale. Le 10, Allende doit adresser un message télévisé au pays. À 15 heures, il reporte son intervention au lendemain.

Le lendemain, jour du coup d'État, il devait inaugurer une exposition « Contre le fascisme », à l'université du Chili.

À la chute du régime, l'ancien président de la République, Eduardo Frei, répondant à une délégation de correspondants de presse, déclarait : *« Les gens en Europe ne se rendent pas compte de ce que ce pays est détruit. Ils ignorent ce qui s'est passé. Les médias, ou bien ont dissimulé la réalité du pays depuis 1970, et cette réalité, c'est qu'Allende, au mépris de ses engagements, a entrepris une œuvre de destruction systématique de la nation, ou bien ont donné au monde, parfois de bonne foi, des informations fausses qui en ont fait les complices de cette énorme tromperie qui consistait à faire croire que s'édifiait au Chili un régime marxiste par la voie légale, constitutionnelle, civilisée. Ceci n'a jamais été vrai. Ce n'est pas la vérité. Ainsi le monde entier a-t-il contribué à la destruction de ce pays qui ne dispose pas, aujourd'hui, d'autre moyen de se sauver qu'un gouvernement militaire. »*[90]

On trouve, aujourd'hui, dans les manuels scolaires et les livres d'histoire diffusés au Chili, des appréciations voisines de celle de l'ancien président.

« Allende était parvenu démocratiquement au pouvoir et ce fait lui assurait un large soutien dans le monde, particulièrement dans les

---

90 Interview au journal espagnol *ABC*, publiée le 10 octobre 1973.

milieux progressistes. L'habile propagande de ses partisans à l'étranger fit croire que le gouvernement de l'Unité populaire agissait dans le respect des institutions. C'est pour cette raison que le coup d'États militaire souleva partout une telle vague de réprobation. »[91]

91 Sergio Villalobos R., *El Chile y su Historia*, Editorial Universitaria, Santiago, 2002.

Chapitre 7
LE COMPLOT

Le 11 septembre 1973 éclatait le coup d'État qui allait renverser en moins d'une journée le régime en place. L'explosion provoqua une commotion universelle et, en France, singulièrement, un raz de marée d'indignation. Et comment en aurait-il été autrement ? Ne s'agissait-il pas d'un pouvoir, régulièrement élu trois ans plus tôt, qui était renversé par la force des armes ? Une fois encore, pensait-on, dans notre vieux pays révolutionnaire, la force triomphait. Une oligarchie de possédants renvoyait le peuple à sa misère.

C'était cette image qu'il convenait de donner à l'opinion, sans chercher à aller plus loin. Sans chercher, par exemple, à expliquer les causes de l'explosion avant d'en condamner les effets. On tenait là, en fait, le meilleur exemple des dangers que pouvait faire courir le fascisme dans le monde. Qui se serait alors élevé pour y trouver à redire ?

Bientôt privée d'un conflit vietnamien qui s'épuisait et qui mettrait, moins de deux ans plus tard, ses militants des marchés du dimanche au chômage, la gauche voyait dans ce qui arrivait au Chili la source de combats idéologiques inépuisables. La droite, paralysée, observait un silence discret ou participait modestement à l'imprécation. Et comme souvent, lorsque la cause entraîne une réprobation générale, on versa dans la démesure.

Ainsi fut-il écrit à propos du « *carnage fasciste* » qu'allait dénoncer Régis Debray ou du « *bain de sang* » dont témoignera Joan Garcés, que « *le coup d'État avait embrasé le Chili...* [que] *les villes de province avaient dû être arrachées l'une après l'autre...* [ou que] *les casernes avaient fusillé plusieurs de leurs soldats avant de se lancer à l'assaut des villes.* »[92]

Parmi le florilège d'allégations qui furent alors publiées en France, citons :

« *Plusieurs milliers de morts.* »[93] « *Des monceaux de cadavres.* »[94] « *Formation d'un corps d'armée hostile à la junte... 5 000 morts.* »[95] « *Un témoin explique que, près de chez lui, le ratissage a fait près de 400 morts.* »[96] « *Le bombardement de l'université technique aurait fait 500 morts.* »[97] « *Le bilan des combats qui ont suivi le coup d'État : 10 000 morts.* »[98] « *Génocide* »[99].

Il en fut, heureusement, tout autrement. Le nombre de victimes ne fut pas de plusieurs milliers mais de 202 entre le 11 et le 16 septembre. Le jour du coup d'État périrent quarante-trois civils et dix-huit membres des forces de l'ordre à Santiago et quatre civils et douze membres des forces de l'ordre en province[100].

---

92 Olivier Duhamel, *op. cit.*

93 *Le Monde*, n° 8917 et 8919, 14 et 16 septembre 1973.

94 *Le Nouvel Observateur*, n° 468, 29 octobre 1973.

95 *Le Monde*, n° 8 920, 17 septembre 1973.

96 *Ibid.*

97 *Ibid.*

98 *Le Figaro* du 19 septembre 1973.

99 *Le Nouvel Observateur*, n° 468, 29 octobre 1973. (Terme employé par le professeur Blum, secrétaire général de la Fédération des droits de l'homme).

100 Bilan établi par la commission Rettig, « Vérité et réconcilation », 1991.

L'intervention militaire fut circonscrite à la place de la Constitution où se trouve le palais de La Moneda et à la résidence urbaine de Salvador Allende, rue Tomas Moro, défendue militairement par les membres du GAP. Aucun document, photographique, cinématographique, vidéogramme ou autre, professionnel ou amateur, ne put jamais venir accréditer d'autres engagements militaires, tant à Santiago qu'en province.

Certes, dans les jours qui suivirent le 11 septembre, une résistance sporadique de francs-tireurs se manifesta, notamment dans la périphérie de la capitale, puis s'éteignit progressivement.

Dans ses mémoires[101], Juan Guzmàn, le propre « juge de Pinochet » témoigne : « *Les médias étrangers rapportaient que des centaines d'opposants avaient été exécutés sommairement par les militaires et leurs corps jetés dans la Mapocho* (le fleuve descendu de la Cordillière, qui traverse Santiago - N.D.A). *Ils n'hésitaient pas à parler d'un fleuve de sang parcourant la capitale. Je n'avais jamais été témoin de telles scènes et personne, autour de moi, ne l'avait été.* »

Le juge Guzmàn, faisant référence à la situation en province, accréditera aussi le fait que « [...] *dans la région minière de Calama, où les syndicats étaient très implantés, il n'était vu l'ombre d'un guérillero depuis le coup d'État. Tout était calme. La production de cuivre se poursuivait à l'identique* »[102].

Pour faire bonne mesure, on écrivit, parmi une quantité d'autres exemples, que « *des centaines de victimes* [avaient été] *achevées au napalm par l'aviation à Panguipulli.* »[103] Panguipulli était alors un petit port touristique de six mille âmes situé, au bord d'un lac qui porte son nom, à 800 kilomètres de la capitale. On peut imaginer ce qu'un bombardement aérien au napalm (sic) ayant entraîné la mort de centaines de victimes aurait laissé de

101 *Au bord du monde. Les Mémoires du juge de Pinochet*, Les Arènes, 2005, p. 134.

102 *Ibid.*

103 Jean-François Held, « La terreur absolue », *Le Nouvel Observateur*, n° 465, 8 octobre 1973.

traces dans la mémoire de ses habitants. Or, nulle famille, nul survivant de ce carnage ne vinrent, la dictature abattue, témoigner de l'effroyable drame qu'aurait connu cette petite ville.

Comment put-on aussi écrire que, dans la localité de Talcahuano, «*plus de trois mille carabiniers* [avaient] *été passés par les armes pour refus d'obéissance et résistance armée.* »[104] sans avoir conscience de la commotion qu'un tel drame aurait laissé dans la population ? Or, aucune famille, aucun camarade de ces jeunes suppliciés ne se manifesta jamais. Aucune sépulture ne fut jamais découverte. Aucune stèle n'est aujourd'hui dédiée à ce martyrologe.

En novembre 1973, un rapport du Comité international de la Croix-Rouge opérant dans la VIIIe Région[105] indiquait que cent cinquante-huit personnes dont deux femmes étaient encore détenues à la base navale de Talcahuano[106] sans aucune mention d'un massacre qu'il eut été manifestement impossible de cacher.

«*À la Legua* [bidonville des environs de Santiago] *des chasseurs-bombardiers ont survolé les baraques en rase-mottes. Affolés, les habitants ont fait monter les femmes et les enfants sur les toits en agitant des étoffes blanches. Ils croyaient que les avions ne tireraient pas. Ils ont tiré !* » [107] Ici encore, rien ne vint jamais étayer une telle allégation. S'il est vrai que le jour du coup d'État et les jours qui suivirent, des hélicoptères des carabiniers survolèrent les *poblaciones* les plus suspectées d'abriter des foyers de résistance, il est invraisemblable que l'aviation ait fait intervenir des chasseurs-bombardiers chargés de tirer sur des civils dans un bidonville. D'abord parce que de tels appareils ne sont ni destinés, ni appropriés à de telles missions. Ensuite, parce qu'on imagine mal, dans l'insupportable fracas d'un tel survol, les hommes des bidonvilles invitant femmes

---

104 Alain Joxe, *op. cit.*

105 Le Chili est découpé administrativement en Régions : de la première la plus au nord à la douzième à l'extrême sud.

106 Rapport de la commission Rettig, *op. cit.*

107 *Le Nouvel Observateur,* n° 465, 8 octobre 1973.

et enfants à s'installer sur les toits de leurs misérables masures pour demander grâce en agitant des chiffons blancs !

Est-il nécessaire d'aller plus loin dans ce qui s'apparenta, pour des signatures a priori incontestables, à une volonté dégradante de falsification de l'histoire. Certains journalistes s'efforcèrent courageusement de ramener les faits à leurs justes proportions. Citons-en un : « *Il ne fait pas bon revenir du Chili. Je m'explique. Nous autres journalistes voyageons en général dans le sens raisonnable, c'est-à-dire du mythe à la réalité.* [...] *mais il est manifestement des cas où les mythes travaillent contre nous. Ils s'enflent tout seuls. Ils finissent même par nous dévorer. Nous étions partis pour Santiago assister à la guerre d'Espagne. C'est tout juste si on nous pardonne de ne pas y avoir assisté et, ce qui est pis, c'est tout juste si on pardonne aux Chiliens de ne pas s'entre-tuer dans la plus épique des guerres civiles.* [...] *À Paris, si on cherche à apporter des informations et des nuances, on risque fort d'être accueillis comme l'avocat des militaires.* »[108]

Pour justifier les informations très approximatives, voire totalement fantaisistes, qui furent diffusées lors du coup d'État et dans les jours qui suivirent, les journalistes de la presse étrangère auraient pu invoquer une excuse qui, pour des raisons compréhensibles, ne fut en fait jamais mise en avant. Pressentant le coup de force et sachant que celui-ci serait circonscrit aux alentours du palais de La Moneda, beaucoup de correspondants étaient descendus à l'hôtel Carrera situé place de la Constitution, sur le côté du palais présidentiel. Or, au matin de l'intervention militaire, alors qu'éclataient les premiers tirs, le directeur de l'hôtel, Luis Miguel Gallegos, avisé que le palais serait bombardé, ordonna de baisser les rideaux de fer protégeant les entrées de son établissement, empêchant *ipso facto* la cinquantaine de correspondants de presse qui s'y trouvaient d'en sortir.

La plupart des hôtels du centre-ville adoptèrent les mêmes dispositions se conformant tant aux règles de prudence à l'égard de

108 Philippe Nourry, *Le Figaro*, 4 octobre 1973.

leurs hôtes qu'aux exigences du couvre-feu. Ainsi, la presse étrangère, à la fureur de beaucoup de ses membres, se trouva-t-elle, durant cinquante-quatre heures, contrainte de suivre les événements à travers les informations qu'en donnaient les transistors et les rumeurs qui parvenaient à circuler.

En réalité, contrairement aux idées reçues et, pour beaucoup d'entre elles, complaisamment propagées à l'étranger par l'importante diaspora chilienne exilée, le *Golpe*[109] ne fut nullement un putsch qui est l'action d'un groupe armé civil ou militaire cherchant à s'emparer du pouvoir, mais un *pronunciamiento* qui est, en Amérique latine, un coup d'État militaire, impliquant l'ensemble des composantes de l'armée et visant à renverser un régime. Il ne chercha en aucune façon à anéantir les aspirations de tout un peuple contre sa volonté et fut perçu par une immense majorité de la population chilienne comme l'inévitable point d'orgue d'une opération politique aventureuse qui avait conduit le pays au bord de l'abîme. Et, à ce titre, comme une libération. Un voyageur qui se rendrait aujourd'hui à Santiago du Chili serait probablement étonné de constater que l'une des plus belles avenues du centre-ville porte la date anniversaire du coup d'État - *Avenida 11 de septiembre* - ceci, plus de trente ans après l'événement et quinze ans après le retour à un régime de démocratie parlementaire.

Le décalage considérable de perception qui se créa entre les Chiliens qui vécurent ces heures historiques sur place et ceux qui, en France, les ressentirent à travers la relation qu'en firent intellectuels et médias tient, pour une part importante, à un phénomène dérisoire. La volonté récurrente d'imposer l'inusable confusion entre la notion de peuple prise dans son sens le plus quantitativement étroit de prolétariat et celle qui désigne l'ensemble de la population. Ainsi, en présentant sans précautions excessives - pour ne pas dire sans scrupules - le Chili comme un pays uniformément pauvre et son prolétariat comme représentatif de l'ensemble de la population, fut-il possible, en jouant d'une certaine façon

109 « Coup », pour coup d'État.

sur les mots, de dénoncer abusivement « *l'écrasement du peuple chilien sous la botte des militaires.* »

C'est vers le milieu de l'année 1972 que germe l'idée d'un coup d'État militaire pour renverser le régime. À cette époque, la situation générale du pays s'est déjà fortement dégradée. Quelques mois plus tôt, Pinochet, conformément au tableau d'avancement, a été nommé chef d'état-major de l'armée. Il est convaincu que le pouvoir en place ne changera pas de cap. Face aux perspectives d'affrontement qui se dessinent plus précisément de jour en jour, Pinochet va faire taire des scrupules qui lui feront écrire plus tard : « *En tant que soldat ayant fait le serment de défendre la patrie, je me sentais dans l'impossibilité d'agir par le fait que le responsable du chaos que vivait le pays était le propre gouvernement auquel, en tant que soldat aussi, j'avais fait le serment d'obéissance.* »[110]

Les informations que lui communiquent les services de renseignements militaires sont pessimistes. Il sent qu'un coup de force capable de renverser le pouvoir en place nécessitera une préparation d'un an. Sa réussite dépendra de la capacité à réaliser une action violente et brève pour limiter le coût en vies humaines et la nécessité de garder le secret absolu de l'opération pour bénéficier de l'effet de surprise. Remplies, ces deux conditions peuvent seules permettre d'espérer que le coup d'État ne soit pas le détonateur d'une guerre civile aux proportions incalculables.

Le 23 juin 1972, Pinochet émet une circulaire enjoignant à chacun des huit principaux responsables de l'état-major général de réactualiser la partie du plan de sécurité intérieure de l'armée qui le concerne. Ce plan élaboré pour faire éventuellement face à toute menace d'agression contre l'État et ses organes de défense sera, ainsi, progressivement mis à jour et, sans qu'il y paraisse, rendu réversible pour être utilisé un an plus tard par l'armée du coup d'État.

---

110 Augusto Pinochet Ugarte, *El Dia Decisivo,* Editorial Andrés Bello, Santiago, avril 1980.

Les semaines et mois qui suivent vont voir s'aggraver l'instabilité économique et politique et s'étendre dans le pays un climat de violence et de haine. Le 9 octobre, 300 grévistes, parmi les 2 600 petits propriétaires de camion, sont arrêtés. L'état d'urgence est proclamé. Les véhicules sont réquisitionnés. Les radios FM d'opposition censurées. Le général Prats, commandant en chef de l'armée depuis la mort de Schneider, est nommé ministre de l'Intérieur avec mission de désamorcer le mouvement.

La présence du commandant en chef de l'armée au gouvernement va constituer un obstacle majeur au projet que Pinochet est encore seul à élaborer. À plusieurs reprises, celui-ci va chercher à sonder son supérieur sur son évaluation de la situation créée par l'existence d'un régime marxiste au Chili. Chaque fois, Prats élude ou bien exprime des sentiments légalistes d'obéissance à l'État.

La participation de Prats au gouvernement traduit aussi le souci d'Allende d'avoir, comme il le dit, « *les militaires dans le creux de la main* ». Il a revalorisé le rôle de l'armée, amélioré sensiblement sa condition... En invitant le patron de la hiérarchie militaire à participer au gouvernement, il paraît montrer, tant à l'opposition qu'à l'opinion qu'elles n'ont rien à espérer de l'armée qui est restée légaliste depuis l'accession au pouvoir de l'Unité populaire.

D'avril 1972 au coup d'État, le gouvernement est remanié sept fois, parfois à la suite de la destitution de ministres par le Congrès, souvent dans une sorte de valse-hésitation qui fait entrer puis sortir du gouvernement des militaires appelés à y participer puis invités à regagner leurs casernes. Ainsi, Prats devient-il ministre de l'Intérieur le 2 novembre 1972, démissionne le 27 mars suivant, se voit rappeler comme ministre de la Défense le 9 août en compagnie de deux autres commandants en chef, puis se retire le 23 du même mois. Le fait pour Allende d'appeler si souvent des militaires au sein de son gouvernement ne traduit pas une affection particulière du vieux leader socialiste pour l'uniforme mais une indiscutable habileté. En jouant sur le sens du devoir et de l'obéissance qui est l'apanage du métier des armes, il cherche à éviter que ne se crée au sein des états-majors un pouvoir contre-révolutionnaire d'autant plus dangereux qu'il dispose de la force.

Ce n'est qu'au début de 1973 que l'opinion, témoin de l'existence de groupes armés qui menacent la paix civile, commence à juger intempestive la contribution des militaires au pouvoir civil. Au sommet de la hiérarchie, Prats ne peut plus ne pas se rendre compte de l'hostilité croissante de l'institution militaire à l'égard du régime. Le comportement du général se traduit par des réactions de tension et d'agressivité à l'égard de son entourage et de ses subordonnés. A-t-il conscience de la singularité de sa position au sein du corps militaire? D'autres officiers partagent-ils son point de vue? Il est plus probable que les hautes fonctions qu'il occupe et qui, inévitablement, se traduisent par un certain isolement le confortent dans ses convictions qu'il n'y a pas d'exception au légalisme d'un soldat, quel que soit le gouvernement.

De son côté, Pinochet, apparemment dans son rôle de chef d'état-major, va visiter toutes les unités du pays. Il convient de s'assurer qu'en cas de coup de force, l'armée suivra. Sans rien laisser paraître de ses intentions, il parvient à la conclusion qu'à part deux régions militaires, celle de Talca au sud et celle de Calama au nord où certains officiers nourrissent des opinions socialisantes, l'ensemble du commandement suivrait sans états d'âme les ordres qui lui seraient donnés et serait obéi par la troupe.

Le 29 juin 1973, dans une tentative de putsch, un régiment de blindés de Santiago prend l'initiative de se dresser, seul, contre le pouvoir et se dirige vers le centre-ville pour assiéger le palais de La Moneda. Le *Tancazo*, comme sera baptisée la rébellion, est rapidement maté grâce à l'intervention du haut commandement de l'armée et les conspirateurs traduits devant la justice militaire.

Cet incident grave va faire apparaître un certain nombre de comportements et livrer des enseignements utiles pour la suite des événements. Du côté du pouvoir, Allende a senti la menace. À deux reprises, à la radio, il a délivré au peuple de gauche un message qui traduit à la fois son souci d'éviter au pays une guerre civile mais d'assumer celle-ci si elle venait à se produire : « *Eh bien,* s'exclame-t-il, *si arrive l'heure, le peuple prendra les armes !* »

Pinochet, lui, est catastrophé de voir un simple régiment prendre, par une initiative aussi inopportune que suicidaire, le risque

de compromettre toute opération ultérieure. Il est en effet probable qu'échaudé, le gouvernement demandera à ses services de renseignements de renforcer des mesures de vigilance, déjà considérables, dans les cercles militaires et de carabiniers.

Les points positifs vont toutefois apparaître plus importants que les aspects négatifs et lui servir d'enseignements pour l'avenir. D'abord, le *Tancazo* a permis de jauger, dans les brigades de l'Unité populaire dissimulées dans les bidonvilles de la périphérie les amorces de mobilisation, leur localisation précise, leurs liaisons stratégiques, leurs dispositifs généraux. Ensuite, il a mis en évidence le manque absolu d'agressivité de la population contre les militaires insurgés. En définitive, il a servi de test pour l'opération qui se prépare.

Au cours des mois qui précèdent le coup d'État, Pinochet a mûri son projet. Dans le cadre de ses fonctions de chef d'état-major général - ou de commandant en chef de l'armée par interim, lorsque Prats est amené à se rendre à l'étranger - il va recueillir une masse d'informations qui lui permettra de dessiner les grandes lignes du *Golpe*. Il faudra que, jusqu'au déclenchement de l'opération, le secret le plus absolu soit observé par les quelques centaines de gradés qui, du nord au sud du pays, devront être mis dans la confidence. C'est surtout cette dernière exigence qui inquiète Pinochet. Comment dans un pays qui sent que le feu de la guerre civile peut s'allumer du jour au lendemain de la plus petite étincelle et qui, pour s'en prémunir, observe, suspecte, dénonce la moindre anomalie qu'il voit ou croit voir, à des services de police ou de renseignements omniprésents... comment garder secrète une opération qui, a priori, fera intervenir les trois composantes de l'armée ?

Pinochet a des amis, camarades de l'École de guerre, compagnons de carrière... La vie chilienne est conviviale. On se voit dans les clubs, on se rencontre autour d'*asados* [barbecues] traditionnels, on se réunit chez soi les soirs d'hiver. Il se confie à quelques compagnons d'arme, tous généraux ou colonels, en qui il a toute

confiance. Le projet prend corps. Le principal obstacle demeure Prats. Dès sa nomination à la Défense, début août, celui-ci voit se créer autour de lui une forte pression pour l'amener à quitter le gouvernement : lettres d'inconnus, appels téléphoniques anonymes... et, lorsqu'une délégation de femmes d'officiers se présente à son domicile pour le convaincre de se retirer, il en appellera aux carabiniers qui, dans un bref accrochage, libéreront les abords de sa villa à coup de grenades lacrymogènes et de canons à eau. Le 23 du même mois, sa position devenant intenable, il présente sa démission à Allende qui, conformément au tableau d'avancement, le remplace par Pinochet. Le décret de nomination du nouveau commandant en chef de l'armée est signé le lendemain.

Quelques jours après le coup d'État qui aura lieu moins de trois semaines plus tard, Prats, qui en aura été soigneusement tenu à l'écart, écrira la lettre suivante à son successeur :

« *Augusto,*
L'avenir dira qui s'est trompé. Si ce que vous [les militaires] *avez fait apporte au pays le bien-être et que le peuple sente vraiment qu'une véritable justice sociale s'est imposée dans le pays, je me réjouirai de m'être trompé en recherchant avec tant d'efforts une issue politique qui éviterait un coup d'État.* »[111]

Les journées précédant le coup d'État vont être une sorte de synthèse de l'état de déliquescence dans lequel s'est enfoncé le Chili depuis au moins dix-huit mois. Le pays continue d'être balayé par les grèves, la production agricole a baissé de 20 % depuis un an et la production industrielle de près de 8 ; victime de l'épuisement des stocks de farine, il ne pourra se nourrir dans les jours qui viennent que si l'étranger envoie du blé ; le déficit du budget de l'État atteint la moitié de ses dépenses ; la machine à fabriquer des billets de banque tourne à plein régime ; l'escudo, balayé par

111 L'intégralité du courrier manuscrit envoyé par Prats à Pinochet a été publiée, notamment dans *El Dia Decisivo*, *op. cit.*

une inflation qui atteindra des records historiques, n'est plus que du papier ; toutes les tentatives de conciliation entre le pouvoir et l'opposition démocrate-chrétienne ont échoué ; l'autorité d'Allende s'est effondrée mais, plus grave, la cohésion nationale est en lambeaux. Dans un climat anarchique, la haine - *el odio*, ce mot qui, au Chili, revient sur toutes les lèvres lorsqu'on évoque cette époque - dresse les unes contre les autres des classes devenues irréconciliables et qui se succèdent dans des manifestations de rue où règne la violence.

Peu enclin à la moindre complaisance à l'égard d'un coup d'État qui se prépare, le sociologue Alain Touraine, présent alors à Santiago, écrira quelques mois plus tard : « *Nul ne peut refuser de reconnaître ce bilan désastreux : chaos économique et décomposition de l'État.* »[112]

Apparemment coupé des réalités et contraint à l'impuissance, Allende tient des propos dont son entourage le plus proche ne peut pas ne pas mesurer la vanité : « *Entre le 15 et le 20, je me propose de proclamer éventuellement l'état de siège* [...] *S'il y a accord avec la Démocratie chrétienne, je promulguerai sans délai les réformes constitutionnelles approuvées par le Parlement. S'il n'y a pas accord, j'organiserai un referendum. Le Parti communiste est d'accord* [il fait état ici d'une lettre] *pour me concéder les pouvoirs de décision* [sic] *durant les prochains mois.* »[113]

Et face aux masses qui, le 4 septembre défilent interminablement sous les fenêtres de La Moneda, il s'enflamme : « *L'année qui vient est pleine de promesses. Nous en finirons avec l'inflation et la pénurie.* »[114]

Allende aurait-il, en ultime recours, décidé de soumettre la survie du régime à referendum ? Selon son conseiller, Joan Garcés,

---

112 Alain Touraine, *Vie et mort du Chili populaire*, Le Seuil, 1973.

113 *Ibid.*

114 Joan Garcés, *op. cit.*

Allende y aurait fait allusion *« au cas où d'ultimes négociations avec la Démocratie chrétienne auraient échoué. »* Il en aurait aussi parlé, la veille du coup d'État, dans la soirée, avec Clodomiro Almeyda, son ministre des Affaires étrangères, de retour de l'étranger[115]. Joan Garcés s'en fera, plus tard, régulièrement le chantre et la presse de gauche s'en saisira pour expliquer la précipitation des militaires à anticiper leur intervention de trois jours.

S'il est acceptable de penser que, dans la situation inextricable dans laquelle se trouvait le gouvernement, toutes les options furent examinées, il est hautement improbable que celle d'un referendum retînt longuement l'attention. À cela plusieurs raisons.

La première tient à ce que la situation générale du pays, caractérisée par un état de décomposition totale, n'était pas de nature à se satisfaire d'une consultation populaire qui, en tout état de cause, n'aurait pu avoir lieu avant plusieurs semaines. La deuxième, que le recours à referendum exigeait l'accord du Comité politique de l'Unité populaire qui l'avait déjà refusé en d'autres circonstances et qui, à la perspective d'un verdict populaire désastreux, aurait été peu enclin à confier l'avenir du régime aux urnes. Une troisième raison tient à ce que, si la décision de recourir à un referendum avait été retenue par Allende et son proche entourage politique, il est probable qu'elle eût nourri toutes les discussions, alimenté les commentaires, alerté les services de presse... Or, dans le récit que Joan Garcés fait de l'ultime et dramatique soirée passée à Tomas Moro avec le président et ses plus proches amis politiques, à aucun moment ce qui aurait dû être la grande affaire du jour n'alimenta les conversations.

Enfin, le matin même du 11 septembre, alors que plusieurs contacts s'établissaient entre le bureau du président et les militaires insurgés, l'hypothèse d'un recours politique par voie de referendum ne fut jamais évoquée de même qu'à aucun moment, dans ses ultimes adresses au peuple chilien par radios FM ce matin-là, Allende n'y fit allusion.

---

115 Revue *Que Pasa,* Santiago, n° 1169, septembre 1973.

Il est toutefois exact que le coup d'État fut anticipé de trois jours. Il avait été préalablement fixé au 14 septembre. Ce jour-là, diverses unités appelées à participer, tant à Santiago qu'en province, aux cérémonies commémoratives de la Fête nationale le 19, auraient à répéter les défilés prévus pour cette occasion. Nul ne se serait alors étonné de mouvements inhabituels dans les garnisons, de distribution d'armement, de mobilisation d'hommes et de matériel... Or, le dimanche 9, tandis que pour donner le change, Pinochet fête en famille l'anniversaire de sa fille Jacqueline, deux émissaires de la marine se présentent à son domicile porteurs d'un message de l'amiral Merino, commandant en chef de la première région navale. Le message traduit les impatiences difficilement contenues de la marine, de loin le corps le plus turbulent de l'armée, et demande instamment que « l'action » ait lieu le mardi 11, deux jours plus tard. À défaut d'un accord sur cette date, précise le message, la marine agirait seule.

Le général Leigh, commandant de l'aviation, est présent auprès de Pinochet. Les deux hommes savent que si les trois armes n'agissent pas de concert, le coup est voué à l'échec. La décision est alors prise de satisfaire la demande de Merino et d'accélérer le processus.

Chapitre 8
LE COUP D'ÉTAT

La veille du coup d'État, Pinochet a pris le temps de l'entrevue programmée à dix heures avec un groupe de généraux en retraite puis a attendu midi pour convoquer les généraux Bonilla, Brady, Arrellano et Palacios qui auront la charge, le lendemain, de commander les diverses unités. Ces derniers avaient prêté serment et appris ce qu'ils attendaient tous, plus ou moins, depuis plusieurs jours : « *Prise de La Moneda. En cas de résistance, bombardement et assaut du palais. Action rapide et brutale pour réduire au strict minimum le nombre de victimes.* »[116] Pinochet ajoute que, pour détourner l'attention, la flotte appareillerait le soir même pour rejoindre les unités engagées en haute mer, dans le cadre des manœuvres périodiques du traité interaméricain de défense.

Dans la soirée, tandis que Pinochet - sa famille à l'abri chez des amis - regagne sa villa et repasse en détail le plan du lendemain, Allende rejoint sa résidence de Tomas Moro. Autour de lui Carlos Briones, ministre de l'Intérieur, Orlando Letelier, ministre

---

116 *El Dia Decisivo, op. cit.* Sur le déroulement des opérations et sur les heures la précédant, il convient de se reporter à cet ouvrage, ainsi qu'à celui de Joan Garcés et à *Las 24 horas las más dramaticas del siglo*, documentos, 1993. Document édité par l'hebdomadaire *La Epoca,* équivalent du *Point,* à l'occasion du XX[e] anniversaire du coup d'État.

de la Défense, Augusto Olivares, un journaliste, Joan Garcés, mais aussi Hortensia Bussi, sa femme, et Isabel qui sont rentrées le jour même d'un voyage au Mexique. Le président parle peu. Les autres évoquent le Conseil national de la Démocratie chrétienne qui doit se réunir le lendemain soir et au cours duquel on risque de voir le secrétaire général, Patricio Aylwin, s'en tenir à rechercher le meilleur moyen de se débarrasser du pouvoir en place. Puis la conversation roule sur les menaces d'un coup d'État militaire que de plus en plus de gens jugent inévitable depuis la démission de Carlos Prats.

Le président s'est retiré un moment pour prendre un appel téléphonique. Il revient au bout de quelques minutes et annonce que la flotte a enfin appareillé. Aussitôt, chacun a la même pensée qu'Allende qui l'exprime à haute voix: «*Au moins, pouvons-nous être assurés que, s'il doit avoir lieu dans les heures prochaines, le coup d'État ne sera pas le fait de la totalité des forces armées.* »[117]

Au cours de la nuit, le palais apprendra qu'un transport de troupes est signalé à une soixantaine de kilomètres de la capitale. Soucieux, Olivares suggère qu'on fasse vérifier l'information. Le président élude: « *Chaque nuit, depuis des mois, on voit des militaires partout et un putsch pour le lendemain.* »[118]

Sur l'insistance de son entourage, Allende va appeler lui-même le sous-directeur des carabiniers, le général Urrutia, qui promet de s'informer sur-le-champ. Quelques minutes plus tard, La Moneda rappelle: «*Les militaires informent que deux camions de troupes viennent renforcer la garnison de Santiago en prévision de la journée du lendemain* »[119] au cours de laquelle des incidents sont à craindre si les tribunaux se prononcent en faveur de la levée d'immunité parlementaire de Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste, poursuivi pour une énième incitation à la désobéissance de l'armée. Il s'agissait alors de provoquer chez certains

117 Cité par Joan Garcés, *op. cit.*

118 *Ibid.*

119 *Ibid.*

militaires légalistes un réflexe d'hostilité à l'égard de tout éventuel coup d'État. Des incidents ? Le président a un pâle sourire. N'est-ce pas sa femme qui, au cours du dîner, rappelait que depuis des semaines, il y en avait un toutes les heures à Santiago ?

Allende se retire dans ses appartements. La lumière s'éteint. Il est deux heures trente. Dans douze heures, tout sera consommé.

Le premier acte du coup d'État revint, à deux heures du matin, à l'amiral José Toribio Merino qui, tandis que le commandant en chef de la marine, l'amiral Montero, dort du sommeil de celui qui ignore tout, autorise la diffusion aux unités de haute mer du message chiffré *Execution Plan Cochaguyo 110600.* Ce code signifie le retour des bâtiments à Valparaiso et constitue pour toutes les unités de la marine l'ordre de mobilisation pour six heures.

Un seul navire chilien est resté en mer, le ravitailleur-pétrolier *Araucano.* Quelques heures plus tard, comme convenu, il s'est approché du navire amiral américain pour déposer à son bord un pilote qui aurait pour mission de guider la flotte nord-américaine dans les eaux de l'extrême sud, puis de le réapprovisionner en carburant.

Le commandant de l'*Araucano* sait depuis la veille que le coup d'État serait déclenché le jour même. À dix heures, un message codé l'informerait que tout se déroulait normalement. Il aurait alors à prévenir les Américains que le Chili suspendait sa participation aux manœuvres. Le message, pour des raisons de trafic, ne lui parvint pas. Il décida de poursuivre son approvisionnement et fit transporter son pilote à bord du croiseur américain.

Un peu plus tard, l'amiral lui fit savoir qu'il venait de recevoir une communication de Washington l'avisant de ce qui se passait au Chili et l'informa qu'il avait ordre d'interrompre tout contact, quel qu'il soit, avec les navires chiliens. Le commandant demanda de récupérer son pilote mais, après consultation avec Washington, le navire américain refusa aimablement : « *Nous regrettons. Les ordres sont : pas un contact de plus. Aucun. L'officier pilote vient avec nous.* »[120]

---

120 *Las 24 horas las más dramaticas del siglo, op. cit.*

Les deux navires se séparèrent et le capitaine de corvette *Gangas* partit avec les Américains vers le détroit de Magellan.

À cinq heures, le sous-marin *Simpson* et le croiseur amiral *Latorre* sont les premiers à accoster dans le port de Valparaiso. L'infanterie de marine est déjà dans les rues de la ville. Moins d'une heure plus tard, la radio, les bâtiments de l'administration civile, les télécommunications, la direction du port sont prises. Valparaiso est sous contrôle de la marine.

À six heures quinze, Olivares demande qu'on réveille le président qui est aussitôt mis au courant de la situation par le général Urrutia. Plusieurs camions de marins en armes se dirigent vers Santiago qu'ils pourraient atteindre en une heure. Garcés suggère qu'on réduise immédiatement au silence les radios FM de droite. Allende approuve et donne des instructions à Olivares qui appelle aussitôt Joignant, le chef de la police. On apprend peu après que les stations *Mineria* et *Agricultura* sont déjà contrôlées par les militaires. Il est tout juste sept heures.

Vingt minutes plus tard, vêtu d'un pantalon de lin et d'une veste de tweed, Allende quitte Tomas Moro pour le palais de La Moneda, accompagné de Garcés et de Olivares. Dans les cinq Fiat 125 de l'escorte va s'entasser une vingtaine de membres du GAP munis de leurs armes de service, de deux mitrailleuses de 30 et de trois lance-roquettes RPG-7. Demeurent sur place quatre hommes et quatre femmes du GAP, trois agents du Département des opérations spéciales (DOE) du Parti communiste cubain et une vingtaine de carabiniers.

À peu près à la même heure, une voiture de l'état-major vient chercher Pinochet à son domicile. Il arrivera à sept heures quarante au poste de commandement qu'il s'est fixé dans une caserne de Peñalolen dans les contreforts de la cordillère des Andes. Parvenu sur place, il réunit le personnel militaire appelé à le seconder, l'informe de l'action entreprise et s'enquiert d'éventuels objecteurs. Une seule voix s'élève, celle de son propre aide de camp, le major Zabula, qui occupait déjà cette fonction auprès de son prédécesseur Carlos Prats. Pinochet prend acte de sa décision et le fait mettre aussitôt aux arrêts.

Toute la matinée, les contacts directs entre les insurgés et La Moneda se feront à partir du ministère de la Défense, tout proche du palais, où se tient l'amiral Carvajal, porte-parole des militaires.

À l'heure du premier café matinal, pour certains de la première pause en usine, du transport en taxi collectif vers les bureaux, des bidonvilles aux villas cossues des quartiers résidentiels, de la moindre ferme aux galeries de mine, partout où les transistors parviennent à cracher leurs informations, c'est la stupeur. Dans le centre de Santiago, des centaines de personnes stationnent dans les rues ou convergent vers La Moneda. Y parvient le colonel Valenzuela, sous-secrétaire à la Guerre. Quelques journalistes se précipitent : *« Je viens du ministère où je n'ai pu entrer. Il est aux mains de l'armée. »*[121] À la même heure, le ministre de la Défense, Orlando Letelier, est arrêté en arrivant à son bureau.

D'un poste téléphonique, Allende a immédiatement accès à l'antenne de *Radio-Corporación*. Interruption du programme et premier message. *« C'est le président qui vous parle. Des informations confirmées signalent que la marine a isolé Valparaiso* [...] *C'est à vous surtout, travailleurs que je m'adresse, rejoignez vos postes de travail, conservez votre calme et soyez vigilants* [...] *Le peuple et les travailleurs doivent écouter les instructions que leur donnera le camarade président. »*

Des personnalités du régime, ministres et secrétaires d'États, mais aussi syndicalistes, dirigeants de l'Unité populaire s'entretiennent par petits groupes dans l'antichambre du bureau présidentiel. Une chaîne de radio diffuse de la musique militaire puis, à huit heures trente, le premier communiqué de la junte de gouvernement des forces armées et des carabiniers proclame : *« le président de la République doit procéder à la remise immédiate de sa charge. »*

Le palais est maintenant survolé à basse altitude par des chasseurs qui font un vacarme assourdissant et rendent les conversations difficiles. Le ciel est clair, le temps frais. Il est à peine plus

121 Joan Garcés, *op. cit.*

de neuf heures. *Radio-Magallanes*, la chaîne communiste diffuse un nouveau message du président : « *Je paierai de ma vie la défense des principes chers au Chili* [...] *Il est possible que nous soyons écrasés mais l'avenir appartiendra aux travailleurs.* »

On commence à parler de bombardement et d'assaut du palais. La foule de badauds s'éclaircit. La junte renouvelle ses messages au public : « *Rentrez chez vous. Quittez vos lieux de travail. Ne restez pas dans les rues.* » L'état de siège est déclaré. Le couvre-feu est fixé à quinze heures.

Joan Garcés s'est approché du général Sepulveda Gallindo, directeur des carabiniers, tenu à l'écart du complot et dont l'adjoint Mendoza a pris la tête :

« *Général, il ne reste qu'une chose à faire : distribuer des armes au peuple !*

- *Distribuer des armes ?! Moi ?* répond, estomaqué Gallindo. *Vous voulez que je distribue des armes ? Et comment pourrais-je le faire, s'il vous plaît ?* »[122]

Peu après, les trois aides de camp du président, appartenant respectivement à l'armée de terre, à l'aviation et à la marine, et, par conséquent aux trois armes impliquées dans le coup d'État, sollicitent une audience à la présidence. Elle est aussitôt accordée. Enfin on va savoir ce que veulent les militaires. Les trois hommes sont introduits dans un salon. Le président a toutes les peines à se débarrasser de la présence des membres du GAP qui prétendent assister à l'entrevue.

L'entretien est bref. Le capitaine de frégate, Jorge Grez, et le commandant d'aviation, Roberto Sanchez, montrent à Allende l'inutilité d'une résistance. Les trois corps militaires et les carabiniers agissent solidairement. Un avion militaire est mis à la disposition d'Allende et de sa famille pour les conduire dans n'importe quel pays au sud de Panama, à l'exception de l'Argentine.

La réponse d'Allende est ferme et ne manque pas de noblesse : « *Je ne me rendrai sous aucun prétexte mais je suis prêt, si certaines*

---

122 *Las 24 horas las más dramaticas del siglo, op. cit.*

conditions sont réunies, à rencontrer les commandants en chef. » Et, montrant un pistolet-mitrailleur qu'il tient à ses côtés et que lui a offert Fidel Castro, il poursuit : «*Avec cette arme, je me défendrai jusqu'au bout et je garderai la dernière cartouche pour ici* » et il désigne l'intérieur de sa bouche[123].

En ce début de matinée, toute action est concentrée dans un rayon de trois cents mètres autour du palais présidentiel, là où se trouvent les principaux ministères, le Parlement, le siège de plusieurs journaux et les grandes banques. Au QG des militaires, les nouvelles parviennent régulièrement, notamment de province où les administrations civiles, les communications, les radios passent sous contrôle des militaires sans que, nulle part, une résistance collective ne paraisse s'organiser. En de nombreux endroits, cependant, des actes de résistance individuelle, des francs-tireurs qui, des toits prennent pour cible tout ce qui porte uniforme, se manifestent. À Santiago même, des premières fusillades sporadiques éclatent dans le centre, près de la colline Sainte-Lucie, à cinq cents mètres de La Moneda. Un peu plus haut aussi, vers la place d'Italie où les badauds se terrent. Les craintes initiales d'émeutes ou, en province, de poches de résistance semblent, pour le moment, peu fondées. Ainsi on redoutait Calama notamment, cette ville du cuivre située à mille kilomètres au nord de la capitale et vers laquelle pourrait converger tout ou partie des forces révolutionnaires qui, si elles parvenaient à s'emparer d'un aéroport, pourraient recevoir des renforts en armes et en munitions ; Fidel Castro l'avait si souvent proposé.

Il y a moins de huit jours, plusieurs centaines de milliers d'hommes, de femmes, avaient défilé sous les fenêtres du président pour lui apporter leur soutien. Le matin du 11 septembre, demeure l'espoir de voir ces forces immenses se lever. Les communiqués radio de la matinée avaient donné le ton. Pour le Parti communiste : « *Chacun à son poste de combat !* » Pour le Parti socialiste : « *Travailleurs, rejoignez vos usines ! Préparez-vous à la lutte !* »

123 Faits rapportés par Joan Garcés, *op. cit.*

Or, tandis qu'Allende et ses fidèles sont assiégés dans le palais de La Moneda, stupéfaction ! les gens rejoignent leurs domiciles en profitant de bus rapidement bondés, de taxis collectifs trop rares ou rentrent à pied chez eux.

Où sont passés les partis politiques ? Ces innombrables organisations du peuple de gauche ? Aucun n'est à La Moneda où s'est réuni le dernier carré de fidèles autour du président. Vers neuf heures, toutefois, s'était présenté l'un des membres de la direction du PS, Hernan del Canto, à qui Allende allait accorder une rapide audience. Del Canto venait s'informer de ce que le président souhaitait que fassent les militants. Et Allende allait avoir cette réponse stupéfiante : « *Je sais où est ma place et ce qu'il me reste à faire. On ne m'a jamais demandé mon opinion auparavant. Pourquoi me la demande-t-on maintenant ? Vous qui avez tant paradé jusqu'à présent, vous devriez savoir ce que vous avez à faire* ! »[124] Puis il l'a éconduit.

Après la visite des trois aides de camp et, plus généralement, pendant toute la matinée, des tentatives de négociation vont se poursuivre. Il semble qu'Allende accepterait de discuter avec des membres de la junte à La Moneda. Ceux-ci refusent sèchement. Pinochet intraitable réplique : « *Qu'il vienne, accompagné de Sepulveda Gallindo au ministère de la Défense. Je garantis son intégrité physique et celle de sa famille.* »[125]

Transmise à La Moneda par Carvajal, la proposition reste sans suite. Ordre est alors donné à l'armée de prendre position devant le palais. À onze heures moins dix, les troupes devront se retirer à deux blocs d'immeuble et la place de la Constitution devra être entièrement dégagée en vue d'un bombardement aérien de La Moneda à onze heures.

L'échéance de l'ultimatum approche. Allende réunit dans le salon Toesca du palais tous ceux qui sont restés auprès de lui.

---

124 *Ibid.*

125 *Las 24 horas las más dramaticas del siglo, op. cit.*

Appuyé contre une table, il explique que l'insurrection militaire est d'ores et déjà victorieuse. Il déclare qu'il a décidé de demeurer sur place et de combattre jusqu'au bout. «*La bataille de La Moneda,* dit-il, *n'est qu'un commencement. Nous sommes en train d'écrire la première page de cette histoire. Les autres, ce sera au peuple chilien de le faire.* »[126] Il se tourne alors vers ses deux filles et annonce que les femmes doivent quitter le palais. Beatriz se rebelle disant qu'elle n'a pas l'intention de fuir. Son père doit insister fermement pour qu'elle obtempère. Isabel devra l'accompagner. Puis Allende, après avoir invité Joan Garcés à quitter La Moneda pour témoigner plus tard, téléphone au général Baeza, l'un des conjurés:

« *Comment ça va, mon général?*

- *Bonjour, Monsieur Allende.*

- *Comment se passe votre affaire?*

- *Très bien, Monsieur, merci.*

- *Mon général, je vous appelle car nous avons là un groupe de femmes qui va sortir du palais et, bien que vous vous comportiez comme des traîtres, j'espère que vous aurez la décence de ne rien faire et de leur procurer un véhicule pour leur permettre de sortir de la zone de combat.*

- *Je pense que nous pouvons arranger cela.*

- *Merci, mon général. Faites en sorte que les fascistes ne les tuent pas, s'il vous plaît.*

- *De quels fascistes me parlez-vous, Monsieur?*

- *Je sais que vous êtes un soldat, Baeza, pas un fasciste.* »[127]

Les femmes sortiront du palais, parviendront à trouver un refuge précaire au siège d'un quotidien, puis se verront refuser l'hospitalité d'un hôtel après que les propriétaires auront reconnu les filles du président. Elles trouveront ensuite fermées les portes

---

126 *Ibid.*

127 *Ibid.*

de domiciles amis et ne parviendront à se mettre à l'abri chez des proches qu'en milieu d'après-midi[128].

Prévue à onze heures, l'échéance de l'ultimatum va être repoussée sous prétexte de réapprovisionnement en carburant des appareils appelés à bombarder le palais. En fait, plusieurs nouvelles tentatives de négociation vont avoir lieu durant les cinquante minutes qui vont suivre.

À dix heures quarante, Carvajal appelle le QG pour faire part de l'acceptation du président de rencontrer les hommes de la junte «*si les conditions d'une réunion peuvent être réunies.*» Réponse sèche de Pinochet: «*Tu sais qu'on ne peut compter sur la parole de ce monsieur. En conséquence, s'il veut se rendre, qu'il vienne au ministère de la Défense.*»[129]

Un peu plus tard, le commandant Badiola, en rapport avec le palais informe qu'un émissaire doit se rendre au ministère de la Défense pour étudier les conditions d'une remise éventuelle du mandat présidentiel. Là encore, refus catégorique de Pinochet: «*La reddition est inconditionnelle. Il* [Allende] *sera arrêté. Je garantis le respect de sa vie et son acheminement vers un autre pays.*»[130]

Peu après onze heures, José Toha, ex-ministre de la Défense, accompagné du ministre des Affaires étrangères, de Carlos Briones et du secrétaire général du gouvernement tentent de faire fléchir Allende et de l'amener à accepter les conditions de la junte. Cette fois encore, le président refuse.

Il ne reste plus dans le palais qu'une cinquantaine de civils, ministres, membres du parti, médecins, journalistes, conseillers,

---

128 Beatriz, qui avait épousé Fernando de Ona, chef de la police politique de Fidel Castro et instigateur des GAP, trouvera ultérieurement refuge à Cuba. Elle se suicidera quelques années plus tard. Isabel, que l'on confond parfois avec l'écrivain éponyme, poursuivra plus tard une carrière politique. Elle est, aujourd'hui, députée socialiste d'une commune de la banlieue de Santiago.

129 Rapporté par la revue *Ercilla, op. cit.*

130 *Ibid.*

intendant... dont la moitié, armée, porte des casques et des masques à gaz en bandoulière. Un transistor diffuse le premier décret-loi de la junte: état de siège avec interdiction de porter des armes. Le report de l'ultimatum à midi est également annoncé.

Il est onze heures trente. Le ciel est couvert. De Concepción, à cinq cents kilomètres au sud, les *Hawkers-Hunters* ont déjà décollé et se dirigent vers Santiago.

Cette fois, c'est Daniel Vergara, sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, et Oswaldo Puccio, secrétaire particulier du président, accompagné de son fils, un jeune étudiant, qui vont faire de nouvelles propositions. En vain. L'intransigeance de Pinochet est absolue. Un hélicoptère est en place à l'École militaire pour conduire le président et sa famille à l'aéroport de Cerillos. Il y restera jusqu'à seize heures. Passé ce délai, l'offre ne sera plus valable et l'appareil regagnera sa base.

Et soudain, parvient le message des forces aériennes: les *Hawkers* à sept minutes. Des fenêtres brisées de La Moneda, on peut apercevoir les militaires et les carabiniers qui se retirent dans les rues avoisinantes. Les hélicoptères, qui nettoyaient les édifices, rapprochés s'éloignent. Et, d'un coup, c'est le silence. Un silence qui va se prolonger de longues minutes.

Enfin, à onze heures cinquante-deux, le premier appareil, après être descendu à cinq cents mètres, tire ses deux roquettes sur la verrière du palais. Les avions passeront à huit reprises. La dernière bombe incendiaire, la dix-huitième, est larguée à douze heures huit. La précision du bombardement, limité au seul édifice que constitue le palais en plein centre-ville, sera jugée phénoménale. Aucun édifice voisin ne sera touché. Peu soucieux de reconnaître le moindre mérite, fût-il de simple compétence professionnelle aux aviateurs chiliens, un hebdomadaire français écrira que le bombardement du palais de La Moneda avait été réalisé par un groupe d'acrobates aériens nord-américains qui devait donner un spectacle de cirque volant la semaine suivante au Chili[131].

131 *Le Nouvel Observateur,* n° 486, 4 mars 1974.

Pendant l'intervention aérienne qui n'avait fait aucune victime, un chasseur subsonique F 80 s'était approché de la résidence de Tomas Moro. Sur ordre, les carabiniers s'en étaient préalablement retirés dans la matinée tandis qu'une quarantaine de membres du GAP, venus de la résidence d'*El Arayan* et renforcés d'éléments de l'Unité populaire, les avaient remplacés.

L'arsenal est important. Les hommes disposent de fusils AK 47, AKA M et M 1, de lance-roquettes, de pistolets-mitrailleurs Walter, de canons sans recul de 57 millimètres et d'une mitrailleuse Browning de 30 qui, plus tôt dans la matinée, a obligé un hélicoptère d'assaut à se replier.

Une heure plus tôt, Hortensia Bussi, épouse du président, n'est parvenue à s'échapper et à trouver refuge chez l'ancien ministre des Finances, Felipe Herrera, que grâce à l'audace de son chauffeur, Carlos Telle, qui fit passer la voiture par un collège voisin tenu par des religieuses.

Il est maintenant près de treize heures. Le bombardement de La Moneda a provoqué des foyers d'incendie qui isolent certaines parties du bâtiment. Un médecin, le docteur Jiron[132], parvient à découvrir Allende au premier étage. Le président, tendu, tire d'une fenêtre vers l'extérieur. Jiron l'informe qu'Oswaldo Puccio a obtenu de parlementer avec les militaires et qu'il souhaite lui parler. L'entretien auquel participent deux hiérarques du PS, Daniel Vergara et Fernando Flores, se déroule à l'abri d'une table qu'on a renversée pour se tenir à l'abri des tirs. Les quatre hommes se mettent d'accord pour que la remise du pouvoir soit subordonnée à la suspension de l'action militaire contre le palais, à l'établissement d'un gouvernement civil et au respect des conquêtes sociales.

132 À ne pas confondre avec un autre médecin d'Allende déjà cité, le docteur Guijon Klein, avec lequel je me suis entretenu et qui, contrairement au précédent, n'a pas appartenu à l'Unité populaire même s'il en était proche.

À quatorze heures, Puccio, Vergara et Flores sont reçus par l'amiral Carvajal en présence des généraux Baeza et Nuno. Le dialogue sera lapidaire :

« *Qu'est-ce qui vous amène, Messieurs ?*

- *Nous venons au nom du président de la République, Salvador Allende.*
- *De l'ex-président.*
- *Du président de la République...*
- *Je vous ai dit de l'ex-président.*
- *Nous venons régler les conditions de la reddition.*
- *Il n'y a pas de conditions. Reddition inconditionnelle.*
- *Cependant...*
- *Inconditionnelle.* », reprend Carvajal qui quitte la pièce[133].

L'information de la mort de Salvador Allende sera connue une vingtaine de minutes plus tard, après que le palais aura été investi d'abord par les pompiers puis par le personnel de l'École d'infanterie. Elle a été transmise à Pinochet à quatorze heures trente-huit, en anglais, pour déjouer, semble-t-il, toute éventuelle indiscrétion.

Plusieurs faits concernant le coup d'État expliquent qu'à la différence des réactions qu'il suscita à l'étranger et, notamment en France, il fut perçu par une très large majorité de Chiliens comme une libération.

Le premier concerne son amplitude. Dénoncé comme une opération militaire de très grande envergure qui aurait ravagé le pays, ce fut en réalité une action circonscrite à deux points géographiques très localisés : le palais présidentiel de La Moneda et la résidence urbaine du président, rue Tomas Moro. Dans les deux cas, le déploiement des forces d'intervention se limita à un rayon de trois cents mètres pour celui-là et de cent mètres pour celle-ci.

---

133 Dialogue rapporté dans *Las 24 horas las más dramaticas del siglo, op. cit.*

Dans de nombreux endroits cependant, tant à Santiago qu'à l'extérieur, des actions isolées de résistance individuelle armée tinrent les forces de l'ordre en état d'alerte. Cette situation dura à peu près quarante-huit heures, puis s'éteignit.

Le deuxième fut qu'à la stupéfaction générale, il n'y eut pas de résistance civile organisée. Dans l'ensemble des régions, les administrations civiles furent occupées sans coup férir et les mandats remis aux militaires souvent de façon formelle. On savait pourtant que les groupes activistes des partis politiques disposaient d'un armement important. On n'ignorait pas non plus que les cordons industriels s'étaient préparés à l'affrontement et que leurs infrastructures étaient très au point. L'exemple de Cuba, dont la guerre populaire de 1959 avait permis à moins de cinq mille guérilleros de mettre en déroute l'armée dix fois plus importante de Batista, n'avait pas échappé aux militants de l'Unité populaire, du MIR et des autres partis d'extrême gauche. Quelques semaines plus tôt, le « *Comité militaire du PS* » (sic) estimait encore que la seule bataille de Santiago durerait dix mois et ferait au moins cinq cent mille victimes.

Un troisième fait mérite d'être souligné : il n'y eut pratiquement pas de défections dans les rangs de l'armée ni dans le corps des carabiniers. Là encore, à l'étranger, on chercha à frapper d'ostracisme tout ce qui pouvait accréditer l'osmose des quatre armes et la discipline de leurs composantes dans l'action.

La dénonciation atteignit parfois des sommets. Ainsi, « *le peuple s'était-il partout levé contre la tyrannie fasciste, l'armée putschiste avait-elle dû neutraliser sa composante légaliste.* » À l'opinion de se faire une idée de la vérité à travers les versions contradictoires publiées alors. Pour l'écrivain colombien Garcia Marquez, « *seule la vieille garde des officiers de carabiniers avait secondé la junte* »[134] tandis que, pour Clodomiro Almeyda, ministre des Affaires étrangères de Salvador Allende, « *les soldats du contingent – 90 % de l'armée de terre - avaient obéi à la junte alors que les officiers et sous-officiers n'avaient pas craint de désobéir.* »[135]

134 *Le Nouvel Observateur*, n° 486, 4 mars 1974.

135 *Le Nouvel Observateur*, n° 628, 22 novembre 1976.

Garcia Marquez poursuivait: « *Les plus jeunes* [carabiniers] *se retranchèrent dans l'école des sous-officiers de Santiago et résistèrent pendant quatre jours jusqu'au moment où ils furent liquidés par les bombes des aviateurs putschistes.* [...] *Il y eut des soulèvements de régiments entiers à Santiago comme en province qui furent impitoyablement réprimés et leurs instigateurs fusillés.* [...] *Le colonel Cantuarias fut mitraillé par ses subordonnés*[136]*. Il se passera un certain temps avant qu'on ne connaisse les proportions de cette boucherie intérieure car on faisait sortir les cadavres des casernes en camions à ordures et on les enterrait en secret.* »

Rien ne vint jamais étayer de telles abominations. On imagine mal, pourtant, qu'un tel carnage ait pu se produire sans laisser dans l'armée des traces ineffaçables. Sans que les familles de victimes ne se soient manifestées, sinon pendant la dictature, du moins plus tard, lorsque, après enquête, furent cités dans le détail les noms de tous ceux qui avaient été victimes de violations des droits de l'homme ou de violence politique.

Dans l'hypothèse d'un affrontement de classes, la gauche chilienne avait estimé qu'une partie de l'armée rejoindrait les rangs du peuple insurgé ce qui, à tout prendre, était logique. Les quatre grands corps militaires étaient majoritairement constitués d'éléments issus de la conscription: jeunes venus de tous horizons sociaux, pour la plus grande part de milieux populaires.

Certes, on peut admettre qu'il y eut dans la troupe des objecteurs de conscience et que furent immédiatement neutralisés ceux qui auraient exprimé trop brutalement leurs états d'âme. Mais aucune manifestation de rébellion significative ne vint traduire,

136 En fait, le colonel Cantuarias, qui possédait des liens de parenté avec de hauts dirigeants de l'Unité populaire, fut arrêté et se suicida le 3 octobre 1973. La commission Rettig, créée à la chute de la dictature, estima que son suicide avait été consécutif à une situation de pression intolérable de la part des agents de l'État et l'inscrivit au nombre des victimes de l'épuration politique.

au sein de l'armée, une opposition consistante au coup d'État. Et, y en aurait-il eu une seule - que quelque colonel, général ou amiral se soient levés contre les comploteurs… - qu'il eut été impossible de la dissimuler à la masse d'observateurs étrangers présents pendant plusieurs semaines au Chili et, pour beaucoup d'entre eux, ravis de la dénoncer.

L'explication tient en deux points : le premier, que les quatre armes agirent solidairement montrant, tant à l'opinion qu'aux unités qui les constituaient, que le haut de la hiérarchie militaire - à l'exception notable du général Prats - avait jugé unanimement de la nécessité de l'intervention ou adopté une attitude de neutralité.

L'autre raison tient à ce que, contrairement aux informations qui tendaient à faire croire que le Chili était à feu et à sang, thèse qui confortait l'idée qu'une partie du pays s'était levée contre les militaires, peu d'unités, mobilisées à l'aube du 11 septembre, eurent à intervenir. Ainsi ne se créèrent que très peu de situations dans lesquelles de jeunes soldats auraient eu à obéir à des ordres d'affrontement avec des compatriotes civils armés. Le jour du coup d'État et dans les quatre jours qui suivirent, sur les vingt-six membres des forces de l'ordre qui laissèrent leur vie, douze furent des militaires, dont la moitié issue de la conscription, et quatorze, des carabiniers.

L'armée, dans ses composantes sociologiques proches de celles de la population chilienne, fut, fondamentalement, une sorte de miroir de celle-ci : elle admit sans broncher que le pays se trouvait dans une situation de délabrement général qui légitimait son intervention.

Ces trois faits observés lors du coup d'État - l'amplitude limitée de l'intervention militaire, l'absence de résistance civile organisée et l'inexistence de défections significatives dans les rangs des forces de l'ordre - expliquent comment fut perçu, au Chili, le *Golpe*. Mais, au-delà de ces raisons, il y eut avant tout, dans la population, une intense réaction de soulagement. Ainsi, l'aventure prenait fin ! Et beaucoup pensèrent en fait que : *« Le plus surprenant dans ce coup d'État, c'est qu'il mit tant de temps à se produire. »*

Privée de produits de première nécessité depuis des semaines, témoin des graves désordres qui, quotidiennement, se déroulent dans la capitale, assistant, impuissant, à l'effondrement de son économie et à la déliquescence de sa monnaie, ulcérée par le climat de haine qui dresse les Chiliens les uns contre les autres, redoutant l'étincelle qui déclenchera peut-être une guerre civile aux proportions incalculables, constatant depuis des jours et des jours l'immobilisme de l'exécutif et l'impuissance du gouvernement, l'opinion, dans son immense majorité, souhaite que soit mis fin à l'expérience et, puisqu'il est impossible qu'Allende renonce, prisonnier qu'il est de sa gauche révolutionnaire et respectueux de ses propres engagements, alors oui ! que l'armée intervienne !

Le matin du coup d'État, *El Siglo*, organe du Parti communiste, avait barré sa Une d'un « *Chacun à son poste !* » mobilisateur, mais, comme le déclara le surlendemain le général Carrasco, commandant la IIIe division de l'armée, à des journalistes ébahis qu'à Concepción même, berceau universitaire de la révolution pure et dure, là où le MIR avait pris naissance, aucune rébellion armée ne se soit manifestée : « *Vous savez, les Chiliens ne veulent pas la guérilla. Le Chili est un pays où les gens sont calmes, paisibles. Ils ont horreur de la violence et du terrorisme. Beaucoup de gens modestes ont appuyé Allende, c'est indiscutable, mais beaucoup aussi ont été déçus. Ils ont continué à apporter leur soutien de façon apparente, souvent par crainte. Aujourd'hui, ils se sentent libérés.* »[137]

« *En dépit de fréquentes allégations tendant à l'accréditer, il n'existe pas de solide évidence d'une aide directe des États-Unis au coup d'État.* [...] *Il est plus probable que l'implication antérieure dans* Track 2, *l'opposition à Allende et la nature des relations entretenues avec les militaires chiliens* [...] *aient pu donner l'impression que les États-Unis ne verraient pas d'un mauvais œil un coup d'État.* »[138]

---

137 Cité par *El Mercurio*, le 17 septembre 1973.

138 Voir le rapport Frank Church, *op. cit.*

Au terme d'une enquête menée avec le manque de complaisance qui caractérise ce genre d'institution parlementaire lorsqu'il s'agit de mettre en évidence les dérives de l'administration, la sous-commission du sénat américain aboutit à ces conclusions. Elle parvint à démonter les mécanismes de l'ingérence. Elle exigea que la CIA, le Département d'État, le Conseil national de sécurité et la Maison-Blanche produisent leurs archives. Elle entendit, prêtés sous serment, les témoignages des plus hautes personnalités et des agents les moins gradés des diverses administrations. Elle stigmatisa l'implication des services secrets dans les tentatives menées par l'opposition à Allende pour déstabiliser le pouvoir en place. Elle fit, autant que possible, la part du manque de sincérité de certains témoignages et de leur souci de minimiser des comportements illégaux... Elle ne put, cependant, mettre en évidence la responsabilité de l'administration américaine dans ce qui constitua les deux principales accusations portées, à l'étranger, contre l'action secrète des États-Unis au Chili : le financement institutionnel des grèves et l'implication dans le coup d'État de septembre 1973.

Et s'il en avait été autrement, nul doute que la junte de gouvernement militaire se fût trouvée durablement « à la solde » des Américains et Pinochet la marionnette de Washington, ce qui ne fut pas le cas. Après le coup d'État, l'action secrète américaine, dont les budgets furent élagués de façon draconienne, fut d'assister le gouvernement chilien à acquérir une image moins négative que celle minutieusement composée par Cuba et relayée par l'importante diaspora d'exilés chiliens éparpillée dans les pays occidentaux. Selon les conclusions de la commission sénatoriale : « *La CIA maintint une aide réduite aux principaux médias chiliens pour donner une image positive de la situation et aider les journalistes étrangers à obtenir des informations factuelles sur la situation locale.* » Elle fit enfin clairement savoir aux Chiliens qu'elle n'apporterait aucune aide à la répression politique interne et « *chercha à influencer le gouvernement militaire pour que les clauses de la Convention de Genève de 1949, concernant les droits de l'homme, soient respectées.* »

En 1975, le Congrès nord-américain avait décidé de tarir toute aide au Chili pour des raisons directement liées aux violations des droits de l'homme. Dans un memorandum adressé le 25 juillet 1975 à Brent Scowcroft, alors conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, le lieutenant-général Vernon Walters fait part à Washington du vœu d'un Pinochet déjà singulièrement agacé par les pressions du gouvernement des États-Unis : « *Puisque le Chili ne peut recevoir d'aide directe en raison de l'opposition du Congrès, ne serait-il possible qu'une aide indirecte lui parvienne via l'Espagne, Taïwan, le Brésil ou la République de Corée ?* »[139]

D'une même voix, Pinochet demandera aux Américains de « comprendre » sa décision de ne pas recevoir à Santiago la commission des Droits de l'homme des Nations unies, sachant par avance ce que pourraient être les conclusions de son enquête. Ou encore, sollicitera de Washington un minimum de neutralité, voire un éventuel veto, dans toute tentative de l'ONU de condamner son régime.

---

139 *Ibid.* Ce memorandum appartient aux plus récents documents sur les relations américano-chiliennes qui ont été déclassifiés en 2000 par l'administration Clinton.

Chapitre 9

LA MORT D'ALLENDE

Pour que la condamnation du régime militaire fût sans appel et que la dictature chilienne devint, durablement, le stéréotype de ce que pouvait engendrer le pire des fascismes, il ne suffisait pas de faire du coup d'État la barbarie sanglante qu'il n'avait pas été, il convenait aussi d'ériger la statue d'un martyr. Ainsi, en France, l'opinion fut-elle invitée à entériner la thèse de l'assassinat d'Allende par les militaires, lors de la prise de La Moneda.

Pour faire bonne mesure, liberté était laissée à chacun de choisir la relation de l'événement qui lui convenait le mieux:

Celle de Fidel Castro, proposée dans un discours fleuve, le 28 septembre 1973, place de la Révolution à La Havane:

«*Allende reçoit une première balle à l'estomac. Il se plie sous la douleur et n'en continue pas moins de combattre. En s'appuyant sur un fauteuil, il continue à tirer en direction des fascistes* [...] *jusqu'à ce qu'un second projectile l'atteigne à la poitrine, puis il tombe et, déjà moribond, il est alors criblé de balles.* »[140]

Ou bien celle, publiée quelques mois plus tard, par le romancier Gabriel Garcia Marquez, qui allait malencontreusement caramboler la version du Lider Maximo:

---

140 *Le Plus Bel Exemple d'héroïsme,* Instituto cubano del libro, La Havane, 1973.

« *Vers quatre heures de l'après-midi, le général Palacios parvint à atteindre le deuxième étage avec son aide de camp et un groupe d'officiers. Salvador Allende les attendait. Le sang tachait ses vêtements. Il tenait une mitraillette à la main. Aussitôt qu'il vit apparaître Palacios, Allende lui cria "traître" et le blessa à la main. Allende périt au cours de l'échange de coups de feu avec cette patrouille. Puis chaque officier, selon un rite de l'armée, tira à bout portant sur le corps. Enfin, un sous-officier lui défonça le visage avec la crosse de son fusil.* »[141]

Quant à Isabel Allende, la seconde fille du président, elle déclara : « *Une chose est sûre pour moi : mon père ne s'est pas suicidé.* »[142]

Une hypothèse citée par Juan Vivès, ancien agent secret de Fidel Castro[143], laisserait entendre que Salvador Allende aurait été empêché de quitter le Palais de la Moneda par les membres de sa garde prétorienne, presque exclusivement composée de Cubains, et soit exécuté par l'un d'eux, soit contraint au suicide. Selon Juan Vivès, en procédant de la sorte, Fidel Castro « *voulait créer le mythe d'un Allende mourant au combat et ne voulait pas qu'il soit fait prisonnier. Il aurait pu, en effet, révéler ensuite certains secrets d'États cubains* ». Peu gratifiante pour les sentiments d'estime ou de simple confiance que Castro pouvait avoir pour son homologue chilien, cette hypothèse, intellectuellement séduisante, ne fut jamais durablement retenue.

---

141 « Autopsie d'un assassinat », *Le Nouvel Observateur*, n° 486 du 4 mars 1974.

142 « Comment est mort mon père », *Le Nouvel Observateur*, n° 463 du 24 septembre 1973. Mais en septembre 1993, Isabel Allende reconnaîtra que, 3 ans plus tôt, le docteur Jiron, qui avait eu accès à la dépouille de son père, lui avait confirmé le suicide, conforme au rapport d'autopsie du 11 septembre 1973.

143 Juan Vivès, *El Magnifico* Éditions Hugo et Cie, 2005; dossier de *Politique Magazine*, n° 35 novembre 2005.

La vérité historique, ici encore, fut tout autre. La mort d'Allende eut un témoin, l'un de ses propres médecins, le docteur Guijon-Klein. Sans appartenir à l'Unité Populaire, il en était un sympathisant et avait été choisi par le président pour appartenir à son entourage médical. Aussi était-il peu suspect de collusion avec les militaires.

Lors de mon séjour de cinq ans au Chili, j'ai rencontré et fréquenté ce praticien qui officiait en qualité de médecin du travail dans un dispensaire de la capitale. Sa femme parlait couramment le français et leurs deux garçons étaient déjà adolescents. Il m'a raconté - ce qu'il avait déjà eu maintes fois l'occasion de faire - ce qui s'était passé en ce début d'après-midi, le 11 septembre 1973, à La Moneda.

Il peut être deux heures. Le palais continue d'être pilonné par les tirs de chars et d'armes lourdes destinés à faire sortir du bâtiment le groupe assiégé. Les lumières se sont éteintes. Une clarté diffuse perce à peine les fenêtres éventrées à travers la fumée des grenades lacrymogènes et une poussière opaque. Dans le couloir parallèle à la rue Morandé et qui donne à angle droit sur la galerie des bustes, vingt-cinq personnes, à peu près, sont rassemblées dans une totale confusion. Dans la pénombre, on se terre les uns contre les autres. Quelqu'un signale, au milieu du fracas, que l'incendie gagne la partie de l'édifice où ils se trouvent regroupés. Du couloir où l'on n'aperçoit que des silhouettes en ombre chinoise, le docteur Guijon-Klein s'avance jusqu'à se trouver près du fond. Et il entend clairement la voix du président : « *Qu'on se rende, c'est un massacre... Que La Payita sorte la première, j'irai en dernier.* »

Tandis que Miria Contreras s'avance et que les autres se forment en file indienne, le médecin retire sa blouse pour qu'attachée à un manche à balai, elle puisse servir de drapeau blanc. Bientôt, le manche à balai passe de main en main et le groupe commence à se diriger vers la sortie.

Peu après, le docteur Guijon-Klein, s'avisant qu'il a laissé derrière lui son masque à gaz, décide d'aller le rechercher, non tant qu'il en ait besoin mais il tient à l'offrir à son fils aîné en sou-

venir de la journée historique qu'il est en train de vivre. Il fait alors demi-tour et, progressant difficilement dans la pénombre, la poussière et les gravats, parvient à la hauteur du salon de l'Indépendance dont les portes sont grandes ouvertes sur la galerie. Instinctivement, il y jette un coup d'œil. C'est à cet instant qu'il voit le président, enfoncé dans un canapé de velours rouge, presser la détente du pistolet-mitrailleur qu'il tient entre les genoux, le canon sous le menton. Il le regarde mais, dans le fracas général, n'entend pas la double détonation. Ce qu'il voit, c'est seulement la secousse que sous l'impact fait le corps du président. Il est alors à peu près quatorze heures quinze. La mort a été instantanée. Le médecin qui pressent que le palais sera peu après investi décide de rester sur place.

Lorsque, quelques minutes plus tard, le général Palacios, le bras bandé, pénètre dans le salon, il fait aussitôt arrêter le docteur Guijon-Klein qui, après avoir témoigné, sera rapidement expédié dans le Sud du pays pendant quatorze semaines en compagnie de quarante personnalités du régime déchu.

Le corps d'Allende est évidemment méconnaissable. Les deux balles tirées par l'arme automatique ont enlevé la moitié de la boîte crânienne rendant impossible toute présentation du corps à sa famille. Vers dix-neuf heures, celui-ci sera conduit à la salle d'ORL de l'hôpital militaire où se sont réunis les médecins appelés à assister à l'autopsie. Sont présents les directeurs de la santé des quatre armes. L'acte sera dirigé par le docteur Tomas Tobar, de l'institut médico-légal. Le médecin directeur des services de santé de l'armée de terre, José Rodriguez Veliz, qui fut compagnon d'études d'Allende à l'Ecole de médecine, ne peut résister à la tension et quitte la salle.

On peut lire encore aujourd'hui, plus de trente ans après les faits, des témoignages mettant en doute le suicide d'Allende[144]. Or, le rapport d'autopsie, signé non seulement par les personnalités de médecine citées plus haut mais aussi par plusieurs fonction-

144 Juan Vivès *op. cit; Politique Magazine*, n°35 de novembre 2005.

naires du régime déchu – notamment Jorge Quiroga Mardones, ingénieur en chef de la section balistique de la police nationale et Luis Raul Cavada Ebel, chef du laboratoire de police scientifique –, indique entre autre que « *la mort de Salvador Allende procéda d'une blessure par balle dont l'entrée se situait sous le menton et la sortie dans la région pariétale gauche* » et le rapport précisait : « *On ne peut écarter la possibilité qu'il s'agisse de deux trajectoires correspondant à un double tir rapide.* » Il est, en effet, connu qu'il est pratiquement impossible, en actionnant la détente d'une arme automatique, de n'obtenir la percussion que d'une cartouche.

Un neveu du président, Eduardo Grove, a été avisé par Carvajal de la mort de son oncle et des dispositions prises pour l'inhumation, le lendemain, au cimetière Santa Inés de Vina del Mar, à une heure de Santiago. Un avion est mis à la disposition de la famille qui seule assiste aux obsèques.

Le témoignage du docteur Guijon-Klein fut rapidement connu du public et parut dans les hebdomadaires nationaux dans les jours qui suivirent le coup d'État. Le lendemain du *pronunciamiento*, François Mitterrand, alors secrétaire général du Parti socialiste, apprenant le suicide, déclarait : « *Cela ne m'étonne pas. Lorsque je suis allé chez lui, il m'a montré dans son bureau le buste d'un ancien président du Chili*[145]*. Il avait été renversé par un putsch militaire et s'était suicidé*[146]*. Et Salvador Allende m'a confié : "si je suis renversé, je ferai la même chose."* »[147] Ce n'est, en fait, que deux semaines plus tard que la gauche proclamera le dogme de l'assassinat pour des raisons idéologiques.

---

145 Président José Manuel Balmaceda (1840-1891) qui s'est suicidé à la fin de son mandat pour des raisons politiques.

146 Là aussi François Mitterrand, porté par l'air du temps qui est tout à l'euphorie du mythe du libérateur Allende, arrange l'histoire. Cf la note 25 du chapitre 6.

147 Cité par *Le Figaro* du 12 septembre 1973.

Les hauts cadres de l'Unité populaire, relégués avec le docteur Guijon-Klein dans l'île Dawson au sud du Chili, acceptèrent sans surprise la relation du suicide que celui-ci leur en fit. Exilés par la suite en Europe, il leur eut été facile d'en témoigner, comme il eut été facile, dès le début de l'année 1974, à sa remise en liberté conditionnelle, d'inviter le docteur Guijon-Klein à participer à l'un des multiples débats qu'organisaient alors, à propos du Chili, les chaînes de télévision. De toute évidence, la classe politique connut très vite la réalité du suicide du président chilien. Par calcul idéologique, certains la récusèrent s'appropriant ainsi le pouvoir exorbitant de composer la vérité historique à leur gré.

Pour discréditer ce qui avait été pour elle un témoignage malheureux, la gauche prétendit que le docteur Guijon-Klein avait été torturé par les militaires et qu'il n'avait dénoncé ce dont il avait été témoin que le 21 décembre, soit trois mois après les événements[148]. Or, rien dans la relation que me fit cet homme ne vint confirmer ces allégations. En exil, il fut longuement interrogé par une équipe de la *BBC* qui revint trois mois plus tard reprendre entièrement l'interview sous prétexte que la première prise s'était révélée inutilisable. En réalité, ces journalistes avaient l'intention de comparer le détail de chacune des deux déclarations faites à trois mois d'intervalle pour tenter d'y trouver des différences et, ainsi, invalider l'ensemble du témoignage. En vain.

Il fallut attendre la chute de la dictature et l'exhumation du corps du président en vue de ses obsèques officielles, à Santiago, le 4 septembre 1991, pour qu'un examen de sa dépouille confirme les conclusions des rapports d'autopsie de 1973 et que la falsification de la vérité historique éclate au grand jour. La gauche chilienne reconnaîtra alors, avec dix-huit ans de retard, ce qu'elle s'était alors obstinée à nier.

Ces faits appellent plusieurs commentaires. Le premier, qu'étayée par des supports de presse qui se disent farouchement attachés aux règles de leur déontologie et abritée derrière des si-

148 Olivier Duhamel, *op. cit.*

gnatures a priori incontestables, l'information mensongère ne pouvait qu'être validée sans hésitation par le public.

Un autre commentaire pose, en fait, deux questions: de quel droit - inouï - la gauche française se crut-elle investie pour confisquer la mort courageuse que Salvador Allende avait librement choisi de se donner? Et par quelle déraison, la propre famille du président accepta-t-elle d'apporter sa caution à cette manipulation dérisoire de la vérité?

Certes, l'aveu du suicide consacrait l'échec de l'expérience révolutionnaire, mais Allende n'en fut-il pas, finalement, autant l'auteur que la victime? Et son comportement courageux le jour du coup d'État ne méritait-il pas d'autres formes de respect?

Chapitre 10
LA RÉPRESSION

La férocité de la répression politique à laquelle se livrèrent les militaires constitua l'essentiel du procès qui mit le Chili et son symbole, Pinochet, au ban de l'humanité. Aussi, la dictature abattue, le premier souci du nouveau président, le démocrate-chrétien Patricio Aylwin, fut-il de créer une commission d'enquête destinée à faire toute la lumière sur les exactions commises par les agents de l'État, du jour du coup d'État au 11 mars 1990 - date de son entrée en fonction - soit durant seize ans et demi.

La commission, baptisée « Vérité et Réconciliation » et à partir des conclusions de laquelle sont consignés, dans cette partie du livre, l'ensemble des faits relatifs à l'épuration politique, fut placée sous la présidence du juriste Raul Rettig Guissen, ami personnel de Salvador Allende et ex-ambassadeur de l'Unité populaire au Brésil. Son objet était double : faire apparaître la vérité sur les dommages causés à chaque famille chilienne pour pouvoir lui apporter ultérieurement réparation. Mais aussi, mettre en évidence les causes qui avaient rendu possibles de telles exactions, au moins pour en éviter à l'avenir la répétition.

La commission dut répartir sa tâche entre le Chili et l'étranger où de nombreux nationaux avaient trouvé refuge après le coup d'État. Les consulats du Chili furent donc invités à recevoir les exilés qui auraient eu connaissance de faits délictueux, ou qui en auraient été personnellement victimes.

L'hypothèse de travail était que chaque fait délictueux devait avoir connu un (ou plusieurs) témoin devenu libre de le dénoncer. Il convenait, alors, que chaque membre de famille ou familier de victime ou encore chaque personne qui aurait assisté à des actes de violence politique pussent en témoigner librement. La commission invita donc, tant à Santiago qu'en province ou à l'étranger, les personnes concernées à se faire connaître.

Une fois connues les demandes d'audition, la commission envoyait des équipes, généralement composées de deux de ses membres, d'une ou deux assistantes sociales et d'un nombre variable de juristes, recueillir les dépositions. Chaque audition durait de quarante à soixante-dix minutes. Si la mise en place d'une logistique de cette importance ne fut pas chose facile, la commission put, en revanche, bénéficier d'aides considérables : ainsi, l'administration reçut-elle instruction de tout faire pour faciliter sa tâche et, notamment de mettre à sa disposition tous éléments d'état-civil qui lui permettraient d'identifier puis de suivre la trace d'un individu jusqu'à sa disparition.

L'armée, les carabiniers et les forces de police furent sommés de livrer les informations dont elles disposaient. On verra par la suite ce qu'il en fut. Mais, surtout, la commission put compter sur l'aide insigne que lui apportèrent plusieurs organismes nationaux et internationaux qui, depuis le 11 septembre 1973, avaient soigneusement collationné les cas de violations des droits de l'homme et dont les archives constituaient une mine d'information inépuisable. Ainsi, outre sept organisations professionnelles sur le concours desquelles la commission put largement compter, apportèrent un concours militant à l'enquête :

Les Partis socialiste et communiste

Le MIR

L'Eglise catholique à travers *La Vicaria de la solidaridad*

La Commission chilienne des droits de l'homme

Le Comité de défense des droits du peuple (CODEPU)

Le Mouvement contre la torture Sebastian Acevedo

La Corporation nationale pour la défense de la paix (CORPAZ)

Le Front national des organisations autonomes (FRENAO)
Le Groupement des parents des détenus-disparus
Le Groupement des parents d'exécutés politiques
La Centrale unitaire des travailleurs
La Commission nationale de la junte des voisins[149].

L'intervention des partis de l'Unité populaire et d'organisations qui leur étaient politiquement proches ne manqua pas de soulever la plus grande circonspection de la part de l'institution militaire. Elle eut, cependant, pour effet inverse d'empêcher la gauche chilienne de faire ultérieurement valoir toute contestation de partialité de ses conclusions et bilans. On peut dire toutefois que, bien que créée par la coalition de ceux qui venaient de renverser la dictature et qui, ainsi, avaient toutes les raisons de se montrer implacables à l'égard du régime militaire, la commission Rettig réalisa un travail exempt de passions partisanes qui permit d'avoir l'idée la plus raisonnablement proche de la réalité de ce que fut cette période de l'histoire du Chili.

L'édition du rapport, un an plus tard, fut à peu près totalement ignorée en France. Elle suscita un intérêt considérable dans la population chilienne, mais aussi de sérieuses polémiques. Sévère, voire accablant pour la dictature, le rapport fut jugé partial et insultant par les militaires qui firent publier des mises au point assez peu convaincantes. Il fut aussi rejeté par l'extrême gauche qui jugea intolérable que ceux de ses militants qui s'étaient rendus coupables d'attentats sur les forces de l'ordre fussent assimilés aux auteurs de violations des droits de l'homme et, par conséquent, considérés comme tels par la justice.

Une fois recueillis les témoignages, la commission entreprit de vérifier la véracité des déclarations qui lui avaient été faites. Elle rechercha auprès de l'état-civil et du registre électoral confirmation de l'existence légale des personnes disparues, s'assura que

149 *Junta de vecinos*. Il s'agit de groupements d'aide sociale des quartiers populaires.

certaines d'entre elles n'avaient pas simplement quitté leur foyer à l'insu de leur famille, retrouva parfois des certificats de décès ou des rapports d'autopsie dont les proches eux-mêmes ignoraient l'existence.

Devant la somme de travail que représentaient ces démarches, des étudiants en droit de l'Université du Chili furent invités à participer aux recherches, notamment auprès des tribunaux civils, pour identifier les cas qui auraient fait l'objet de procédures judiciaires.

D'autres enquêtes furent menées pour obtenir des hôpitaux tous antécédents concernant des personnes qui auraient été hospitalisées et qui y seraient ultérieurement décédées. En tout, deux mille commissions rogatoires furent adressées par les bureaux d'enquête qui reçurent à peu près 80 % de réponses exploitables. Au terme de ce travail, la commission, après avoir éliminé les erreurs et duplications, parvint à établir le cadre d'un peu plus de 4 300 personnes, ayant laissé leur vie, victimes d'atteintes à leurs droits fondamentaux au cours de la dictature militaire. Chacun de ces cas allait faire l'objet d'une étude approfondie.

L'armée et les forces de l'ordre étant impliquées dans la quasi-totalité des cas, les commandants en chef et la direction générale des carabiniers furent invités à apporter les explications qui s'imposaient. Dans l'ensemble, les institutions concernées firent savoir que les documents qui leur auraient permis de répondre avaient été brûlés conformément aux dispositions légales régissant leur conservation et, pour certains, avaient disparu en fumée à la suite d'un attentat d'un groupe d'opposition armée, qui avait eu lieu en novembre 1989. De son côté, la direction générale des carabiniers adressa copie de tous les dossiers relatifs à des attentats au cours desquels un ou plusieurs de ses membres avaient été abattus.

La marine et l'aviation répondirent aux requêtes en adressant les documents sollicités, généralement des rapports de conseils de guerre. Leur contribution fut jugée importante par la commission.

L'examen des cas soumis à son évaluation et dont chacun constitua un dossier indépendant la conduisit à établir une classi-

fication selon la nature des sévices ayant entraîné la mort. Furent ainsi considérées comme *« victimes de violation à leurs droits fondamentaux »* ou *« victimes de la violence politique »* ayant sévi pendant la période examinée :

« Les détenus disparus, ayant fait l'objet d'une exécution sommaire.

Les personnes exécutées sous le prétexte abusif d'avoir cherché à fuir lors de leur détention.

Les personnes abattues sans motif, souvent lors de perquisitions, ou victimes de l'usage indu de la force.

Les personnes abattues, avec ou sans sommation, pour avoir transgressé le couvre-feu.

Les victimes d'abus de pouvoir, conseils de guerre ou procès sommaires.

Les personnes décédées à la suite d'actes de torture et celles dont le suicide était manifestement assimilable à un acte de désespoir consécutif à une situation de contrainte physique ou morale.

Les victimes d'actes de terrorisme. »[150]

Par extension, les personnes ayant trouvé la mort lors du coup d'État ainsi que celles qui se suicidèrent sous la menace d'une situation de violence - on pense, évidemment à Salvador Allende - bien que n'ayant pas été victimes de violation à leurs droits humains au sens reconnu par l'institution internationale, furent considérées comme victimes de la violence politique et, à ce titre, intégrées au bilan établi par le bureau d'enquête.

A propos de la répression politique qui sévît au Chili pendant tant d'années, la question qui revint inlassablement fut de savoir comment des actes d'une telle gravité furent possibles ? La commission Rettig en fit un préalable à ses travaux, estimant que *« Si rien ne peut excuser ou justifier les graves violations des droits de l'homme, l'important est de rechercher les causes et les raisons qui ont rendu possible le caractère odieux du comportement des forces de*

150 Prologue du rapport de la commission Rettig.

l'ordre, au moins dans le souci que de tels comportements ne puissent se reproduire. »

Au reste, il n'y a pas de réponse toute faite à cette question. Dans son rapport, la commission allait devoir reconnaître que « *La situation préalable au coup de force de 1973, caractérisée par la faillite institutionnelle de l'État et la division des Chiliens entre eux, rendait plus que probable les futures violations des droits de l'homme* ».

Pour tenter d'expliquer ce que fut le processus d'éradication méthodique du marxisme au Chili, il faut revenir un peu en arrière.

L'armée chilienne - armée prussienne a-t-on dit en montrant des unités d'apparat, casque à pointe, défilant au pas de l'oie, armée traditionnelle, d'histoire récente encore, solide et moderne, bien équipée, intégrée tout à fait à la nation, armée de conscription, sociologiquement peu différente d'une armée d'Europe d'entre les deux guerres, armée a priori peu prédisposée à la barbarie et qui n'a pas fait montre jusqu'à présent de sympathies féroces pour le fascisme - a une tradition d'anticommunisme chevillée au corps depuis la révolution soviétique de 1917. Dans une société traditionnellement conservatrice et que les concepts de lutte de classes ou de dictature du prolétariat font frissonner, les convictions n'y sont pas si différentes. L'armée y a sa place. Elle est honorée et respectée.

Avec la révolution castriste, les sentiments anti-marxistes des militaires vont encore se durcir. Partout en Amérique latine, des groupes d'extrême gauche combattent les forces militaires qu'ils identifient à la bourgeoisie et à un État oppresseur ; ils proclament leurs intentions de les supprimer ou de les transformer dans le cadre d'un processus révolutionnaire, cherchant à les infiltrer en les appelant à l'insoumission.

Le rêve de la révolution cubaine d'essaimer dans tout le continent va être à l'origine d'un état d'esprit contre-révolutionnaire qui va progressivement animer certains cercles de hauts gradés

et se charger, des années durant, d'une violence contenue prête à éclater. Directement inspiré de la guerre froide, le mouvement contre-révolutionnaire, coordonné par les États-Unis, entendait contrecarrer les visées soviétiques relayées par Cuba sur le continent sud-américain. Durant des années, des officiers reçurent aux États-Unis une formation paramilitaire et un endoctrinement fondés sur des principes qui, pour une large part, expliquent les violations des droits de l'homme commises au Chili. Ces principes, à défaut de créer une idéologie, purent constituer une doctrine dont on mesura plus tard les effets. Citons :

« La guérilla n'est pas autre chose que la guerre.

Cette guerre n'est pas seulement celle de chaque pays contre ses opposants mais une guerre continentale dirigée depuis Cuba et dont l'objectif est de liquider les institutions du monde libre et de faire de l'Amérique latine le satellite de l'Empire soviétique.

Elle ne respecte aucune loi : elle tue les prisonniers, torture, fait des victimes innocentes à travers le terrorisme, détruit de façon insensée et inutile des biens productifs.

La contre-révolution exige de répondre à la guérilla avec les mêmes méthodes.

Le contre-révolutionnaire doit accepter de sacrifier non seulement sa vie mais aussi son intégrité morale pour que les autres puissent jouir des privilèges d'une société libre. Par raison d'État, en cas d'extrême nécessité, sera autorisée la violation des droits de l'homme pour des raisons d'intérêt général. » [151]

Cette doctrine constituait une partie des enseignements théorique et pratique de l'entraînement à la lutte anti-guérilla. Les actions clandestines, les techniques d'interrogatoire, l'instruction au combat, la formation aux « liquidations », les entraînements de survie, qui souvent impliquaient des comportements cruels et dégradants, faisaient que, petit à petit, les principes éthiques et moraux s'amenuisaient et finissaient par disparaître. L'expérience

151 Cité par le rapport de la commission Rettig.

acquise par l'armée française lors de la guerre d'Algérie en matière de lutte anti-subversive servit d'exemple au mouvement contre-révolutionnaire latino-américain. Des spécialistes français du renseignement, domaine essentiel dans ce type de conflit où l'adversaire se dilue dans la population, apportèrent leur concours, notamment en Argentine et au Brésil, en dispensant cours et conférences dans les cercles militaires.

La guerre à laquelle se référaient les militaires chiliens - et ceux d'autres pays d'Amérique du Sud, confrontés aux mêmes situations - était une guerre subversive et les opérations auxquelles elle donnait lieu étaient considérées comme des actions anti-subversives.

Un saint-cyrien, officier supérieur de la Légion étrangère, qui servit en Algérie, donne de ce type de guerre une définition qui s'applique assez bien aux situations observées dans le Chili du mouvement révolutionnaire :

« *La guerre subversive* [...] *peut déstabiliser des régions entières. Elle implique la réalisation de plusieurs conditions :*

- un terrain propice,

- une population de préférence particulariste et ayant des sujets de mécontentement qu'il suffit d'amplifier,

- un noyau révolutionnaire résolu pouvant bénéficier d'appuis extérieurs,

- des groupes de pression médiatiques, favorables à la subversion, qui présentent cette dernière comme démocrate, progressiste, humaniste et soutenue par toute la population afin de démoraliser l'opinion publique, de priver d'appuis le gouvernement attaqué et de le conduire à une capitulation devant la minorité terroriste.

Les phases de la guerre subversive sont les suivantes :

- mise en place d'un pouvoir parallèle et occulte qui prend en main des populations et constitution de petits groupes armés [...] *Le groupe armé met en place des responsables politiques, les défend contre toute réaction hostile et élimine les opposants tandis que les responsables politiques lèvent des impôts,* [...] *font de la propagande, décident qui doit être éliminé et fournissent des recrues aux groupes armés, obtenues par persuasion ou par contrainte.*

- Enfin, constitution de réduits qui servent de bases pour des opérations contre les zones gouvernementales. »[152]

Face à la subversion, l'organisation contre-révolutionnaire se développa à l'échelle du continent. La DINA [Direction nationale d'intelligence] créa *Condor,* organisation clandestine qui se donnait pour vocation de traquer les membres de l'ultra-gauche qui avaient choisi de poursuivre le combat révolutionnaire à l'étranger. *Condor* se signala par au moins deux opérations spectaculaires. L'assassinat, à Buenos-Aires, du général Prats[153], prédécesseur de Pinochet à la tête des armées et celui de l'ancien ministre d'Allende, Orlando Letelier,[154] à Washington, en septembre 1976. Dans les deux cas, Pinochet fut immanquablement suspecté d'avoir couvert de son autorité la liquidation de ses deux opposants ou, au moins, de ne s'y être pas opposé.

En 1999, Enrique Arrancibia Clavel, ex-membre de la DINA, était toujours détenu en Argentine, pour complicité dans l'assassinat de Carlos Prats et de sa femme. À la même époque, les généraux Contreras, ex-patron de la DINA, et Espinoza étaient

---

152 Lieutenant-colonel Dominique Farale, *La Bataille des monts Nementcha (1954-1962). Un cas concret de guerre subversive,* Éditions Economica, 2003.

153 Le 30 septembre 1973, le général Prats et sa femme, installés en Argentine où l'officier avait déjà été en poste, rentrant de dîner chez un ancien ambassadeur du Chili, périrent dans l'explosion criminelle de leur voiture.

154 Né en 1934, Orlando Letelier avait été ambassadeur de Salvador Allende aux États-Unis, puis ministre des Affaires étrangères du Chili avant de devenir ministre de la Défense, poste qu'il occupait au moment du coup d'État. Réfugié aux États-Unis, il travaillait dans un Institut d'études politiques à Washington, cherchant à coordonner au niveau international l'opposition au régime militaire. Il fut tué, en compagnie de son assistante Ronnie Muffit, lors d'un attentat à la voiture piégée, dont les auteurs, Townly, un Américain, et deux dissidents cubains, furent arrêtés.

maintenus en détention pour des agissements en relation avec l'assassinat de Letelier.

La question de la responsabilité personnelle de Pinochet dans les opérations menées par des Chiliens appartenant à l'organisation contre-révolutionnaire fut maintes fois évoquée sans que puisse être apportée de réponse convaincante. Dans un document du Département d'État américain, daté d'août 1975 et déclassifié en l'an 2000 par l'administration Clinton, Washington, en réponse aux demandes de la justice américaine, reçut de son ambassadeur à Santiago un télégramme exonérant Pinochet des responsabilités qu'on lui prêtait alors volontiers. « *Selon moi, compte tenu de la susceptibilité de Pinochet au regard des pressions du gouvernement des États-Unis, il pourrait aisément prendre pour une insulte toute suggestion selon laquelle il serait impliqué dans de tels complots. En outre, la coordination entre les diverses agences* [*Condor* – NdlA] *du cône Sud est l'affaire de la DINA, apparemment sans réelle interférence avec quiconque d'autre. Il est tout à fait possible et même probable que Pinochet n'ait aucune connaissance, quelle qu'elle soit, de l'opération* Condor, *particulièrement dans ses aspects les plus sujets à caution.* »[155]

Dans les mois qui précédèrent le coup d'État, l'armée chilienne prend conscience que, même dans l'opposition modérée, il est courant de souhaiter la venue d'un gouvernement militaire de transition, bref mais autoritaire, pour mettre de l'ordre dans le pays. Elle assiste, ulcérée, au fait que, de plus en plus souvent, nombre de citoyens fustigent sa lâcheté à ne pas intervenir, même au prix d'une illégalité qui donnera peut-être plus tard à certains les sentiments que la répression faisait partie du blanc-seing.

Selon le rapport de la commission Rettig, un « comité de colonels » se serait constitué dès le lendemain du coup d'État et

---

155 *Telegram from Amembassy Santiago to SFC State Washdc., Subject Operation Condor.* Document consultable à la bibliothèque de l'UNESCO.

se serait assigné pour objectif l'éradication méthodique de tout ce qui pouvait avoir une relation avec le marxisme au Chili. Le programme comportait trois phases: l'identification de tous les individus qui avaient eu une activité militante inspirée par le mouvement révolutionnaire cubain, leur neutralisation puis leur liquidation.

Ce comité, constitué d'officiers supérieurs de l'armée de terre, anima un groupe intitulé « groupe DINA » qui était l'émanation chilienne du mouvement contre-révolutionnaire présent partout en Amérique latine et dont l'idéologie, qui avait pris racine lors de la guerre d'Algérie, avait atteint son apogée dans les premières années de la révolution cubaine.

Le groupe DINA était animé d'un anticommunisme d'une extrême virulence. Bien qu'exerçant son activité dans une quasi-clandestinité, il était connu du haut commandement de l'armée ne serait-ce que pour avoir été domicilié à l'École militaire de Santiago. Dans les mois qui suivirent le coup d'État et au cours desquels fut commise plus de la moitié des exactions mises au compte des seize années de dictature, les abus relevés, malgré la clandestinité qui les entourait, parvinrent à la connaissance de bon nombre de gradés de l'armée. S'il est reconnu que beaucoup d'officiers se désolidarisèrent alors, auprès de leur hiérarchie, des faits qui leur étaient rapportés, beaucoup en acceptèrent l'existence sans broncher. Il est aussi acceptable de penser que, le groupe DINA étant expert en secret, désinformation et cloisonnement, un nombre significatif de militaires de grade intermédiaire n'aient pas eu une connaissance exacte de la réalité. Il est, enfin, probable que beaucoup dans l'armée, sans être d'accord avec les méthodes employées, considérèrent qu'après tout la gauche marxiste ne faisait que récolter ce qu'elle avait semé.

Un autre motif a été avancé pour tenter d'expliquer les excès d'une répression aussi impitoyable et les raisons pour lesquelles rien ne se mit en travers pour en arrêter rapidement les dérives: avec le coup d'État, l'armée avait déclenché la guerre, l'affrontement, la voie armée dont parlaient les socialistes et le MIR depuis

des années. Pour les militaires ou, au moins, pour une partie d'entre eux, le Chili était en état de guerre contre-révolutionnaire et cette guerre justifiait les moyens employés.

Les perquisitions à la recherche d'activistes ou de stocks d'armes dans les quartiers populaires où l'on imaginait les trouver se traduisirent presque systématiquement par des actions violentes, presque toujours inutiles et d'une brutalité totalement disproportionnée par rapport à la menace supposée. Que, face aux risques que constituaient des opérations de police en milieu hostile auxquelles ils n'étaient pas préparés, de jeunes militaires aient, pour conjurer leurs peurs, manqué de sang-froid est une chose; que leurs commandements les aient entraînés, incités, voire stimulés à abuser de leur force au mépris des droits de l'individu en est une autre. Il n'est pas impossible cependant que cette auto-justification d'état de guerre ait pu, dans une certaine mesure, faire considérer, par l'ensemble de l'armée, le groupe DINA comme un mal nécessaire.

La commission Rettig mit aussi en évidence le fait, constaté, que n'existait pas chez les militaires une connaissance adéquate de ce qu'on pourrait appeler « les lois » de cette guerre, notamment en matière de traitement des prisonniers, d'interrogatoires ou de procès en temps de guerre... Que l'instruction, ou mieux, l'éducation des officiers dans ces domaines étaient trop médiocres pour parvenir à élever des barrières morales face aux abus ou, du moins, pour créer un minimum d'éthique. Enfin, il n'est pas inutile de noter que, rapidement, même au sein de l'armée, le groupe DINA fit peur. Son organisation se vit prêter des pouvoirs qu'elle ne possédait peut-être pas: ceux de faire ou de défaire des carrières, notamment d'officiers objecteurs de conscience ou jugés réticents à la mission de « nettoyage » et aux méthodes employées pour l'exécuter.

Ces considérations exprimées - rappelons-le par une commission d'enquête créée par la concertation des partis et organisations de gauche qui venait de renverser la dictature, et présidée par un

fidèle d'Allende - le furent avec le souci d'expliquer des comportements aberrants d'une partie de la hiérarchie militaire et, surtout, avec la préoccupation de savoir pourquoi le haut commandement de l'armée n'avait pas arrêté immédiatement les activités du groupe DINA.

Deux mois après le coup d'État, le groupe DINA devint « commission DINA » puis, en juin 1974, prit une existence officielle sous l'appellation de DINA tout court, service public autonome, créé par décret. À cette même époque, il avait été établi que le pouvoir, plutôt que d'être exercé à tour de rôle par les trois commandants en chef de l'armée et le directeur général des carabiniers, le serait par le commandant en chef de l'armée de terre, le général Augusto Pinochet Ugarte qui aurait le titre, traditionnel au Chili, de chef suprême de la nation (décret 527) puis, de président de la République (décret 806). En réalité s'était créée une nouvelle institution qui portait le nom de « présidence de la République - commandement en chef ». C'est cette institution qui, seule, aurait eu le pouvoir de dissoudre ou simplement de contrôler la DINA.

Bien qu'il soit difficile de situer le rôle exact de chaque service de renseignement militaire impliqué dans l'épuration - DIFA, dans l'aviation ; SIN, dans la marine ; SICAR, chez les carabiniers - il semble que la DINA, que sa puissance rendit petit à petit incontrôlable, fut la coordinatrice de toutes les actions de répression qui eurent lieu dans le pays. On l'a vu engagée, sous le nom de *Condor,* dans des opérations d'élimination d'éléments de la gauche révolutionnaire en Argentine, au Paraguay et en Uruguay voire outre-Atlantique, il fallut l'assassinat à Washington de l'ancien ministre d'Allende, Orlando Letelier, pour que la junte prît conscience du pouvoir exorbitant qu'avait pris la DINA et qu'en août 1977, le gouvernement militaire prononçât sa dissolution et son remplacement par la Centrale nationale d'investigation (CNI).

Entamée par le coup d'État, l'opération militaire atteignit en quelques jours son principal objectif qui était le contrôle du pays sans que subsiste le moindre foyer de rébellion armée. Contrairement à ce qui fut largement publié à l'époque en France,

les autorités administratives de l'Unité populaire remirent leurs charges aux militaires sans opposer de résistance. En outre, les personnes qui, par la radio, furent invitées à se constituer prisonnières le firent en grand nombre et spontanément.

L'épuration commença dès le lendemain du *Golpe* et se prolongea plusieurs mois. Dans un premier temps, les hauts dirigeants du régime déchu, ministres, hauts fonctionnaires, dirigeants des partis politiques..., immédiatement arrêtés, furent envoyés en relégation dans le Sud du Chili avant d'être exilés dans un pays de leur choix leur offrant l'asile politique. Parallèlement, les militants du MIR ou d'autres organisations, convaincus d'avoir exercé une activité au sein de groupes armés, furent rapidement identifiés, arrêtés et liquidés.

Aussitôt investie du pouvoir, l'armée chercha à provoquer une commotion dans les couches de la population ayant soutenu l'Unité populaire pour tuer dans l'œuf toute velléité de résistance populaire. Ainsi furent arrêtées à leur domicile, souvent sur la voie publique ou bien après s'être présentées de leur plein gré à un commissariat, un nombre considérable de personnes qui avaient eu des responsabilités politiques durant les trois années précédentes. Ainsi fut entrepris un nettoyage méticuleux des cordons industriels et des principaux bidonvilles de la périphérie de Santiago. L'objectif visait à débusquer des caches d'armes accumulées durant l'Unité populaire. Les perquisitions, violentes, brutales, inopinées, à chaque heure du jour ou de la nuit, ne rencontrèrent que peu d'opposition de la part de familles terrorisées par les manifestations de force qui les accompagnaient. La moindre résistance entraînait l'arrestation immédiate d'un ou de plusieurs membres de la famille et souvent la mise à sac du domicile. Parfois, l'exécution sur place de celui qui se rebellait.

En raison du nombre des interpellations, les autorités durent ouvrir de nouveaux centres de détention. Les prisons, rapidement surchargées, on utilisa des casernes et quartiers militaires; à Valparaiso certains navires de la marine; à Santiago les stades *Nacional* et *Chile* dont les capacités permettaient de regrouper des milliers de personnes.

Le centre de détention qui fit le plus parler de lui à l'étranger fut le stade *Nacional*. Ouvert le lendemain du coup d'État, il recueillit dix jours plus tard jusqu'à sept mille personnes qui devaient attendre plusieurs jours avant d'être interrogées. Installées sur les gradins du stade, elles n'étaient pas autorisées à communiquer avec leurs proches qui se tenaient aux abords de l'enceinte. La Croix-Rouge internationale, qui put librement visiter les détenus, obtint que leur famille leur fasse parvenir habillement et nourriture. Selon les témoignages recueillis par la commission Rettig et, contrairement à ce qui fut complaisamment diffusé à l'étranger - on alla jusqu'à parler de « *camp d'extermination* » [156] - il ne semble pas qu'il y ait eu d'exécutions sur place. Lorsqu'un individu était convaincu d'avoir eu une activité militante durant l'Unité populaire, il était conduit à l'extérieur, souvent dans une caserne où il était exécuté.

L'épuration, qui en était encore à ses débuts, se voulait un nettoyage méticuleux de tout ce qui se référait au communisme. Il convenait d'éliminer le potentiel de résistance armée des organisations de gauche : l'armement mais aussi la logistique patiemment mise en place depuis des années. Il s'agissait de priver de possibles noyaux de résistance de tout soutien populaire. Pour cela, les arrestations brutales, les exécutions sommaires, les actes de torture, les disparitions mais, surtout, les témoignages de milliers de personnes rentrées chez elles après plusieurs jours de détention suffirent à créer une psychose de terreur interdisant toute velléité de rébellion. Citons quelques exemples :

« *Le 16 septembre 1973, furent exécutés dans* la población *Los Nogales, les frères Sepulveda Bravo, 28, 25 et 16 ans. Vers 7 heures, des fonctionnaires de police firent irruption au domicile familial,*

---

156 Joan Garcés, *op. cit.* Par ailleurs, *Le Figaro*, du 24 septembre 1973, fera état du témoignage d'un couple d'étudiants américains, affirmant avoir assisté à l'exécution de quatre cents à cinq cents personnes au stade *Nacional*. Mais cette extermination ne fut corroborée par aucun autre témoignage.

frappant les personnes présentes et investissant la maison. Les trois frères furent immédiatement interpellés, conduits à l'angle des rues U. et A. où, en présence de témoins, ils furent exécutés.

Le 6 octobre 1973, cinq jeunes militants des Jeunesses communistes, âgés de 19 à 25 ans, cherchèrent à trouver refuge à l'ambassade d'Argentine en passant par la cour de l'hôpital San Borja dont un mur jouxtait l'enceinte diplomatique. Au moment où ils allaient escalader le mur, d'une ambulance stationnée à proximité jaillirent des policiers du service de renseignements, vêtus de blouses d'infirmier qui, aussitôt, firent usage de leurs armes. L'un des jeunes gens fut tué sur le coup. Les autres furent arrêtés et emmenés. Nul ne les revit.

Le 30 septembre 1973, furent arrêtés six membres de la población *Pudahuel, militants socialistes et communistes, âgés de 25 à 29 ans. Selon les témoins, vers 5 heures du matin,* la población *fut investie par la troupe qui arrêta douze personnes dont six furent par la suite remises en liberté. Les détenus furent transférés à la Maison de la culture de* la población, *transformée en centre de détention tenu par les militaires de l'École de sous-officiers de Santiago. Cinq des six détenus furent abattus le même jour sur la voie publique et leurs corps transférés à l'Institut médico-légal. Le sixième, Luis Guttierrez, blessé fut envoyé à l'hôpital José Joaquim Aguirre où sa femme put lui rendre visite le 20 octobre. Le même jour, celle-ci fut avisée que son mari serait transféré à l'hôpital militaire. Depuis lors, Luis Guttierez disparut sans que sa femme pût jamais savoir ce qui était arrivé. »*[157]

La dénonciation des pratiques mises en œuvre par les forces de l'ordre fut, en France, suffisamment récurrente et implacable pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir. La commission Rettig, avec l'absence de complaisance à l'égard des militaires qu'on peut lui prêter, souligna que les centres d'interrogatoires où se pratiquait la torture furent innombrables et les sévices d'une extrême cruauté.

Un mois après le coup d'État, les autorités prirent conscience qu'en province, a contrario de Santiago, la normalisation se réa-

157 Extraits du rapport de la commission Rettig, *op. cit.*

lisait sans excessive sévérité. Les mandats administratifs ayant été remis aux militaires, la plupart des hiérarques de l'ancien régime s'étaient constitués prisonniers sans opposer de résistance. Ceux qui avaient été reconnus coupables d'actions illégales avaient été arrêtés, traduits devant des conseils de guerre et condamnés à des peines, parfois légères, qu'ils étaient en train de purger.

Face à cette situation, le pouvoir envoya une haute personnalité de la hiérarchie militaire, entourée d'officiers, parcourir le pays pour rappeler à chaque commandant de garnison l'obligation de montrer la plus grande intransigeance dans la mission d'épuration pour laquelle il avait délégation du pouvoir central.

La délégation visita la plupart des villes de province, fit reprendre certains jugements prononcés à l'issue de conseils de guerre et exigea des résultats. Au terme de cette mission, qui prit en France le nom quelque peu grandguignolesque de « *Caravane de la mort* », soixante-douze prisonniers politiques avaient été exécutés. Dans trois cas, la preuve fut apportée par la commission que trois des officiers appartenant à la délégation avaient été directement impliqués dans l'organisation des exécutions. Par la suite, tous les membres de la délégation furent reconnus avoir appartenu à la DINA.

Dans un ensemble de 28 villes siégèrent 255 conseils de guerre qui eurent à juger plus de 1700 personnes, quasiment toutes poursuivies pour infraction à la loi sur le contrôle des armes et à celle sur la sécurité de l'État. Sur 1716 justiciables, moins de 10 % bénéficièrent d'un non-lieu, 34 furent condamnés à mort dont 15 furent graciés. Les autres furent condamnés à des peines de prison ou de relégation. Encore faut-il noter que ce bilan ne procède que des seuls documents disponibles lors de l'enquête. Il est plus que probable qu'un nombre difficilement estimable de rapports de tribunaux militaires furent soustraits à l'investigation soit qu'ils aient été détruits à l'issue de la période légale de leur conservation, soit que l'armée ait jugé bon de ne pas les rendre publics.

Le 9 juin 1999, le juge chilien Guzman ordonnait la détention du général de réserve Sergio Arrellano Starck et de quatre hauts gradés de l'armée pour leur participation à cette opération.

Face aux accusations d'illégalité et d'abus de pouvoir auxquelles pouvait légitimement prêter l'intervention de la justice militaire dans des affaires d'infraction à la loi, passibles de juridictions civiles, le pouvoir se justifia invariablement en invoquant l'état de guerre dans lequel il considérait que se trouvait le pays. Faisant référence au Titre III du Livre I du Code de justice militaire, la junte de gouvernement fit valoir l'article 73 qui disposait que *« la compétence des tribunaux militaires s'exerçait dès lors qu'un commandement en chef de l'armée était nommé pour agir contre* [...] *des forces rebelles organisées »*. Un autre article, le 419, disposait que *« devait s'entendre par ennemi de la nation, non seulement des forces étrangères mais encore n'importe quelle classe de forces rebelles ou séditieuses organisées militairement. »*

La commission nota que de tels prétextes, sous de fausses apparences de légalité, donnèrent à de jeunes militaires ou carabiniers peu préparés à des opérations de police urbaine en milieu hostile *« un sentiment d'impunité acquise qui les entraîna immanquablement à un usage abusif de leur force. »*

On sut très vite dans l'opinion publique à quels excès conduisait la chasse aux hommes du MIR ou autres révolutionnaires. La bourgeoisie chilienne, son confort retrouvé, assistait sans problème de conscience excessif à l'élimination de ceux qui l'avaient tant honnie. Nombreux furent ceux qui, sans nourrir de sentiments de vengeance, considérèrent qu'après tout, ces militants de la révolution qui leur annonçaient, l'arme à la main, des lendemains qui ne seraient pas radieux, avaient bien mérité ce qui leur arrivait. Et comme toujours, ce furent les populations les plus misérables, celles qui déjà, depuis des mois souffraient le plus de la pénurie et qui avaient vu s'évanouir comme un mirage ces lendemains qui chantent où s'épanouirait « l'homme nouveau »... ce furent ces populations suspectes de sympathie pour les révolutionnaires, soupçonnées de leur apporter aide et assistance, qui allaient avoir à souffrir le plus de la vindicte des forces de l'ordre.

Les cent premiers jours qui suivirent le coup d'État constituèrent la période la plus terrible de l'épuration. Ils permirent l'iden-

tification, l'interpellation et, dans la plupart des cas, l'exécution de ceux qui avaient exercé une activité militante armée au service du projet marxiste et qui avaient eu le courage de préférer la résistance à l'exil.

Les arrestations avaient plusieurs origines : la dénonciation de voisins, même dans les quartiers populaires ; l'exploitation de documents saisis au siège des partis politiques ; les informations recueillies lors d'interrogatoires, souvent sous la torture et, dans beaucoup de cas, les révélations de personnes qui s'étaient librement constituées prisonnières.

Le bilan établi par la commission Rettig pour cette période fut de 1261 victimes : 514 dans la région métropolitaine - Santiago et territoires limitrophes - et 747 en province. Dans ce bilan furent inclus les membres des forces de l'ordre qui périrent au cours d'affrontements armés ou d'actions de francs-tireurs. Ces morts, au nombre de 30, de 26 ans de moyenne d'âge, furent considérés par la commission comme victimes du climat de violence sévissant dans le pays, conformément aux termes du décret constitutif de la commission.

Trois mois après le coup d'État, les choses prirent un tour différent. La plupart des dirigeants et militants du MIR et des partis de gauche avaient été arrêtés, envoyés en exil ou exécutés. Un certain nombre était parvenu à fuir à l'étranger. Les risques d'un retour à l'affrontement armé avaient à peu près disparu. La période qui avait immédiatement suivi le coup d'État s'achevait. La dictature s'installait dans la durée. La répression qui, si l'on peut dire, avait fait le plus gros, allait commencer à privilégier des méthodes de police aux opérations militaires qu'elle menait depuis trois mois. Les actions de ratissage et de nettoyage des banlieues allaient progressivement laisser place à un travail souterrain de collecte de renseignements et d'espionnage propre à décourager toute tentative de réorganisation de cellules révolutionnaires.

La répression nourrie de la somme considérable d'informations recueillies au cours des interrogatoires se fit plus méthodique sinon moins implacable. Elle se traduisit par la liquidation

d'opposants potentiels ou déclarés au régime militaire : en 1974 de dirigeants du MIR, en 1975, de militants socialistes et l'année suivante, d'agents communistes.

Le nombre de victimes exécutées ou disparues ne fut nullement celui que dénoncèrent certains en France : *« 4 mois après le putsch : 20 000 personnes assassinées »* [158]ou encore : *« Jusqu'à l'été 1974, 30 000 Chiliens assassinés »*[159]. Mais il fut de 309 personnes en 1974, 119 en 1975 et 139 en 1976, avant de décroître sensiblement à partir de 1977.

Durant les trois années qui suivirent le coup d'État, le sentiment général de l'opinion publique commença à évoluer. Autant une très solide majorité avait souhaité l'intervention de l'armée pour mettre fin à l'expérience d'Allende, autant commençait à s'exprimer le vœu d'un retour progressif à un régime parlementaire, en d'autres termes, de la remise du pouvoir des militaires aux civils.

Dès 1975, malgré l'interdiction de leur existence légale, les partis politiques allaient recommencer à se manifester. Le Parti socialiste se fractionna, une partie de ses troupes rejoignant le Parti communiste dans ses choix de lutte des classes et de violence révolutionnaire, l'autre se limitant à la résistance passive ; le MIR, terriblement étrillé par l'épuration mais qui gardait de solides appuis dans les pays limitrophes et parmi la diaspora de militants réfugiés dans les pays d'Europe, resta fidèle à ses engagements de lutte armée et commença à réclamer le retour au pays de ses troupes ; le Parti communiste, enfin, considérant que toutes les formes de lutte étaient bonnes à prendre, recommanda la création d'un front antifasciste qui regrouperait toutes les forces d'opposition sans préférences doctrinales.

Ce fut cette option qui, à la longue, s'imposa et qui, notamment lors des consultations électorales - au demeurant surprenan-

---

158 *Le Nouvel Observateur*, n° 486 du 4 mars 1974.

159 Olivier Duhamel, *op. cit.*

tes en dictature - de 1980 et 1989, rassembla l'ensemble des partis dans une *concertación* contre Pinochet.

Un an après le coup d'État, les médias, qui dans un premier temps avaient dû se limiter à être les porte-parole des autorités militaires, commencèrent à récupérer une fragile indépendance.

Leur diffusion tenait à un équilibre précaire entre une sorte d'autocensure qu'ils étaient contraints de s'imposer et le besoin éthique de faire connaître la vérité telle qu'ils la ressentaient. Des journaux purent reproduire des articles publiés à l'étranger et qui se montraient arbitrairement critiques à l'égard des militaires. En 1976, le bulletin de gauche *APSI* fut autorisé à paraître et l'année suivante, les revues *Hoy* et *Analisis*, organes de même tendance.

L'Église catholique, très intégrée à la nation, comme à peu près partout sur le continent, apporta un concours puissant à l'opposition qui commençait à se dessiner. Quarante-huit heures après l'assaut de La Moneda, une déclaration du Comité permanent de l'épiscopat réclamait: «*pondération dans les comportements à l'égard des vaincus*» et formait le vœu qu'il n'y eut pas de «*représailles inutiles*»[160]. Le 24 avril 1974, l'épiscopat récidivait: «*Nous sommes préoccupés* [...] *par une situation qui se traduit par des détentions arbitraires* [...] *sans que les familles puissent en connaître les raisons; par des interrogatoires sous contrainte physique ou morale; par l'absence de moyens de défense.* »

Quelques mois plus tôt, l'évêque de Santiago, le cardinal Raul Silva Henriquez avait créé une commission spéciale d'aide «*aux victimes des récents événements*». De cette initiative allait naître, à l'agacement de la junte de gouvernement, le Comité de coopération pour la paix au Chili (COPACHI) auquel apporterait leur concours la plupart des églises du Chili. Ce comité œcuménique, plus connu sous le nom de *ProPaz* [Pour la paix] commença à jouer un rôle de contrepoids à l'autorité militaire. Son influence limita probablement dans des proportions sensibles les abus auxquels l'armée était tentée de céder.

---

160 Déclaration de Raul Silva Henriquez, cardinal-archevêque de Santiago et président de la Confédération épiscopale, septembre 1973.

Animée, comme dans tous les pays du continent, d'une pastorale qui, si elle prétendait légitimement servir les plus démunis, paraissait peu embarrassée de partager un si noble idéal avec ceux qui prônaient la lutte des classes et la dictature du prolétariat, l'Église catholique ne manqua pas de susciter des réserves en montrant peut-être trop clairement où allaient ses sympathies et, si elle apporta une aide non négligeable à la défense des droits de l'homme, elle le fit parfois sous l'empire d'une appréciation quelque peu sélective de l'esprit évangélique. Mais pouvait-on lui reprocher de choisir le camp des pauvres et des opprimés contre un pouvoir autocratique qui ne laissait guère à ceux-ci voix au chapitre? Sûrement non, pensait la communauté de ses fidèles lorsque son rôle se limite à une assistance spirituelle et matérielle. Sûrement oui, lorsque les dérives de la théologie de la libération chère au Brésilien Dom Helder Camara la conduisent à accompagner des mouvements de résistance armée se rendant parfois coupables de crimes de sang[161]. *Aqui se esconden Rojos* [Ici, on cache des Rouges]. Comme était frappant ce graffiti géant, barrant comme une blessure la façade d'une église de quartier populaire que je vis personnellement subsister pendant plusieurs années.

Fin 1977, plus de 80% des actes délictueux imputables à la répression politique avaient été commis. Sous la pression de l'opinion publique internationale mais aussi grâce à l'action incessante de la commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États Américains (OEA) et de celle de l'ONU, le gouvernement militaire fut amené à assouplir significativement sa politique de *mano dura* [main de fer]. Le secrétaire général du Parti communiste, Luis Corvalan, avait été échangé contre le dissident soviétique Vladimir Bukowsky et le dirigeant marxiste Jorge Montes élargi contre la libération simultanée de prisonniers politiques d'Allemagne de l'Est.

En août, la DINA avait été dissoute et remplacée par la Centrale nationale d'investigation (CNI). Très semblable par ses structures

---

161 Michel Algrin, *La subversion humanitaire, les bonnes œuvres du CCFD*, Jean Picollec, 1988.

à la DINA, la CNI allait se voir confier des missions sensiblement différentes. Placée sous le contrôle du ministère de l'Intérieur et non plus de l'exécutif, elle exercera principalement des activités de renseignements dans les milieux de l'opposition tant au Chili qu'à l'étranger. Bénéficiant de larges délégations de pouvoir, elle devra rapidement faire face à la résurgence de groupes révolutionnaires prônant une action armée dans ce que la commission Rettig va nommer *« le cadre bien réel d'une nouvelle tentative d'insurrection populaire »*

Contrairement à la DINA qui fut l'exécutrice des basses œuvres des premiers temps de la dictature, la CNI bénéficia, dans une certaine mesure, de l'impression favorable que créait dans l'opinion le redressement du pays. En outre, si dans la bourgeoisie on avait majoritairement tendance à vouloir ignorer la sale cuisine que l'armée avait concoctée pour débarrasser le pays de la *« vermine marxiste »*, on s'indignait volontiers du retour du terrorisme urbain ou de simple délinquance à visées politiques commis par certains nostalgiques de la révolution, pour la plupart d'entre eux, autorisés par le gouvernement militaire à rentrer au pays.

Ainsi, dès 1977, les exactions imputables à la dictature furent-elles de nature sensiblement différente de celles des années qui avaient précédé. Il y eut beaucoup moins de victimes d'exécutions sommaires et plus d'individus, civils et militaires, tués lors d'affrontements avec les forces de l'ordre ou ayant fait l'objet de représailles.

La ré-émergence d'un climat de violence provoqué par le mécanisme classique harcèlement/répression eut plusieurs effets. D'abord, la dénonciation par les anciens de la DINA de l'inefficacité de la CNI jugée coupable d'avoir permis le retour à des situations d'affrontement. Ensuite, l'exaspération du pouvoir face à la réapparition d'une opposition armée et qui exigera de sa centrale des résultats, mais surtout, le désarroi d'une société encore gravement meurtrie et qui voit, avec espoir pour l'une de ses composantes et accablement pour l'autre, resurgir le flambeau de la révolution.

La Commission souligna ainsi que le retour d'activistes du MIR ne pouvait que durcir l'ardeur répressive des militaires et alourdir le bilan des violations des droits de l'homme d'un bord

comme de l'autre. Plusieurs opérations permirent à la CNI de détruire dans l'œuf des tentatives de reconstitution de foyers insurrectionnels qui avaient déjà commencé à se manifester. Ce fut, par exemple, le cas de l'opération Neltune :

« *Vers la mi-81, des paysans dénoncèrent l'existence d'un camp d'entraînement à la guérilla dans une zone montagneuse de la Xe Région. On s'aperçut qu'il s'agissait de militants du MIR rentrés clandestinement au Chili et dont l'objectif était d'établir un nouveau centre opérationnel dans le pays. La CNI déclencha aussitôt une opération.* [...] *Le camp, en cours de construction, fut localisé et investi en juillet. Le groupe de miristes parvint à s'enfuir et à trouver refuge dans les contreforts de la cordillère des Andes, abandonnant sur place du matériel et une importante documentation.*

En août, le groupe réfugié envoya deux de ses hommes dans la vallée pour y chercher des moyens de subsistance et rétablir le contact avec d'autres membres. Ils furent rapidement arrêtés et conduits à Santiago où, vraisemblablement sous la torture, ils révélèrent où ils devaient rejoindre leurs camarades. Ainsi furent abattus Raul Rodrigo Obregon, le 13 septembre, au moment où il rejoignait ses compagnons ; Pedro Juan Yanez, le 17, qui s'était séparé du groupe en raison de graves gelures qui avaient obligé ses camarades à l'amputer du pied ; Patricio A. Calfuquir, Prospero Guzman et Jorge E. Monsalve, le 20 septembre. Dénoncés par les propres locataires d'une maison près de laquelle ils étaient venus se ravitailler, ils furent surpris au milieu de la nuit et abattus. Le lendemain étaient exécutés les deux militants dont les aveux avaient permis l'opération : René Eduardo Bravo et Julio Cesar Riffo. Enfin les 16 octobre et 28 novembre furent tués les deux derniers membres du groupe Neltune, Juan Angel Ojeda et Miguel Cabrera qui fut le seul qui perdit la vie au cours d'un affrontement comportant un échange de coups de feu. »[162]

L'exemple de Neltune est révélateur de la façon dont la commission Rettig alla chaque fois au bout de l'instruction des affai-

162 Cité par le rapport de la commission Rettig, *op. cit.*

res dont elle fut saisie. À l'époque des faits, l'opération Neltune avait donné lieu à une masse de conjectures et de spéculations entretenue par le souci des militaires de tenir l'opinion à l'écart de leurs activités. Dans la plupart des cas, l'enquête avait à trancher entre les explications apportées par les militaires et les témoignages de civils déclarant s'être trouvés sur place au moment des faits et, à peu près invariablement, elle parvint à mettre en évidence l'invraisemblance de celles-là et la probabilité de ceux-ci, sans pour autant apporter la preuve de conclusions fondées sur sa seule conviction. Ainsi le cas de Littré Quiroga Carvajal, 33 ans, avocat, directeur des prisons de l'Unité populaire et militant communiste, dont le corps fut découvert le 16 septembre, trois jours après le coup d'État, près du cimetière métropolitain.

Le 27 mars 1974, six mois plus tard, les autorités publiaient un communiqué indiquant : « *Littré Quiroga Carvajal décédé. Ce fonctionnaire de l'ancien régime a été abattu par les délinquants habituels.* »

La commission d'enquête décida d'aller plus loin et obtint des témoignages vraisemblables qui démentaient, sans toutefois apporter de preuves absolues, la version officielle. Selon ces témoignages : « *Le jour du coup d'État, malgré un arrêt maladie qui le tenait chez lui, Carvajal se rendit à son bureau à la direction nationale des prisons. Sur place, il décida de renvoyer la plupart de ses collaborateurs chez eux et prit contact avec les militaires pour s'informer de ce que ceux-ci voulaient qu'il fasse. On l'invita à se présenter le lendemain matin, à 8 heures, au ministère de la Défense. Cependant, le soir même, un contingent de vingt carabiniers se présenta devant les bâtiments de la direction des prisons mais sans intervenir. Carvajal se constitua alors prisonnier et fut emmené au Quartier du II*[e] *régiment de blindés. Le 14 dans la matinée, avec deux autres détenus, il est transféré au stade* Chile *où, selon des témoins, il est victime de vexations puis d'actes multiples de torture. Il reste là jusqu'au 15 septembre date à laquelle sa trace se perd.* »

Ainsi, dans ce cas précis la commission dut-elle se forger sa propre conviction malgré l'absence de preuves formelles. Il en sera

de même dans la totalité des cas de disparitions, les recherches aboutissant parfois à ce que des individus, ayant disparu de leur plein gré et sans que leurs proches soient au courant, soient retrouvés vivants, le plus souvent à l'étranger.

Le retour dans leur pays d'opposants politiques, autorisé par le gouvernement militaire dans le cadre d'un processus annoncé de retour progressif à la démocratie, eut deux effets majeurs. D'une part, de permettre aux partis politiques, privés de tout pouvoir depuis dix ans, de se préparer aux batailles futures; d'autre part, de renforcer l'action des groupes de militants ayant opté pour la résistance armée. Attentats contre les forces de l'ordre, destruction à l'explosif de biens publics, hold-up bancaires... vont alors se multiplier recréant un climat urbain d'insécurité qui avait disparu depuis des années. Inévitablement, le gouvernement militaire en sera rendu responsable et accusé de laisser se réinstaller la violence politique dans le pays.

En 1983, apparaît le Front patriotique Manuel Rodriguez[163] (FPMR) qui, dans les années suivantes, donnera une forte impulsion à la lutte armée contre la dictature alors œuvre du seul MIR. Le FPMR naît d'un changement de stratégie du Parti communiste chilien pour lequel la pérennisation du régime militaire est devenue intolérable. Jeune groupe révolutionnaire alors que le MIR a déjà vingt ans, le Front est structuré militairement. Ses chefs possèdent titres et grades comme dans l'armée. Le haut de sa hiérarchie est composé d'un état-major de douze membres dont cinq ont le titre de commandants suprêmes. L'expérience militaire de certains de ses membres tient à ce que, formés à Cuba ou en Union Soviétique, ils ont participé à des combats en Angola ou au Nicaragua.

---

163 Manuel Rodriguez (1785-1818). Personnage mythique de l'histoire du Chili, sorte de Robin des Bois révolutionnaire: il s'opposa continuellement à l'ordre établi, fonda les *Hussares de la Muerte* [Hussards de la mort] et mourut assassiné.

La première préoccupation du FPMR est de faire entrer de l'armement dans le pays. Après plusieurs mois de perquisitions, les forces de l'ordre vont mettre à jour des stocks importants provenant d'URSS via Cuba et débarqués clandestinement sur les plages du Nord. Portée à la connaissance d'un public d'abord sceptique puis convaincu face à l'évidence, l'opération suscite dans l'opinion un mouvement de réprobation générale. Les partis d'extrême gauche vont alors devoir reconnaître la vérité et assumer ce qui se révélera un grave échec pour eux. Le pouvoir va prendre conscience du risque de sous-estimer l'aide que peuvent trouver, à l'étranger, les groupes factieux révolutionnaires.

L'un des principaux faits d'armes revendiqué par le FPMR fut, le 7 septembre 1986, la tentative d'assassinat menée contre Pinochet. Le général en sortit indemne mais l'embuscade fit cinq morts, jeunes carabiniers, membres de l'escorte présidentielle. Quelques années plus tard, alors qu'il avait quitté le pouvoir, Pinochet déclarait à propos de cet attentat : « *Qui planifia l'attentat? Qui prépara ceux qui y participèrent? Certains se promènent aujourd'hui dans les rues de Santiago. Parfois, nous nous rencontrons, nos regards se croisent et nous nous saluons. Je sais qui ils sont mais je n'ai pas de preuves. Ceux qui furent mêlés à des actes de vandalisme voire de terrorisme bénéficient, aujourd'hui, du privilège de se promener librement en ville.* »[164]

Dans le climat de violences sporadiques qui secouaient alors le pays, l'attentat provoqua dans la population une émotion considérable et, avec l'échec de l'importation clandestine d'armement, discrédita suffisamment le groupe communiste pour lui interdire tout espoir de réaliser son objectif de soulèvement populaire contre la dictature. Par la suite le FPMR se limita à des actions de terrorisme urbain : enlèvements de personnalités civiles et militaires, attentats à l'explosif ou « *récupération de fonds dans les banques bourgeoises* » (sic) pour d'improbables redistributions populaires.

---

164 Allocution devant le *Rotary*, 7 septembre 1995.

En 1984, le gouvernement socialiste français sera, assez piteusement, pris la main dans le sac et ne pourra nier l'aide qu'il lui arrive d'apporter aux activistes du MIR. La France entretient au Chili une mission diplomatique importante dont le volet culturel facilite les contacts avec les milieux culturels de l'opposition. Au mépris des usages diplomatiques et des principes de non-ingérence dans les affaires d'un État souverain, Paris va accepter qu'un soutien direct soit apporté par son ambassade à des individus recherchés par les autorités militaires, parfois pour crimes de sang. De jeunes « miristes » recevront ainsi des vrais/faux passeports et des visas pour se mettre à l'abri des poursuites. Le vice-consul de France ira jusqu'à conduire elle-même en Argentine, dans sa voiture protégée par l'immunité diplomatique, un dirigeant du MIR poursuivi pour sa participation à plusieurs hold-up bancaires et une tentative d'assassinat contre un juge de la Cour suprême. Le gouvernement chilien n'expulsera pas la diplomate, mais invitera le Quai d'Orsay à la rappeler[165].

Le 7 mai 1981, François Mitterrand déclarait : « *La première chose que je ferai sera la rupture des relations diplomatiques avec le Chili.* » Après son élection à la présidence de la République, il accepta toutefois de maintenir la mission diplomatique française et y dépêcha comme ambassadeur, Léon Bouvier, gaulliste de gauche, compagnon de la Libération. Quelques mois après sa nomination, à la question de la presse chilienne lui demandant s'il avait vraiment l'impression de vivre dans une dictature, l'ambassadeur répondit : « *Bien sûr que le Chili est une dictature !... Évidemment ce n'est pas Cuba...* » Devant la tempête d'imprécations soulevée en France par ses propos, le diplomate sera rappelé en consultation à Paris et reçu par le Président. « *On le sait bien, Bouvier, que ce n'est pas Cuba ! Mais, de grâce, ne le dites pas !* »[166]

---

165 Sur cette affaire, voir le *Figaro Magazine*, n° 12 235 du 24 mars 1984 et l'ensemble de la presse chilienne.

166 Tous ces propos m'ont été rapportés par l'ambassadeur Bouvier lui-même.

Durant mon séjour de cinq années au Chili, il m'arriva d'être surpris de la pusillanimité du gouvernement français qui, bien qu'entretenant à Santiago une ambassade importante, interdit à ses représentants d'être présents lors de l'inauguration officielle de la Foire internationale de Santiago (FISA) ou encore de répondre favorablement à l'invitation des autorités locales de participer à la commémoration annuelle de la mort de Mermoz et des héros de l'*Aéropostale*, sous prétexte qu'il n'était pas souhaitable de voir des Français aux côtés de militaires chiliens.

En mai 1983 eut lieu la première *protesta* [journée de protestation populaire] qui se renouvela à quatorze reprises durant les trois années qui suivirent. Il s'agissait pour leurs organisateurs, partis de gauche, organisations syndicales, associations... de créer un nouveau genre de manifestation contre le gouvernement militaire. Les expressions les plus apparentes de la protestation consistaient en arrêts de travail, grèves du zèle, assemblées générales, défilés, absentéisme scolaire, concerts de klaxon... Elles étaient l'emblème de l'action non-violente choisie pour mettre fin à la dictature. Elles étaient aussi l'expression d'une fraction importante de l'opinion publique, exaspérée, qui voyait renaître les professions de foi marxisantes, les appels à la lutte des classes et à la violence politique, et qui, paradoxalement, rejoignait l'opposition de gauche dans ses choix de lutte contre le régime militaire.

Face à cette offensive pacifique, les organisations d'extrême gauche réagirent violemment. Interdites de *protestas* par les organisateurs, elles n'hésitèrent pas à s'intégrer aux cortèges, provoquant les forces de l'ordre et ceux qui, en face, exprimaient ouvertement leur soutien au gouvernement.

De non-violentes qu'elles se voulaient être, les *protestas* prirent un tour différent : les universités investies, des barricades de pneus enflammés, certaines rues de banlieue transformées en tapis de feu pour ralentir l'intervention des forces de l'ordre, des lignes électriques sabotées, des commerces, des stations de métro et des édifices publics plastiqués, des commissariats et des cars de police attaqués au cocktail molotov ou à la bombe incendiaire... tout

était prétexte pour donner à la presse étrangère accourue l'occasion de constater la vigueur de l'opposition à la dictature et, au hasard d'affrontements inévitables, la férocité de la répression.

Cette liberté de la presse étrangère de se rendre au Chili, d'y filmer librement et de repartir avec un stock d'images soigneusement sélectionnées et qui seraient ensuite assorties de commentaires partisans pourrait s'illustrer de deux exemples significatifs :

Le 4 septembre 1984 mourut, lors d'une *protesta*, un religieux français qui exerçait son ministère dans un bidonville de banlieue. La mort de ce prêtre fut présentée, en France, comme un assassinat politique exécuté de sang-froid[167]. Or la commission Rettig, après enquête, put valider ce qui avait été porté à la connaissance du public dès le lendemain du drame : *« Ce soir-là, un groupe de journalistes étrangers se trouvait au coin des rues du 30 octobre et Ranquil, dans le quartier populaire de La Victoria. Ici et là brûlaient des barricades de pneus. Un contingent de carabiniers commença de s'approcher par la rue du 30 octobre. Des habitants mirent alors en garde les journalistes qui s'éloignèrent précipitamment. L'un d'eux, cependant, resta en arrière, se dissimulant derrière un pylône électrique. Un des carabiniers tira alors deux cartouches en l'air pour le débusquer. L'homme cria alors sa qualité de journaliste étranger et, s'approchant, put converser avec l'un des gradés du groupe qui continua sa progression dans la rue Ranquil. Les deux balles, cependant, avaient traversé la mince cloison de bois de la maison paroissiale, au premier étage de laquelle se trouvait le religieux. Ce dernier, atteint au cou, mourut instantanément. »*

En 1987, lorsqu'il s'était rendu au Chili, le pape, comme il le faisait volontiers ailleurs, avait voulu rencontrer la jeunesse. Venus prématurément au stade *Nacional* de Santiago, trois à quatre mille militants d'ultra-gauche s'étaient massés dans la tribune qui, quelques heures plus tard, se trouverait dans le champ des caméras de télévision lors de l'intervention du souverain pontife. Quand

167 Notamment dans l'émission d'*Antenne 2* « Droit de réponse » du 15 novembre 1986.

arriva le moment, alors que l'immense enceinte s'était emplie de quelque soixante mille personnes, la tribune s'anima de banderoles hostiles au régime, de protestations contre la dictature, de dénonciations passionnées de la tyrannie du général Pinochet. Alors, d'abord sourde, presque inaudible, s'éleva une clameur étrange qui parcourut le stade comme un frisson, grossit, s'enfla, obsédante pendant de longues minutes... «*Mentira! Mentira!.. Mentira !...* [Mensonge !] »

Dans le courant de la même année, une opération anti-subversive, dénommée opération Albanie, aboutit à la liquidation arbitraire de treize membres armés du FPMR. Il fallut attendre douze ans pour que le juge Milton Juica obtienne la condamnation du général Hugo Salas Wenzel, ex-directeur de la CNI, et de son adjoint, le général Humberto Leiva, tandis que six ex-agents de la CNI étaient déjà détenus pour ces faits.

Bien qu'autorisées par le pouvoir, les *protestas*, en raison des violences qu'elles entraînaient, amenèrent le gouvernement à prendre des dispositions. Un état dit «*de danger de perturbation de la paix intérieure*» fut décrété pour la totalité de la période 1983-1986. L'état d'urgence fut déclaré sporadiquement et l'état de siège, plus rarement. De plus, des mesures très contraignantes furent prises pour que les organisateurs de ces manifestations, rassemblés sous la bannière d'un Mouvement démocratique populaire, regroupant les partis socialiste, communiste et le MIR, fussent responsabilisés, notamment au regard des dommages que pouvaient entraîner les manifestations contre des biens publics ou privés. Il arriva ainsi que des leaders politiques ou autres membres d'organisations diverses fussent poursuivis pour incitation à la violence, relégués au sud du pays ou même exilés si un État étranger du choix de l'intéressé se proposait de l'accueillir.

Partiellement récupérées par les tenants de la voie armée et progressivement discréditées dans le public par les violences auxquelles elles donnaient lieu, les *protestas* disparurent après la grève nationale de juillet 1986. Au nombre de quatorze, elles avaient

fait cent quarante victimes, parfois de très jeunes enfants, attirés hors de chez eux par la curiosité d'événements qui se déroulaient à proximité.

Ainsi :

« Magla Evelyn Ayala avait deux ans le 12 août 1983, lorsqu'une balle traversant la palissade du logement de ses parents l'atteignit à l'abdomen, provoquant sa mort.

Jaime Ignacio Rojas, 9 ans, perdit la vie à Vina del Mar dans la manipulation d'une bombe.

Alex Robinson Castro Seguel, 16 ans, mourut le 15 septembre 1984, électrocuté par un câble sciemment coupé pour provoquer un accident parmi les forces de l'ordre. »

À l'issue de ses travaux, la commission Rettig publia un rapport monumental qui non seulement dressait un bilan global constitué à partir de chaque cas de violation des droits de l'homme, dénoncé tant par les familles que par les multiples organisations de gauche, mais qui apportait aussi une analyse précise des raisons qui avaient rendu possibles de tels faits[168]. Au terme du rapport, le nouveau président de la République, le démocrate-chrétien Patricio Aylwin, demanda solennellement pardon, au nom de l'État, à chaque famille concernée par le drame, que l'intéressé ait été militant de parti politique ou membre des forces de l'ordre abattu en service commandé. Plus tard, un mémorial portant le nom des quelque deux mille trois cents victimes recensées fut érigé à Santiago. En 1999, 95 millions de dollars avaient été versés à titre d'indemnisation aux familles reconnues victimes de la violence politique ayant sévi, dans le pays, pendant la dictature.

« Du bilan furent notamment exclus les cas de personnes dénoncées par les organisations de défense des droits de l'homme ou par leur famille comme ayant disparu et qui furent retrouvées vivantes ; les cas,

---

168 Voir annexe 6 : bilan de l'épuration politique, des violations des droits de l'homme et de la violence politique, du 11 septembre 1973 au 11 mars 1990, établi par la commission Rettig.

aussi, de personnes âgées ou malades décédées dans des circonstances étrangères à toute connotation politique ainsi que les morts accidentelles faussement attribuées à la répression politique; les décès, à la suite de maladie, attribuées par leur famille à des séquelles de torture, sans que puisse être établie, en conscience, de relation pertinente de cause à effet; enfin, les suicides attribués à une cause politique sans qu'ait pu être apportée la preuve que la mort avait une relation directe avec une situation illicite ou de violation des droits de l'homme ayant conduit la victime à prendre la décision de se supprimer. »

Une fois le rapport de la commission publié, la gauche chilienne, qui avait dû reconnaître l'authenticité du suicide d'Allende et admettre que les bilans de la répression politique n'avaient pas atteint les sommets extravagants auxquels elle prétendait, s'étonna que les coupables n'y fussent pas nommément désignés et châtiés. Elle exigea que tous les prisonniers politiques encore détenus fussent libérés. En vain. Le nouveau gouvernement jugea que ceux qui étaient poursuivis pour des actions de terrorisme ayant entraîné la mort devraient répondre de leurs actes devant la justice.

Dans un cas exemplaire, l'assassinat d'Orlando Letelier, ex-ministre des Affaires étrangères d'Allende, et de sa collaboratrice, Ronnie Muffit, la Cour suprême homologua, en 1995, la décision de justice condamnant à sept ans de travaux forcés l'ex-directeur général de la DINA, le général Contreras, et à six ans son bras droit.

Si, dans la population, qui avait pris connaissance de faits qu'elle soupçonnait depuis longtemps, certains exigèrent que la justice passe et que soient condamnés ceux qui avaient été à l'origine des exactions, la plupart estimèrent qu'il était temps d'entamer un processus de réconciliation nationale et de décréter l'amnistie sur tous les actes délictueux constatés, de quelque bord qu'ait été leur origine. La remise en ordre du pays dans les années 1970, la nouvelle Constitution de 1980, le décollage économique dont nul ne songeait plus à contester la réalité... étaient portés au crédit du régime militaire. La restauration du tissu social, fortement dété-

rioré depuis près d'un quart de siècle, devait prévaloir sur toute autre considération, notamment la recherche, qui se révélerait à coup sûr interminable, des responsabilités, avec des circonstances atténuantes ou aggravantes, de situations qui avaient pris racine profondément dans le temps.

C'est cet état d'esprit, largement répandu dans le pays, qui fit que Pinochet, malgré les excès d'une politique autocratique de *mano dura,* mais considéré comme celui qui avait libéré le pays de la dictature communiste, ne fut pas immédiatement traîné en justice, au risque, s'il en avait été autrement, de voir l'émergence d'un nouvel et dramatique affrontement entre l'armée et le pouvoir civil. C'est aussi cet état d'esprit de la majorité des Chiliens, qui fit que le gouvernement socialiste revenu aux affaires, protesta contre la rétention arbitraire de Pinochet en Grande-Bretagne, en 1998 et obtint - peut-être à son cœur défendant - son élargissement sans condition.

Ce développement de ce que fut l'épuration politique au Chili, puisé aux sources du rapport de la commission d'enquête «Vérité et Réconciliation», donne une idée aussi proche que possible de la réalité de cette période douloureuse de l'histoire contemporaine du pays. Sans la contredire, il ramène à ses justes proportions une répression que, pour satisfaire des préjugés idéologiques malhonnêtes, les gauches européennes avaient souhaitée plus éloquente. Rappelons-le: a contrario de maintes dictatures dans le monde, la tyrannie castriste y étant la *lider maxima,* le Chili de Pinochet avait laissé le libre accès du pays aux médias étrangers et privilégié l'exil de ses opposants à leur élimination. Aux conditions parfois avantageuses qu'offraient pour leur installation les pays d'accueil s'ajoutait le billet d'avion offert par les Nations unies.

Chapitre 11
LES ÉLECTIONS

Le 11 septembre 1980, sept ans jour pour jour après le coup d'État, 67 % de l'électorat approuvaient, par referendum, le texte d'une nouvelle Constitution appelé à remplacer celle de 1925. 30 % des électeurs se prononçaient contre l'adoption du texte et 3 % déposaient dans l'urne un bulletin blanc ou nul. La nouvelle Loi fondamentale entrerait en vigueur le 11 mars 1981. À noter qu'au Chili, le vote est obligatoire et que s'y soustraire sans raison entraîne des sanctions financières.

Le plus étonnant dans cette consultation, c'est d'abord qu'elle ait lieu ! Il n'est pas fréquent qu'en dictature, le choix des armes soit soumis à approbation populaire et, pour le moins inattendu, que cela se passe dans un pays présenté à l'étranger comme un modèle d'oppression.

La presse, comme pour tout ce qui alors concerne le Chili, est accourue du monde entier, investissant ici et là les bureaux de vote et, le soir, les centres électoraux pour traquer les irrégularités. En vain. Nulle part, les militaires ne seront pris la main dans le sac et, bon gré mal gré, les médias devront accepter la régularité d'une élection dont les résultats sont proclamés dans la nuit.

La seconde surprise qui, d'ailleurs, ne peut que désarmer d'éventuelles contestations, ce sont les scores obtenus. Dans les régimes autocratiques, il est rare que le pouvoir n'obtienne une quasi-unanimité lorsqu'il s'avise d'organiser une consultation po-

pulaire. Rappelons-nous les scores en Union Soviétique et dans son empire ! Or ici, l'opposition obtient 30 % des suffrages.

Pinochet et les militaires sont abasourdis. Tous les partis politiques, sans exception, se sont prononcés pour le Non. Même la Démocratie chrétienne, principal mouvement politique dont les militaires espéraient qu'il laisserait libre choix à ses partisans. Or, deux électeurs sur trois, sept ans après le coup d'État, entérinent la présence de Pinochet à la tête de l'État et se prononcent en faveur d'une nouvelle Constitution proposée par les militaires.

L'affaire passera à peu près inaperçue en France. *Le Nouvel Observateur* consacrera 47 lignes à l'événement[169], mais devra bien convenir un peu plus tard, en une analyse discrète, que: « *Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, une majorité de Chiliens a voté pour le régime militaire.* »[170]

Le Monde, pourtant peu avare de ses avis sur les affaires de la planète, se contentera de 29 lignes en page 38 de son numéro du 13 septembre, et de 20 lignes le lendemain.

La consultation est pourtant un événement majeur qui donne une légitimité indiscutable à Pinochet et qui va changer l'avenir du Chili.

Le pays remis en ordre de marche - sept années n'ont pas été de trop - et, surtout, la cohésion sociale restaurée, les militaires, nantis d'une majorité imprévue, vont pouvoir imposer des réformes - pour le coup véritablement révolutionnaires - qu'il eut été pratiquement impossible de faire adopter par un régime parlementaire.

L'élection, toutefois, a eu un double enjeu: celui de mettre le pays à l'abri de l'aventure qu'il avait connue en 1970 avec la venue aux affaires d'un gouvernement minoritaire et celui de donner un nouveau mandat aux militaires.

---

169 N° 827, 13 septembre 1980.

170 N° 828, 20 septembre 1980.

C'est ainsi que la nouvelle Constitution instaure pour la première fois une élection présidentielle à deux tours, les deux candidats arrivés en tête lors du premier scrutin, se départageant au second de manière à ce que le président soit dorénavant élu à la majorité absolue.

Le second volet de la consultation visait à faire entériner par le peuple souverain une période de transition de huit années durant laquelle le général Pinochet continuerait à exercer ses fonctions - arbitrairement acquises par décret en 1974 - de président de la République. Selon les dispositions proposées aux suffrages populaires, la junte de gouvernement, constituée par les commandants des quatre armes, demeurerait en place et conserverait les attributions qu'elle s'était données au lendemain du coup d'État.

Par dérogation particulière, le président de la République, en plus des prérogatives constitutionnelles liées à sa charge, se verrait confier, durant les huit années de transition, les pleins pouvoirs en matière de proclamation de l'état d'urgence, de dispositions à prendre en cas de violences, d'actes contre l'ordre public. L'état de paix intérieure ainsi que la liberté de nommer ou de se séparer des maires, des commandants en chef de l'armée et des carabiniers étaient également dans ses attributions.

À l'issue des huit années, il lui appartiendrait de proposer le nom de son successeur qui devrait, alors, être élu au suffrage universel et à la charge de qui reviendrait la responsabilité de convoquer des élections générales.

Ce sont ces dispositions qu'allaient entériner 67 % de l'électorat, à l'issue d'une campagne au cours de laquelle les partis politiques écartés du pouvoir depuis sept ans, sentant enfin venue l'heure d'abattre la dictature, allaient sonner la charge. Et, à tout prendre, avec de bons espoirs de succès : les années qui venaient de s'écouler étaient celles où le régime militaire s'était montré le plus impitoyable, où il avait donné la pire image de lui-même, celles où, à coup de mesures draconiennes, il avait fallu remettre le pays sur les rails, réactiver l'économie en tournant le dos à l'étatisme d'hier et en imposant des choix d'ultralibéralisme auxquels la classe active n'était nullement préparée, responsabiliser l'individu

naguère appelé à se reposer sur l'État bienfaiteur… toutes mesures imposées comme une potion de cheval à une collectivité à qui l'on avait appris qu'on pouvait, sans dommage, augmenter le prix du blé et diminuer le prix du pain.

Paradoxalement, ce sont ces efforts, ces sacrifices, plus lourds pour les plus pauvres, qui, en relançant l'économie et en restaurant l'ordre social, allaient entraîner la majorité des Chiliens à accorder leur confiance au régime militaire. L'opinion acceptait le discours de ceux qui lui disaient que la situation était encore fragile, que rien n'était encore acquis mais que les premiers résultats étaient patents ; que rien ne se ferait sans que règne l'ordre ni sans que le pays ne se donne des structures solides capables d'empêcher le retour à l'aventure.

L'accent était mis sur l'évidence que le régime militaire exerçait le pouvoir par nécessité, sans y chercher d'avantages corporatistes, sans satisfaire à une quelconque vocation de régir les destinées du pays et qu'il se retirerait dès que la situation générale rendrait possible ce repli. Qu'enfin n'était recherché que l'intérêt national et que les sacrifices imposés, quelques cruels que puissent être les moyens choisis, n'étaient justifiés que par ces choix. « *Cuando Chile crece, todos los Chilenos crecen* [Quand le Chili croît, tous les Chiliens croissent] ». Telle était la devise qui accueillait les visiteurs étrangers à l'aéroport international de Santiago.

Huit ans plus tard, en dépit des augures[171], le peuple est de nouveau appelé aux urnes. Le 5 octobre 1988, Pinochet laisse au suffrage populaire le soin de décider s'il doit rester ou s'en aller ! La consultation n'est pas, comme on la présente dans la presse en France « *organisée par Pinochet* » - formule déjà surprenante - mais prévue pour cette date par le texte soumis à referendum en 1980 et approuvé par les deux tiers de l'électorat.

Comme toutes les élections depuis 1925, celle-ci aura lieu à la date prévue et, de nouveau, comme chaque fois qu'il se passe

---

171 Laurent Fabius, *Le Nouvel Observateur,* n° 1208, 15 janvier 1988. « *Il n'y a plus d'élection ni même de registres électoraux. Le premier acte de la junte fut de les brûler.* »

quelque chose au Chili, les médias du monde entier se précipitent pour ce qui se présente comme un hallali. Seul contre une coalition de partis dont les leaders - pire destin qui puisse advenir à des hommes politiques - sont privés de pouvoir depuis quinze ans, Pinochet doit être balayé comme un fétu par tout un peuple se débarrassant enfin de son joug.

Et pourtant. Près de seize ans après le coup d'État, seize ans d'une dictature qu'on a, inlassablement, présentée comme l'une des pires de la planète, Pinochet recueille encore 43 % de suffrages favorables à son maintien à la tête de l'État ! Certes, le dictateur est battu et devra se retirer, mais comment alors continuer de prétendre que Pinochet a été « *une malédiction pour son peuple* »[172] ? Et certains de rappeler à cette occasion que, dix-huit ans plus tôt, il n'avait fallu que 36 % des voix à Allende pour être élu.

Le 6 octobre, le sociologue Alain Touraine, peu suspect de sympathie pour le régime militaire, reconnaîtra à la télévision que : « *le plus important est que cette élection a été préparée et* [qu'elle] *s'est déroulée.* [Que] *d'autre part, les résultats ont été donnés dans la nuit. L'armée a reconnu sa défaite. Mais, 54 %* [pour la coalition de tous les partis d'opposition à Pinochet], *ce n'est pas un raz de marée !* » En effet.

Installé dorénavant sur des fondations solides, doté d'institutions qui le mettent désormais à l'abri d'une nouvelle aventure, le Chili sent qu'il peut se débarrasser d'un homme déjà vieillissant et dont le nom seul l'a, depuis trop longtemps déjà, mis au ban des nations.

Et puis, le pays est de traditions démocratiques trop anciennes pour accepter la pérennisation d'un régime d'exception. La loi est appliquée, ici, *stricto-sensu.* Les grands corps civils et militaires sont reconnus et respectés. Les valeurs traditionnelles qui, pour tous, fondent le contrat social coulent de source et, surtout, l'Église catholique n'a jamais cessé d'être, depuis la Conquête, un repère puissant.

---

172 Expression de Claude Cheysson, alors ministre des Relations extérieures.

En congédiant Pinochet aussi civilement, les Chiliens montrent clairement au monde que le régime militaire ne fut pas l'éprouvante dictature qui fut dénoncée à l'étranger et que, malgré leur nature indolente, ils ne l'auraient pas supportée, seize années durant, si tel avait été le cas.

Certes, une opposition s'était manifestée, sans complaisance et dans les limites que lui avaient laissé les restrictions aux libertés individuelles, mais que cette opposition fût celle, clandestine des groupuscules marxistes ou celle, résolue et opiniâtre des églises et des associations, elle ne parvint jamais à susciter un mouvement de fond de la population contre les militaires. À aucun moment, unie ou désunie, elle ne créa l'étincelle qui libérerait enfin le flot de la révolte contre la tyrannie.

Car, si le prolétariat, lui, était demeuré majoritairement hostile à ce régime qui l'avait tant meurtri, la population dans son ensemble avait le sentiment que le pays était tenu et que, progressivement, les choses s'étaient améliorées. Il n'y avait plus de ces grèves, immenses, qui avaient paralysé le Chili d'Allende, ni de ces marches de ménagères avec leurs casseroles vides, ni de ces queues interminables aux portes de petits commerces sans provisions. Les groupuscules de l'ultra-gauche, réprouvés dans l'opinion publique, n'avaient pas trouvé chez les étudiants des universités ou les jeunes des banlieues les appuis qui leur eussent permis de grossir et de prospérer. Les partis politiques au chômage, malgré le formidable potentiel de sympathie et de solidarité acquis à l'étranger, n'avaient pas cherché à créer un gouvernement en exil, nanti d'un programme alternatif à celui de la junte.

Si l'élection de 1988 annonçait le point d'orgue de la dictature, celle qui avait eu lieu huit ans plus tôt, en apportant une légitimité inattendue au régime, allait être le point de départ de profondes transformations dans le pays.

Bénéficiant d'un label de confiance populaire qu'il regrettera de n'avoir pas sollicité de l'électorat, dès 1973, juste après avoir pris le pouvoir par la force, le gouvernement militaire va, à la fois, édulcorer ses méthodes de police pour améliorer son image à

l'extérieur et donner un nouvel élan à ses réformes pour gagner en considération à l'intérieur.

Ce dernier aspect des choses, arbitrairement passé sous silence de ce côté-ci de l'Atlantique, explique pour la plus large part pourquoi Pinochet fut considéré, dans son pays, comme la pierre angulaire du Chili moderne.

Chapitre 12
LES RÉALISATIONS SOCIALES

Si l'éducation et la santé sont les bases sur lesquelles les pays en développement peuvent témoigner de la qualité de leurs politiques sociales, le défi qui se pose en priorité aux pays du continent sud-américain est celui de l'intégration à leur société de classes pauvres et indigentes qui en sont, presque naturellement, exclues. Dramatique partout en Amérique latine, ce problème l'était, tout autant au Chili.

Lorsque du temps des militaires, on évoquait le Chili, l'une des premières images qui venaient à l'esprit était celle d'un pays où régnaient sans partage pauvreté et misère. La télévision montrait si régulièrement des indigents de type indien, vivant dans de misérables bidonvilles sous la surveillance de carabiniers en armes, qu'on imaginait difficilement le pays autrement qu'immensément pauvre et dominé par une oligarchie de possédants, protégés par des gouvernements corrompus.

Il n'était donc pas étonnant qu'au vu de ces images, stéréotypées, le plus large public ait légitimé des luttes révolutionnaires menées les armes à la main par des mouvements de libération nationale au nom d'aspirations populaires à la liberté et à l'affranchissement des impérialismes.

Et c'est au nom de cette misère qui paraissait immense, au sein de laquelle l'armée réprimait, et de ces intérêts puissants qu'elle

protégeait, que se nourrissait, en Europe Occidentale, l'imprécation contre la dictature.

Peut-être, alors, n'est-il pas inutile de s'arrêter un moment sur ce qui fut l'aliment mais aussi le prétexte, pour ne pas dire l'alibi, du mouvement révolutionnaire : la pauvreté.

Au début des années 1970, la planète comptait 1 milliard 210 millions de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté. 853 millions en Asie, 239 millions en Afrique et 118 millions en Amérique latine[173]. Comparativement à leurs populations, l'Asie comptait 71 % de pauvreté, l'Afrique 69 % et l'Amérique latine 43 %. Cette dernière ne présentait donc pas une physionomie qui aurait dû prioritairement la désigner à la sollicitude des grandes causes révolutionnaires.

À cette époque, le Chili, avec un taux de 17 %, était, après l'Argentine, Panama et l'Uruguay, le pays du continent qui comptait le moins de pauvres[174].

Si donc, la situation méritait d'être améliorée, elle ne constituait pas, comparativement à celle de nombreux autres pays du continent, un état de dégradation sociale explosif pour la société chilienne et ne justifiait pas, à elle seule, le climat de violence révolutionnaire qui avait commencé à se développer depuis plusieurs années. D'autres pays connaissaient des taux de pauvreté – 49 % au Brésil, 45 % en Colombie, 65 % au Guatemala et au Honduras, 50 % au Pérou… - beaucoup plus élevés et pourtant l'opinion étrangère, européenne notamment, était moins incitée à s'y apitoyer ou à s'en révolter.

Avant de poursuivre, peut-être n'est-il pas inutile de s'entendre sur les mots et de situer avec précision ce qui allait constituer un problème majeur pour les gouvernements présents et futurs.

173 « *La pobreza en America Latina, Dimensiones y politicas* », CEPAL [*Commision Economica Para America Latina*] de l'ONU, cahier 54, p. 25.

174 : « *Mundo en desarrollo alrededor de 1970* » [Monde en développement aux alentours de 1970], statistiques de l'OIT [Organisation internationale du travail], cité par la CEPAL, 1979.

Ainsi, pour les organismes internationaux et, notamment pour les Nations unies, sont considérés comme pauvres, les foyers dont les revenus sont insuffisants pour leur permettre de satisfaire des besoins de subsistance alimentaire et de dignité (logement, habillement...).

Le poids des besoins alimentaires minimum conduisit ces organismes à établir, pour chaque pays, une dotation de base au-dessous de laquelle se situait un état caractérisé de malnutrition. Ensuite, en chiffrant la valeur de cette dotation, il était convenu de considérer comme indigents (ou extrêmement pauvres) les foyers dont la totalité des ressources était inférieure à cette valeur; et pauvres, ceux dont la totalité des ressources en était inférieure au double.

Une étude de la CEPAL publiée en 1987 montrait ainsi, qu'en prenant en compte les habitudes de consommation de l'ensemble de la population chilienne, une famille dont chaque membre aurait disposé de l'équivalent de trente dollars américains par mois aurait été, si la totalité de cet argent avait été dévolue à sa nourriture, en mesure de satisfaire ses besoins alimentaires de base. Au-dessous, elle se serait trouvée en situation d'extrême pauvreté (ou indigence) et, jusqu'à un montant double de cette somme, en état de pauvreté. Il va de soi que ces calculs étaient tributaires de l'âge ou des conditions de vie: une femme âgée inactive ayant des besoins alimentaires considérablement moins impérieux que ceux d'un homme astreint à des travaux pénibles ou à ceux d'un adolescent en pleine croissance.

On mesure, toutefois, ce qu'une telle approche pouvait avoir d'imparfaite au regard des réalités quotidiennes. À la prendre au pied de la lettre et des chiffres, l'éradication de la pauvreté pouvait, en effet, se satisfaire de l'augmentation mécanique de ces très basses ressources par l'apport de budgets d'aide de volumes relativement modestes. Il suffisait alors de faire passer les niveaux de ressources juste au-dessus de la ligne de pauvreté pour que, sans autre considération de confort de vie, l'on affichât des scores plus présentables.

C'est ainsi que, parallèlement aux critères de ressources, fut retenu un concept de nécessités de base qui allait prendre en

compte la qualité du logement et l'accès à l'hygiène sanitaire. L'expérience montrait en effet que la précarité des situations sociales était significativement différente selon qu'avec les mêmes ressources, une famille vivait dans un logement relativement décent tandis qu'une autre vivait en bidonville. Ainsi fut dressée au Chili, en 1978 puis en 1985, à partir des indications fournies par les recensements nationaux de 1970 et 1982, une *Carte géographique nationale de la pauvreté*[175], fondée sur trois critères relatifs aux conditions d'habitation: la densité d'occupation, la présence ou l'absence dans le logement du tout-à-l'égout et l'existence ou non de biens d'équipement durables tels que réfrigérateur, téléviseur... (En 1978, les Nations unies recommanderont aux États de substituer à la notion de biens durables celle de distribution d'eau potable en vue d'éliminer le principal vecteur de maladies contagieuses causant des diarrhées, cause principale de dénutrition et de mortalité infantile).

L'hacinamiento, ou entassement, qui traduisait une situation dans laquelle quatre personnes ou plus vivaient dans une seule pièce d'habitation fut jugé, en dehors de toute considération de ressources, comme la principale caractéristique d'un état d'extrême précarité en cela qu'il favorisait les déficits sanitaires et psychologiques liés à la promiscuité - contagion en cas de maladie, irritabilité des adultes... - et qu'il constituait un obstacle majeur au travail scolaire à domicile des enfants.

Les indications apportées par les deux recensements précités permirent à l'Office national de la planification et à l'Institut d'économie de l'université catholique du Chili de dresser un état de situation qui servirait par la suite de base pour apprécier l'évolution de ce problème.

À partir de ces indications, furent jugés pauvres, non plus seulement ceux qui vivaient au-dessous d'un certain niveau de

---

175 *Mapa geografica nacional, Encuesta* CASEN [*Caracterisación Socioeconomica Nacional*], éditée par l'Institut national chilien de statistiques.

ressources, mais tout foyer qui aurait souffert de sur-occupation, aurait été privé d'accès à l'eau potable, à l'électricité ou à un système de tout-à-l'égout... sans considération de revenus.

Il apparut alors qu'abordé de cette façon, l'état de pauvreté de la communauté chilienne montrait un aspect moins rutilant que les 17 % proclamés et qui, ne prenant en compte que les critères de ressources, présentait une situation fausse de la réalité. Il était clair, que si l'on voulait parvenir à intégrer à la société des masses de gens qui en étaient exclues en raison même de leur cadre de vie, il convenait de privilégier la qualité des fondations avant de faire apparaître l'édifice. Le prix à payer serait le temps qu'exigerait la réalisation d'un tel programme.

Le chantier était considérable. Apprécié à partir, non seulement des critères de ressources mais encore de la satisfaction à ce qu'on allait appeler « Nécessités de base, d'habitat et de services [NBI] », le niveau de pauvreté n'offrait guère de rémission rapide sans la mise en œuvre de programmes d'habitat d'envergure et de structures sanitaires et sociales adaptées.

De 1973 à 1976, la situation se détériora fortement en raison de l'effondrement économique qui avait marqué la fin de l'expérience socialiste et de la situation de guerre civile larvée provoquée par le coup d'État militaire. Les populations les plus immédiatement concernées par les programmes d'aide sociale vivaient, en quasi-totalité, dans la périphérie des grandes villes, essentiellement Santiago, dans ces *poblaciones* où l'extrême gauche disposait de ses principales bases populaires et qui allaient être au cœur de la répression.

Ce n'est qu'à partir de 1976 que redémarrèrent les programmes d'habitat social qui visaient à la disparition des bidonvilles puis à l'assainissement des zones insalubres, à la régularisation de titres de propriété contestés, à la viabilisation et, surtout, à la construction de logements conformes à des normes sanitaires minimales.

Dans un pays dont le gouvernement menait une politique d'ultralibéralisme qui donnait libre cours à l'initiative privée, de telles mesures allaient reposer sur l'engagement personnel et la responsabilité individuelle. Il s'agissait de substituer à l'octroi d'allocations de subsistance, souvent ressenties comme humiliantes, l'incitation à parti-

ciper, en fonction de ses moyens, à la réalisation de ses futures conditions d'existence. En d'autres termes, d'être, au moins partiellement, l'acteur de son propre destin dans un projet dont l'esprit pouvait se traduire par le dicton : *«Aide-toi, le ciel - ou plutôt l'État - t'aidera.»*

De bienfaiteur qu'il était du temps des socialistes, l'État devenait protecteur, ne prenant à sa charge que ceux qui étaient incapables d'assumer, seuls, leur destin, mais en exigeant leur concours et en laissant les autres pourvoir librement à leurs besoins.

Dans un premier temps, la situation du prolétariat s'aggrava et les taux de pauvreté s'accentuèrent sous les effets conjugués d'une démographie galopante et de l'exode rural qui précipitait d'importantes masses d'individus à la périphérie des villes. Les *pobladores* [habitants des bidonvilles] furent invités à libérer les terrains sur lesquels ils s'entassaient, en emportant ailleurs leurs modestes cahutes de bois ou de tôle, et à s'inscrire en mairie pour obtenir plus tard, sur ces mêmes terrains, alors viabilisés, des conditions de vie améliorées.

L'industrie privée du bâtiment fit l'objet d'un vaste appel d'offres pour la construction de plusieurs dizaines de milliers de maisonnettes individuelles. Il s'agissait de proposer, à moindre coût et dans les meilleures conditions de qualité, des structures de base comportant le tout-à-l'égout, l'arrivée d'eau potable et l'électricité sur des parcelles de cent mètres carrés.

Ces abris, qui pouvaient s'apparenter à des équipements de camping public, ne devaient pas coûter plus de l'équivalent de mille deux cents euros l'unité, dont les trois quarts étaient financés par l'État et le solde, tant par les municipalités, qui offraient le terrain, que par la contribution des futurs propriétaires.

Un deuxième programme, plus ambitieux, concernait des logements ayant une superficie habitable minimum de trente-cinq mètres carrés sur une parcelle de cent mètres carrés. Ils devaient comporter au moins deux pièces d'habitation, une cuisinette et une salle d'eau, pouvoir être agrandis et ne pas coûter plus de l'équivalent de deux mille cinq cents euros. La participation de l'État pouvait atteindre 75 % et les critères d'attribution étaient l'ancienneté de la demande, la dimension de la famille, ses moyens de subsis-

tance et l'effort d'épargne des futurs occupants qui, en tout état de cause, déterminait le montant de la participation publique.

Entre 1976 et 1989, près de 307 000 lots d'habitation se réclamant de ces deux programmes furent remis à des familles.

S'il s'agissait de masures préfabriquées de modeste qualité et de durée limitée, le plus important résidait dans le fait que ces ménages, au lieu de recevoir comme une aumône, un logement que l'État aurait pu prendre entièrement à sa charge, quitte à en distribuer un moins grand nombre, avaient le sentiment, justifié, de l'avoir acquis grâce à ses propres efforts.

D'autres programmes virent le jour, chacun d'entre eux cherchant à trouver la solution la plus appropriée aux problèmes que posait d'habitat social. Au fil des années, par exemple, un nombre considérable de familles, abandonnant la campagne, était venu s'agglutiner à la périphérie des villes, dans des cabanes, entrepôts, immeubles insalubres... dont la propriété leur était reconnue par l'usage. Deux décrets furent alors pris pour régulariser ces titres de propriété insignifiants et donner un statut aux logements illégalement occupés. En 1974, 590 000 familles vivaient ainsi en squatters. À la fin des années 1980, 556 000 titres de propriété avaient été régularisés.

À l'échelle du continent, par le jeu de la croissance démographique, le nombre de pauvres était passé de 112 millions en 1970 à 169 millions vingt ans plus tard. Comme l'eau sur le buvard, les progrès dus aux programmes de lutte contre la pauvreté étaient gommés par les effets d'une démographie qui doublaient la population en moins d'un quart de siècle.

Le Chili, quant à lui, soumis à de moins fortes turbulences - les taux de fécondité passeront de 4,1 en 1965/1970 à 2,6 à partir de 1985 et 2,09 aujourd'hui - affichera des scores moins décourageants. La reconnaissance sociale qu'impliquait un domicile établi et conforme aux normes sanitaires, en améliorant la vie familiale, débouchait tout naturellement sur un meilleur accès à l'emploi des adultes, à une scolarisation régulière des enfants et à des situations de santé publique améliorées.

Il n'en reste pas moins que si, en 1987, quatorze ans après l'arrivée des militaires au pouvoir, près de quatre millions d'individus avaient vu leurs conditions de vie échapper à un état de carence critique en matière de logement et d'accès aux services sanitaires de base, le nombre de pauvres, identifiés selon les seuls critères de ressources, avait significativement augmenté.

C'est cette situation qui était si vivement dénoncée à l'extérieur. Combien de fois put-on voir sur nos écrans de télévision, des journalistes interviewant de pauvres gens privés de travail et de revenus, sur fond de maisonnettes neuves qui commençaient à constituer, sur le pourtour de la capitale, de véritables villes nouvelles.

Ce n'est, en réalité, que dans les dernières années de la dictature, que les résultats en matière d'habitat commencèrent à apparaître. Qu'en d'autres termes, les efforts consentis eurent des effets directs sur les taux de pauvreté. De 1987 à 1994, le nombre de foyers en état d'indigence, tous critères confondus, chuta de 38 à 24 % de la population. Il est aujourd'hui de 17 %, contre le double pour l'ensemble des dix-sept pays d'Amérique latine[176].

Comme tous les pays en voie de développement, le Chili était alors une société exagérément inégalitaire. Toutefois, il possédait déjà une importante classe moyenne, ce qui fut rarement mis en lumière. En 1987, certes 10 % des familles les plus riches se partageaient 39 % du revenu national tandis que les 10 % des foyers les plus pauvres ne s'en répartissaient que moins de 2.

Toutefois, 80 % de la population disposaient de 60 % de ce même revenu ! Inégalité sans doute, mais guère plus marquée que dans nombre de pays plus évolués[177].

---

176 Toutes ces statistiques proviennent de l'Institut national chilien des statistiques.

177 Statistiques provenant des données de la CEPAL/Nations unies et recueillies tant à Santiago où se trouve le siège de la CEPAL qu'au centre de documentation de l'UNESCO à Paris. *Social development and welfare, Poor and indigents households, Yearbook*, 1995.

À l'instar de la lutte contre la pauvreté, il est étonnant que la dénonciation de la dictature chilienne ne se soit pas accompagnée d'un simple réflexe de curiosité pour ce qui avait pu être réalisé en terme de santé publique et d'éducation.

Dans ce dernier domaine, il est, par exemple, intéressant de noter que, contrairement à l'image que l'on a peut-être, le Chili était bien avant l'arrivée de l'Unité populaire au pouvoir l'un des pays du continent qui remplissait le mieux ses devoirs en matière d'éducation nationale. En cela encore, rien n'aurait dû le désigner particulièrement à l'attention de mouvements révolutionnaires.

Quelques données, inévitables, pour situer les choses. En 1960, la moitié des enfants et des adolescents chiliens étaient scolarisés et le pays se situait au sixième rang des vingt-six pays d'Amérique latine en matière d'éducation. À l'issue du mandat d'Eduardo Frei et, donc, à l'arrivée d'Allende au pouvoir dix ans plus tard, ce taux s'était élevé à 65 % et le Chili était classé premier de l'ensemble de ces pays. Il conservera ce rang jusqu'en 1975 et ne fut ensuite dépassé que par le Panama et Cuba. Enfin, en 1985, 72 % des 6-23 ans étaient scolarisés contre une moyenne de 60 % pour l'ensemble de l'Amérique latine.

Ainsi, dans l'enseignement primaire, contrairement à l'idée reçue selon laquelle les jeunes enfants sud-américains sont, soit abandonnés à leur sort, soit employés à des tâches serviles (ce qui est, hélas, vrai pour un trop grand nombre), la quasi-totalité – 94 % pour être précis - des enfants du Chili de cette classe d'âge est scolarisée depuis 1970.

Particularisme intéressant : pour compenser l'insuffisance des structures d'accueil pour ces quelque deux millions d'enfants, beaucoup d'écoles accueillent la moitié de leurs élèves le matin et l'autre moitié l'après-midi pour des programmes évidemment identiques.

C'est dans le secondaire que, sous les militaires, les progrès furent les plus nets. Entre 1975 et 1990, dans la population des 14-17 ans, le pourcentage d'adolescents scolarisés passa de 45 à 73 %.

L'évolution sera plus chaotique, quoique tout aussi spectaculaire, dans l'enseignement supérieur. Entre 1970 et 1973, l'Unité populaire avait rempli les universités, notamment d'étudiants étrangers venus pour la plupart d'autres pays d'Amérique du Sud. Après leur départ lors de l'arrivée des militaires au pouvoir, les centres universitaires avaient retrouvé des taux d'occupation plus en rapport avec ceux qu'ils avaient connus antérieurement. Ce ne sera ensuite qu'à partir de 1987, qu'alimentés par la forte croissance du secondaire dans les années 1980, ils atteindront des effectifs supérieurs à 17 % de la classe d'âge 20-24 ans.

En 1970, le Chili comptait 11 % d'analphabètes et se situait au sixième rang des pays du continent. En 1990, son taux d'analphabétisme était tombé à 5,7 %. À titre de comparaison, la même année, les taux d'analphabétisme étaient de 19 % au Brésil, de 12 % au Mexique et de 10 % au Venezuela[178].

Il ne s'agit pas, ici, de peindre un tableau idyllique des programmes sociaux engagés et réalisés par le gouvernement militaire mais de montrer qu'ils ne furent pas absents de ses réalisations. Il n'était alors guère surprenant, qu'occupé à dénoncer un régime qui donnait l'impression de faire de la répression politique une méthode de gouvernement, on n'ait pas trop cherché à savoir ce qui avait été entrepris par ailleurs. Et, peut-être, l'ayant découvert, de croire qu'il était plus « habile » de ne pas en faire état.

Les classes populaires, qui avaient constitué l'assise politique du régime socialiste, étaient celles-là mêmes au sein desquelles les forces de l'ordre pourchassaient ceux qu'elles suspectaient de vouloir relancer une action insurrectionnelle. Dans ces conditions, on imaginait peut-être difficilement que les militaires aient pu engager une politique sociale dont les premiers bénéficiaires seraient ceux dont ils avaient écrasé les espoirs en septembre 1973.

---

178 Toutes les statistiques relatives à la scolarisation sont issues de la CEPAL : *Social development and welfare. Enrolments rates in second and third level education, Yearbook,* 1995.

Ce volet fut donc, purement et simplement, escamoté.

Il serait toutefois exagéré de penser que la dictature fut animée de sentiments philanthropiques. Il en allait de sa survie. Des années de sensibilisation permanente aux inégalités sociales et à la nécessité de les combattre avaient fait apparaître une société qui, dans son processus de développement, craquait et menaçait d'exploser. L'émergence d'une nation moderne qui se dessinait déjà petit à petit ne pouvait se réaliser en laissant au bord du chemin une frange importante de la population. Intégrer les classes populaires à la société était capital. Améliorer leurs conditions d'existence était le prix à payer pour un retour durable à la paix sociale et à l'extinction progressive du climat révolutionnaire

En créant en 1920 un système de sécurité sociale, le Chili était le premier pays d'Amérique latine à avoir disposé de protection sanitaire et sociale. Quatre ans plus tard, en créant une caisse de secours ouvrier, le docteur Exequiel Gonzales Cortes avait inspiré une première loi d'assurance obligatoire. Encore quelques années et le Chili disposait de caisses de prévoyance destinées aux secteurs public et privé, apportant aides médicales et financières aux ouvriers et à leur famille ainsi que le versement de pensions de vieillesse et d'invalidité.

En 1968, sous la présidence d'Eduardo Frei, les différents systèmes de protection qui avaient prévalu jusqu'alors furent revus et modernisés. À l'époque, à peu près 68 % de la population bénéficia d'un système de protection sociale mais la pluralité des régimes créait des conditions très inégalitaires d'accès aux prestations. Ainsi certaines caisses liquidaient-elles les retraites en fonction de l'âge de leurs adhérents, d'autres, des années d'activité. Par ailleurs, les pensions étaient souvent d'un montant dérisoire.

Peu après son arrivée au pouvoir, la junte de gouvernement va apporter des changements dans l'organisation de la sécurité sociale. En 1974, deux décrets[179] vont l'un, uniformiser le régime d'alloca-

179 Décrets lois, n° 309 et 603.

tions familiales et l'autre, instaurer un dispositif d'assurance chômage. En février 1979, une nouvelle loi[180] va mettre au rancart l'ancien régime de retraite et établir un système uniforme de retraite à soixante ans pour les femmes et soixante-cinq pour les hommes.

Enfin, en novembre 1980, deux mois après le referendum qui venait de lui donner une large majorité, le gouvernement militaire fixait des taux uniformes de cotisations patronale et salariale destinées à financer le régime d'assurance maladie[181] et surtout, à réorganiser le régime général des retraites[182].

Par opposition au régime de retraites par répartition selon lequel les actifs financent les pensions servies aux retraités, les nouvelles dispositions prévoient un système de capitalisation individuelle selon lequel chaque salarié alimente son propre fonds de pension. Le capital ainsi progressivement constitué est géré par un organisme spécialisé chargé, le moment venu, de lui verser une pension mensuelle de vieillesse proportionnelle au capital versé. Ainsi apparaissent des organismes de gestion prévisionnelle - AFP *Administradores de fundos de pensiones* - qui, au plan juridique sont des sociétés de droit privé à but lucratif.

À l'heure où apparaissent ces AFP, les travailleurs chiliens sont majoritairement affiliés à des caisses de prévoyance possédant un statut de service public. Les cotisations de retraite sont pour leur plus grande part à la charge de l'employeur.

Dans le nouveau système, le salarié choisit lui-même son AFP et peut en changer s'il juge que son capital serait mieux géré ailleurs. La plus grande part des cotisations est à sa charge. Elles sont libres au-dessus d'un seuil obligatoire de 10 % du salaire imposable. Il appartient à l'employeur de retenir le montant de ces cotisations sur le salaire, de le déclarer et d'en effectuer le versement à l'AFP choisi par le salarié.

---

180 Loi, n°2448.

181 Décret loi, n° 3502.

182 Décret loi, n° 3500.

Entièrement privé, le système, qui procède des choix d'ultralibéralisme que s'est choisi le régime, vise autant à libérer les entreprises des charges sociales freinant leur compétitivité qu'à responsabiliser les individus en leur faisant eux-mêmes gérer leur avenir. En raison de leur nombre et de la concurrence qui régit leurs relations, les AFP se doivent de rivaliser pour offrir à leurs adhérents le meilleur service en terme de qualité et de rentabilité.

Dans ce système, l'État conserve un rôle inaliénable qui l'oblige à deux engagements précis : d'une part, un contrôle strict du fonctionnement des AFP exercé par la banque centrale ; d'autre part, une garantie de rentabilité minimum des fonds recueillis ainsi que l'obligation du versement d'une retraite d'un niveau minimum pour les salariés dont les rémunérations ne leur permettent pas de constituer un capital suffisant.

Le système chilien de fonds de pension de retraite fonctionne maintenant depuis plus d'un quart de siècle : un laps de temps suffisant pour en distinguer les avantages et les inconvénients. Suffisant, en tout cas, pour apprécier sa tenue de route face aux aléas du système monétaire - et notamment boursier - international. Strictement encadré par l'État qui, à plusieurs reprises, a dû retirer leur licence à des AFP éthiquement défaillants, il est aujourd'hui unanimement considéré comme exemplaire de ce qu'il est possible de réaliser dans ce domaine. Il n'est pas inutile de préciser que des pays comme la Chine ou la Russie, a priori peu enclins à s'inspirer d'un modèle chilien né de la dictature militaire, ont montré leur intérêt pour cet exemple.

En matière de santé publique, les politiques choisies par l'équipe Pinochet ne s'écartèrent pas des choix d'ultralibéralisme faits ailleurs et qui tous reposaient sur l'initiative et la responsabilité individuelles.

À l'arrivée des militaires au pouvoir, l'organisation de la prévoyance sanitaire et de l'indemnisation des frais de santé n'est pas à la mesure des enjeux. Les hôpitaux sont vétustes, mal équipés, dépourvus de moyens d'accueil et, surtout, de moyens financiers.

Il apparaît alors que, sans le développement de moyens destinés à la médecine préventive, l'évolution démographique rendra chaque jour moins adaptés des budgets qui disparaissent dans le gouffre de la médecine curative.

L'esprit de la réforme qui va naître revient donc à s'attaquer aux causes des maladies en libérant des subsides antérieurement destinés à en indemniser les effets. Les efforts seront donc prioritairement orientés vers l'équipement sanitaire du pays. Principalement par manque de moyens et parce que tout est à faire, cette réforme mettra des années à atteindre un niveau de résultats tout juste satisfaisant. À l'instar de l'habitat social qui ne portera ses fruits en matière d'abaissement des niveaux de pauvreté que des années plus tard, l'équipement sanitaire du Chili prêtera longtemps le flanc à la critique, alimentant complaisamment, à l'étranger, les réquisitoires contre les militaires.

Début août 1979, un nouveau décret[183] édicte de nouvelles règles de prévoyance sociale.

Le Service national de santé (SNS) est décentralisé en vingt-sept services régionaux placés sous le contrôle du ministère de la Santé mais disposant d'une large autonomie de fonctionnement, notamment de budgets dont ils ont entière délégation.

En 1981, alors que le nouveau système se met en place, l'Assistance publique réalise encore le quart des traitements non susceptibles d'interrompre l'activité des malades et 95 % des hospitalisations. Le privé gère le solde.

L'idée-force de la réforme consiste à orienter la population disposant de moyens suffisants vers des organismes de prévoyance privée de façon à libérer les ressources de l'État en faveur des moins favorisés. De ces choix vont être créés trois systèmes de prestations de service :

- Un système général de santé publique selon lequel les patients doivent obligatoirement s'adresser à l'établissement hospi-

183 Décret loi, n° 2763.

talier de leur lieu de résidence. Ils y sont traités par des médecins rémunérés par l'État. Sous ce régime, hospitalisation et soins sont gratuits. Y ont accès tous les assujettis au régime général de Sécurité sociale.

- Un système dit FONASA [Fonds national de santé] qui s'adresse plus particulièrement à ceux qui disposent de quelques moyens, notamment les personnes qui sont affiliées à des organismes d'assistance, chômeurs indemnisés, retraités... Les patients sont libres du choix de l'établissement hospitalier public dans lequel ils souhaitent être soignés. Ils règlent consultations, soins et médicaments et sont ultérieurement remboursés. Ce système, voisin de celui que nous connaissons est financé par les cotisations patronales, salariales et celles provenant des caisses de prévoyance.

- Un système dit ISAPRE [*Institutos de salud previsionnal*] voit le jour en 1981 et, dans l'esprit, doit préfigurer l'avenir. Dans son principe il s'agit de ne laisser à l'État que la charge de ceux qui ne disposent pas des moyens nécessaires à leur maintien en bonne santé, les classes aisées se voyant invitées à gérer, elles-mêmes, auprès de cabinets médicaux et d'établissements hospitaliers de leur choix leur protection sanitaire.

Dans ce système - entièrement privé mais strictement contrôlé par l'État au titre de missions dévolues aux ministères de la Santé et des Finances - comme dans celui des retraites, l'individu choisit librement l'ISAPRE auquel il veut adhérer. Chacun de ceux-ci est sous contrat avec hôpitaux, cliniques, laboratoires... et propose plusieurs options de prestations au public: critères de qualité, niveaux de remboursement, choix de l'établissement de soins...

Comme dans tout système d'assurances privé, la régulation des tarifs et la qualité des prestations sont soumis à la concurrence à laquelle se livrent entre eux les ISAPRE sous l'œil vigilant de l'État qui accorde ou retire les licences.

Dès 1981, le *Precepto constitucional* va donner à l'individu la liberté de choisir le système de son choix pour le versement, obligatoire, de ses cotisations d'assurance-maladie et force sera de constater que le nombre de cotisants au système ISAPRE va régulièrement progresser: de 26 000 en 1981, il passera à 132 000 en 1984, 336 000 en 1986. Fin 1987, 22 ISAPRE rassemblent 457 000 cotisants, représentant 1 205 000 bénéficiaires.

En 1994, cinq années après la chute de la dictature, alors que le nouveau pouvoir démocrate-chrétien n'a pas cru devoir revenir au régime étatique antérieur, 1 486 000 cotisants assuraient une couverture d'assurance-maladie à 3 479 000 bénéficiaires.

Avant la mise en route de ce système fondé sur la liberté de choix, la quasi-totalité de la charge de santé publique était supportée par l'État. Cinq ans plus tard, le fardeau de la puissance publique allait tomber à 84 %, 16 % de la population ayant librement choisi les systèmes de protection privés. Une telle situation, qui pouvait certes traduire un état de défiance populaire à l'égard du secteur public ou, idéologiquement, prêter à dénonciation de médecine de classe, fut délibérément recherchée par l'administration militaire comme fut affichée la volonté politique de concentrer les moyens de l'État, d'une part vers ceux qui en avaient le plus besoin, d'autre part vers des dépenses d'investissement et d'équipement.

S'il peut être légitime d'accuser le système de privilégier les classes aisées en leur donnant accès, à leurs frais, à une « médecine pour riches », deux indicateurs montrent, a contrario, que le système put bénéficier à l'ensemble de la communauté nationale. L'espérance de vie qui, dans les années 1970-1975, était de 63,6 années passa, en 2003, à 73 ans pour les hommes et à 79 ans pour les femmes. De la même façon, entre 1970 et 1990, les taux de mortalité infantile - décès de nourrissons de moins d'un an pour mille naissances - passèrent de 68,6 à 8,9[184].

---

184 *Life expectancy at birth, infant mortality rates, Yearbook*, 1995, CEPAL.

Dans les deux cas, induits par des choix libéraux de politique de santé et de lutte contre la pauvreté, la position du Chili passa du douzième rang des pays latino-américains au quatrième, ce qui tend à montrer que si des progrès se manifestèrent dans la plupart des pays d'Amérique du Sud de manière quasi mécanique, ils furent non seulement patents, ce qui ne fut guère mis en lumière à l'étranger, mais encore sensiblement plus rapides sous la dictature chilienne.

Si le Chili fut le premier pays d'Amérique latine à se doter d'un dispositif de sécurité sociale, il fut aussi l'un des premiers à adopter des mesures destinées à la protection de ses travailleurs.

En 1920, sous la présidence d'Arturo Alessandri, naquit un projet de législation qui se traduisit quatre ans plus tard par une série de lois aboutissant, en mai 1931, à la promulgation d'un premier Code du travail.

Ce premier texte sera, par la suite, régulièrement nourri de nouvelles dispositions législatives destinées à le compléter: en 1942, en faveur des salariés du privé; en 1948, sur la durée hebdomadaire du travail; en 1953, sur l'indemnisation des travailleurs en fonction de leurs années d'activité; en 1966, par la création du contrat de travail. L'année suivante, enfin, par l'organisation du syndicalisme rural.

Ici encore, difficile de mettre en avant l'absence de toute préoccupation de l'État en faveur du monde du travail pour justifier l'émergence, dans les années 1960, d'un processus révolutionnaire.

Avec l'arrivée des militaires au pouvoir, les textes régissant les relations du travail vont presque intégralement changer. À partir de 1973, vont être adoptées de nouvelles dispositions relatives, en 1976, à la formation professionnelle; deux ans plus tard, à la promulgation d'un nouveau contrat de travail puis, en 1979, à l'organisation syndicale et à la négociation syndicats/patronat avant que ne naissent, en 1981, les juridictions du travail.

Il n'est peut-être pas essentiel de noter qu'à cette époque, apparaît le concept de durée maximum légale hebdomadaire du travail

ou que, dès 1974, naît un mécanisme d'ajustement automatique des rémunérations à l'indice des prix à la consommation (IPC). Il est en revanche plus intéressant de s'arrêter un instant sur les dispositions régissant l'activité syndicale, s'agissant d'un domaine dont on voit mal se préoccuper une dictature substituant des choix économiques ultralibéraux d'inspiration capitaliste au dirigisme étatique d'un pouvoir marxiste qu'il vient de renverser.

La législation concernant les organisations syndicales fut adoptée en 1979. Auparavant existaient quatre types de syndicats : ouvrier, pour des entreprises regroupant au moins vingt-cinq travailleurs ; professionnels, à tendance corporatiste ; ruraux et, enfin, ceux liés à l'industrie du cuivre.

Les textes qui régissaient leur fonctionnement induisaient une forte intervention de l'État limitant notamment leur droit à se fédérer. C'est ainsi que, durant la Deuxième Guerre mondiale, la CTCH [*Confederación de Trabajadores Chilenos*] fonctionna en marge de la loi et que la CUT [*Central Unica de Trabajadores*] ne connut d'existence légale qu'en 1971, sous le mandat de Salvador Allende.

Dans la nouvelle législation adoptée en 1979, les salariés des entreprises privées et publiques, à l'exception de certains fonctionnaires de l'administration, peuvent se syndiquer. Leurs organisations peuvent se fédérer, confédérer ou s'associer à des organismes internationaux. Quatre catégories de syndicats demeurent, mais ils vont changer de nature.

Les syndicats d'entreprise vont devenir la règle générale et rassembler la quasi-totalité des actifs. Ils concernent les sociétés, firmes, usines, établissements... quelle que soit leur activité, ayant au moins une année d'activité. Ils doivent posséder un minimum de vingt-cinq adhérents et représenter, au moins, 10 % de l'effectif de l'entreprise.

Les syndicats interentreprises doivent, eux, regrouper au moins trois entreprises et compter soixante-quinze adhérents. Enfin, deux types d'organisations réunissent, l'une, les travailleurs indépendants, l'autre, les travailleurs à temps partiel.

Un an et demi après la promulgation de cette législation, quatre mille organisations syndicales comptabilisaient un peu plus d'un million d'adhérents pour quatre millions de travailleurs.

Signe des temps peut-être, dans les dernières années du siècle, seuls 12 % des actifs étaient affiliés à quelque douze mille syndicats professionnels!

En faisant ici un rapide survol de certaines réalisations sociales accomplies durant la dictature militaire, il ne s'agit que d'expliquer pourquoi, au lieu des bilans catastrophiques que présentent au moment de leur effondrement les dictatures, le Chili s'est trouvé à l'heure du retour à la démocratie, dans une situation générale au moins équivalente à celle de la plupart des pays du continent.

Certes, on pourra toujours extraire d'autres données statistiques, présenter d'autres constats pour faire coïncider des vues idéologiques avec d'autres réalités. On sait le décalage, parfois important, qui existe entre l'adoption de textes législatifs rutilants et la concrétisation de leur mise en œuvre. À la chute de la dictature, le Chili restait un pays où trop de gens étaient encore mal logés, mal nourris, mal soignés, mal protégés et où l'injustice sociale y conditionnait encore trop de situations inégalitaires en matière d'éducation, de santé ou de culture.

Il n'en demeure pas moins que, revenus au pouvoir après une éclipse de quelque dix-sept ans, les dirigeants de la démocratie restaurée mettront grand soin à ne pas remettre en cause les réformes entreprises par les « fascistes » et que certains pays de l'est de l'Europe, libérés du carcan soviétique, se pencheront complaisamment plus tard sur les recettes du « miracle chilien ».

Chapitre 13
AUGUSTO PINOCHET

Souvent une seule photo suffit à imprimer dans l'imagerie populaire la légende d'un homme. Ainsi Jean Moulin, Che Guevara... Celle de Pinochet, uniforme gris-bleu, casquette vissée jusqu'aux oreilles, mine sévère et lunettes noires, qui fit le tour du monde le lendemain du coup d'État, est de celles-là. Stéréotype du dictateur sud-américain, elle n'est pas fausse quoiqu'elle ne donne, à l'instar de tout cliché, qu'une vue instantanée et, en l'occurrence, caricaturale de la personnalité de l'individu.

Pinochet est né pour être militaire. C'est avant tout un soldat. Il n'a pas fait d'études supérieures et s'est engagé très jeune dans l'armée. Progressivement, se sont forgées en lui les qualités qui sont celles de la condition militaire: discipline, sens de l'amitié, loyauté, courage. Il n'a pas d'états d'âme. Seuls le guident les combats à mener et les défis à relever. Il fera une carrière exceptionnelle, de la base au sommet, nommé, à cinquante-huit ans, par Allende - ô, surprise - commandant en chef de l'armée.

Il est né en 1915, à Valparaiso, aîné de six frères, d'un père agent en douanes et d'une mère, doña Avelina, qu'il chérit tendrement et qui mourra durant son mandat, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Élève des Pères français, on lui prêtera des origines françaises diverses et variées quand, en réalité, la généalogie des Pinochet se perd au-delà d'un Guillaume Pinochet ayant vécu au XVIIe siècle, dans la VIIe Région du pays.

Marié, sa femme Lucia Hiriart, fille de sénateur, lui donne cinq enfants, trois filles et deux garçons. La famille est très unie. Les grands-parents sont d'origine rurale et, bien qu'il le réfute, le général donne, en civil, l'image d'un homme de la campagne, physique commun de Chilien moyen, amateur de sport et de grand air.

Au Chili, la vie familiale est traditionnellement conviviale. On se réunit le dimanche, aux anniversaires ou à la moindre occasion, dans des assemblées toujours nombreuses où se mêlent les générations. La vie chez les Pinochet n'est guère différente de celles d'autres familles. Dès qu'il a quitté l'uniforme, les apparats de sa fonction et le faste des cérémonies, il redevient l'homme simple, passionné par l'histoire de son pays, que ses filles viennent taquiner dans son bureau ou, sous l'arbre où, l'été, il étudie en bermuda ses dossiers.

Catholique pratiquant, on le voit communier aux offices. Il n'a jamais très bien compris la réserve de l'Église à son égard, alors qu'il a renversé un régime clairement hostile à sa pastorale. Pas d'états d'âme? À un journaliste qui l'interroge, au terme de la dictature, il déclare: « *Quand je mourrai, j'irai au ciel. Selon vous où devrais-je aller? Rassurez-vous, j'irai au ciel.* [...] *Je n'ai jamais craint la mort.* [...] *l'enfer n'existe pas. L'enfer, c'est d'être éloigné de Dieu.* »[185]

En 1987, lors de la visite du pape Jean-Paul II au Chili, l'audience des deux hommes au palais de La Moneda, avait été programmée à 7 heures 30 du matin pour éviter une trop éloquente manifestation populaire. Or, la place de la Constitution où se dresse le palais fut rapidement envahie par une foule qui s'enflamma à la vue des deux hommes venus ensemble la saluer d'un des balcons de l'édifice. Un peu plus tard, agacé de constater que l'entrevue prévue pour durer vingt minutes s'éternisait, l'entourage du Saint Père ne put finalement se résoudre à interrompre un entretien qui ne s'acheva qu'au bout de trois quarts d'heure.

Pinochet a le goût du secret. Allende se trompait lorsqu'il déclara à l'un de ses proches qui suspectait le commandant en chef

---

185 Interview au journal *Hoy*, le 10 juillet 1989.

de l'armée de préparer un coup d'État : *« Pinochet est incapable de tromper personne. Pas même sa femme. »*[186] Aucun membre de sa famille ne sera au courant du coup d'État qu'il mûrit pourtant depuis un an.

Roué, madré comme ces *huasos* [hommes de la terre] auxquels il ressemble, c'est aussi un fonceur. On l'a comparé au général américain Patton. Il le dit lui-même : *« Je suis un soldat. Pour moi, ce qui est blanc est blanc et ce qui est noir, noir. »*[187]

Ses modèles sont Franco, Margaret Thatcher et... Cincinnatus, deux fois dictateur et retourné à sa charrue après avoir sauvé l'empire romain. Il a un sens aigu de ce qu'on appellera au Chili une démocratie autoritaire, plus qu'une dictature, et fera montre d'une habileté politique reconnue même par ses adversaires. *« Les plus grands empereurs romains,* confie-t-il à un journaliste américain *étaient d'excellents stratèges militaires, ce qui ne les empêchait pas d'être aussi d'habiles hommes politiques. »*[188]

Il est proche du peuple, plus à l'aise avec les gens simples qu'avec les intellectuels et exècre les politiciens. En témoigne cette déclaration : *« Messieurs les politicards ont choisi la politique pour son côté rémunérateur. C'est pourquoi ils veulent revenir au pouvoir parce qu'ils sont au chômage depuis treize ans. Ils ont les poches vides. Ils vont à l'étranger pleurer et trouver de l'argent. »*[189]

Comme tous les militaires chiliens, Pinochet nourrit des sentiments d'anticommunisme extrêmement virulents. Pour ce croyant, le marxisme est d'essence diabolique. C'est un cancer qui métastase partout dans le monde. La seule façon de s'en débarrasser est de l'éradiquer. Une anecdote parmi d'autres illustre cet anticommunisme viscéral des Pinochet. On raconte en effet qu'un soir, quelques jours avant le coup d'État, l'une des filles du géné-

186 Joan Garcés, *op. cit.*

187 Interview au *New York Times*, 7 septembre 1984.

188 *Pinochet. Una visión del hombre*, Éditions Barhaus, Santiago, novembre 1995.

189 Discours devant une assemblée de femmes, 30 juillet 1986.

ral, entrouvrant la porte de la chambre où dormaient ses petits-fils, glissa au nouveau commandant en chef de l'armée : « *Un jour, ces enfants vivront dans un pays communiste parce que tu n'auras pas eu le courage d'intervenir.* »

On comprend que le *Golpe* accompli, l'alternative soit claire pour le général : ceux qui veulent vivre selon les principes du marxisme vont le faire ailleurs qu'au Chili. S'ils prétendent les maintenir ici, ils seront pourchassés et liquidés.

La *limpieza* [le nettoyage] commence aussitôt. Elle est l'affaire des trois composantes de l'armée - air, terre, mer - et des carabiniers. Pas de quartier. Nettoyer partout et rendre compte. Le pays ne pourra redémarrer que lorsque l'organisme aura été débarrassé de ses foyers infectieux.

S'il suit de près ce qui a toutes les apparences d'une épuration, Pinochet ne s'en mêle pas directement. Ses priorités sont ailleurs. Le pays est dans une situation catastrophique. Les structures productives de l'industrie et de l'agriculture sont détruites. Les matières premières sont aussi inexistantes que sont absents les crédits extérieurs, découragés par l'incapacité de l'Unité populaire à s'acquitter, depuis deux ans, du service de la dette.

Les États-Unis, embourbés au Vietnam, n'ont aucune envie de se compromettre avec un pays qu'ils sont déjà soupçonnés d'avoir aidé à renverser un régime légalement élu. Au plan international, l'image du Chili est épouvantable et, en fait aucune nation dans le monde n'imagine que la junte pourra durablement se maintenir au pouvoir.

Les prévisions sont en effet alarmantes. Un cénacle de banquiers américains recevant un émissaire civil des militaires lui lance ainsi : « *Vous ne représentez rien. Vous n'avez aucune chance de réussir.* »[190] et l'ancien président de la République, Eduardo Frei, déclare que « *sans un plan Marshall, le Chili ne pourra se relever.* »[191] Sans compter que deux conflits menacent le pays pour des ques-

190 *Pinochet. Una visión del hombre*, *op. cit.*

191 *Ibid.*

tions de frontières contestées : à l'est, contre l'Argentine[192] ; au nord, contre le Pérou et la Bolivie[193].

Mais pour Pinochet, ce n'est pas aux militaires que revient la tâche de relever le pays. L'armée ne sera donc pas politisée. En dix-sept ans de dictature, il fera prêter serment à plus de cent cinquante ministres, la plupart civils, pris hors de la classe politique : entrepreneurs, avocats, jeunes financiers - émules du prix Nobel d'économie, l'Américain Milton Friedman, qu'on dénommera les *Chicago boys* et qui, un an avant le coup d'État, concoctaient déjà un programme de relance économique ultralibéral - et puis des banquiers tel Boris Blanco qui, très jeune, avait milité au sein des Jeunesses communistes ; des femmes, aussi, telle Monica Marriagada qui deviendra ministre de la Justice.

Tous sont appelés du jour au lendemain, après que Pinochet se soit livré à un examen attentif de leurs qualités parmi lesquelles il distingue compétence et loyauté ; tous sont également avisés, le premier jour de leur mandat, qu'ils sont des fusibles, appelés à sauter sans préavis.

Certes avec le temps, les banques, les grandes entreprises et la plupart des instances économiques des États-Unis se tournent complaisamment vers le modèle chilien que Pinochet incarne. En fait, même si le gouvernement américain lui demeure hostile, ce dictateur, universellement connu, représente, au Chili, pour les uns le père de la seconde indépendance du pays, pour les autres, un criminel passible des cours de justice.

En tout cas convaincu d'agir dans l'intérêt de son pays, il se montre assez insensible à l'opprobre dont on le couvre à l'étranger. En 1983, Claude Cheysson, alors ministre français des Relations

---

192 Ce conflit, dit du canal de Beagle, dura une décennie et s'acheva par un jugement de Salomon prononcé par le Vatican en 1983.

193 La question des accès à l'océan - Pacifique pour la Bolivie et Atlantique pour le Chili - est au cœur de ces pommes de discorde qui remontent à la guerre du Pacifique en 1879.

extérieures, s'exclame au Parlement : « *Pinochet est une malédiction pour son peuple!* ». Le lendemain, alors que la presse chilienne a complaisamment rapporté ces propos, on comprend que l'ambassadeur de France, invité à La Moneda à une réception en l'honneur du corps diplomatique, ait rasé les murs du palais présidentiel. C'est Pinochet qui, l'apercevant réfugié dans un coin, le rejoint pour l'apaiser : « *Soyez tranquille! J'ai donné des ordres. Il n'y aura pas de commentaires.* »[194]

Les jugements du général sur sa politique sont d'ailleurs sans ambiguïtés. Vers la fin du mandat qu'il s'est donné, il confie ainsi à un journal d'opposition : « *Certains parlent de dictature et annoncent qu'ils vont lutter contre elle. Contre quelle dictature? Ils parlent tranquillement de dictature et personne ne menace de les emprisonner.* [...] *Ici, chacun lit et pense ce qu'il veut. Ceci s'appelle liberté.* »[195]

Le directeur de *El Mercurio*, l'un des plus anciens quotidiens d'Amérique latine, Arturo Fontaine, estime que « *Pinochet est la première figure historique chilienne du siècle car il est parvenu à tordre le nez à l'histoire et à convertir ce pays en une nation qui va maintenant vers un avenir exceptionnel.* »[196]

Il faudra attendre 1998, l'année de son arrestation en Angleterre, pour que débutent les premiers démêlés judiciaires de Pinochet. Cette année-là, le juge chilien Juan Guzman, que d'aucuns compareront à son homologue espagnol Balthazar Garzon, va entamer une succession de mises en accusation visant les faits de violation aux droits de l'homme dénoncés par la Commission Rettig.

Dans presque tous les cas, l'accusation se heurte au décret-loi 2191 de 1978 amnistiant tous les actes de violence politique, de quelque bord qu'ils aient été commis, depuis le coup d'état de

194 Bouvier m'a lui-même rapporté cette anecdote.

195 Interview à la *Nación*, 18 mai 1988.

196 Interview à la télévision avec la journaliste Maria-Eugenia Oyarzùn, *in Pinochet, una vision del hombre op.cit.*

1973. De surcroît, tant l'armée que bon nombre de parlementaires s'insurgent contre ce qui va rapidement prendre les allures d'un harcèlement. Invariablement, les poursuites engagées par le juge Guzman et soutenues par des juridictions hostiles à Pinochet sont annulées par d'autres juridictions ou par la Cour Suprême.

Ainsi, le 6 juin 2005, la 4e chambre de la Cour d'appel, présidé par le juge Alfredo Pfeiffer, suspend les poursuites dans le cadre de l'opération Condor pour sénilité du mis en cause. Mais, le 7 juillet, le juge Carlos Cerda, président de la 7e chambre, prononce la déchéance de l'immunité parlementaire de l'ancien chef d'État et, quatre jours plus tard, le déclare apte à être traduit en justice.

Il faut savoir qu'au Chili, les magistrats sont chargés d'une triple fonction: l'instruction de la cause, l'accusation et le prononcé de la sentence. Les cours d'appel, conformément à leur vocation, ont la possibilité de casser des jugements antérieurs, la Cour Suprême, d'arbitrer en dernier ressort.

Depuis quinze ans, le statut de nouveau libérateur du Chili, que Pinochet s'est érigé, a résisté aux assauts de ceux qui, partout dans le monde, en ont fait l'archétype du tyran. Ainsi, à travers les arrêts contradictoires de ses juridictions et de sa Cour Suprême, la justice de son pays ne parvient pas à en faire autre chose que « l'auteur intellectuel » des assassinats qu'on lui reproche. Mais on sent déjà que les socialistes revenus au pouvoir, même s'ils ont abdiqué toute revendication de faire du Chili un État révolutionnaire et ont poursuivi les réformes libérales des militaires, ne sauront trop longtemps tolérer l'encombrant piédestal du héros de la contre-révolution.

Providentiellement, en juillet 2004, le sénat américain débusque des malversations dans le fonctionnement de la banque Riggs de Washington: des comptes non-résidents auraient abusé du secret bancaire et, parmi eux, ceux de la famille Pinochet, clos deux ans plus tôt et curieusement transférés au *Banco de Chile* de New York. Les montants avoisinent les 17 millions de dollars et les capitaux, suivis à la trace, ont transité par la plupart des paradis fiscaux des Antilles.

À Santiago, le scandale est immense. Un homme d'affaires, Oscar Aitken Lavanchy, et sa secrétaire, Monica Ananias, proche du général, sont poursuivis, arrêtés, détenus puis libérés sous caution de 5 millions de dollars, en attendant leur traduction devant les tribunaux. L'enquête fera apparaître les libertés que la famille Pinochet aurait prises avec le fisc. Lucia Hiriart, 83 ans, femme de l'ancien chef d'État sera brièvement mise en détention tandis que leur fils Marco-Antonio y sera maintenu quelque temps. Pinochet, lui, est poursuivi pour détournement de fonds dont l'origine ne procède que partiellement de fausses déclarations fiscales et reste inconnue. Les défenseurs du général protestent sans convaincre: la fortune des Pinochet ne s'élèverait «qu'à »... onze millions de dollars (près de 10 millions d'euros) : 1,7 d'épargne, 1,8 de donations (datant de l'année du coup d'État), 5 millions de plus-values (de 1965 à 2004) et 2,5 de « réserves présidentielles » qu'on appellerait sous nos latitudes «fonds secrets ».

La banque Riggs a, elle, reconnu ses fautes devant la justice: elle réglera 16 millions de dollars d'amende pour échapper à toute autre poursuite et 9 millions à la Fondation Salvador Allende de Madrid qui vient de chiffrer à 1 milliard 445 millions d'euros « *l'indemnisation due aux victimes du génocide* [sic] *chilien* ».

Aux accusations de concussion, vient se greffer un nouveau rapport de 1200 pages d'une commission nationale sur l'emprisonnement et la torture (commission VALECH) qui réclame, sur les comptes bloqués des Pinochet, 190 dollars d'allocation mensuelle et les soins gratuits pour les 27 000 victimes qu'elle est parvenue à recenser.

Désormais, le vieux dictateur n'échappera plus aux démons qu'il a nourris en son sein et qui l'accablent dans ses interminables vieux jours. Le commandant en chef, le général Juan Emilio Cheyre, qui organise la « dé-pinochétisation » de l'armée déclare: « *Si des abus ont été commis, ils ont été des actes isolés d'officiers et de soldats. L'armée, quant à elle, a pris la décision difficile mais irrévocable d'assumer ses responsabilités institutionnelles pour toutes activités passées, moralement inacceptables.* »[197]

---

197 Peter Kornbluh, *The Nation*, 13 janvier 2005.

Joaquim Lavin, candidat malheureux de la droite aux élections présidentielles de 1999, commente ainsi l'enrichissement illégal présumé de Pinochet : « *La vérité est que ces choses peuvent exister partout. Évidemment, nul ne pouvait imaginer que cela pourrait être le fait de cet homme. Que cela ait existé nous inspire une profonde désillusion.* »[198]

Elisabeth Lira, psychologue, membre de la commission VALECH résume le mieux le sentiment de la majorité de ses concitoyens en affirmant : « *C'est désolant que cet homme achève sa vie dans d'aussi misérables conditions.* »[199]

---

198 *Ibid.*

199 *Ibid.*

Chapitre 14
POUR CONCLURE

Pour la société chilienne, aujourd'hui, et, principalement pour les jeunes générations qui en composent l'essentiel, la dictature est de l'histoire ancienne. L'Unité populaire de Salvador Allende, le régime des militaires du général Pinochet sont, au fil du temps, devenus des vestiges de l'histoire, celle de l'ancien Chili, celui de la Guerre du Pacifique[200] et des *pronunciamentos*. En quelques décennies, le pays a franchi les étapes qui, du sous-développement, l'ont conduit au niveau d'une nation d'Europe du Sud.

Les années noires se sont peu à peu estompées des mémoires. À l'heure des bilans, l'immense majorité des Chiliens avait souhaité la paix et la réconciliation et rejeté la perspective de procès interminables et probablement ravageurs pour la cohésion nationale. En 1993, le nouveau président de la République, Patricio Aylwin, avait publiquement demandé pardon, au nom de la nation, aux familles de victimes de la violence politique.

En 1998, si le gouvernement chilien, alors qu'il en avait la possibilité, ne fit rien pour prémunir Pinochet d'une arrestation

---

200 Conflit mettant aux prises le Chili, le Pérou et la Bolivie (1879-1884). Le Chili, vainqueur, s'agrandit au Nord, interdisant à la Bolivie tout accès à la mer, et devint la première puissance sud-américaine sur la côte Pacifique.

imminente lors d'un voyage privé qu'il faisait en Angleterre, il agit ensuite avec suffisamment de détermination pour que les demandes d'extradition de plusieurs pays européens ne fussent suivies d'effets et que prît fin, quel qu'en fût le prétexte, la détention et que s'effectue le retour dans son pays du vieux dictateur.

Président de la République élu, de façon irréprochable, sur un programme révolutionnaire qui conduisit son pays au bord de l'abîme, et mort courageusement pour avoir tenu à en payer le prix, Salvador Allende n'est guère honoré dans son pays. Quelques rues de la banlieue de Santiago rappellent son souvenir et, même si rien ne peut s'opposer à ce qu'il figurât dans l'iconographie officielle des chefs d'État chiliens, son image n'est jamais évoquée qu'avec une pudique discrétion. Il suffit aujourd'hui, alors même que le Chili est dirigé par les socialistes, d'ouvrir les manuels scolaires pour prendre conscience de la réserve avec laquelle est abordé l'épisode historique de l'Unité populaire et de son leader.

Cette attitude risque de s'aggraver avec un fait nouveau qui devrait « interpeller » méchamment ses fidèles européens.

Suivant les traces de son grand-père, Ramón Allende Padín, médecin, député, sénateur et le plus jeune grand maître de la Franc-maçonnerie qu'ait connu le Chili, Salvador Allende, à 21 ans, va rejoindre l'association initiatique qui s'opposait alors au président Ibanez.

Son image de socialiste démocrate, invariablement respectueux des institutions républicaines, déjà sérieusement écornée par son engagement dans l'aventure marxiste des années 1960, va être gravement mise à mal par un ouvrage de l'universitaire chilien, Victor Farias[201], paru en Espagne et au Chili en 2005[202].

---

201 Professeur à l'université libre de Berlin.

202 *Salvador Allende: contra los judios, los homosexuales y otros "degenerados"*, Barcelone, Ediciones Altera, 2005. Edition française publiée par les éditions Grancher en 2006.

Fondé sur une thèse écrite en 1993, le réquisitoire de Farias tend à dénoncer les dérives racistes et xénophobes de Salvador Allende, alors en vogue dans l'Allemagne nazie: «*Les juifs*, y lit-on, *se caractérisent par des formes déterminées de délits: l'escroquerie, la calomnie et surtout l'usure.*» En 1939, Allende, jeune ministre de la Santé de 31 ans, publie un livre, intitulé *La réalité médico-sociale chilienne*, où il «*thématise longuement le déterminisme biologique de la criminalité et de la délinquance*»[203]. Il présente un «*projet de loi de stérilisation des aliénés*», assez voisin de la «loi sur la protection de la descendance contre les maladies héréditaires» promulguée en 1933 par le ministre de la Santé du IIIe Reich.

En août 1972, malgré les accords existants, Allende n'avait pas accédé à la demande d'extradition – présentée par Simon Wiesenthal, pourchasseur patenté de criminels nazis – de Walter Rauff, «inventeur» des chambres à gaz ambulantes et ci-devant gros industriel dans les eaux minérales du Sud chilien[204].

Mais le plus surprenant restera peut-être l'appréciation du futur leader de l'Unité populaire à propos de la révolution qui, écrivait-il, est un «*délire collectif pathologique*». Quant au révolutionnaire, il s'agit selon lui d'un «*individu en apparence normal, qui, en réalité, quand on l'étudie, démontre qu'il appartient à un groupe déterminé de dérangés mentaux*».

Un vrai séisme idéologique pour ses nostalgiques, niant les faits.

En fait, il ne fait pas de doute que, passé le temps des controverses, l'histoire reconnaîtra au régime militaire le mérite d'avoir, serait-ce illégalement, interrompu une expérience désastreuse

---

203 *La Nouvelle Revue d'Histoire*, n°19, juillet-août 2005.

204 Walter Rauff disparaîtra, le 14 mai 1984, subitement après l'enlèvement en Bolivie de Klaus Barbie par les Français qui avaient décidé de le juger. Ses obsèques et son inhumation à Santiago donnèrent à beaucoup l'impression d'un simulacre.

dont l'aboutissement ne pouvait être que la création d'un État révolutionnaire ou, plus vraisemblablement, s'agissant d'un pays aux traditions démocratiques très profondément enracinées, une guerre civile d'une déchirante gravité.

Plusieurs raisons expliquent, à propos d'un développement relativement rapide, ce qu'on a pu appeler le « miracle chilien ». D'abord, le fait pour les militaires d'avoir pu imposer, sans opposition, des réformes difficiles et douloureuses, particulièrement pour les catégories de population les moins bien armées pour en supporter le choc. Ces réformes, fondées sur l'initiative et la responsabilité individuelles ou le rejet de l'État providence, étaient essentielles. L'effort qu'elles impliquaient pour le monde du travail se révéla une sorte de thérapie sévère qui, avant que n'en apparaissent les bénéfices, alimenta la haine contre le régime militaire.

Une autre raison fut la mise en place de structures politiques rendant impossible l'arrivée au pouvoir de majorités relatives dont les programmes auraient été rapidement voués à l'échec. La nouvelle Constitution adoptée à une large majorité pendant la dictature et prévoyant deux tours de scrutin à l'élection présidentielle ; la réaffirmation de l'indépendance stricte des pouvoirs, notamment judiciaire, et le retour aux institutions démocratiques... allaient créer les conditions d'un débat politique enfin apaisé, permettant l'alternance au pouvoir des principales formations politiques du pays.

Mais la condition essentielle du développement fut l'extinction du mouvement révolutionnaire et la disparition subséquente d'un activisme armé qui avait déjà été, pour une bonne part, à l'origine de l'échec de l'Unité populaire. Certes l'aide, qu'à travers Cuba, l'URSS apportait à la révolution en Amérique latine allait soudain se tarir avec la chute du communisme, à la fin des années 1980- à l'époque même du retrait de Pinochet et du retour à la démocratie. Mais il n'est pas exagéré d'augurer que si la démocratie chilienne revenue au pouvoir avait eu à faire face aux mêmes atteintes contre la cohésion nationale, elle eût agi contre les groupes armés, sinon avec la même rigueur que celle dont les militaires

avaient fait montre, du moins avec la même détermination. Sa chance voulut qu'elle en fût épargnée.

Dès la chute d'Allende, le commerce extérieur du pays, qui était alors dépendant du cuivre à plus de 80 %, commença à se diversifier. Ouvert sur le Pacifique et proscrit en Europe, le Chili se tourna vers les marchés d'Extrême-Orient qui, eux-mêmes, séduits par les choix de politique ultralibérale du Chili, se précipitèrent pour y diffuser leurs produits. Aujourd'hui, le pays exporte partout dans le monde cellulose, fruits frais, vins et produits halieutiques parmi les plus recherchés, tandis que le cuivre ne représente plus que 36 % de ses exportations.

La France qui, jusque dans les années 1960, marquées par la visite à immense retentissement du général De Gaulle, entretenait au Chili l'une de ses plus importantes implantations culturelles - lycées et alliances françaises, notamment - et qui bénéficiait d'un capital de sympathie exceptionnel, a progressivement perdu ses atouts en raison de son manque de neutralité à l'égard du pays, durant la dictature, lui reprochant d'avoir été un barrage salvateur contre le communisme. Cette situation est à l'origine de son effacement et de la perte de son influence.

Composé presque exclusivement d'une immigration d'origine européenne et disposant ainsi d'atouts majeurs pour devenir le client et le fournisseur privilégiés de l'Union Européenne, le Chili commerce majoritairement aujourd'hui avec le Japon et les États-Unis !

Ce livre n'a eu d'autre prétention que de compléter, à partir de faits, de textes irrécusables et de données chiffrées, inévitablement un peu rébarbatives, l'image qu'on a inlassablement donnée du Chili qui, pour beaucoup, demeure un pays marqué du sceau de l'infamie. Sans le souci de l'éclairer sous tous les angles, l'image recèle des zones d'ombre où se dissimulent d'autres réalités. Pourquoi les cacher ? La vérité ne mérite-t-elle pas qu'on lui sacrifie les petitesses humaines, partialités, modes, sectarisme, complaisance, aveuglement... et la réalité du Chili ne fut-elle pas suf-

fisamment odieuse pour qu'on n'ait pu s'affranchir de la manipuler encore pour satisfaire de petites envies ?

Près de vingt ans après la chute du communisme, que reste-t-il des bienfaits que prétendait apporter à ces plaines immenses de pauvreté la révolution latino-américaine ? Que subsiste-t-il du sacrifice de tant de gens au regard de l'histoire ? De ces groupes de jeunes révolutionnaires, émules de Guevara qui, aujourd'hui, à l'âge de la retraite, mesurent à la misère de Cuba, la vanité et la dangerosité de leurs illusions ? Que dire ? Sinon déplorer le détestable gâchis d'humanité qu'engendrèrent les luttes révolutionnaires et contre-révolutionnaires.

En ce début de siècle, les jeunes Chiliens retiendront peut-être que ces bouleversements étaient le prix à payer pour qu'ils puissent vivre un jour, dans un pays apaisé et prospère.

ANNEXE I [205]

Le "Plan Z"

(de prise de pouvoir, par la force, du mouvement révolutionnaire. NdA)

Dactylographié, il porte pour origine le simple sigle **P4** et pour destinataire **AGP Santiago**.

Il est reproduit ici dans la quasi-totalité de sa synthèse et sous la forme même de sa publication.

Il est daté du 25 août 1973. NdA

1 - Cas d'application du Plan

ZA - Déclenchement d'un coup d'État pour la conquête du POUVOIR TOTAL et l'établissement de la DICTATURE DU PROLÉTARIAT contre l'action d'une partie ou de la totalité des forces armées appuyée par des groupes civils.

ZB - Mort d'Allende à la suite d'un attentat.

ZC - Invasion de l'extérieur avec l'accord ou la complicité des forces armées ou de forces de l'ordre séditieuses.

205 Les cinq premières annexes ont pour source principale: *El Libro Blanco del Cambio de Gobierno en Chile, op. cit.*

Les points *II* et *III* concernent l'ensemble des forces populaires impliquées dans l'exécution du Plan et les principes de base de son développement. (NdA)

IV - Objectifs du Plan

4A - Décapiter les commandements supérieurs et les commandements d'unités des forces armées.

4B - Rétention des unités militaires décapitées dans leurs casernes, dans la capitale et en province.

4C - Contrôle des accès routiers, ferroviaires et aériens à Santiago, Valparaiso, Concepción et Antofagasta.

4D - Occupation et défense des centres stratégiques.

4E - Encerclement, harcèlement et destruction des foyers séditieux.

4F - Consolidation des communications entre :

a/ Le gouvernement et le peuple.

b/ Le commandement politico-militaire et le peuple.

4G - SECURITE D'ALLENDE, DES DIRIGEANTS POLITIQUES ET DES MASSES.

<u>*Accomplissement des objectifs : tâches et organisation*</u>

4A - Introduction - Il sera fondamental d'éliminer physiquement les hauts commandements et les officiers commandant les unités des forces ennemies pour affaiblir et démoraliser la réaction déloyale. En conséquence, on profitera des réunions et des concentrations qui se produiront à l'occasion de la Fête nationale pour agir massivement et de façon coordonnée dans toutes les villes principales.

A1 - Le commandement régional utilisera les NPE [Noyaux armés du MIR – NdA] *dans la ville principale relevant de son autorité pour éliminer par arme à feu les officiers exerçant un commandement militaire, sur les lieux de la parade militaire du 19 septembre.*

A2 - Simultanément, les GAP du palais de La Moneda abattront les généraux, amiraux et autres hauts gradés qui seront réunis pour

assister au déjeuner officiel offert par le gouvernement à l'occasion de la journée de l'armée.

Les points A3 et A4 concernent les directives visant à assurer le contrôle des unités militaires privées de commandement et consignées dans leurs quartiers ainsi que le problème posé par la marine embarquée. Dans ces deux paragraphes, on souligne l'assistance qu'apporteront les personnels préalablement infiltrés. (NdA)

4B - Introduction - Il sera essentiel d'isoler les villes de garnison pour éviter toute liaison entre elles, spécialement Santiago, Valparaiso et Concepción, zones qui, en raison de leurs caractéristiques propres, peuvent décider de l'issue du conflit. En conséquence, les forces populaires des villes de garnison empêcheront à tout prix la sortie des unités consignées.

B1 - Le commandement régional appliquera le Plan de contrôle par les masses des voies de communication de la ville, immédiatement, dès réception de l'ordre central d'exécution du Plan. Les moyens utilisés par les AGP seront les instruments de lutte populaire : barricades, véhicules, charrettes, huile répandue sur la chaussée, feux...

B2 - Après avoir testé la capacité de faire plier la résistance des unités déloyales, le commandement régional appliquera le plan de sabotage sous la responsabilité de L6 pour couper les voies de communication terrestre depuis la ville et interdire l'utilisation des aérodromes. De même, on fera sauter les ponts et passages à niveau essentiels pour le trafic routier et ferroviaire et l'on neutralisera les pistes d'atterrissage. B2 s'appliquera dès la notification de la seconde phase de Z.

B3 - Le commandement régional procédera immédiatement à la neutralisation et à la mise en captivité de l'unité militaire locale en présence active des masses devant les casernes. La propagande se basera sur le refus patriotique de la sédition, l'union au gouvernement et au peuple, ne pas tirer contre le peuple...

Selon l'importance et l'organisation des forces populaires et, selon la qualité et la quantité des forces ennemies et après test de leur résis-

tance, on appliquera le plan de saisie et d'occupation de l'unité en vue de son élimination et de la saisie de son armement. Responsabilité: Plan AGP et L6.

B4 - Les villes de garnison s'établiront en centres de commandement régionaux. Vers elles convergeront les forces populaires des zones voisines. [...] *On utilisera toute sorte de moyens de transport après confiscation immédiate des bus, autos, camions...*

B5 - On aura prévu la détention immédiate des officiers et éléments séditieux d'opposition, préalablement fichés, leur transfert dans les lieux de rétention puis leur élimination. (sic).

Les paragraphes 4C, 4D, 4E et 4F constituent un ensemble de directives stratégiques impliquant l'intervention des forces populaires. (NdA)

4G - Sécurité d'Allende, des dirigeants nationaux, régionaux et des fronts populaires

La sécurité personnelle de Salvador Allende et de ses collaborateurs du gouvernement les plus proches constituera un des objectifs de base du Plan.

5 - Instruction pour l'application du Plan Z

Les commandements régionaux de AGP et L6 appliqueront la première phase du Plan Z dans les cas suivants:

1/ Dès notification expresse des cas prévus en ZA, a priori le 19 septembre 1973.

2/ Dès notification que se seront clairement produites les circonstances figurant en ZB et ZC.

ANNEXE 2

Information Omerta impliquant le Parti communiste chilien

(ce document non daté, non signé, ne comporte qu'une page mais semble indiquer que cette page eut une suite qui ne fut pas découverte, NdA)

1 - OBLIGATION pour tous les militants du Parti communiste pour le mois de juillet :

a/ Se procurer une arme à feu.
b/ Se procurer et transporter dans les bidonvilles signalés : bouteilles de verre, lanternes, paraffine et eau potable au logement de chaque militant.

Ligne *c/* absente (NdA).

d/ Dans le cas d'un affrontement, ne jamais agir contre les carabiniers sans s'assurer qu'ils n'appartiennent pas aux équipes de militants revêtus de l'uniforme de l'arme. En cas d'affrontement, une équipe du PC hautement spécialisée éliminera physiquement les dirigeants de l'opposition, ce que les militants devront garder rigoureusement secret. L'accumulation des bougies, allumettes, aliments, paraffine…

sera exclusivement destinée aux besoins des militants; en cas d'affrontement, en effet, les centrales électriques et de distribution d'eau devront être détruites par explosif. Cette même instruction est valable pour les militants opérant en usine et dont le combat deviendrait insoutenable. Devraient être détruits et incendiés les biens qui, en raison de leur caractère essentiel, ne sauraient tomber entre les mains du fascisme. Les besoins en matériel explosif devront être demandés le plus rapidement possible au Comité central pour être transmis à la fabrique qui les produit.

ANNEXE 3

Inventaire notarié de l'armement saisi dans les résidences de Salvador Allende

147 fusils automatiques - 10 carabines semi-automatiques - 11 revolvers - 3 mitrailleuses - 9 lance-roquettes anti-char de fabrication soviétique - 2 canons sans recul - 1 mortier - 58 baïonnettes - 58 grenades offensives - 625 grenades défensives - 68 grenades à fusil - 236 mines anti-véhicule - 432 grenades lacrymogènes - 25000 détonateurs électriques - 22000 mètres de mèche lente - 3600 mètres de cordeau détonant - 625 kilos de chlorate de potasse - 50 caisses de dynamite - 250 kilos de trinitrotoluène [TNT – NdA] *- 750 cocktails molotov - Plus de 80 000 cartouches - 5000 chargeurs d'armes diverses - Armement de fabrication soviétique ou tchèque. Aucune arme n'appartient à du matériel en service dans l'armée ou le corps des carabiniers, ou n'a, à aucun moment, été inscrite à leur inventaire.*

ANNEXE 4

Rapport d'une commission d'enquête militaire sur l'activité de la résidence Tomas Moro de S. Allende

(Audition des sergents Gaston F. Ituretta et Carlos R. Lobos détachés à la résidence, en qualité de cuisiniers et ayant sollicité leur mutation - 10 avril 1973, NdA)

a/ Le personnel militaire détaché à Tomas Moro est appelé à servir des civils recrutés dans les quartiers populaires, au nombre de cent vingt à cent quatre-vingts et, occasionnellement, le président et son épouse.

b/ Ces civils demeurent sur place peu de temps - de trois à six mois - reçoivent un entraînement au tir prodigué par des instructeurs dont deux Cubains. Ils sont par la suite envoyés dans divers quartiers populaires et remplacés par de nouveaux contingents.

c/ L'âge de ces personnes varie de 18 à 50 ans mais il s'agit surtout de jeunes. Leur niveau culturel est modeste et leur comportement à l'égard du personnel militaire n'est ni déférent ni respectueux. Ils ne manifestent guère plus de respect pour les biens du président qu'il leur arrive parfois d'utiliser pour leur propre compte. À plusieurs reprises, ils ont fait leur profit de repas préparés pour la femme du président ou

utilisé les commodités privées, se comportant comme si le respect dû à ces personnes leur était indifférent. Leur attitude est celle de « durs » et il arrive que se produisent entre eux des rixes, même par arme à feu. Ils sont armés en permanence.

d/ Ils disposent de gîte et de couverts normaux, bénéficient d'un certain nombre d'avantages, à l'exception de permissions limitées à une journée par quinzaine. Six voitures sont à leur disposition. Ils assurent les gardes aux entrées de la résidence par roulement de quatre heures.

e/ Dans la conduite en ville, ils ne manifestent que peu d'intérêt pour les règles de la circulation et, lors de sorties où ils eurent à raccompagner à leur domicile les deux sergents susnommés, il leur arrivait de menacer de leur pistolet-mitrailleur des automobilistes qui les apostrophaient.

f/ Les deux sergents ont demandé à être mutés en raison du régime intérieur de la résidence, du traitement peu digne dont ils étaient l'objet de la part de ces civils, témoignant que ces derniers étaient les « maîtres de maison et faisaient ce qu'ils voulaient ».

g/ Ces civils ne sont pas ceux qui constituent normalement la garde du président qui, eux, ont à l'égard des intéressés un comportement sensiblement plus déférent.

h/ Il faut noter que, bien qu'interrogés séparément, les deux sergents ont exprimé des appréciations similaires sans mesurer leur temps dans leurs commentaires. Que, par ailleurs, ils servirent à Tomas Moro à des périodes différentes.

Ma conclusion personnelle tirée de ces auditions est que la « localité » de Tomas Moro constitue un centre d'instruction paramilitaire.

Marco A. Gonzales Gaete
Lieutenant au Deuxième O.M.

ANNEXE 5

Lettre du secrétaire général du Parti socialiste au « Camarade président de la République »

4 juin 1973
Parti socialiste - Comité central - San Martin 142 - Santiago

Cher camarade,

Pendant plusieurs mois, notre parti, le Parti communiste, et l'Unité populaire ont appelé votre attention sur les problèmes de commandement dans le corps des carabiniers. Au cours des diverses réunions convoquées pour examiner ces questions, nous avons essayé de souligner la gravité croissante de cette situation qui risque de mettre en danger la sécurité du gouvernement.

Il y a un mois, nous vous avons de nouveau soumis ce problème en vous disant que le parti ne désirait pas continuer à assumer la responsabilité du ministère de l'Intérieur si le ministre était incapable de donner une image d'autorité face à cette institution.

À diverses autres occasions, nous avons rencontré auprès de vous plein accord pour que soient adoptées les mesures proposées. Pourtant, à aucun moment, vous ne nous avez dit qu'un membre du haut état-major des carabiniers accompagnerait votre famille pendant un mois en Europe malgré l'urgence de la mise en place de nos dispositions. [...]

Franchement, nous ne comprenons pas ce comportement en des moments où, plus que jamais, les forces de la révolution exigent une

attitude de fermeté, sans compter le côté ridicule que peut avoir un tel fait lorsqu'il implique le plus haut niveau de l'État.

Tout cela nous oblige à rendre effective la démission du camarade ministre de l'Intérieur et de l'Intendant de Santiago, résolution adoptée unanimement par la direction du parti.

Salutations fraternelles .[206]

Carlos Altamirano O.
Pour la direction politique du Parti socialiste

---

206 Formule de politesse en usage entre deux « frères » francs-maçons.

ANNEXE 6

Bilan de l'épuration politique
Violations des droits de l'homme et violence politique

(du 11 septembre 1973 au 11 mars 1990)

source Commission Rettig – «Vérité et Réconciliation»

Victimes décédées de violations des droits de l'homme
2115
Victimes décédées de la violence politique
164

Parmi les 2115 victimes de violations des droits de l'homme :

59 furent exécutées après sentences en conseil de guerre
93 durant les journées de protestas *nationales*
101 lors de prétendues tentatives de fuite
815 lors d'exécutions sommaires ou d'actes de torture
957 disparurent[207].

---

207 Le bilan des disparitions selon les médias en France varièrent entre *« plusieurs milliers »* (émission *Droit de réponse* sur *A2*) et 2500 (*Le Nouvel Observateur*, n° 709, 12 juin 1978 et n° 1505, 9 septembre 1993).

Enfin, 90 furent victimes de particuliers agissant sous des prétextes politiques.

Parmi les victimes de la violence politique :

87 périrent lors du coup d'État ou des cent jours l'ayant suivi
38 moururent lors des journées de protestation
39 lors d'affrontements sur la voie publique.

De ces 2279 victimes, 126 furent des femmes et 2153 des hommes.

2228 furent des Chiliens et, parmi les étrangers, on compte 5 Espagnols, 3 Français et 3 Nord-Américains.

49 furent des mineurs de moins de 15 ans. 1338, soit plus de 60 %, avaient entre 16 et 30 ans.

405 appartenaient au Parti socialiste, 384 au MIR, 353 au Parti communiste et 1408 ne possédaient pas d'affiliation politique connue.

Sur les 2279 victimes, on compte :

207 membres de professions libérales
45 dirigeants ou hauts fonctionnaires
305 employés
686 ouvriers ou paysans
314 travailleurs indépendants
324 étudiants
132 membres des forces armées ou de maintien de l'ordre
266 exerçaient d'autres activités ou des activités non identifiées.

1261 moururent en 1973 durant le coup d'État et les cent jours l'ayant suivi
309 périrent en 1974

119 en 1975
139 en 1976
451 entre 1977 et 1990.

Par ailleurs, 449 cas, présentés par les organisations de défense des droits de l'homme comme ceux de personnes ayant été victimes de violations ayant entraîné la mort, ne purent être retenus par la commission « *en l'absence de tout élément recevable et convaincant, tant de la part de ces organismes que des familles.* »

Il y eut, enfin, 641 cas pour lesquels « *la commission ne put se forger de conviction absolue.* »

ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages généraux :

Salvador ALLENDE, *La via chilena hacia el socialismo*, Éditions Palabras escritas, Santiago du Chili, 1989 (publié à l'initiative de José Martinez Fernandez).

L. ALVAREZ, F. CASTILLO et A. SANTIBANEZ, *Martes 11*, Éditions Triunfo, Santiago du Chili, 1974.

Christopher ANDREW et Vasili MITROKHIN, *The World was going our way. The KGB and the battle for the third war. The Mitrokhin archives*, Éditions Perseus Books Group, New York, 2005.

Hernán BÜCHI, *La transformación económica de Chile*, Éditions Norma, Santiago du Chili, 1993.

Alberto CARDEMIL, *El camino de la utopia*, Éditions Andrès Bello, Santiago du Chili, 1997.

Carmen CASTILLO, *Un jour d'octobre à Santiago*, Stock 2, 1980.

Olivier DUHAMEL, *Chili ou la tentative*, Gallimard, collection L'air du temps, 1974.

VICTOR FARIAS, *Allende, la face cachée; antisémitisme et eugénisme,* Grancher 2006

Joan GARCES, *Allende et l'expérience chilienne*, Presses de la Fondation nationale de Sciences politiques, 1976.

GEMINES (*Sociedad de estudios profesionales*), *Geografia económica de Chile*, Éditions Andrès Bello, Santiago, 1982.

Juan GUZMAN, *Au bord du monde, les mémoires du juge de Pinochet*, Les Arènes, 2005.

Cristian JARA TAITO, *El marxismo y la crisis de la democracia in Chile*, Instituto de sciencia politica de la universidad de Chile, novembre 1991.

Alain JOXE, *Le Chili sous Allende*, Gallimard, collections Archives, 1974.

Joaquim LAVIN, *Chile la revolución silenciosa*, Éditions Zigzag, Santiago, 1987.

José MARTINEZ FERNANDEZ : *Allende, su vida, su pensamiento politico*, Ediciones Palabra escrita, Santiago du Chili 1988

A. MARQUES DE LA PLATA, *El salto al futuro*, Éditions Zigzag, Santiago du Chili, 1992.
Mirando al futuro, Éditions Rodrigo Torrealba, 1998 -

Augusto PINOCHET U., *El Dia Decisivo*, Éditions Andrés Bello, Santiago du Chili, 4e édition, 1980.

Lautaro SILVA, *Allende, El fin de una aventura*, Éditions Patria nueva, Santiago, 1974.

E. TIRONI, *Pinochet, la dictature néo-libérale*, L'Harmattan, 1987.

Alain TOURAINE, *Vie et mort du Chili populaire*, Le Seuil 1973.

Armando URRIBE, *Le livre noir de l'intervention américaine au Chili*, Le Seuil, collection Combats, 1974.

Sergio ZAMORA, *Après septembre*, Éditions Florent Massot, 1994.

Las 24 horas las más dramaticas del siglo, Éditions La Epoca, Santiago, 1993.

Libro Blanco del Cambio de Gobierno en Chile, Éditions Lord Cochrane, Santiago, 1973.

Documents consultés :

- presse française et chilienne,
- archives de l'Institut national audiovisuel,
- rapport d'enquête de la commission Rettig,
- rapport Frank Church (*A staff report of the senate select committee to study governmental operations with respect of intelligence activities*),
- divers textes de la *Commisión Economica Para America Latina* (CEPAL) de l'ONU,
- chiffres de l'*Instituto nacional de estatisticas*,
- comptes-rendus des congrès de l'Unité populaire
- comptes-rendus des séances à la Chambre des députés du Chili.

TABLE DES MATIÈRES

INDEX
DES NOMS ET DES ORGANISATIONS

Augusto Pinochet, Salvador Allende et Unité Populaire *ne sont pas mentionnés car ils sont omniprésents dans cet ouvrage*

Achevé d'imprimer sur les presses de



BUSSIÈRE

GROUPE CPI

à Saint-Amand-Montrond (Cher)
en février 2007

N° d'édition : 217. — N° d'impression : 070387/1.
Dépôt légal : 1er trimestre 2007.

Imprimé en France

Pourquoi, après dix-sept ans d'une dictature présentée comme l'une des plus impitoyables de notre époque, Pinochet recueillît-il encore 45 % de suffrages populaires favorables à son maintien à la tête de l'État ?

Pourquoi, à la chute de la dictature, en 1990, le Chili était-il, en matière économique, le « bon élève du continent » ?

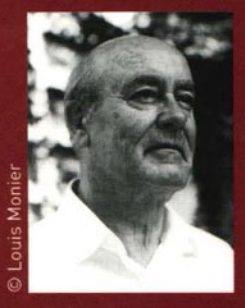
Pourquoi les réformes engagées sous le régime militaire, en matière de santé, de législation du travail, de lutte contre la pauvreté... furent-elles délibérément passées sous silence, de ce côté de l'Atlantique ?

Mais aussi pourquoi Salvador Allende est-il si peu honoré au Chili ? Quel est son bilan ?

Pourquoi continue-t-on de pérenniser la légende de son assassinat quand son propre médecin, présent au palais présidentiel de La Moneda le jour du coup d'État, témoigna de son suicide ?

Et si les Américains soutinrent l'opposition à l'Unité populaire, quel fut le niveau de l'intervention de l'Union soviétique dans les affaires chiliennes d'alors ?

Ce sont ces questions qu'aborde ce livre. Sans les réponses qu'elles méritent, la vérité est incomplète et le témoignage falsifié où les atouts sont le bourrage de crâne, le lavage de cerveau et la langue de bois.



Philippe Chesnay, 70 ans, fut directeur commercial d'Air France au Chili, de 1981 à 1986. Son activité le conduisit à parcourir le pays du nord au sud et à rencontrer des hommes et des femmes de toutes conditions. Constatant le décalage considérable entre ce qu'on disait alors du Chili en France et la réalité qu'il apprenait sur place des témoins de ce temps, et de ce qu'il vivait au quotidien, il avait décidé qu'un jour il en témoignerait.

Il consulta – librement – les archives locales, rencontra certains des protagonistes de l'époque, s'informa dans les milieux populaires et confronta ses connaissances à celles qui étaient diffusées en France.

Ce livre est son témoignage. Déshonorant pour l'intelligentsia française.



ISBN : 2 -86477-217-5
Prix : 24 €